

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries mai 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

En raison d'une petite tempête et du nettoyage auquel je vais devoir m'atteler, plus une coupure de courant de 16 heures, je n'actualiserai pas le site aujourd'hui et demain.

Il n'avait pas plu depuis plus de 5 mois, alors c'est bien tombé, avec un vent qui a dévasté une partie de mon terrain et endommagé la clôture en feuilles de cocotier située au-dessus du mur qui entoure le terrain, le courant marin a changé de sens au profit de la pleine, les premières vagues sont à environ 70 mètres de chez moi donc pas de soucis de ce côté-là et le soleil est revenu en milieu de matinée. Je n'ai pratiquement pas fermé l'oeil de la nuit évidemment, donc je suis crevé.

Hier soir j'ai eu le temps de rajouter dans la page d'accueil deux articles économiques qui mériteraient d'être commentés. Il va falloir s'occuper des agences de notation, véritable bras armé des voyous de l'aristocratie financière pour nous plumer. Vous trouverez également les infos d'avril au format pdf ainsi que la causerie du mois écoulé.

J'ai écrit il y a plus d'un an que la crise actuelle du capitalisme présentait les caractéristiques d'une crise finale, j'avais parlé d'une étape finale de la décomposition du capitalisme mondial, puis je m'étais mis à douter de la valeur de cette analyse au regard des efforts déployés par les différents gouvernements pour l'endiguer sans en mesurer toutes les conséquences, il faut dire qu'à ce moment-là je ne disposais pas de suffisamment d'éléments pour étayer cette hypothèse, les derniers développements de la crise avec la faillite de l'Etat grec qui en annonce d'autres (Portugal, Espagne, etc.) permet de confirmer partiellement ce pronostic. Je ne voulais pas endosser le rôle d'annonceur de catastrophes imminentes sans disposer de suffisamment d'éléments concrets. Au lendemain de la seconde guerre mondiale et pendant des décennies, il y en a qui prévoient une troisième guerre mondiale qui n'a jamais eu lieu, je ne tenais surtout pas à colporter une théorie aussi foireuse qui vous discrédite définitivement.

On peut se tromper, mais rabâcher la même erreur pendant des décennies sans la corriger n'est plus du domaine de la politique mais de la psychiatrie. Aujourd'hui, on ne voit pas comment les différents Etats pourraient passer cette épreuve qui va forcément déboucher sur un affrontement direct entre les classes... Cela ne signifie évidemment pas que le capitalisme serait condamné à disparaître de lui-même, cela prouve qu'il n'est pas réformable, et seul la révolution socialiste mondiale en viendra à bout. Nous y reviendrons prochainement. L'avenir nous appartient, malgré la situation épouvantable dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier international, les choses vont se décanter petit à petit, il va encore falloir faire preuve de patience et ne pas chercher de raccourcis pour construire le parti ni une recette miracle qui n'existe pas.

C'est bien de dire qu'il faut faire payer les capitalistes, mais si on n'ajoute pas immédiatement que s'ils refusent de payer il faut les chasser du pouvoir, on se comporte comme de vulgaires réformistes et l'on conduit le mouvement ouvrier dans une impasse et à la défaite. Au contraire, partant de ce constat, il faut avancer nos propositions, développer notre programme, cela signifie qu'il n'y a aucune issue politique favorable à la classe ouvrière en se situant sur le terrain du capitalisme et qu'il faut avancer résolument sur le terrain du socialisme. Que l'hypothèse de la phase finale du capitalisme soit confirmée ou non n'invalide en rien cette orientation qui prend appui sur les conséquences de la crise que les travailleurs supportent de plus en plus difficilement, et qui correspond à l'objectif du combat que nous devons mener pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

C'est le 1er mai, alors vive le prolétariat international, vive la révolution prolétarienne et vive le socialisme ! Nous vaincrons !

Bon week-end à tous.

Le 2 mai

Contrairement à ce que j'ai écrit hier, j'ai trouvé le temps d'actualiser le site ce matin. Pas le temps de causer. Un mot seulement, je n'aurais pas parié une roupie sur le succès de la mobilisation du 1er mai, je l'avais gardé pour moi pour ne pas vous démoraliser.

Bon dimanche à tous.

Le NPA en quête d'inspiration se tourne vers le PS.

Le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste, Olivier Besancenot, propose dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" ce dimanche de défilé pour les retraites avec le Parti socialiste.

Pour lui, les défilés du 1er mai appellent "*des suites unitaires et radicales dans le courant du mois*". "*L'urgence est d'établir un rapport de forces susceptible d'empêcher la réforme du gouvernement en construisant une mobilisation générale et prolongée des salariés*" estime Olivier Besancenot. (AP 01.05)

Besancenot semble méconnaître l'état d'esprit des travailleurs. Le "*rapport de forces*" est favorable au prolétariat, le contraire signifierait que la majorité des travailleurs sont d'accord avec Sarkozy pour s'attaquer à nos retraites, ce qui n'est évidemment pas le cas. Par ailleurs, ils se méfient de tous les partis et syndicats, ils n'ont plus confiance en personne, chat échaudé craint la plume.

Le problème que personne ne veut aborder sérieusement ne se résumerait-il pas au fait que le mouvement ouvrier à force de ramer pour le régime serait discrédité aux yeux des travailleurs et qu'on ne leur propose aucune issue politique, aucune alternative sérieuse au capitalisme et aux institutions ? Pourquoi se mobiliser pour une cause perdue d'avance ? Ce message est d'ailleurs inclus dans la plupart des discours des dirigeants syndicaux, sans parler du PS, du PCF ou du PG.

On ne développe pas la conscience politique des travailleurs du jour au lendemain et seules des conditions d'existence devenues insupportables les pousseront à se mobiliser, sans même qu'on ait besoin de les en convaincre.

S'en remettre au PS qui ne cesse d'affirmer à la suite de Sarkozy qu'une "*réforme*" des retraites est "*inévitabile*", c'est comme s'en remettre à une planche pourrie pour tenter de sauver ce qui peut l'être encore, c'est faire rentrer le loup dans la bergerie et ne pas voir plus loin que le bout de son nez, c'est la solution du désespoir qui démontre que le NPA est dans une impasse politique. Il ferait mieux de s'associer au POI pour mener ce combat.

Grèce.

1- Des milliers de personnes ont défilé samedi dans les grandes villes grecques à l'appel des deux premiers syndicats du pays pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité que le gouvernement devrait annoncer très prochainement en échange du plan d'aide de l'UE et du FMI.

Dans la capitale, quelque 17.000 personnes ont pris part dans le calme au défilé du 1er Mai, selon les estimations de la police. A Thessalonique, dans le nord de la Grèce, plus de 5.000 personnes ont manifesté.

Le gouvernement grec de centre-gauche s'apprête à annoncer des mesures d'austérité drastiques jusqu'en 2012 pour obtenir les prêts promis par les pays de la zone euro et le FMI et qui devraient s'élever à 45 milliards d'euros rien que pour cette année.

Un plan de soutien sur trois ans (2010-2012), cofinancé par le FMI et les membres de l'Eurogroupe, devrait probablement se situer dans une fourchette allant de 100 à 120 milliards d'euros, a confirmé Mme Lagarde.

"*Ces mesures, c'est la mort*", a commenté Nikos Diamantopoulos, qui manifestait samedi à Athènes. "*Je ne vois pas comment les gens vont faire pour vivre demain, comment ils vont survivre*".

Les syndicats appellent à une grève générale à travers toute la Grèce le 5 mai. (AP 01.05)

2- L'agence Moody's a annoncé vendredi avoir abaissé les notes de solidité financières de neuf banques grecques, dont la Banque nationale de Grèce.(AP 30.04)

Espagne.

Le taux de chômage a atteint un niveau record de 20,05% en Espagne au cours du premier trimestre 2010, selon des données publiées par l'Institut national de statistiques (INE). (Reuters 30.04).

Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de quatre entreprises d'électricité.

"*Nous nous conformons à la constitution qui dit que les services de base ne peuvent pas être gérés par le secteur privé*", a déclaré samedi Evo Morales. (AP 01.05)

Rassurez-vous, les multinationales seront indemnisées rubis sur l'ongle.

Le 3 mai

Une causerie à partir de quelques éléments épars recueillis hier.

1- A l'émission Kiosque diffusée sur TV5Monde Asie, j'ai entendu une journaliste grecque expliquée que le gouvernement envisage de supprimer les conventions collectives. Ils veulent atomiser le prolétariat, le priver de tout droit. Elle a dit aussi que la retraite devrait passer de 53 à 67 ans, soit plus 14 ans d'un seul coup, en ajoutant qu'il n'était pas rare que des travailleurs partent à la retraite vers 45 ans, elle a précisé que les Grecs qui avaient la possibilité de partir à la retraite se précipitaient pour échapper à la nouvelle loi qui entrera en vigueur prochainement.

45 ans, on est loin des 60 ans auxquelles s'en tiennent nos dirigeants. J'en déduis que les aspirations réelles des travailleurs ne sont pas réellement pris en compte en France. Il y en a qui vont dire : vous voyez que pendant des décennies la Grèce a pu s'accommoder avec une retraite entre 45 et 53 ans, c'est donc compatible avec le capitalisme. Alors vive le capitalisme et au diable le socialisme !

Pour concurrencer la Chine, il faut revenir aux conditions de travail du début du XXe siècle...

2- La marée noire aux Etats-Unis est l'oeuvre du capitalisme. Le risque d'une défaillance technique était prévisible, le puit de pétrole est situé à 1,5km de profondeur, une erreur humaine était tout aussi envisageable, or BP n'a rien prévu pour faire face à une telle situation.

Qu'est-ce que le socialisme ?

BP est une multinationale dont le seul objectif est de réaliser le maximum de profits, les coûts d'exploitation et d'entretien de ses installations pétrolières doivent être réduits autant que faire ce peut. On a appris que c'était un défaut d'entretien qui était à l'origine de cette catastrophe (lire plus loin dans les infos en bref). A l'opposé, un Etat socialiste qui a pour seul objectif la satisfaction des besoins de la population aurait creusé parallèlement un puit de secours par mesure de sécurité pour palier à tout incident grave toujours possible afin de préserver l'environnement.

Je vous laisse compléter cette argumentation. Question : pourquoi les partis ouvriers sont infoutus de présenter les choses ainsi aux travailleurs, aussi simplement ? Le socialisme pour eux, c'est quoi, un mot, un dogme ? Tous les jours l'actualité nous fournit des éléments qui nous permettent de mettre en valeur le socialisme, pourquoi ne le font-ils pas ?

Je vais vous dire ce que je pense réellement : j'ai lu les tracts du 1er mai, et pour que personne ne se sentent visé particulièrement ajoutons la littérature diffusée par les différents partis ou groupes de militants, leur contenu est insipide et le mot est encore trop faible pour exprimer ce que j'ai ressenti à leur lecture, d'ailleurs la plupart du temps je ne les lis même plus jusqu'au bout, et pour cause, j'ai mal au crâne avant et j'ai franchement l'impression de perdre mon temps, je crois lire sans cesse le même tract ou journal écrit dans les années 60, 70, 80, 90 ou

2000 au choix, inaccessible à l'immense majorité des travailleurs, la réalité ou les faits relatés ne sont pas analysés dans une autre perspective que le capitalisme qui leur sert de base, on a l'impression d'étouffer, on ressent un sérieux malaise, les faits leur servent uniquement à débâler leurs théories dont ils sont les seuls à connaître les mystères, c'est bien simple, quand les faits n'apparaissent pas sous la forme de citations très courtes qui ne permettent pas de saisir précisément de quoi il est question et par conséquent de se faire sa propre opinion, à l'opposé on est en présence de dépêches de presse brutes sans la moindre analyse, alors que les citations servent uniquement de support à une argumentation théorique incompréhensible pour la plupart des travailleurs et même des militants, on a l'impressive négative de se retrouver pris dans un cercle infernal dont on ne voit pas la sortie.

En résumé, j'ai l'impression que ces partis, tendances ou groupes ne sont capables de penser au-delà du capitalisme que sur le plan théorique, je pense au contraire qu'il faut partir du capitalisme et expliquer en détail en quoi consisterait sa négation en partant de nos besoins ou aspirations, c'est à mon avis la meilleure méthode pour relier la théorie à la réalité que vivent quotidiennement les travailleurs et qui seule les intéresse, pour qu'ensuite les conclusions pratiques qu'on en tire leur devienne accessibles ou qu'ils y adhèrent.

A quoi cela va servir de gueuler contre BP, de dénoncer le capitalisme avec des grandes phrases ? A rien, absolument rien. Cela revient à dire aux travailleurs : voyez ce qu'il ne faut pas faire. Et après ? Après rien, il faut en finir avec le capitalisme, passer au socialisme, etc. Et après insisteront à juste titre les travailleurs, nous voilà bien avancés, vous êtes des rigolos, vous nous dites ce qu'il ne faut pas faire mais vous ne nous dites pas ce qu'il aurait fallu faire ou ce que vous auriez fait, alors arrêtez votre baratin, et ils auront raison.

Si vous leur expliquez qu'il aurait fallu creuser un second puit par mesure de sécurité et que BP ne l'a pas fait par mesure d'économie pour ne pas grever les dividendes des actionnaires, alors qu'un Etat socialiste l'aurait creusé parce que son action est uniquement déterminée par les besoins de la population, vous mettez à nu en cinq secondes la raison d'être et l'objectif du capitalisme, vous permettez à votre interlocuteur de comprendre par lui-même ce qui permet de distinguer le capitalisme du socialisme. On peut étayer cette démonstration, mais la méthode peut être utilisée avec n'importe quel événement se produisant dans le monde.

La mise en oeuvre du socialisme ne concerne pas uniquement les institutions, ne se limite pas à l'application de mesures, décrets ou lois prises par un gouvernement ou l'équivalent d'un soviétique, assemblée constituante ou assemblée populaire souveraine, le tout demeurant pour l'heure abstrait ou plutôt hypothétique, situé dans un avenir indéterminé.

A bas BP, le capitalisme ou Obama ne constitue pas une réponse suffisante à la question qui est posée par cette pollution terrible, par contre la nécessité de forer dès le départ un second puit pour satisfaire notre besoin en pétrole en toute sécurité, au lieu de n'en forer qu'un seul pour des raisons vulgairement économique et aboutir finalement à cette catastrophe constitue une réponse précise et cohérente. (A suivre)

3- A propos de la loi sur la burqa. A l'étranger on va tous passer pour des islamophobes. Certains gouvernements seront tentés de prendre des mesures de rétorsion en réponse. Je vous donne un exemple que tout le monde ignore.

Le gouvernement français a rendu plus difficile les conditions pour l'obtention de visas dans certains pays, dont l'Inde. Mieux encore, dorénavant c'est une société privée indienne, qui pour le compte du consulat de Pondichéry ou de l'ambassade de Delhi qui délivre les rendez-vous au service consulaire, l'accès à ce service est interdit, il est impossible de rencontrer une personne travaillant dans ce service, j'en ai fait l'expérience en accompagnant mon beau-frère, il est entré et on m'a signifié de rester dehors. Par mesure de rétorsion le gouvernement indien a décidé de modifier les conditions de renouvellement des visas de courte durée des étrangers. Il n'y a pas si longtemps, un Français pouvait obtenir un visa de six mois, pour le renouveler il lui suffisait de se rendre quelques jours dans un pays voisin et de demander dans une ambassade indienne un nouveau visa de six mois. Maintenant il ont instauré une période de deux mois pendant lesquels vous ne pouvez pas renouveler votre visa, donc vous êtes obligé de retourner dans votre pays d'origine pendant cette longue période, et surtout de repayer un billet d'avion. Je ne suis pas concerné puisque j'ai un permis de résident de cinq ans étant marié avec une femme d'origine indienne.

Je suis opposé à une loi interdisant la burqa ou tout autre vêtement. Passons à autre chose.

4- Le 1er mai était férié en France et dans d'autres pays, dans l'émission Kiosque sur TV5Monde Asie ils ont montré une courte rétrospective sur l'histoire du 1er mai, j'ai appris que c'était le gouvernement russe en 1920 qui avait décidé le premier de faire du 1er mai un jour férié.

5- Empiètons sur le prochain sujet. Selon Eric Woerth, le succès de la réforme selon l'Elysée dépendra de la capacité à faire que les mesures soient perçues par l'opinion comme «nécessaires» et «justes», selon la même source. (20minutes.fr 02.05)

Les parasites qui contrôlent le mouvement ouvrier ont donc pour mission pour faciliter la tâche du gouvernement, de tenter de nous faire passer des vessies pour des lanternes auprès des travailleurs, pas sûr qu'ils y parviennent.

Retraites.

1- Thibault voudrait éviter l'affrontement avec le gouvernement.

Thibault expliqué lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI : *"Je ne vais pas vous dire ce soir qu'on va forcément au conflit"*, a-t-il souligné. *"Nous faisons tout pour que le gouvernement nous entende. Maintenant, (...) ça sera pas le seul sujet où nous serons peut-être pas parvenus à nous faire entendre, et à ce moment-là, il sera toujours le temps de réagir"*.

"Je pense qu'il faudra que nous discussions d'autres initiatives, d'autres rendez-vous sans tarder" avec *"l'objectif de peser avant que des décisions ne soient prises"*, a-t-il dit. *"On a besoin de tout le monde sur les retraites"* a-t-il dit. (AP 02.05)

a- S'il n'y a pas *"conflit"*, cela signifie que l'un des des interlocuteurs a cédé à l'autre ou s'est aligné sur ses positions, or sachant que le gouvernement n'a pas reculé d'un iota... Un aveu qui n'en est pas un quand on lit attentivement les déclarations de Thibault, une annonce en direction des syndiqués de la CGT ou plutôt un sale coup destiné à les démoraliser.

b- L'emploi du pluriel pour parler des initiatives à venir préfigure de nouvelles journées d'action, la meilleure méthode pour casser la mobilisation et le moral des travailleurs et des militants.

2- Prudence. Un chemin bordé d'épines.

Interrogé sur la mobilisation du 1er mai par le Journal du Dimanche, Raymond Soubie a constaté que «les chiffres sont en net retrait par rapport aux manifestations précédentes», une preuve selon lui qu'*«une large partie des Français considère qu'une réforme est inéluctable»*. *«Cela ne signifie pas que la réforme se présente comme un chemin de roses»*, a-t-il ajouté. (20minutes.fr 02.05)

Xavier Bertrand, a remarqué cette baisse de la participation aux manifestations mais, a-t-il ajouté, *"il ne faut pas en tirer la conséquence que ça voudrait dire qu'on ne s'intéresserait pas à cette question, notamment chez les salariés"*.

"Il y a eu moins de mobilisation, il n'y aura pas moins de concertation pour autant", a-t-il ajouté sur Radio J.

Eric Woerth, a répondu qu'il *"n'en tir(ait) pas des conclusions majeures."* *"Il y a moins de manifestants que prévu (...). Cela dit, quand il y a une personne qui descend dans la rue pour dire des choses (...) je l'écoute, ça m'intéresse"*, a-t-il ajouté sur Canal+.

a- Le gouvernement se situe sur le même terrain que les dirigeants syndicaux qui avaient appelé les travailleurs à faire du 1er mai une journée de mobilisation pour défendre les retraites. Après avoir organisé un simulacre de mobilisation tout en sachant par avance qu'elle ne serait pas massive, ils en tirent ensemble la conclusion attendue que l'heure est à la concertation ponctuée éventuellement de journées d'action pour que chacun y trouve son compte, les dirigeants syndicaux comme le gouvernement et le tour est joué.

b- Bien que la situation semble cadenassée par les appareils, on sent poindre chez eux une certaine inquiétude, un réflex naturel peut-être : et si les Thibault, Chérèque et consorts ne parvenaient pas à contrôler leurs troupes...

Personnellement je n'y crois pas, ce serait plutôt un événement sans rapport avec la question des retraites qui pourrait faire déborder le vase et conduire les masses à descendre dans la rue par millions, les masses dont plusieurs couches sont plus radicales et déterminées que la base des syndicats. Il ne faut pas se leurrer ou prendre nos désirs pour la réalité, camarades. Les travailleurs perçoivent la remise en cause des retraites de la même manière qu'ils perçoivent les licenciements, comme une fatalité, comment pourrait-il en être autrement dans la situation actuelle, ils sont d'autant plus portés à avoir cet état d'esprit qu'aucun parti (et syndicat) ne relie la question des retraites ou des licenciements à la nécessité d'en finir avec le gouvernement, les institutions et le capitalisme, ils se retrouvent donc pieds et mains liés au capitalisme en décomposition, dès lors on peut comprendre que les travailleurs subordonnent leurs intérêts au rétablissement du capitalisme en crise puisqu'on ne leur propose aucune autre issue politique. Il est clair par ailleurs que la situation est insupportable pour des millions de travailleurs isolés mais qu'elle est encore tolérable pour la majorité d'entre eux et la petite-bourgeoisie, elle n'a pas encore atteint le point de fusion qui correspondrait à une modification effective de la quantité en qualité.

Cela donne une indication utile sur leur degré de subordination au capitalisme à l'heure qu'il est, subordination qui évoluera en sens inverse en fonction de la détérioration de la situation économique et de ses conséquences pour les travailleurs. Dans cette perspective, il faut continuer à expliquer inlassablement aux travailleurs la situation afin de les aider à prendre en mains leur destin et à s'organiser, que la seule alternative au capitalisme demeure le socialisme...

Ce n'est pas le prolétariat qui se retrouve prisonnier dans une tour assiégée, mais bien les capitalistes empêtrés dans les contradictions de leur système économique, à entendre nos dirigeants on aurait l'impression du contraire.

Alors face à une agression qui en annonce d'autres toutes aussi insupportables, nous devons passer d'une position défensive à une position offensive pour délivrer le prolétariat de ses illusions dans le capitalisme qui constituent un obstacle à sa compréhension de la situation et à sa mobilisation. Il faut procéder par ordre si l'on veut aider les travailleurs à comprendre dans un premier temps que leur prison n'est pas le capitalisme mais les illusions qu'ils ont en lui, et qu'une fois ces illusions envolées le capitalisme leur apparaîtra tel qu'il est vraiment, une fois parvenu à ce constat ils jugeront inutiles de vouloir le sauver pour tenter de sauver leur peau avec, ils seront parvenus à la compréhension et la conclusion qu'il faut l'abattre, ensuite il ne restera plus qu'à axer leur combat politique contre les institutions dans la perspective d'atteindre cet objectif...

La position que je viens de développer est autre chose que les misérables lamentations des uns et des autres en direction de la vermine qui contrôle les syndicats et les partis ouvriers ou prétendus tels. Elle est révolutionnaire tout simplement, non ?

Un dernier mot sur l'arrière-garde du prolétariat : faudra-t-il attendre qu'un intellectuel à la solde du régime évoque le risque d'une révolution, que ses propos soient repris en boucle par les médias pour que l'on remette au goût du jour la révolution prolétarienne, le socialisme ?

Les prédateurs sont aussi des maquereaux.

Alors que son procès s'ouvrira le 8 juin prochain, Jérôme Kerviel, l'ancien trader de la Société Générale revient sur le devant de la scène en publiant un livre chez Flammarion, *L'engrenage*, mémoire d'un trader.

Jérôme Kerviel revient également sur certains aspects de son livre, dont l'un des plus surprenants: selon l'ancien trader, l'activité des salles de marché est comparable à de la prostitution :

"Pour nos chefs, on est des «gagneuses». A la fin de la journée, on entendait la phrase : «Relevé des compteurs !». «Combien t'as fait ? T'as été une bonne gagneuse aujourd'hui !». Tous les traders ont entendu ça. Dans ce milieu, c'est chacun pour soi. En salle des marchés, on peut être assis à deux mètres d'un collègue et essayer de profiter de l'erreur qu'il vient de commettre pour faire de l'argent. L'individualisme est poussé à son maximum." (Slate.fr 02.05)

Sarkozy est dévoré par la luxure.

Le président Nicolas Sarkozy a rendu hommage dimanche soir à Jean-Louis Dumas, ancien gérant du groupe Hermès décédé à l'âge de 72 ans, saluant la mémoire de ce *"grand cavalier d'industrie"* qui avait su faire de la maison de luxe un *"étendard de la marque France"*.

"C'est un deuil pour sa famille, pour tous les salariés du groupe Hermès, et c'est aussi une perte pour la France", a déclaré le chef de l'Etat dans un communiqué.

"Jean-Louis Dumas a su faire d'une marque historique liée au cuir et à la sellerie un emblème du luxe et de la modernité, un étendard de la marque France", a-t-il ajouté. *"Il a exporté la marque Hermès de l'univers du cheval vers de nombreux secteurs d'activité, jusqu'à habiller des hélicoptères et concevoir un yacht écologique, en suivant le cours de ses passions et de ses fantaisies sans jamais transiger avec la très haute qualité"*. (AP 02.05)

Et le yacht de Bolloré, il est écolo ou non ? Il a décidément tout pour plaire le parvenu.

Etats-Unis.

1- C'est *"une pièce d'équipement défectueuse"* qui est à l'origine de l'explosion de la plate-forme pétrolière et de la marée noire dans le golfe du Mexique, a affirmé dimanche le président de BP Amérique, Lamar McKay. (AP 02.05)

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier soir, le journaliste a dit que le pétrole continuerait de se déverser dans la mer pendant des mois, que techniquement il était pratiquement impossible de boucher la base du puit de pétrole, et que pour creuser un second puit à 1,5km de profondeur pour l'atteindre et y déverser du ciment par exemple, cela prendrait des mois.

2- Fusion-concentration. Les dirigeants de Continental et d'United Airlines ont approuvé dimanche un échange de titres qui ferait de leur alliance la plus grosse compagnie mondiale de transport aérien, a appris l'Associated Press. (AP 02.05)

Australie.

Le gouvernement australien a annoncé dimanche son intention d'instaurer, à partir de 2012, une taxe de 40% sur les super-profits des groupes miniers, taxe qui pourrait générer environ 3 milliards de dollars australiens (2,78 milliards de dollars US) de recettes la première année. *«Ce plan à long terme dévoilé aujourd'hui (dimanche) vise à bâtir une économie plus forte en utilisant les super-profits tirés de ressources appartenant à l'ensemble des Australiens»*, a déclaré le Premier ministre travailliste Kevin Rudd.

Cette nouvelle taxe devrait permettre d'aider au financement des retraites, de grands travaux d'infrastructures et d'abaisser les impôts pour les petites entreprises. *«Les entreprises ne paieront pas cette taxe additionnelle tant qu'ils ne verseront que des dividendes compatibles avec un retour sur investissement normal pour les actionnaires, et seulement sur les super-profits»*, a précisé le ministre du Budget Wayne Swan.

Cette taxe serait compensée par une baisse des impôts pour les activités d'exploration des groupes miniers et par la mise en place d'un fonds destiné au financement de grandes infrastructures comme des routes, des voies ferrées ou des ports, fonds qui bénéficierait en

premier lieu aux régions riches en matières premières. (20minutes.fr 02.05)

Le 4 mai

Hier j'ai écrit *receuillis* au lieu de *recueillis*, avec mes excuses, je n'avais pas relu.

Il est déjà 11h30 du matin, j'ai commencé à bosser à 7h30, je n'ai pas encore pris ma douche, je dois m'habiller et aller à Pondichéry faire des courses, régler le téléphone et l'électricité, prendre quelque chose à manger pour midi, et tout mon après-midi est pris par des tâches ménagères, donc je n'ai pas le temps de me relire, tant pis pour les fautes, je n'ai pas une minute à moi et c'est tous les jours pareils, et le soir je suis si crevé que je fous rien de préférence, je télécharge quelques articles pour le lendemain, je regarde la télé ou je vais directement me coucher.

Etant donné le peu de connections au site et les rares courriels que je reçois, je me demande à quoi cela sert-il de continuer, on va finir par croire que je me fais plaisir, alors que c'est plutôt le contraire qui est vrai. Si ce n'était pas ma contribution à la lutte de classe et la seule possible dans ma situation, je plaquerais volontiers tout immédiatement. Je ne suis pas du genre à accepter des relations à sens unique ou à alimenter l'individualisme ou encore à pédaler dans le vide. Les internautes anonymes qui se connectent sur le site sont-ils favorables au port de la burqa ? Le sens de ma question ne vous aura pas échappé évidemment. C'est mon côté provocateur.

Précision. Les titres des articles de la rubrique *Actualité* et des infos en bref sont de *Lutte de classe*, tandis que les titres des autres articles sont des agences de presse ou des quotidiens nationaux, sauf exceptions très rares.

Dans quelle perspective se situe Thibault ? Le capitalisme est éternel !

Thibault a souligné que le chantier des retraites allait «*engager sur des décennies, donc sur plusieurs générations*», et a demandé une «*méthodologie incontestable*». (AFP 03.05)

Ah ben, si on en a encore pour des décennies, des générations avec le capitalisme, autant dire qu'il est éternel et qu'il ne reste plus qu'à y adhérer... comme Thibault !

Le gouvernement en quête permanente de boucs émissaires. Haro sur les fonctionnaires !

Un contrôle renforcé des arrêts maladie va être expérimenté dans 6 régions de France, (CPAM).

Selon un décret paru ce dimanche au Journal officiel, il concernera les fonctionnaires en arrêt depuis moins de 6 mois. Cette décision est le fruit d'un partenariat entre l'Etat et les Caisses d'assurance maladie.

Le décret crée un "*outil partagé*" par les CPAM concernées par l'expérimentation, basées à Paris, Lyon, Strasbourg, Nice, Rennes et Clermont-Ferrand, ainsi que leurs échelons locaux du service médical (ELSM), chargés des contrôles.

L'objectif de ce partenariat est donc d'analyser l'ensemble des données recueillies dans ces villes sur les arrêts médicaux, les droits des sorties des malades, ou leurs visites par des inspecteurs et l'éventuel contentieux lorsque l'arrêt-maladie est considéré comme abusif par l'administration. L'expérimentation "porte sur le contrôle des arrêts de travail dus à une maladie non-professionnelle d'une durée inférieure à six mois consécutifs", précise le décret.

Les contrôles seront "*réalisés à titre expérimental, par dérogation à l'article 35 de la loi du 11 janvier 1984*", précise le décret, qui prévoit dans son article 2 des contrôles pour les arrêts de travail de plus de 45 jours consécutifs, du type de ceux prévus par le code de la sécurité sociale.

Le texte institue aussi des "*contrôles ponctuels*" qui "*peuvent être réalisés lorsqu'il est constaté plus de trois arrêts de travail de courte durée au cours des douze derniers mois, dès lors que le quatrième arrêt est d'une durée supérieure à quinze jours*". (lefigaro.fr 03.05)

Après les faux chômeurs, les fraudeurs aux prestations sociales, les musulmans polygames et forcément terroristes, les immigrés sans-papiers, les jeunes fainéants et forcément dealers, les malades qui s'enfilent des médicaments inutiles ou qui abusent de soins médicaux, les vieux qui ne veulent plus bosser, c'est au tour des fonctionnaires de se faire matraquer par le gouvernement, et ce n'est qu'un début avec dans sa ligne de mire l'alignement des retraites du public sur le privé.

On aura compris qu'avant de mettre à exécution son plan scélérat contre les fonctionnaires, le gouvernement a besoin de les livrer à la vindicte publique et à un lynchage en règle par les médias, à commencer par *Le Figaro*, ce qui est dans l'ordre des choses.

La grève des chômeurs.

La coordination des intermittents et précaires appelait, ce lundi, à une journée nationale d'actions un peu partout en France.

Cette journée d'action avait pour objectif d'exiger notamment la hausse des minima sociaux et des bourses d'étude, une mobilisation intitulée "*Et si on inventait la grève des chômeurs*"?

'Des organismes comme la Caisse d'allocations familiales et le Pôle emploi font semblant de croire qu'il y a du travail partout, et que s'il y a des chômeurs c'est seulement parce qu'ils ne veulent pas bosser', poursuit l'organisateur, qui déplore 'un système où on est obligé d'accepter des boulots de merde, très loin du domicile ou qui n'ont rien à voir avec nos qualifications, tout ça pour jouer le rôle du chômeur motivé et toucher nos allocations'.

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite faute de mieux (près de 1,3 million fin mars) est en augmentation constante depuis une quinzaine d'années. En 2010, ce sont près d'un million de chômeurs en fin de droits qui devraient perdre leur assurance chômage, selon les prévisions du Pôle emploi, tandis que le nombre de chômeurs de longue durée (947 000) a augmenté de 24 % entre fin 2008 et fin 2009, selon l'Insee. (AP et Lemonde.fr 03.05)

Best and bad for ever par Robert le républicain.

L'ancien garde des sceaux Robert Badinter (PS) s'est déclaré favorable à un '*accord républicain*' sur la burqa, dimanche 2 mai, lors de l'émission 'Internationales' sur TV5, en partenariat avec RFI et Le Monde.

Le sénateur socialiste souhaite une '*réponse ferme et graduée*' sur la burqa qui est '*un outrage à la dignité des femmes*'. 'Tout à fait d'accord pour qu'il y ait une infraction pénale et des poursuites' à l'encontre de '*ceux qui, par pression, obligent les femmes à porter la burqa*', M. Badinter est plus réservé sur une interdiction totale : '*Rien ne serait pire que des annulations soit au regard de la Convention européenne des droits de l'homme, soit au regard de la jurisprudence du Conseil constitutionnel.*' (Lemonde.fr 03.05)

Autrement dit, si ces institutions étaient favorables à l'interdiction totale de la burqa, le courageux républicain voterait cette loi.

Etre républicain, libre-penseur, franc-maçon, humaniste, c'est nier la lutte des classes pour se situer sur un terrain commun aux différentes classes qui finalement profite principalement à la classe dominante, c'est de la collaboration de classes.

En dehors des adeptes de la burqa ou du tachador, tout le monde est contre évidemment du FN à LO, donc pas besoin d'une loi pour condamner non pas celles qui le portent mais ceux qui les obligent dans certains cas à la porter. Que les hommes qui obligent leur épouse ou leurs filles à porter la burqa soient des rétrogrades habités par une culture moyennageuse, c'est évident.

La question serait plutôt de savoir pourquoi ils en sont encore là, pourquoi leur conception de la femme n'a pas évolué. Peut-être tout simplement parce que la société est rétrograde et qu'il est de plus en plus difficile de s'y intégrer. La régression enregistrée au cours des dernières décennies sur le plan social et politique n'y serait-elle pas pour quelque chose par hasard ? L'individualisme encouragé par leur société pourrie, la concurrence de plus en plus acharnée qui existe à l'intérieur de toutes les classes pour s'en sortir au détriment de ses semblables n'y serait-elle pas pour quelque chose ?

A défaut de se trouver bien dans la société actuelle et en l'absence de toute perspective pour le futur, il y en a qui se tournent vers le passé, au même titre que les partisans du régionalisme ou de la liquidation de nos acquis sociaux collectifs au profit de la charité publique comme au Moyen-Age qui mènent le même combat réactionnaire.

Etats-Unis.

Le département américain de la Défense a annoncé lundi lors de l'ouverture de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) aux Nations unies, à New York, que les Etats-Unis possédaient 5.113 têtes nucléaires dans leur arsenal disponible, ainsi que "*plusieurs milliers*" d'autres ogives hors d'usage attendant d'être démantelées.

Le chiffre dévoilé lundi concerne les armes nucléaires américaines en date de septembre 2009 et représente une baisse de 75% par rapport à 1989, selon le Pentagone. Il comprend les ogives à longue portée, dites "*stratégiques*", et celles à courte portée, ainsi que les armes déployées -plus ou moins prêtes à être utilisées- et celles de réserve.

En revanche, les milliers de têtes désactivées ou démantelées à divers degrés ne sont pas prises en compte. Celles-ci pourraient, en théorie, être reconstituées ou leur matériel nucléaire recyclé. Au total, les estimations de l'arsenal complet des Etats-Unis varient de 8.000 à 9.000 unités, mais le Pentagone refuse de donner un chiffre précis.

Selon des experts indépendants, le nombre total d'armes nucléaires dans le monde serait supérieur à 22.000. La Fédération of American Scientists estime que près de 8.000 de ces têtes nucléaires sont opérationnelles, dont 2.000 américaines et russes prêtes à être utilisées en urgence.

Le TNP, en vigueur depuis 1970, est le plus important pacte à l'échelon mondial sur les armes nucléaires. Les délégués des 189 pays signataires se réunissent tous les cinq ans. Seuls l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et Israël ne participent pas. (AP 03.05)

Etrange mansuétude à l'égard de l'Inde et d'Israël..

Le 5 mai

Les liens entre Roland Dumas et des dirigeants du FN ne se sont jamais démentis apprend-on. J'ai mis en ligne l'article que Rue89 lui a consacré hier en ajoutant le commentaire suivant :

Roland Dumas est un bourgeois, de plus il est normal qu'il ait la morale de la classe dont il représente les intérêts sur le plan politique, celle des bourgeois qu'il partage avec le FN. Quoi de surprenant là-dedans ? Rien. Qu'il ait été ou qu'il soit un dirigeant du PS ? Si ce n'était pas incompatible, c'est parce que le PS et le FN ont en réalité en commun la même nature sociale, une seule nature sociale et non une double nature comme on nous l'a expliqué frauduleusement pendant des décennies.

Dumas n'a pas de conviction, il n'a pas de morale peut-on lire, il est vrai qu'il ne faut pas s'embarrasser de principes ou de scrupules pour franchir les échelons sociaux dans cette société et devenir ministre sous la Ve République, néanmoins il a celles de ses intérêts personnels qui sont incompatibles avec l'appartenance au mouvement ouvrier, voilà au moins une chose dont on est certain. Honte à tous ceux qui soutiennent le PS d'une manière ou d'une autre, ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier. Besancenot vient de lui tendre la main, un geste de trop.

Une devinette. Qui a dit récemment :

"Si nous n'étions pas là, qui lutterait contre les délocalisations, contre la désindustrialisation, la paupérisation généralisée de notre société, la prolétarianisation de notre classe moyenne et la disparition programmée de notre agriculture, de notre pêche, et de nos petits commerçants sous les coups de la grande distribution?"

Ou encore à propos de ce qu'ils appellent l'extrême-gauche :

"Cette gauche là, qui vit encore, celle de la défense des opprimés, des exploités, des petits patrons, des petits fonctionnaires, des petits paysans, est certainement plus éloignée de la gauche américaine des Strauss Kahn et des Aubry que de nous ! Elle est plus proche de nous que cette droite de l'argent roi, des Rolex et des chanteuses, celle qui finance les banques qui verse des milliards de bonus à ses traders pendant qu'un de nos paysans se suicide chaque jour !"

Réponse : Jean-Marie Le Pen le 1er mai à Paris ! (Slate.fr 02.05) Assurément, le FN doit avoir lui aussi une "double nature", à moins qu'il n'en ait qu'une seule comme le PS, d'après vous ? Sans aller jusqu'à faire un amalgame, je précise.

Le PS et la SFIO avant lui, plus généralement la social-démocratie ou les partis constituant la IIe Internationale, ont ouvert la voie au fascisme ou à une dictature militaire à plusieurs reprises dans différents pays au cours du XXe siècle, indiquant par là qu'ils étaient définitivement incapables de se positionner au côté de la classe ouvrière, parce que soit il avait rompu avec la classe ouvrière (SFIO), soit il y était étranger dès sa création (PS). Inutile pour autant de traiter un adhérent du PS de tous les noms, en menant la discussion sur le plan politique - si vous n'avez rien de mieux à faire, vous pourrez facilement faire ressortir ses contradictions et le pousser dans ses derniers retranchements.

Je profite de l'occasion pour mettre en garde les militants (les plus jeunes) contre des organisations ou des groupes de militants peu connus qui se présentent comme des représentants de la classe ouvrière, ils pullulent, et que certains militants qualifient sur le Net, soit de trotskistes, soit de fascistes, ces organisations ou groupes ne figurent évidemment pas dans les quelques liens fournis par le site *Lutte de classe*. J'ai été contacté par un de ces groupes dont je ne vous donnerai pas le nom, je me suis borné à prendre des renseignements sur ce groupe sur Internet, j'ai consulté leur site et j'ai décidé de pas donner suite à ce contact, car j'estimais ne pas être en mesure de me faire ma propre opinion.

Si j'ai un conseil à donner aux militants qui ne savent pas où s'organiser et sans vouloir les influencer, à défaut de mieux, qu'ils cherchent leur bonheur dans la liste des partis, groupes ou tendances que je fournis dans le site, à l'exception toutefois du PG qui n'est qu'un appendice du PS. Si cette liste ne vous convenait pas parce que vous êtes à la recherche du parti idéal, ne cherchez plus, il n'existe pas, il n'a jamais existé comme disait Lénine et il n'existera jamais, il faudra que vous en preniez votre parti définitivement. C'est parfois aussi un prétexte pour ne pas militer, mais c'est une autre question.

A propos du site, en consultant les statistiques j'ai constaté que vous aviez visionné 571 pages ou téléchargé 571 documents entre le 27 avril et le 4 mai, alors que le nombre de connections est resté très modeste, médiocre même, 55 en moyenne par jour. Je n'en tire aucune conclusion, je n'arrive pas à les interpréter correctement, je me disais seulement que le nombre de militants qui se connectent sur le site chaque mois devait être beaucoup moins important que ce que j'avais annoncé honnêtement, plutôt aux alentours d'une centaine au lieu d'un millier, mais au regard de l'info fournie plus haut, cela ne colle pas, si c'était les mêmes militants qui se connectaient tous les jours au site, ils ne téléchargeraient pas à chaque fois des documents qui figurent dans le site depuis des mois ou des années.

Laissons tomber, peu importe le nombre de militants qui se connecte au site, le plus important c'est que chacun y trouve son bonheur, et je ne suis pas certain qu'il y ait beaucoup de sites du même genre où des internautes téléchargent des milliers de documents par mois. Je m'encourage à continuer comme je peux, mon isolement me pèse.

J'arrête là, il est déjà plus que tard, 14h et j'ai encore tout à me taper chez moi, y compris peut-être déjeuner ! Et il n'y a pas de courant évidemment.

Encore sur la burqa.

Une Tunisienne de 26 ans a été condamnée à payer une amende de 500 euros pour avoir porté la burqa à Novare, ville du nord de l'Italie dirigée par la Ligue du Nord.

Les carabinieri de cette ville du Piémont, bastion de ce parti de la droite ultra, ont contrôlé vendredi dernier la femme alors qu'elle se rendait en compagnie de son mari à la mosquée pour une séance de prières.

L'amende lui a été infligée en vertu d'un arrêté pris en janvier dernier par le maire de la ville, qui interdit dans les lieux publics le port de vêtements empêchant la police d'identifier une personne. (Reuters 04.05)

Heuliez, suite.

L'équipementier automobile Heuliez de Cerizay, dans les Deux-Sèvres, qui est en difficulté financière, va demander jeudi au tribunal de commerce de Niort un nouveau placement en redressement judiciaire, apprend-on de source syndicale.

L'investisseur turc Alphan Manas, candidat privilégié par le ministère de l'Industrie après le retrait du groupe Bernard Krief Consulting, a finalement proposé de reprendre 15% de l'entreprise avec un apport de 10 millions d'euros, une offre jugée insuffisante.

"Il y a encore un peu de trésorerie mais à force de toujours payer sans retrouver le chiffre d'affaires nécessaire, ça ne peut plus durer. On nous dit qu'il y aurait une proposition sérieuse d'un repreneur cette semaine. Nous attendons", a indiqué à Reuters Emile Bregeon, délégué CFDT. (Reuters 04.05)

Maintenant que j'y repense, Heuliez n'est pas forcément un nom connu de beaucoup de monde, et ce matin en lisant un nouvel article consacré à cette entreprise je me suis dit qu'il m'était familier, je me suis souvenu soudain que c'était le fabricant des fameux cars de CRS que j'avais croisés tant de fois à proximité des manifs au point que ce nom s'était fixé dans ma mémoire à mon insu, car franchement on n'en a rien à foutre de savoir qui les fabrique, c'est étrange comment fonctionne la mémoire, n'est-ce pas ?

Soyons pragmatique, pour sauver Heuliez une seule solution : brûlez les cars de CRS, je plaisante bien sûr, disons que j'anticipe...

Airbus.

Airbus a relevé ses dernières propositions d'augmentation salariale en France de +2,3% à +2,5% sur 2010, a indiqué la direction mardi soir en marge d'une réunion de négociations avec l'intersyndicale pour éviter la reprise de la grève massive de la semaine passée.

La réponse des organisations syndicales n'était pas encore connue à 21 heures. Elles réclament +3,5%. (20minutes.fr 04.05)

La Bourse ou la vie. Poker menteur.

Les rumeurs selon lesquelles l'Espagne demanderait une aide financière au FMI plombent les marchés financiers. A Paris, le CAC perd 3,6%. Ailleurs, Athènes perd 6%, Madrid 5,4%, Lisbonne 4%, Milan 4,70%. Sur le marché des changes, l'euro touche un nouveau plus bas depuis un an. La Bourse de Londres affiche, quant à elle, une baisse de 2,56%. Le Dax 30 de la Bourse de Francfort recule pour sa part de 2,6 %. A New York, le Dow Jones a perdu 2% à la clôture.

En ligne de mire ce mardi, l'Espagne. Des traders évoquent sur les marchés des rumeurs selon lesquelles certaines agences de notation -

moody's et Fitch - seraient sur le point de dégrader la note de la dette de l'Espagne, ou bien que le pays serait sur le point de demander une aide financière au FMI.

«On m'a informé de cette rumeur (d'une demande d'aide prochaine). Elle est sans aucun fondement, c'est une folie», a déclaré José Luis Zapatero lors d'une conférence de presse. Ces rumeurs «sont intolérables et seront combattues», a-t-il ajouté. De son côté, le FMI a assuré en fin de journée qu'il n'y avait «aucune vérité» dans les rumeurs qui ont fait chuter les Bourses européennes et américaines, selon lesquelles l'Espagne serait acculée à demander une aide internationale pour faire face à une crise de la dette, sur le modèle grec.

Sur le marché des changes, l'euro est tombé mardi à 1,3002 dollar pour un euro, un nouveau plus bas depuis un an. (JDF 04.05)

En voilà des bonnes nouvelles, la lutte des classes a de beaux jours devant elle, camarades ! Le nouveau monde accouchera dans la douleur comme toute naissance, au prix de nombreux sacrifices, nous n'y échapperons pas, alors il ne faut pas les craindre mais s'y préparer...

L'euro peut-il disparaître ?

«*C'est peut-être la fin de l'euro.*» C'est le sombre présage du prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz. Interrogé par la radio BBC 4, il a estimé que le plan d'aide UE-FMI à la Grèce, assorti d'un plan d'austérité dont il a critiqué la sévérité, ne ralentirait pas l'ardeur des spéculateurs à miser sur un affaiblissement de la zone euro.

«*Quand on aura vu à quel point il a été difficile à l'Europe d'adopter une position commune pour aider un des plus petits pays, on réalisera que si un pays un peu plus grand a des difficultés, il est probable que l'Europe aura encore plus de mal*» à se mettre d'accord, a-t-il dit.

«*Donc je pense que l'espoir que (cette aide) nuira aux pressions spéculatives est probablement infondé: ça peut marcher pendant quelque temps, mais à long terme, tant que les problèmes institutionnels fondamentaux seront là, les spéculateurs sauront qu'ils existent, et au fur et à mesure que les faiblesses de l'Europe s'aggraveront je pense qu'ils s'en donneront à coeur joie.*»

Si l'Europe «*ne règle pas ses problèmes institutionnels fondamentaux, l'avenir de l'euro sera peut-être très bref*», a-t-il conclu. (20minutes.fr 04.05)

Tout cela est du domaine de l'extrapolation gratuite pour le moment, tout comme l'éclatement de la Belgique... Et puis ce facteur (l'euro) n'est pas déterminant pour notre combat, au mieux si l'Union européenne éclatait un jour, cela permettrait de remettre les pendules à l'heure et d'axer tout notre combat contre les institutions de la Ve République, axe que l'on n'aurait jamais dû quitter ou passer au second plan.

Bolivie.

Le gouvernement français a prévenu mardi la Bolivie que la nationalisation de quatre entreprises d'électricité, annoncées ce week-end, devrait s'accompagner d'une "*indemnisation adéquate*".

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de quatre entreprises d'électricité. Parmi elles se trouvent le plus gros producteur d'électricité en Bolivie, Empresa Electrica Guaracachi, contrôlé par le Britannique Rurelec, ainsi qu'Empresa Corani, une filiale de GDF Suez.

"*Si la France respecte le droit souverain de l'Etat bolivien à assurer le contrôle direct de ses ressources naturelles, elle n'en attend pas moins que la nationalisation soit accompagnée d'une indemnisation prompte et adéquate, calculée sur la valeur réelle de l'investissement à la date de l'expropriation*", a souligné lors d'un point-presse un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal.

L'Etat français détient 35,7% du capital de GDF-Suez, qui était actionnaire à 50% de la centrale hydroélectrique de Corani. (AP 04.05)

L'investissement de GDF Suez a déjà été largement compensé par les profits qu'il a engrangés au cours des dernières années : pas un euro d'indemnisation ! Et même si GDF Suez n'était pas rentré dans son argent, on ne devrait rien lui verser, pas un dollar.

Que l'Etat français se rassure, Morales va casquer rubis sur l'ongle, comme Chavez, Lula et les autres dirigeants de la "*gauche*" latino-américaine au pouvoir.

Au fait, quand la direction de Total en prend à ses aises en décidant de fermer la raffinerie de Dunkerque, là le gouvernement est moins regardant sur l'utilisation des 21 milliards d'euros de profits qu'a engrangé Total au cours des deux dernières années et dont la plupart est allé directement dans les poches des actionnaires, mieux il en est le complice. Avec Morales il se veut menaçant, on comprend, l'Etat est plutôt près de ses sous en ce moment, pardon, nos sous.

A propos de Morales. Ce n'est pas une lumière, on le savait.

Lors d'un discours prononcé le 20 avril lors de la Conférence sur le climat de Cochabamba, en Bolivie, il a dit «*El pollo que comemos esta cargado de hormonas femeninas. Por eso los hombres, cuando comen este pollo, tienen desviaciones en su ser como hombre.*» que l'on peut traduire de la façon suivante : Le poulet que nous mangeons est chargé d'hormones féminines. C'est pour cela que lorsque les hommes mangent de ce poulet, ils ont des déviations dans leur identité en tant qu'homme. (Slate.fr 29.04)

Les propos de Morales ont donné lieu à des attaques d'une violence inouïe de la part des médias, dont bien sûr *Libération* et d'une multitude d'organisations à travers le monde dont le sexe est la principale préoccupation ou encore les éleveurs de poulets, les entreprises commercialisant des OGM. L'occasion était trop belle pour attaquer le régime bolivien.

Le site Slate.fr, en concurrence avec Médiapart, Rue89 et d'autres, qui cherche à se faire passer pour progressiste alors qu'il est franchement réactionnaire jusqu'à l'os, a pris position en faveur de Morales : "*Aucune allusion à l'orientation sexuelle donc, et encore moins à l'homosexualité (en revanche, Evo Morales parle bien de la calvitie: « D'ici 50 ans, nous serons tous chauves. »).* Dans son discours de clôture, le premier président indigène de la Bolivie s'en est pris aux méfaits de l'alimentation transgénique sur la santé, qui reste certes sujet à polémique mais n'en demeure pas moins une thèse valable."

Parmi les intellectuels et les journalistes qui vivent quotidiennement au crochet du régime, il en existe qui ont ajouté un volet à leur activité, la défense des régimes opprimés par l'impérialisme, dont la Bolivie ou le Venezuela, à l'exception de l'Iran, ce qui ne les empêche pas d'écrire dans la presse nationale nauséabonde, *Le Monde*, *Le Figaro* ou *Libération* pour n'en citer que quelques-uns, l'argent n'a pas d'odeur. Slate.fr en fait partie. Comme en politique ou dans le syndicalisme, ils se partagent les rôles pour finalement servir les mêmes intérêts, le vieux monde.

C'est la bonne conscience du petit-bourgeois qui compatit à la misère du monde pour pouvoir encore se regarder dans un miroir le matin en se rasant sans se faire peur, tout en servant les intérêts de ceux qui sont responsables de cette misère. Il trouve ainsi sans doute son compte ou son équilibre dans cet exercice, pendant que la barbarie continue de se répandre à travers le monde, de son côté, il a le sentiment d'avoir fait son devoir, ce qui lui permet ensuite de critiquer ceux qui ne l'aurait pas fait, une manière de se distinguer ou de lutter contre la concurrence féroce qui règne dans leur milieu.

Car contrairement à ce qu'affirme Slate.fr, si l'on s'en tient textuellement au propos de Morales, il a bien suggéré qu'il y aurait un lien entre la consommation du poulet aux hormones et le développement de l'homosexualité, comme il a ait un lien entre les OGM et la calvitie. Morales a juste oublié une chose que personne n'a cru bon de relever, c'est que la plupart des viandes (surtout le boeuf) et les oeufs en contiennent aussi (des hormones, pas forcément féminines d'ailleurs). En réalité, Morales militait en faveur d'un régime végétarien et personne ne l'a compris ! Si la masturbation peut rendre sourd, attention chez un intellectuel elle peut rendre fou, voilà ce qu'on pourrait signaler aux journalistes de Slate.fr !

Morales nous fait bien marrer, mais en attendant il fait sans doute moins marrer les ouvriers et les pays boliviens dont le sort ne s'est guère amélioré depuis qu'il est au pouvoir. On soutient évidemment ces nationalisations, même si on regrette que Morales indemnise GDF Suez, donc l'Etat français.

Le 6 mai

J'actualise le site avec du retard, il est 16h53 ici, en raison de l'actualité très chargée. Je n'ai même pas le temps d'aborder la situation en Grèce. Une partie de la causerie a été rédigée hier soir.

Hier soir je n'ai pas pu m'empêcher de penser à Evo Morales. J'ai mangé des ailes de poulets avec des spaghetti, le poulet coûte 130 roupies le kilo (environ 2 euros), la carcasse pour les chiens 60 et les ailes 80. En vieillissant on a tout qui tombe y compris la poitrine, pour un peu cela nous donnerait un air efféminé qui s'ignore, de vieille femme, d'où mon inquiétude en me regardant dans le miroir après avoir pris ma douche !

Morales ferait mieux de mobiliser le prolétariat et la paysannerie pauvre bolivienne pour liquider les institutions...

Autre chose, à propos du site.

Hier j'ai écrit échelons sociaux au lieu de sociaux, j'ai honte, en vérité je ne fais pas attention à ce que j'écris parce que j'écris davantage comme je parle que je ne pense, à moins que les mots devancent ma pensée, donc les mots viennent comme ils viennent et ensuite je les adapte en fonction du contexte en tenant compte de la syntaxe ou la grammaire. Je ne suis pas assez rigoureux dans ce domaine, mais c'est surtout par manque de temps, sans chercher à cacher mes faiblesses, elles sont ailleurs. Je laisse parler les mots un peu comme ça vient, mais ça vient bien toujours de quelque part, c'est lié à notre expérience, je repense toujours aux séances d'écriture automatique des surréalistes... Attention à ne pas confondre ce qui vient d'expériences vécues et ce qui provient de notre imagination, sauf peut-être si on a l'âme d'un poète !

Bon, on a autre chose à faire que d'analyser comment fonctionne le psychisme de l'homme, pardon pour les femmes, je n'ai pas encore changé de sexe, même en mangeant du poulet trois fois par semaine.

A propos du PS

Le PS, en votant avec l'UMP un prêt de l'Etat français en direction de l'Etat grec participe ainsi directement et ouvertement à la liquidation des acquis sociaux des travailleurs grecs décidée par le gouvernement Papandréou sous injonction de l'UE et du FMI, cela pas un adhérent, militant ou dirigeant du PS ne peut l'ignorer ou le nier. Cela démontre simplement dans quel camp se situe le PS.

Il est clair que la "solidarité" du gouvernement français ne s'applique pas en direction du prolétariat grec mais de ses banques et institutions financières qu'il faut sauver pour la troisième fois pour éviter l'effondrement de l'Etat.

Dès lors le prolétariat français est prévenu : il n'a absolument rien à attendre du PS qui se situe dans le camp des capitalistes, aujourd'hui, demain ou en 2012.

Tout parti qui s'aviserait de s'adresser au PS pour lui demander de participer à un combat contre le capitalisme, le gouvernement ou les institutions devrait être immédiatement dénoncé et combattu comme complice de Sarkozy et traité à la cause du prolétariat. Avis aux amateurs qui ont adressé une lettre à Aubry ou qui lui ont "tendu la main", inutile de les nommer vous savez tous de quels partis je veux parler..

Et on a aucun état d'âme à avoir envers ceux qui se seraient égarés en adhérant à ce parti de la réaction, qu'ils le quittent et on discutera ensuite, sinon c'est une perte de temps. Car on nous a souvent sorti que les adhérents du PS ne connaissaient pas forcément son histoire, son passé récent, qu'il fallait donc être tolérant à leur égard et j'en passe et des meilleures, mais là cela se passe sous nos yeux, personne ne peut dire qu'il n'est pas au courant et qu'il lui est impossible de prendre position, personne ne peut invoquer un argument valable pour se défilé, l'heure des comptes approche avec l'accélération de la décomposition du capitalisme.

On a pu caractériser le PS en fonction des épreuves du passé qui l'avaient vu capituler puis rejeter l'objectif du socialisme, je ne peux pas dire abandonner car cela signifierait qu'il y avait adhéré un jour, je récusé cette interprétation sachant qu'il fut un parti bourgeois dès sa création, mais là on peut le caractériser en temps réel, en suivant quotidiennement comment évolue le processus qui conduit le PS à s'aligner sur l'UMP en partant de bases communes, dont la survie du capitalisme et des institutions.

La classe ouvrière grecque en se voyant dépouillée de tous ses acquis sociaux, se trouve piétinée, laminée, déposséder de tous ses droits chèrement conquis contre des régimes despotiques. Voilà à quoi adhère le PS. Cela vous file la nausée forcément, c'est irrespirable, on suffoque à l'idée de perdre le 13e mois et le 14e s'il existait, la 5e semaine de congés payés, de voir amputer son salaire ou sa retraite de 10 à 20%, de se retrouver privé de tout droit collectif, c'est l'individualisme et le capitalisme triomphant qui l'impose. Avez-vous envie de vous associer à cette entreprise réactionnaire, rétrograde et infâme ou de la combattre ? Telle est la question.

A propos du POI.

J'avais rédigé un article sur le n°95 d'*Informations ouvrières*, mais je renonce à le publier. Par contre, il y a des passages que l'on ne peut pas laisser passer :

Ils donnent la parole à une militante du PS : "*Il faut qu'à la base, on se rassemble pour créer une unité, un rapport de force pour faire barrage à sa « réforme » des retraites, et que nos dirigeants nous écoutent.*" Mais mon enfant, vos dirigeants vous écoutent et on a envie de dire qu'ils n'en ont rien à foutre ! Vos dirigeants viennent de voter le report de la retraite de 45 à 67 ans en Grèce, ce n'est pas pour défendre notre retraite à 60 ans ! Vous l'ignoriez évidemment, vous ne voulez pas en tenir compte. Question : pourquoi un parti devrait-il tenir compte de positions défendues par des militants qui nient la réalité des faits ? Où cela peut-il conduire un tel parti ? Ne serait pas par excellence la définition de l'opportunisme ?

Et au POI ils ont remis cela dans le n°96.

Ils donnent la parole à une conseillère municipale PS : "*Actuellement, il n'y a pas de position nette du PS : c'est le plus grand flou ! tiens donc, "le PS ne doit pas entrer en discussion avec Sarkozy", il a fait mieux déjà et a prouvé qu'il n'était pas dans un "grand flou" : 1- il a voté avec le parti de Sarkozy l'étranglement du prolétariat grec, vous êtes sourde ou aveugle ou les deux à la fois. 2- Et le rapport de J. Attali remis à Sarkozy, vous en avez entendu parlé ? 3- Et la commission présidée par M.Rocard avec A. Juppé, ça vous dit quelque chose ? 4- Et celle présidée par P. Mauroy, vous l'ignorez aussi ? Faut-il continuer ?*

Comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises, dans le cadre du combat pour le front unique, on peut admettre que les militants s'adressent aux dirigeants de leur parti (ou syndicat) respectif pour leur demander des comptes, mais dès lors qu'ils ont clairement choisi de se positionner dans le camp de la réaction, cette interprétation du front unique devient caduc, sauf à s'acharner à refuser de regarder la réalité en face, or on ne mène pas un combat politique en se mettant la tête dans le sable quand cela nous arrange pour finalement continuer d'entretenir des

illusions qui n'ont plus raison d'exister puisque la réalité les a supplantées.

Soit ces militants tiennent compte des faits et quittent leur parti, soit ils y restent pour le pire plutôt que le meilleur et la chose est entendue. On ne peut pas déclarer défendre des positions fondamentalement opposées à celles de ses dirigeants et rester indéfiniment dans le même parti, ce qui revient finalement à cautionner la politique mise en oeuvre par ces dirigeants, à un moment donné il faut que la pratique soit en accord avec la théorie et s'exprime sur le plan organisationnel, sinon cela revient à philosopher sur la misère du monde, le propre du petit-bourgeois qui déserte le terrain de la lutte des classes.

Dans le n°95, un militant : "*Partout où nous militons, il y a une même volonté pour que notre dû soit payé...*"

Ils veulent faire payer les patrons, c'est la nouvelle mouture du "*plan de relance*" en direction des travailleurs que le POI avait avancé, et il n'était pas le seul sur cette ligne opportuniste.

Comment faire payer le patronat, autrement dit, s'il ne paie pas ce n'est pas qu'il ne peut pas mais qu'il ne veut pas, quant à la crise du capitalisme qui se traduit par une concurrence plus féroce que jamais entre capitalistes elle passe littéralement à la trappe, finalement on aurait à faire à de vilains capitalistes qui se comporteraient comme des avarés, à se demander qui joue le rôle de Tartuffe dans l'histoire.

L'objectif du POI c'est faire payer les patrons et non l'abolition du capitalisme. Payez-nous "*notre dû*" et la paix sociale sera préservée, vous pourrez continuer à vaquer tranquillement à vos affaires, à nous exploiter quoi, voilà ce que dit ce travailleur et le POI ne relève pas derrière, qui ne dit rien consent.

Vous trouvez que j'exagère, soit, vérifions-le. Posons-nous quelques questions qui ne figurent pas dans la propagande du POI.

Et si les patrons ne paient pas, on en reste là, il n'existerait donc aucun moyen de les "*faire payer*", aucune issue politique, aucune alternative au capitalisme ? Ne faudrait-il pas alors mettre à bas le régime pour nous servir nous-mêmes ? Ne faudrait-il pas envisager de renverser la Ve République pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et nous donner ainsi les moyens de satisfaire tous nos besoins ou aspirations ? Pourquoi le POI ne le dit-il pas lors des réunions qu'il organise ou auxquelles il participe ? Comme vous y aller, quelle brutalité, mais vous allez faire fuir les militants et les travailleurs avec un tel discours, vous voulez nous faire passer pour des gauchistes... Tout dépend de quels travailleurs on parle, la classe est loin d'être homogène et d'être logée à la même enseigne, tout dépend quel objectif on s'est fixé, quel parti on entend construire, dans quel but.

Si le POI combattait véritablement pour en finir avec les institutions de la Ve République, il commencerait par partir de la situation et dire qu'il faut chasser Sarkozy, que le gouvernement est minoritaire et illégitime et qu'on lui refuse le droit de décider de notre sort à notre place, or il s'en garde bien. Il faut donc en conclure qu'en attendant des jours meilleurs pour la lutte de classe -on se demandera lesquels depuis que la crise a éclaté, contentons-nous de rester sur le terrain des revendications économiques ou sociales, on verra plus tard pour les mots d'ordre à caractère politique... ou ailleurs.

Après tout, pourquoi pas, peut-être ont-ils raison de procéder ainsi. A ceci près que c'est l'objectif politique dans lequel se situe le combat de la classe ouvrière qui permet de lui donner une orientation politique et par la même occasion de caractériser sa nature sociale, bourgeoise ou prolétarienne. Or en dehors de toute perspective politique, le mouvement ouvrier ou toute mobilisation se situera naturellement sur le terrain de la bourgeoisie.

Est-ce le but recherché ? Quelle valeur éducative une telle méthode peut-elle avoir pour les travailleurs ? Comment dans ces conditions leur niveau de conscience politique pourrait-il progresser si leur combat n'est pas axé dans une direction précise ? Comment le mouvement ouvrier pourrait-il aller de l'avant sans savoir vers quel objectif politique il doit se diriger, quel objectif il doit se fixer ? Je pense que ces éléments méritent qu'on en discute.

Pour terminer avec le POI, ils mettent en avant les 25.000 signatures qu'ils ont recueillies sur une pétition en défense de nos retraites. Partant de ces signatures ils tirent des plans sur la comète, mais que représentent-elles vraiment ?

Il y a environ 8.300 adhérents au POI, on est en droit de penser qu'ils ont tous signé au moins une fois cette pétition. J'écris une fois, car je me souviens lorsque j'étais à l'OCI et que l'on diffusait tous les dimanches matins sur le marché de Clichy, pour amorcer la feuille que l'on présentait aux passants on mettait notre nom et chaque dimanche notre signature était à nouveau comptabilisée, ainsi les signatures des militants étaient comptabilisées autant de fois qu'ils avaient participé à des diffusions. Ne faisons pas cas ici de ce mauvais exemple. On faisait signé aussi nos proches, notre famille, etc., autant dire des signatures sans véritable valeur politique. A ce compte, il suffirait que chaque adhérent du POI signe cette pétition et la fasse signer à deux personnes de son entourage pour arriver facilement à 25.000 signatures, sachant que parmi ces 8.300 adhérents la moitié ou les trois quart ne militent pas vraiment et que lors de certaines diffusions des dizaines de signatures sont collectées, on ne peut pas dire que ces 25.000 signatures représentent grand chose, il ne s'agit pas ici de nier le travail effectué par les militants du POI mais simplement de remettre les choses à leur place, là encore on part et l'on parle de la réalité et pas autre chose.

Je dis cela en pensant aux camarades du POI qui n'auraient pas réfléchi à cet aspect de la question et qui s'étonneraient ensuite que cette

pétition ne débouche sur rien, comme c'est le cas pratiquement à chaque fois, ceci expliquant peut-être cela. Je ne tiens pas à leur casser le morale, il vaut mieux toujours regarder la situation en face si l'on veut l'affronter dans les meilleures conditions possibles, c'est tout ce que je voulais dire, mon intervention se veut positive ou constructive avant tout, même si des militants ne l'interprètent pas de cette manière.

Pour qu'il n'y ait pas de jaloux, j'avais préparé aussi un article sur le NPA.

A partir d'un article du 30 avril intitulé : *Déclaration d'organisations anticapitalistes de toute l'Europe sur la crise.*

Au royaume des aveugles.

"Des quantités énormes d'argent ont été injectées dans le système financier (...) Mais ces efforts seront ils suffisants pour produire un rétablissement durable, la question reste ouverte."

Etrange préoccupation qu'ils ne sont pas les seuls à partager. On dirait qu'ils souhaitent que le capitalisme se rétablisse, non ?

Une crainte ou un espoir ? Faudrait-il encore regarder dans la bonne direction.

"Il y a des craintes qu'une nouvelle bulle financière, centrée cette fois ci sur la Chine, soit en train de se développer."

Le militant révolutionnaire se réjouira de l'éclatement de la crise qui pourrait aboutir au renversement du régime, à l'opposé le petit bourgeois craint la crise qui remet en cause son petit confort ou bouleverse sa petite vie bien tranquille.

La terminologie employée trahit parfois les intentions de ceux qui l'emploient.

Wall Steet est repassé au-dessus de la barre des 11.000 points, la Fed a maintenu ses taux directeurs proches de zéro, ne serait-ce pas de ce côté-là que la nouvelle bulle serait en train de se former ?

Quand le NPA veut aider le capitalisme à s'en sortir. Le NPA veut contrôler le marché, nous, nous voulons le liquider.

"Nous avons besoin d'un programme de mesures qui puissent sortir l'économie de la crise sur la base de la priorité donnée aux besoins sociaux plutôt qu'aux profits et qui impose un contrôle démocratique sur le marché."

Le même discours qu'à l'UMP, au gouvernement, à l'UE, au FMI qui veulent contrôler et réguler l'activité des marchés financiers tout en leur laissant le pouvoir de continuer à spéculer comme si de rien n'était, ce qui revient à énoncer des bonnes intentions sans effet.

Le NPA veut "*sortir l'économie de la crise*" sans que les travailleurs aient pris le pouvoir, cela revient à sauver le capitalisme.

Quant au reste, le baratin habituel, avec en toile de fond puisque cela n'est spécifié nulle part, la préservation des institutions de la Ve République dans le cadre duquel le programme du NPA devrait être appliqué sans doute. Les institutions de la Ve République ayant été fondées pour répondre aux besoins du capitalisme, dès lors il sera impossible d'appliquer un programme, qui pour être conforme aux besoins du prolétariat, devrait remettre en cause les fondements du capitalisme. Facile à comprendre, non ?

Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de travailleurs grecs dans les manifestations ? Quel est leur état d'esprit ?

«*Les Grecs sont très en colère*». Tous les témoins interrogés par 20minutes.fr ne se sont pas rendus ce mercredi aux manifestations contre le plan de rigueur adopté dimanche par leur gouvernement, mais ils prédisent une «*situation incontrôlable*» pour les semaines à venir.

1- S'il est lui aussi en grève ce mercredi, Emilios, 34 ans, qui travaille pour la municipalité de Salonique, n'entend pas descendre dans la rue: «*Ces manifestations sont organisées par les syndicats et ici, les syndicats sont tous affiliés à des partis politiques, ceux-là même qui ont provoqué cette situation.*»

Alors, Emilios ne «*sait pas trop quoi faire, il n'y a ni solution, ni espoir, on est dans l'impasse*». Pour lui, «*c'est bien de manifester, pour faire passer un message, mais pas avec les syndicats qui manipulent les travailleurs*».

2- Dorothy Mouratidou, 40 ans, qui gère un hôtel sur l'île de Spetses (sud-ouest d'Athènes). Ce mercredi, elle s'est rendue à Athènes pour participer à la grève générale: «*Je ne sais pas si le gouvernement sera capable d'arrêter la colère des citoyens grecs et j'espère que ceux-là ne s'arrêteront pas de protester contre cette injustice sociale.*»

Très remontée, la gérante d'hôtel estime que les hommes politiques doivent désormais «*rendre tout l'argent qu'ils ont volé aux Grecs depuis 30 ans et être mis en prison*». «*Ce n'est quand même pas aux salariés et aux retraités de payer la dette et le déficit de la Grèce!*», s'insurge-t-

elle encore. (20minutes.fr 05.05)

Quand Emilio dit : on ne «*sait pas trop quoi faire, il n'y a ni solution, ni espoir, on est dans l'impasse*», en ajoutant qu'il est impossible de compter sur les syndicats et les partis inféodés au capitalisme, n'exprime-t-il pas plus ou moins consciemment la situation à laquelle se trouve confronter l'ensemble du prolétariat en Europe et dans le monde ? Il a bien des partis ouvriers, les uns sont pourris et il le sait pertinemment, quant aux autres ils n'inspirent pas confiance ou sont méconnus des travailleurs.

La Talonnette s'y voit déjà !

Nicolas Sarkozy a laissé entendre mercredi qu'il pourrait briguer un nouveau mandat en déclarant qu'après avoir mené à bien les grandes réformes, il entendait "*parler politique*" à compter de la mi-2011.

"Et puis j'ai cru comprendre qu'en juin-juillet 2011, on reparlerait peut-être un tout petit peu plus de politique, c'est-à-dire qu'on pourra peut-être aborder l'échéance de 2012", a-t-il dit devant 276 députés de l'UMP. (Reuters 05.05)

Branle-bas de combat contre la jeunesse !

Le président de la République avait réuni mercredi à l'Élysée les préfets, procureurs généraux, recteurs et inspecteurs d'académie pour leur présenter sa vision de la lutte contre les violences à l'école et contre l'absentéisme scolaire.

"Il est temps de rétablir et de réhabiliter les mots respect et ordre", leur a-t-il déclaré.

"De toutes les formes de violence qui ont cours dans la société, celle qui frappe nos établissements scolaires est sans doute l'une des plus scandaleuses", a-t-il expliqué.

Nicolas Sarkozy a annoncé la création à la rentrée prochaine de nouvelles structures mettant l'accent sur "*l'apprentissage de la règle, le respect de l'autorité et le goût de l'effort*".

Ces "*établissements de réinsertion scolaire*" accueilleront pendant au moins un an 20 à 30 élèves de 13 à 16 ans, déjà au moins exclus une fois le leur établissement d'origine.

Il a d'autre part repris à son compte l'idée, qualifiée de "*petite révolution*", d'une nouvelle gestion des ressources humaines qui sera expérimentée à la rentrée dans une centaine d'établissements particulièrement exposés à la violence.

Le chef d'établissement pourra recruter lui-même des professeurs, sélectionnés selon leur profil et sur la base du volontariat, à qui il sera proposé des incitations financières, en matière de plan de carrière et de logement, pour les encourager à rester durablement.

Si cette expérimentation réussit, elle sera étendue à la rentrée 2011 dans un plus grand nombre d'établissements.

"Il faut arrêter d'envoyer les enseignements les moins expérimentés, les plus jeunes, dans les établissements les plus difficiles", a fait valoir Nicolas Sarkozy.

Il a de nouveau promis de lutter contre l'absentéisme, qui touche selon lui 3% des collégiens, 6% des lycéens et 15% des élèves de lycées professionnels, soit quelque 300.000 jeunes.

Il a ainsi réaffirmé qu'un des moyens de lutter contre ce phénomène serait la responsabilisation des parents, qui pourra aller jusqu'à la suspension des allocations familiales en cas de "*carence parentale avérée*". (Reuters 05.05)

Pas le temps de commenter, disons simplement que la jeunesse doit payer le prix du chaos auquel la société est dorénavant confrontée du fait de la politique réactionnaire menée par tous les gouvernements qui se sont succédés au cours des dernières décennies. C'est le parti de l'ordre qui est responsable du désordre actuelle et non les jeunes ou leurs parents.

La Bourse ou la vie.

En Europe. L'indice CAC 40 a terminé en baisse de 1,44% après une chute de 3,64% la veille.

Le PSI20 de Lisbonne a chuté de 1,34%, et l'Ibex de Madrid de 2,1%. Athènes a perdu 3,9%.

En Asie et Océanie. L'indice Hang Seng a perdu 2% à Hong Kong, celui de la bourse de Shanghai 2,1%, Singapour 1,2% et les marchés australiens 1,9%. (Reuters et AP 05.05)

L'euro, c'est pour les nantis !

Selon un sondage Ifop pour La Lettre de l'opinion diffusé mercredi, les ouvriers sont 59% et les employés 58% à se dire favorables au retour au franc, alors que 86% au sein des professions libérales et chez les cadres supérieurs.

62% des personnes interrogées se prononcent pour le maintien de l'euro, dont 86% au sein des professions libérales et chez les cadres supérieurs. (Reuters 05.05)

Près de sept Français sur dix (69%) jugent le bilan de Nicolas Sarkozy globalement mauvais, trois ans après son élection à la présidence, selon un sondage BVA pour Canal+ publié mercredi. (AP 05.05)

Après le rappel de voitures, le retrait du marché de jouets, de médicaments, etc. c'est au tour de l'alimentation.

Attention à vos boîtes d'haricots verts! Plusieurs lots de ce légume en conserve vendus sous la marque Notre Jardin dans les hypermarchés E.Leclerc et sous la marque U dans les magasins U ne doivent pas être consommés et sont actuellement rappelés par leur fabricant, la société BCI.

De la Datura Stramonium, une plante commune en France mais impropre à la consommation, a été détectée dans au moins deux boîtes de haricots verts, explique BCI.

Tous les lots (des boîtes de 220 ou de 440 g, de haricots verts extra-fins ou très fins) ont une date limite d'utilisation optimale au 31 août 2013, précise le communiqué. Il s'agit des numéros de lot commençant par L9244047, L9245047, L9247047. Les consommateurs sont invités à les rapporter en magasins où ils seront remboursés.

En cas de symptômes de sécheresse buccale ou de vertige après consommation d'une boîte de haricots verts de ces marques, les consommateurs sont invités à consulter un médecin. BCI a mis en place un numéro de téléphone gratuit le 0 800 091 091. (20minutes.fr 05.05)

Etats-Unis. Il faudrait être fou pour ne pas en profiter jusqu'en 2012.

Le géant américain du refinancement hypothécaire Freddie Mac a demandé mercredi une aide fédérale supplémentaire de 10,6 milliards de dollars (8,2 milliards d'euros) après avoir enregistré des pertes de 8 milliards de dollars de dollars (6,2 milliards d'euros) au cours du premier trimestre.

Les deux entreprises jouent un rôle crucial dans le marché du crédit hypothécaire car il détiennent ou garantissent à eux deux près de 31 milliards de prêts immobiliers représentant une valeur de quelque 5.500 milliards de dollars (4.290 mds euros), soit environ la moitié de tous les crédits hypothécaires aux Etats-Unis.

Cette nouvelle demande porte à 61,3 milliards de dollars (47,8 milliards d'euros) le total de l'aide fédérale nécessaire au sauvetage de Freddie Mac, et à 136,5 milliards (106 milliards d'euros) le montant cumulé avec Fannie Mae.

Fin 2009, l'administration Obama s'est engagée à couvrir de manière illimitée les pertes de "Freddie et Fannie" jusqu'en 2012. (AP 05.05)

Le 7 mai

La panique !

Les fripouilles de Wall Street ont connu hier la pire frayeur de leur vie. En quelques minutes le Dow Jones a chuté de plus de 9% entraînant dans sa course folle le Nasdaq et le Standard & Poor's, référence des gérants de fonds, il était un peu plus de 15h à New York.

Le Nasdaq a indiqué qu'il enquêtait sur les transactions potentiellement erronées concernant plusieurs titres et exécutées entre 14h40 et 15h00.

Après correction en fin de séance les trois indices ont perdu plus de 3%. (source : Reuters 06.05)

Une répétition générale avant le prochain crash qui balaiera les Bourses du monde entier ?

Les malheureux dirigeants syndicaux vont encore tomber dans un "piège", suite.

On a entendu cela sous toutes les coutures au fil des mois et des années, il y en a même qui en fait leur couverture favorite pour camoufler leur propre opportunisme et complicité avec les appareils.

Fillon a annoncé la couleur avant-hier sur TF1, il a commencé à dévoiler le plan de rigueur que le gouvernement entendait mettre en oeuvre au cours des années à venir. Comme l'on dit, la messe est dite, chacun sait dorénavant à quoi s'en tenir, pas besoin d'attendre de connaître les détails de ce qui va nous tomber dessus, cela vaut également pour les dirigeants syndicaux qui figurent parmi les interlocuteurs privilégiés du gouvernement, leurs partenaires.

Dès lors leur participation au "*sommet social*" prévu le 10 mai ne servira qu'à légitimer (une fois de plus) un gouvernement minoritaire et illégitime et par voie de conséquence légitimer sa politique antisociale tout en tenant un discours critique à son égard pour faire bonne mesure, concrètement car c'est ce qui nous intéresse, il s'agira d'interdire au prolétariat de trouver une issue politique à la crise du capitalisme.

Les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA réunis hier au siège de la CGT à Montreuil ont rédigé un communiqué dans lequel on peut lire : "*la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive*", mais en reprenant à leur compte l'argument de la "*réduction des déficits*", il se situe sur le terrain du gouvernement qui entend en faire sa priorité absolue comme l'a annoncé Fillon au détriment justement de la "*réduction des inégalités*".

Chacun aura parfaitement compris qu'il y a incompatibilité ou opposition entre "*la réduction des déficits*" d'un côté, et "*réduction des inégalités*" de l'autre. Le gouvernement ayant exprimé clairement la volonté de poursuivre sa politique en faveur de "*la réduction des déficits*", les inégalités devraient donc continuer de croître dans les mois ou années à venir.

La situation est très claire, où franchement y aurait-il un "piège" ?

Mais peut-être qu'un piège peut en cache un autre, moins avouable celui-ci. Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté pour les syndicats à accepter d'être financés par l'Etat qu'ils sont censés combattre ? Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté pendant un demi-siècle à soutenir loyalement les appareils pourris des syndicats en échange de postes de permanents notamment, tandis que le combat des syndicats ne se situait plus dans la perspective de l'abolition du capitalisme ? Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté à renier les unes après les autres ses convictions, à passer des compromis honteux avec les appareils, à fermer les yeux sur leur politique qui conduisait à subordonner le mouvement ouvrier (et le prolétariat) au réformisme bourgeois ?

C'était soi-disant pour la bonne cause, on n'en doute pas un seul instant, c'est d'ailleurs le discours que tiennent les dirigeants syndicaux pour justifier leur refus de rompre leurs relations avec Sarkozy et son gouvernement. A ce jeu-là, c'est toujours le plus puissant qui l'emporte, les appareils et l'Etat.

On pourrait objecter que le plus puissant n'est pas toujours celui auquel on pense. C'est exact, le prolétariat dispose d'une force invincible, mais pour qu'elle s'exprime il doit justement faire voler en éclat le carcan des appareils avec lequel finalement tout le monde a fini par s'accommoder.

Ce n'est pas le produit du hasard ou d'une coïncidence fortuite si ce sont les mêmes qui parlent de "*piège*" dans les relations entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement, et qui expriment leur "crainte" face à la crise ou qui en parlent comme s'il s'agissait d'une calamité, alors qu'en réalité elle constitue une aubaine pour le mouvement ouvrier, une formidable occasion pour régler son compte au capitalisme que l'on attendait depuis si longtemps. Cela se tient. Que craignent-ils vraiment ? ils craignent que les coups portés à la classe ouvrière la fassent réagir et obligent les uns et les autres à monter au créneau pour défendre le régime, qu'ils se découvrent par la même occasion, que l'ensemble de l'édifice de collaboration de classes qui a été patiemment conçu et perfectionné au fil des ans et auquel ils ont tous participé soit porté sur le devant de la scène ou mis à contribution, qu'ainsi leurs propres contradictions et leur incurie politique ou encore leurs véritables intentions soient exposées au grand jour et que le piège qu'ils ont conçu se referme sur eux.

Tout cela pour dire que s'il devait exister un piège, ce serait uniquement celui que nos dirigeants ont forgé et qui les a protégé jusqu'à présent, mais qui pourrait bien finalement leur servir de tombeau. Reconnaissons-leur quand même un brin de perspicacité lorsqu'ils parlent de "*piège*" envers les dirigeants syndicaux : du gibier de potence en vérité !

Décalage. Infantilisme, intox, manipulation.

"*Les petits malins qui s'amusent à faire courir de la rumeur pour essayer de faire de la spéculation à la hausse ou à la baisse, ceux-là feraient bien de faire attention*", a averti la ministre de l'Economie Christine Lagarde sur Canal+. "*Certains se sont amusés à laisser filer l'idée que (la note de la dette de, NDLR) l'Italie serait dégradée*", alors qu'il s'agissait de "*rumeurs de marchés*", a-t-elle déploré.

On se croirait dans une cour de récréation, elle parle des spéculateurs, les milliardaires qui manipulent les Bourses et les Etats, les hommes les plus puissants de la planète, comme s'il s'agissait de mettre en garde des polissons voulant faire une mauvaise farce à tonton Nicolas et

tata Angela : attention, tata Christine et tonton Jean-Pierre veillent au grain !

Attention, vous allez voir ce que vous allez voir, l'aristocratie financière tout entière en tremble d'effroie !

La ministre a assuré en avoir parlé avec Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), autorité qui a le pouvoir "d'aller vérifier qui est à l'origine de ces rumeurs", "de lancer des enquêtes et de prendre des sanctions". (AP 06.05) Autorité qui en réalité n'a aucun pouvoir en la matière.

N'aurait-elle pas bien compris ce qui était en train de se passer en l'Italie ?

Le gouvernement italien revoit en baisse ses prévisions de croissance pour 2010 et 2011, tandis que ses projections pour la dette publique sont relevées.

Selon un document publié par le ministère de l'Economie, la hausse du produit intérieur brut est revue en légère baisse pour cette année à 1,0% contre 1,1% précédemment. La révision est plus conséquente pour l'année suivante avec une croissance attendue à 1,5% contre 2,0% auparavant.

Le gouvernement anticipe une hausse de la dette publique à 118,4% du PIB en 2010, alors que sa dernière prévision de janvier tablait sur 116,9%. La prévision pour 2011 a été revue en hausse à 118,7%, contre 116,5% précédemment. (Reuters 06.05)

Donc ce n'est pas la note attribuée par les agences de notation à l'Italie qui a été revue à la baisse, mais la situation économique du pays qui a continué de se dégrader. Ah bon, si ce n'est que cela !

Propagande gouvernementale. Gun's Roses et le coup du rabot.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a assuré jeudi sur Canal+ que les mesures d'austérité annoncées par le Premier ministre ne constituaient pas un "plan de rigueur", tout en reconnaissant que ce ne serait pas "une partie de plaisir, ni un chemin de roses".

"Ce n'est pas un coup de bambou, il y a partout des économies qu'on peut réaliser", a assuré la locataire de Bercy, en évoquant le non-remplacement d'un fonctionnaire en retraite sur deux, une révision générale des politiques publiques (RGPP) "renforcée", et le "gel" des dépenses de l'Etat "même s'il y a de l'inflation". "Il faut qu'on soit extrêmement attentifs à la gestion des finances publiques", a-t-elle résumé, et "très stricts sur un certain nombre de dépenses".

"Soit on va trouver les niches fiscales qui vont nous permettre de sortir 5 milliards d'euros, soit, si on n'y arrive pas (...), on prendra toutes les niches et on passera le rabot pour trouver 5 milliards", a-t-elle expliqué.

"On doit restaurer les grands équilibres de nos finances publiques, parce que je ne voudrais pas qu'on se trouve dans la situation de la Grèce", a-t-elle reconnu, et "qu'on perde notre notation de triple A", qui permet aujourd'hui à la France d'emprunter à des "conditions extrêmement confortables". (AP 06.05)

Vous ne m'en voudrez pas de m'accorder un peu de plaisir après la lecture de cet article, pendant qu'il en est encore temps en écoutant *Civil war* un morceau extrait de l'album de Gun's Roses *Use your illusion* (1991).

J'interprète les dépenses de l'Etat seront gelées "même s'il y a de l'inflation", comme l'annonce du blocage des salaires dans le privé ou tout du moins sa justification

Heuliez, suite.

Le constructeur et équipementier automobile Heuliez, en difficulté financière, a renoncé ce jeudi à faire comme attendu une demande de placement en redressement judiciaire auprès du tribunal de commerce de Niort, en raison «d'éléments nouveaux».

«La direction nous a appelés ce matin pour nous dire qu'elle suspendait la procédure de demande de redressement, en raison d'éléments nouveaux survenus ces dernières heures», a indiqué Jean-Emmanuel Valades, représentant du personnel CFE CGC.

Selon une source proche du dossier, un des quatre investisseurs potentiels dans le constructeur automobile aurait fait une proposition intéressante et serait prêt à finaliser une reprise de l'entreprise. (AFP et Libération.fr 06.05)

Belgique

La Chambre des députés belges a voté jeudi sa dissolution, ouvrant la voie à des élections anticipées le 13 juin à la suite de la démission du

gouvernement d'Yves Leterme en raison du contentieux linguistique entre Flamands et francophones. (20minutes.fr 06.05)

Grèce.

Le parlement grec a adopté jeudi soir le plan d'austérité du gouvernement, ouvrant la voie à une aide massive de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les partis social-démocrates sont prêts à se sacrifier pour sauver le capitalisme, jamais pour sauver le prolétariat. Demain le Pasok, le parti du Premier ministre fera tirer sur la foule pour défendre les institutions. Voilà pour leur véritable nature sociale.

Ecoutons hier le ministre des Finances grecs :

"Nous irons de l'avant, même si nous devons aller seuls, sans le soutien des autres partis". Il a ajouté : "Nous savons que le prix politique à payer est très élevé, mais nous ne doutons pas de la voie à suivre, nous l'acceptons en pleine conscience. La solution pour l'économie grecque se trouve dans ce programme, dans ces réformes et dans la réduction de notre dette publique." (Reuters 06.05)

Roumanie : la saignée.

Le président roumain Traian Basescu a annoncé jeudi d'importantes réductions de salaires pour la fonction publique, ainsi qu'une baisse des retraites et des indemnités chômage, alors que le pays tente de relancer son économie.

Traian Basescu a précisé que les salaires du secteur public seraient réduits de 25%, tandis que les retraites et les indemnités chômage enregistreront une baisse de 15%. Environ 1,3 million de personnes sont employées par l'Etat roumain.

Le président roumain a officialisé ces baisses, qui prendront effet au 1er juin, lors de la visite en Roumanie d'une équipe du Fond monétaire international (FMI), venue évaluer les performances économiques du pays. Le FMI avait accordé l'année dernière un prêt de 20 milliards d'euros à la Roumanie pour aider l'Etat à payer les salaires de la fonction publique. Le FMI a averti que le chômage pourrait passer la barre des un million d'inscrits cette année. (AP 06.05)

Le 8 mai

Quelques mots très brefs avant d'aborder l'actualité.

J'avais terminé d'écrire ce qui suit quand je me suis aperçu que j'avais oublié de traiter la proposition des syndicats CGT, la CFDT, FSU, Unsa et Solidaires, ce sera pour demain, je bosse depuis deux heures sur la batterie. Ils ont écrit *grève* au pluriel, quand FO propose une journée de grève générale interprofessionnelle, ce n'est pas la même chose. A suivre.

Concernant les trois morts en Grèce avant-hier, un militant m'a adressé un courriel dans lequel il relate des propos entendus sur France culture, qui indiquaient que ce n'était pas les anarchistes ou des groupes d'extrême gauche qui auraient incendié une banque alors que des employés étaient encore à l'intérieur, mais la police infiltrée dans leurs rangs, ce qu'on peut effectivement facilement imaginer.

Je l'avais évoqué dans une causerie, voilà qu'en à peine une semaine Sarkozy est remonté de 9 points dans les sondages, ces gens-là font des miracles au sens propre et figuré. Ils ont dégotté un sondage à 28% pour passer à 37% une semaine plus tard à peine, à ce rythme-là, il sera bien à 80% en mai 2012 !

La ficelle est tellement grosse que les travailleurs sont placés devant l'alternative suivante : essayer de l'avalier sans s'étouffer ou lui passer autour du cou et en finir une bonne fois pour toute. Que suggérez-vous ?

Autre chose.

Vous voulez repérer au premier coup d'oeil les opportunistes ou les valets du régime. C'est facile, ils s'emploient à faire passer Sarkozy et les autres chefs d'Etats pour les victimes des voyous de l'industrie financière, et quand pour faire bonne mesure ils lui reprochent de ne pas s'en prendre à cette racaille avec plus de courage, on pourrait en déduire que cela sous-entendrait qu'ils sont complices, sauf que, soit ils ne le disent pas ouvertement, soit ils n'en tirent pas la conséquence qui s'impose qu'il faut chasser Sarkozy du pouvoir, fermer la Bourse et reconstruire la société sur de nouvelles bases économiques...

D'autre part, on peut exiger quelque chose du pouvoir en place comme l'expliquait Lénine, l'opportuniste s'arrêtera là et vous fera signer une pétition ou vous promènera, qui au Palais, qui dans un ministère, qui à Bruxelles, le révolutionnaire enchaînera au contraire en expliquant

pourquoi il n'y a rien à en attendre et qu'il ne faut compter que sur nos propres forces, qu'il faut s'organiser.

La différence : s'en sortir avec Sarkozy ou s'en sortir contre et sans Sarkozy ; situer son combat dans la perspective de la préservation du régime ou le situer dans la perspective de le renverser, du socialisme. Voilà ce qui permet de distinguer le réformiste bourgeois du socialiste révolutionnaire.

Camarades, en passant, j'ai eu le nez fin hier en commentant la panique qui s'était emparée des Bourses avant-hier ? Voilà qui suffit à mon bonheur, c'est peu de chose, on se contente de ce qu'on a à défaut de mieux !

On doit tirer à boulets rouges sur le capitalisme, il est à nouveau à genoux, il est faible, profitons-en. Faire le lien entre le capitalisme et l'Etat ne devrait poser de problèmes à aucun militant, on regorge d'arguments pour le démontrer. Pour qui gouverne Sarkozy ? Contre qui ? Quels rôles jouent les institutions au cours de cette crise ? Elles légitiment la course folle vers l'abîme vers lequel le capitalisme entraîne tous les peuples, à commencer par le prolétariat et la paysannerie pauvre. Pendant que les dépenses d'armement explosent !

Pour que notre discours ait une chance d'être saisi par un maximum de travailleurs et jeunes, il faut impérativement ne pas oublier de préciser que nous ne nous situons pas sur le terrain du capitalisme mais sur celui de la rupture avec le capitalisme.

Tous les articles ou discours des journalistes, commentateurs, intellectuels, économistes, historiens, etc, se situent sur le terrain de la préservation du capitalisme, c'est pour eux l'horizon indépassable auquel l'humanité devrait se soumettre dans le futur, à n'importe quel prix. Il est donc très important de préciser que nous ne nous situons pas sur le même terrain qu'eux et que nos propositions ou notre programme ne peuvent pas être analysés ou critiqués à partir des arguments fournis par ces larbins du régime puisque nous ne parlons pas de la même chose ; eux ils ont les yeux rivés sur le vieux monde pourri qu'ils veulent absolument sauver quitte à réduire plus des trois quarts de l'humanité en esclavage, alors que nous avons les yeux rivés vers le futur, vers une société débarassée du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce n'est pas seulement le socialisme qui est incompatible avec le capitalisme, la satisfaction de l'ensemble de nos besoins ou aspirations qui seraient incompatibles avec l'existence du capitalisme, ce sont tous les arguments économiques que nous développons ou avançons qui sont incompatibles avec la survie du capitalisme, parce qu'ils reposent sur des bases nouvelles qui sont étrangères au capitalisme, parce qu'elles en sont la négation, et c'est parce que les bases économiques du socialisme sont la négation des bases économiques du capitalisme qu'il est absolument impossible de défendre nos positions en se situant sur le terrain de notre ennemi, sans partir de la liquidation des rapports de production en vigueur.

L'expropriation sans indemnisation des capitalistes, à commencer par les banquiers, la planification de la production et de l'économie par l'Etat ouvrier, le monopole du commerce extérieur, etc. constituent les arguments de base de toute démonstration en faveur du socialisme, ils justifient sur le plan politique de liquider auparavant les institutions politiques forgées par le capital, les institutions de la Ve République et la rupture des traités signés dans le passé avec les institutions du capital à l'échelle européenne et internationales.

Ce que je voulais dire ici brièvement, c'est que c'est bien d'attaquer le capitalisme, c'est mieux de lui opposer, chaque fois et non pas une fois en passant ou les jours de fête, le socialisme en partant d'éléments concrets. En gros, une fois brossée rapidement la situation catastrophique à laquelle le capitalisme a mené l'humanité au bout de deux siècles d'existence, il faut passer à la suite et proposer nos propres solutions à la crise du capitalisme qui passe par la mise en oeuvre du socialisme. Si l'on demeure enfermé dans le carcan du capitalisme, on finira tôt ou tard par se ranger derrière les arguments de ses défenseurs. Il ne s'agit donc pas de refuser ce cadre de discussion, mais d'en partir pour ensuite le briser.

Le capitalisme est synonyme de faillites, il mène l'humanité au chaos et à la barbarie, tandis que le socialisme a abouti au stalinisme, au maoïsme, au castrisme, il n'existe donc pas d'alternative possible. Si, car le socialisme n'a jamais été mis en oeuvre, l'histoire ne lui en a jamais laissé le temps, contrairement aux exemples cités, ce n'est pas un parti qui détient le pouvoir, ce n'est pas un parti qui devient propriétaire de l'Etat et des moyens de production, c'est l'ensemble des travailleurs sous la direction du prolétariat organisé qui détient le pouvoir et qui constituent les piliers de l'Etat, dans la Russie de Staline, la Chine de Mao ou Cuba sous Castro, le peuple, la classe ouvrière était exclue du pouvoir. Jusqu'à preuve du contraire, ce ne sont pas ces régimes dictatoriaux qui ont à leur actif deux guerres mondiales et une multitude de guerres à travers le monde sur tous les continents au cours du XXe siècle, mais bien le capitalisme.

Le socialisme ne peut triompher qu'à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent il n'a jamais été mis à l'épreuve à cette échelle, il est donc impossible d'en faire le procès. Il n'a jamais pu démontrer le formidable potentiel qu'il recelle pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'humanité. Donnons-lui une chance, on n'a plus rien à perdre, il n'y a pas de fatalité, il n'est pas dit que la civilisation humaine sera emportée pour ne pas avoir été capable de prendre son destin en mains, le socialisme est une science sociale qui repose sur le développement de la société et son évolution au cours des millénaires dont les lois générales de fonctionnement ont été théorisées pour nous aider à comprendre dans quelle direction l'humanité pouvait se développer dans le futur... ou périr si elle n'en prenait pas conscience à temps. Nous en sommes là aujourd'hui. (A suivre)

Bon week-end à tous.

La Talonnette s'est encore fait remarqué hier. Vous allez voir ce que vous allez voir...

Il a déclaré à l'issue du sommet de l'Eurogroupe qui s'est tenu hier : «*désormais les spéculateurs doivent savoir qu'ils en seront pour leurs frais*». (20minutes.fr 07.05) La réponse ne s'est pas faite attendre.

La Bourse ou la vie. La panique, suite.

Vendredi 7 mai. Paris : CAC 40 : -4,60%. Sur la semaine l'indice phare de la place parisienne a plongé de 11,12%.

L'indice des principales valeurs européennes a reculé de 8,75%, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis novembre 2008.

Francfort, -3,27%, Milan -3,27%, - 4,26% la veille, Londres -2,62%, Madrid -3,28%, Moscou -5,5% , Bruxelles -4,33%, Athènes -2,86% et Lisbonne -2,94%.

Tokyo avait terminé en forte baisse -3,10%, -6% en deux jours. New York, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé vendredi à la Bourse de New York en baisse de 1,3% après une baisse de 3,20% la veille, l'indice Nasdaq des valeurs technologiques a perdu 2,3%. (Reuters, AP 07.05)

Impuissance ou laisser faire les marchés.

La chute des marchés d'actions s'est accentuée dans la journée après une téléconférence du G7 qui s'est achevée sur une déclaration formelle, les ministres faisant simplement part de leur décision de surveiller de près l'instabilité qui règne sur les marchés financiers en réaction à la crise de la dette grecque.

"*L'incertitude sur la Grèce s'accroît. Les investisseurs ne veulent pas maintenir leurs positions durant le week-end, ne sachant pas ce qui va se passer*", explique Philippe Gijssels, chef de la recherche chez BNP Paribas Fortis Global Markets. (Reuters 07.05)

Ce qu'il faut faire ressortir dans notre agitation, c'est la complicité des chefs d'Etats avec l'aristocratie financière américaine et européenne qui tirent les ficelles de cette crise pour renforcer leurs positions à l'échelle mondiale au détriment de leurs concurrents.

Le Palais doit être à l'"écoute" de la "gauche" !

Entendu lors de la réunion publique jeudi soir à la Bellevilloise, à laquelle a participé tous les partis dits de gauche à l'exception du POI et de LO. Cette dernière a invoqué le refus de «*cautionner la position du PS sur les retraites*». Razzy Hammadi pour le PS lui a répondu qu'«*il faut faire tomber les barrières des sphères militantes*», autrement dit brader les principes au nom de l'unité, ce qui est évidemment inacceptable.

Fallait-il oui ou non aller à cette réunion ? Si l'on s'en tient à ce qu'elle a accouché, la réponse est non.

Mélenchon (PG) a déclaré qu'il fallait s'unir pour organiser «*une votation citoyenne*» d'ici le débat parlementaire prévu à la rentrée, faute d'un référendum rêvé d'initiative populaire.

Pour Pierre Laurent (PC), il faut «*amplifier la mobilisation, très au-delà de celle du 1er mai, sans se laisser impressionner par l'argumentation officielle*». Dans quelle perspective ?

La réponse est sorti de la bouche de Cécile Duflot (Verts), elle a regretté «*le refus de négocier*» du gouvernement, alors que ce dossier «*doit faire l'objet d'un consensus et reposer sur un sentiment de justice, celui du partage des richesses*». (figaro.fr 07.05)

Tout est dit ici.

Neutraliser, désarmer le mouvement ouvrier pour éviter une mobilisation générale de la classe contre le gouvernement au profit d'une "votation citoyenne" dont l'objectif serait de parvenir à un consensus avec Sarkozy, le "*partage des richesses*" servant d'alibi pour masquer leur capitulation devant le capital ! J'avais indiqué dans une précédente causerie qu'ils allaient nous refaire le même coup que La Poste, ça n'a pas manqué !

D'ailleurs, leur réunion ne s'adressait pas à la classe ouvrière qu'ils sont censés représenter en vue de sa mobilisation, mais à Sarkozy, écoutons Besancenot :

«*Quand toute la gauche sociale et politique se rassemble, réagit de manière unitaire et non pas alternée, du côté de l'Élysée, on écoute le message!*»

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier sont aussi les valets du régime, on le sait pertinemment sans le répéter tous les quatre matins, cette

réunion avait finalement pour objectif, d'une part de rassurer Sarkozy sur les intentions réelles des socialistes bourgeois, d'autre part de donner un os à ronger à leurs militants et aux travailleurs qui refusent la remise en cause des 60 ans histoire de leur faire croire qu'ils sont à leur côté.

On aurait pu titrer le compte-rendu de cette réunion : unité pour un consensus avec Sarkozy !

Grèce.

Lors d'une conférence de presse vendredi à Paris, Daniel Cohn-Bendit a accusé Nicolas Sarkozy et François Fillon d'avoir fait pression sur le premier ministre grec, Georges Papandréou, en lui glissant sous forme de chantage lors d'une rencontre en marge du sommet de l'Otan à la mi-février : « *Nous allons lever des sommes pour vous aider, mais vous devez continuer à payer les contrats d'armements qu'on a avec vous, signés par le gouvernement Caramanlis.* » Il affirme tenir ses propos de Georges Papandréou en personne, qu'il a rencontré la semaine dernière à Athènes.

Matignon a qualifié ces accusations de « *basses polémiques dénuées de tout fondement* », tandis que l'Elysée n'a pas souhaité réagir.

« *Papandréou, il va démentir, le pauvre, qu'est-ce qu'il peut faire ?* » parie Daniel Cohn-Bendit à Rue89. Le leader d'Europe Ecologie qui annonce aussi qu'il va « *demande la semaine prochaine à la Commission européenne de faire rapport sur les contrats d'armement de la Grèce* ». Et de se montrer plus précis dans ses accusations :

« *Il faut que l'on ait les bons de ventes d'armes, nous on a que quelques informations. On sait que la France a obligé la Grèce à maintenir un contrat de 2,5 milliards d'euros sur des frégates françaises, un contrat de 400 millions d'euros sur des hélicoptères et un contrat sur plusieurs avions à 100 millions d'euros pièce. Il y a aussi en jeu des sous-marins allemands.* »

Autre question posée. En Grèce, le budget de la Défense s'élève à 4,9 milliards d'euros (4,3% du PIB contre 1,9% pour la France). Le nombre de militaires est aussi à rapporter à celui de fonctionnaires : 150 000 sur 800 000.

La justification de cette exacerbation des dépenses militaires est attribuée au risque permanent avec la Turquie, et à la partition de Chypre entre zones d'influence grecque et turque.

Mais le paradoxe est que la Grèce et la Turquie appartiennent à la même alliance militaire, et que Chypre appartient également à l'Union européenne. Alors, au lieu de forcer la Grèce à acheter des armes, si on aidait la Grèce et ses voisins à ne plus avoir besoin de dépenser autant dans la défense quand ils doivent imposer des coupes sociales dramatiques pour leur population ? (Rue89 07.05)

Chirac s'était opposé à l'intervention de l'armée française en Irak notamment parce que l'Etat et les grandes entreprises irakiennes devaient quelques milliards d'euros à leur équivalent français, et une fois la guerre terminée, il savait que les Américains rafferaient la mise et que la France pourrait s'asseoir définitivement sur la dette irakienne.

Un internaute ironise : « *Enfinement ce qu'on appelle "aide d'urgence à la Grèce" c'est un prêt à 5% pour acheter nos produits. En gros, c'est l'équivalent du crédit revolving de Carrefour à l'usage des Etats surendettés.* »

Cela va beaucoup plus loin, car tous les pays qui ont mis la main à la poche pour sauver l'Etat grec de la faillite sont eux-mêmes endettés jusqu'aux dents, dont le Portugal et l'Espagne qui sont déjà dans une situation proche de celle de la Grèce.

En guise d'épilogue.

Je pense qu'il faut avoir la modestie d'affirmer qu'il nous faut un peu de temps pour réfléchir davantage au développement de la crise du capitalisme, aux réactions en chaîne qu'elle peut entraîner, afin de déterminer comment elle pourrait évoluer dans les semaines et mois à venir.

On dispose d'ores et déjà d'un certain nombre d'indices nous permettant d'affirmer que la crise va s'amplifier sous l'effet de la reprise américaine en trompe l'oeil, qui en réalité se réalise sur le dos de l'UE, on sait aussi dans quelle direction elle va évoluer et quelles en seront les conséquences (annoncées) pour le prolétariat en Europe (notamment).

Cependant on ne dispose pas d'une analyse complète suffisamment détaillée et sérieuse de la situation économique mondiale qui nous permettrait de saisir précisément jusqu'à quel point ils ont hypothéqué les profits à venir qui nous permettrait d'affirmer que le capitalisme a déjà brûlé ses dernières cartouches et qu'on s'achemine vers l'éclatement du marché mondial du fait de sa son incapacité à contenir ses propres contradictions et de la lutte de classe du prolétariat. Car derrière la "*solidarité*" affichée par les dirigeants du vieux monde pour tenter de contenir la crise, c'est finalement le chacun pour soi qui l'emportera, tel est d'ailleurs le message très clair qui ressort de la politique menée par Pékin et Washington d'une part, et la détermination du prolétariat à refuser de nouveaux sacrifices d'autre part, ces deux facteurs accélérant et amplifiant la crise du capitalisme au lieu de lui offrir un répit ou une porte de sortie. (A suivre)

Islande.

Deux anciens dirigeants de la banque islandaise Kaupthing ont été placés en détention ce vendredi par un juge au lendemain de leur arrestation dans le cadre d'une enquête sur l'effondrement des grandes banques islandaises en octobre 2008.

Le procureur chargé de l'affaire enquête, entre autres, sur «*des faits de criminalité économique, d'infraction aux lois sur la sécurité commerciale, y compris des abus sur le marché, et des infractions à la loi sur les sociétés*».

Les propriétaires des trois banques islandaises Kaupthing, Landsbanki et Glitnir, nationalisées d'urgence pour éviter une faillite généralisée du pays, sont accusés dans un rapport parlementaire d'avoir abusé de leurs positions en touchant des prêts "*inappropriés*". (Libération.fr et AFP 07.05)

Népal.

Les anciens rebelles maoïstes népalais ont décidé de mettre fin à leur grève générale au bout de six jours en raison des conséquences du mouvement sur le fonctionnement du pays et la vie des habitants.

Au cours de la journée de vendredi, quelque 20.000 personnes se sont rassemblées dans la capitale, Katmandou, réclamant la fin de la grève. Des heurts ont éclaté à travers le pays. (AP 07.05)

Le 9 mai

Il est déjà tard et je n'aurai pas le temps d'aborder les différents sujets dont je voulais que l'on cause. Deux passent à la trappe ce matin, 1- La crise politique en Grande-Bretagne, 2- on évoque la dictature du capital via les agences de notation, pourquoi ne pas en profiter pour expliquer ce qu'est son contraire, la dictature du prolétariat ? 3- l'anarchisme, l'impatience légitime d'une partie de la jeunesse, 4- Pourquoi ne devrait-on pas aborder tous les sujets de société traités par les médias ? Parce qu'un fait divers serait monté en épingle par le gouvernement ? Quelle confiance peut inspirer un parti qui esquivé ces questions ? 5- la journée d'action du 27 mai.

Avant d'en venir au grand guignole plus loin, voilà ce que j'avais commencé à rédiger hier soir.

Mission quasi impossible.

La forme du gouvernement, pour qui gouverne Sarkozy ? Les contradictions du régime. Sarkozy doit à la fois satisfaire les besoins de l'aristocratie financière américaine et ceux du capitalisme français, tout en évitant à la fois l'éclatement de l'Union européenne et de la zone euro, et de se couper de la population afin d'éviter de devoir affronter directement le prolétariat. Quel cauchemar !

Le premier antagonisme avait donné lieu à un affrontement suivi d'un règlement de compte au sein du Medef si vous vous souvenez (avec la remise en cause des mandats de l'UIMM par Parisot), il s'inscrivait dans le prolongement de l'affrontement entre Chirac et Sarkozy via Balladur en 1995. Pour bien faire, du point de vue des besoins du capitalisme financier, Chirac aurait dû engager les contre-réformes qu'a entreprises Sarkozy dès son élection en 1996, dans le sillage des derniers soubresauts de la crise du capitalisme du début des années 90. Mais échaudé par la grève massive de décembre 95, il a préféré temporiser en attendant des jours meilleurs, qui avec un peu de chance, arriveraient bien assez tôt, si possible après la fin de son second septennat.

Les relations qu'avaient tissées le patronat et les dirigeants syndicaux entraînant l'ensemble de leurs organisations derrière eux, constituaient un gage de stabilité sociale pour le pays et la classe dominante, elles garantissaient la pérennité du régime sur le plan politique, les institutions étaient à l'abri. En sera-t-il de même demain ? De mon côté, j'attends patiemment qu'on en vienne à poser la question des institutions et du pouvoir politique, car il est impossible de poser la question du pouvoir politique sans définir le destin que l'on réserve aux institutions de la Ve République.

On ne pourra pas faire l'économie de cette discussion, camarades, j'en suis absolument convaincu. De quoi entend-on parler à propos du rejet par le peuple grec ? De l'Union européenne, du FMI, du gouvernement "socialiste" qui se fait le valet des agences de notation, en réalité de la poignée de milliardaires qui tiennent le destin du monde entre leurs mains. Comme diraient les jeunes, c'est flippant ! C'est l'ensemble des institutions nationales, européenne et internationales qui sont rejetées par la classe ouvrière grecque...

Bon dimanche.

Quand ils jouent aux gendarmes et aux voleurs.

Quelques extraits commentés de la déclaration du président de l'Autorité des marchés financiers, le gendarme français de la Bourse, Jean-Pierre Jouyet, dans les colonnes du Parisien.

Un aveu : *"La moitié des transactions mondiales se passe sur des marchés opaques qui sont hors de toute surveillance."*

Questions : Comment cela a-t-il été rendu possible ? Qui a laissé faire ? Comment fonctionnent les Etats ? Conformément à leur Constitution qui définit le rôle et la place de chaque institution, ainsi que les rapports entre les classes en privilégiant les intérêts de la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique.

Une bonne intention : *"Il ne faut plus perdre de temps"*.

Le ver était dans le fruit, avec le temps le fruit est devenu pourri, il ne reste plus que les miasmes du festin à récolter.

Trop tard ? Question inopportune car la fuite en avant a été savamment orchestrée par l'aristocratie financière américaine dès le début des années 90. Se situer sur ce registre voudrait dire que finalement les capitalistes ont commis une erreur et qu'il suffirait de la corriger pour que tout rentre dans l'ordre. Or ce n'est pas du tout ce qui s'est passé ou les choses sont un peu plus complexes que cela.

C'est délibérément et en connaissance de cause qu'ils ont d'une part détourné une part toujours croissante des profits réalisés du secteur productif ou industriel au profit du secteur financier en versant des dividendes toujours plus importantes aux actionnaires, mais ces sommes colossales n'ont pas servi qu'à spéculer comme on le dit souvent à tort, elles ont aussi permis de financer la délocalisation d'activités industrielles d'un continent à l'autre, de l'Europe et des Etats-Unis vers l'Asie et l'Amérique latine principalement ou le coût de la main d'oeuvre était meilleur marché, tandis que la part qui revenait au travail et au capital s'érodait en faveur du capital, avec pour conséquence la paupérisation de nouvelles couches du prolétariat qui pour survivre n'avaient plus d'autre possibilité que de recourir massivement au crédit, ce processus allait de pair avec l'amplification de la division du travail à l'échelle mondiale qui allait se réaliser au détriment du prolétariat européen et américain sans pour autant profiter au prolétariat surexploité des pays dits émergents dont les revenus ne représentaient et représentent encore en moyenne que le dixième de ceux du prolétariat des pays capitalistes dominants, cependant il allait permettre l'éclosion d'une nouvelle classe petite-bourgeoise dont le pouvoir d'achat allaient profiter principalement au marché local et non au marché international ou dans une proportion insuffisante pour palier la faiblesse de la consommation dans les pays capitalistes dominants, d'autre part, pour conserver leur position dominante sur le marché mondiale et palier les faiblesses du marché (saturé) dont l'expansion a été moins rapide que le développement démographique, ils ont hypothéqué les profits à venir, ils se sont lancés dans des opérations hasardeuses que l'on pourrait qualifier de crapuleuses, Madoff n'a fait que reproduire à une petite échelle l'escroquerie que l'industrie financière avait mis au point à l'échelle mondiale, il ont spéculé frénétiquement, gagné et perdu des sommes colossales pendant que les Etats s'endettaient et courraient à la faillite, les gains restant soigneusement enfermés dans leurs coffres, tandis que les Etats devaient faire payer leurs pertes à leur population en recourant à des politiques de rigueurs et de coupes sombres dans les dépenses sociales.

Le libéralisme économique mis en oeuvre par l'impérialisme américain à partir du début des années 90 a abouti à une concentration toujours plus grande du capital entre quelques mains, tandis qu'à l'opposé plusieurs milliards de producteurs et leurs familles étaient exclus du marché ou maintenus artificiellement à la lisière du marché car elles consomment quand même. Et paradoxe qui fournit une indication utile sur le niveau de pourrissement atteint par le capitalisme, il en est arrivé à devoir nourrir une masse de plus en plus gigantesque d'hommes et de femmes dont la fonction en régime capitaliste devrait être de nourrir leurs exploités, les dizaines de milliards de dollars consacrés à leur entretien ou leur survie n'est pas le produit de la générosité de quelques philanthropes, mais celui du vol de la force de travail de centaines de millions de travailleurs à travers le monde qui eux-mêmes sans cesse ponctionnés se paupérisent.

Un constat d'impuissance ou qui dirige le monde : *"Nous sommes entrés dans une nouvelle forme de guerre, inconnue jusqu'à présent, contre des marchés qui sont dotés de technologies sophistiquées, qui agissent sans contrôle et de façon très rapide."*

Non, ce n'est pas *"une nouvelle forme de guerre"*, ce sont les contradictions grandissantes du système capitalisme qui exigent de la part des représentants politiques du capital qu'ils consacrent une part toujours plus importante de leur budget au capital au détriment du travail, aux banquiers au détriment des travailleurs.

A ce propos, il faudrait aborder la contradiction à laquelle les chefs d'Etat sont confrontés et qu'ils doivent gérer dans l'urgence, disons des deux côtés pour éviter, soit une explosion du système économique capitaliste, soit une explosion sociale, les deux pouvant avoir des conséquences incalculables et surtout incontrôlables sur le plan politique.

D'un côté, ils doivent satisfaire les besoins gargantuesques des marchés pour éviter que les intérêts de leurs dettes atteignent des niveaux insupportables, ce qui plomberait leur croissance économique à venir et donc les affaiblirait sur le marché mondial, d'un autre côté, ils doivent composer avec une situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer et qui risque de dégénérer en affrontement direct et violent à chaque instant. Ce qu'ils donnent aux uns, ils n'ont pas d'autre possibilité que de le prendre aux autres, dans ce domaine les miracles n'existent pas non plus, finalement tout se paie un jour ou l'autre, ainsi les frasques et l'appétit insatiable des banksters font peser un risque social et politique sur tous les régimes. Ceux-ci sont bien obligés d'en tenir compte, une fois acculés et pour éviter un embrasement générale, ils se trouvent dans l'obligation de lâcher du lest, ils doivent aller jusqu'à subventionner la misère qu'ils ont participé à créer eux-mêmes, on en revient à ce qui a été dit plus haut, ils doivent faire preuve d'une dextérité sans faille pour manier le bâton et la carotte, tout en sachant qu'un retour de bâton est toujours possible, afin d'éviter qu'une telle situation ne se produise, ils s'entourent de

précautions dont la principale consiste à embarquer dans leur aventure les dirigeants du mouvement ouvrier.

Cette contradiction est présente dans tous les discours des chefs d'Etat, on peut la repérer assez facilement, ils l'ont à l'esprit en permanence, jusqu'à en faire des cauchemars, car ce ne sont que des pions entre les mains de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial. De son point de vue, on comprend parfaitement pourquoi c'est dès 1996 que Sarkozy aurait dû gouverner et entreprendre la liquidation à marche forcée des droits sociaux de la classe ouvrière...

L'Etat est complice des marchés au nom de la "morale".

"Les marchés sont par nature spéculatifs. (...) Je n'ai pas de jugement moral à apporter" (Slate.fr 08.05)

Question : qu'est-ce que spéculer ? Tirer profits d'une situation pouvant évoluer dans un sens ou dans un autre, d'où la part croissante du marché des produits dérivés où l'on parie sur une valeur à la hausse ou à la baisse, on gagne si par chance notre pari coïncide à terme avec l'évolution du marché, peu importe les conséquences qui peuvent en résulter, seul le profit compte. On pourrait dire tout simplement que le malheur des uns fait le bonheur des autres, allons plus loin, c'est un mécanisme de nature purement opportuniste qui à la base ne repose que sur le hasard, et qui est devenu tellement sophistiqué que même ceux qui en sont les acteurs sont incapables de prévoir à l'avance s'ils vont engranger des gains ou des pertes colossales, pour le coup ce mécanisme serait comparable à la roulette russe, à ceci près que la balle ne leur est pas destinée, elle est réservée au prolétariat.

On peut donc en déduire que le monde, la France, sont gouvernés par de dangereux apprentis sorciers guidés par un opportunisme débridé qui conduisent par leur folie l'humanité au chaos et à la barbarie. Que leur morale s'accommode de cette pratique et la justifie n'a rien de surprenant, elle nous fait étrangement penser à l'âge des ténèbres qui a vu naître la civilisation humaine et qui risque de l'engloutir.

Qui ose encore parler de "moraliser" le capitalisme à part les altermondialistes ?

Venezuela.

L'inflation au Venezuela a atteint 5,2% en avril, ce qui fait que l'indice des prix a augmenté de 30,4% au cours des 12 derniers mois, d'après les informations publiées vendredi par la banque centrale du Venezuela (BCV) et l'institut national des statistiques (INE). (AP 08.05)

Le 10 mai

Pas le temps de causer, bonne semaine et bon courage à tous.

Profession : philosophe. Registre : matérialiste, idéaliste, panthéiste, épïcúrien, stoïcien, etc., non : charlatan.

A propos de la prestation du philosophe Michel Onfray sur le plateau de *On n'est pas couché* animé par Laurent Ruquier.

Le petit jeu d'Onfray en rappelle d'autres. Pour discréditer moralement et intellectuellement l'adversaire, on commence par parler de son train de vie, de ses revenus, de son argent, et on présente ensuite celui-ci comme étant le fruit d'une activité louche, pas nette, pas morale, une escroquerie intellectuelle ou une entourloupe culturelle.

Dans la séquence d'hier soir, c'est exactement ce que fait Onfray. "*Freud, dit-il en substance, se fait payer 450 euros la séance, et pour cela, il réclame le droit de faire la sieste en inventant une bidonnerie, « l'attention flottante » sur les inconscients qui communiquent entre eux*". CQFD! Quel escroc ce Freud!

Magie de la télévision où quelques secondes suffisent à un manipulateur hors pair pour délivrer (avec le sourire) un petit message empreint d'un amalgame destiné à susciter dans les esprits rejet et haine du ou des individus qu'il dénonce.

Un exemple? Le détournement des propos de Freud sur la question du prix de la séance (19'00). Onfray prétend que Freud a dit « *On ne peut pas soigner quelqu'un s'il ne paye pas en liquide et cher* » et Onfray de préciser: « *Quid des pauvres?* ». Mais ce qu'Onfray n'ajoute pas, c'est que le « *cher* » en question n'est pas un absolu. Le « *cher* » dépend de la situation matérielle des uns et des autres et que le prix de la séance sera fixée par le psychanalyste dans ce contexte là, en proportionnalité des revenus de chaque patient. Mais ça, Onfray l'ignore, ou feint de l'ignorer, car cela détruirait sa rhétorique visant à sous-entendre que la psychanalyse est une escroquerie qui rapporte du pognon à un max de petits malins qui se réclament de Freud. Un « *business* » comme il dit.

On ne pourra pas dire qu'Onfray n'a rien compris à la télévision.

Elisabeth Roudinesco écrit notamment ceci au sujet d'Onfray: il "*projette sur l'objet haï ses propres obsessions - les Juifs, le sexe pervers, les complots - au point de faire de Freud un double inversé de lui-même, et de la psychanalyse l'expression d'une autobiographie de son fondateur transformé en criminel affabulateur. Face à cet alter-ego, rejeté en enfer, l'auteur se veut un libérateur venant sauver le peuple français de sa croyance en une idole dont il annonce le crépuscule*". (Lepost.fr 09.05)

Un internaute a posté le message suivant : "*Le plus délirant dans cette histoire c'est que nulle personne effectuant un travail psychanalytique ne soit interrogée pour savoir de quoi il retourne réellement. Marre des argumentaires pseudo-intellectuels visant à anihiler la psychanalyse sans avoir soi-même entrepris un travail ou une démarche visant à aller au fond du sujet.*"

Commentaire.

Les mêmes procédés, amalgame-fabulation-falsification-calomnie, le tout mêlé à quelques vérités pour faire plus vraisemblable, ont été employés contre les marxistes et contre le marxisme. La recette est vieille comme le monde. Onfray nous fait penser à d'autres petits hommes providentiels que la France a produits, sauf que lui, le rédempteur de tous nos péchés, s'est donné pour mission divine de sauver ses semblables de la sclérose dont il est lui-même atteint qui consiste à nier tout ce que ses prédécesseurs ont pu découvrir ou théoriser, pour qu'une fois débarrasser de tout contradictoire autorisé ou reconnu par ses pairs, s'il ne devait en rester qu'un il serait celui-ci.

Ce médiocre personnage ne veut pas avouer qu'il n'a rien découvert contrairement à ses illustres prédécesseurs, voilà son drame en réalité. Il y a beaucoup de monde sur le marché de la médiocrité intellectuelle, alors il faut bien trouver un créneau pour se distinguer et enfin avoir l'air d'exister. Entre nous, le niveau de ce type ne dépasse pas celui du jeune qui fait du bruit pour attirer l'attention sur lui afin d'avoir l'impression d'exister, sauf qu'Onfray dispose d'autres moyens pour s'exprimer, il n'a aucune excuse contrairement au jeune dont j'ai pris l'exemple.

C'est finalement un genre de fouille merde à classer dans la catégorie des philosophes réactionnaires du genre Alain Finkielkraut ou Bernard Henri Levy, qui passe leur temps à remuer les poubelles de l'histoire en guise de méthode scientifique. Onfray est à l'image de l'immense majorité des intellectuels pour lesquels le capitalisme est indépassable.

UE. La fuite en avant sur fond de désaccord.

1- Les ministres des Finances de l'Union européenne ont approuvé lundi à Bruxelles la mise en place d'un mécanisme d'aide d'un montant global pouvant aller jusqu'à 720 milliards d'euros pour protéger la monnaie unique des attaques des marchés, d'après la ministre des Finances espagnole.

Les ministres des 27 ont convenu du plan d'aide qui consiste à mettre 60 milliards d'euros à disposition des pays les plus faibles de la zone, cependant que les seize pays de la zone euro promettent des soutiens bilatéraux à hauteur de 440 milliards d'euros. D'après la ministre des Finances espagnole, Elena Salgado, la contribution du FMI pourrait atteindre 220 milliards d'euros.

Selon les commissaires aux affaires monétaires européennes, Olli Rehn, "*l'accord prouve que nous défendrons l'euro quoi qu'il en coûte*". (AP 09.05)

2- La Grande-Bretagne ne soutiendra pas l'euro car c'est à la zone euro de le faire, a déclaré le ministre britannique des Finances Alistair Darling à la BBC. (Reuters 09.05)

Normal, elle est liée à la Fed et à l'impérialisme américain qui enfonce l'Union européenne dans la crise, à défaut de mieux pour tenter de reporter à plus tard les prochains soubresauts de la crise qui se terminera par l'éclatement du marché mondial.

Grande-Bretagne.

Des représentants des conservateurs et des libéraux-démocrates britanniques se sont réunis durant plusieurs heures dimanche à Londres sans parvenir à un accord sur la formation d'une coalition gouvernementale après les élections de jeudi qui ont laissé le Parlement sans majorité nette.

Le scrutin de jeudi en Grande-Bretagne était le premier depuis 1974 à conduire à une situation de "Parlement suspendu" ("hung Parliament"), où aucun parti ne détient de majorité nette. (AP 09.05)

Crise politique, si l'on veut, on ne va pas en faire un plat, vous savez sur quoi porte les désaccords entre conservateurs et libéraux-démocrates : la réforme du mode de scrutin, sur les autres questions ils sont d'accord.

Jeudi, le système en vigueur n'a permis aux libéraux-démocrates de ne récolter que 9% des sièges, avec 23% des voix donc en échange de leur participation au gouvernement conservateur, ils exigent une réforme du système électoral britannique.

Le 11 mai

Les faits parlent parfois d'eux-mêmes mieux que de longs discours. On se perdrait en superlatif pour qualifier le dernier coup de force de l'Union européenne et de Washington contre le prolétariat européen. Les brefs commentaires que j'ai ajoutés à la suite des extraits d'articles de presse suffisent pour se faire une idée assez précise de la situation. On n'ose même pas évoquer le sort du prolétariat qui se débat déjà dans une misère noire sur les autres continents sans être pris d'effroi.

Plan de "*sauvetage de l'euro*" comme ils le martèlent tous ou plutôt sauvetage du dollar conduisant à une subordination accrue des Etats aux marchés financiers dominés par l'impérialisme américain ? Pour le camoufler, ils ont pris un certain nombre de précautions, par exemple ils n'ont pas encore précisé qu'elle serait la répartition entre prêts aux différents Etats en difficulté et la portion de ces 750 ou 800 milliards d'euros qui serviraient de garanties d'Etat à Etat (une caution virtuelle).

Si par exemple vous avez servi de caution à un de vos amis auprès d'une banque pour qu'il puisse obtenir un crédit, et qu'à un moment donné votre ami ne peut plus rembourser son banquier, celui-ci se retournera contre vous et exigera que vous régliez sa dette à sa place, ainsi votre participation au départ indolore à son crédit deviendra soudainement une réalité sonnante et rébuchante qui n'aura rien de virtuel.

Donc si demain des Etats se retrouvaient en situation de cessation de paiement, ce seraient les Etats qui leur auraient servi de caution qui seraient sommés de casquer à leur place, donc le distinguo qui figure dans leur plan entre prêt et garantie n'est qu'un tour de passe-passe pour ne pas montrer aux peuples des différents pays jusqu'à quel niveau leurs dirigeants se sont engagés à les faire payer à la place des capitalistes de chaque pays respectif. On aura compris que les capitalistes ne peuvent pas se permettre de prendre le risque de laisser un Etat s'effondrer parce qu'il serait en faillite, sans que cela ne se répercute sur l'ensemble des Etats de la zone euro ou de l'UE. Ils ont pris la mesure de ce danger sur le plan politique et ils ont réagi.

Le capital a déclaré la guerre au prolétariat européen ou il a décidé de l'amplifier, notre réponse devrait se situer à la même hauteur, sauf que contrairement à notre ennemi nous sommes incapables de rassembler nos forces et il le sait parfaitement, nous ne sommes pas prêts à l'affronter directement, tout au plus nous disposons d'un arc à la corde usée pendant qu'il dispose d'un lance-missiles longue portée ultramoderne.

J'avais préparé une petite causerie critique sur le POI, mais je n'ose même pas la mettre en ligne aujourd'hui, car j'aurais l'impression de rajouter une couche au sale coup que viennent de nous asséner les représentants des capitalistes, pour une fois je tiendrai compte que bien des militants sont devenus aussi susceptibles que des vieilles filles et ils ne me le pardonneraient pas, surtout mes camarades du POI.

Je la mettrai en ligne quand j'aurai terminé la lettre de protestation que j'ai commencée à rédiger à l'adresse du président du Réseau Voltaire, après qu'un camarade m'ait adressé un nouvel article de T. Meyssan (de 2008 en fait) dans lequel il calomniait une fois de plus ce qu'il appelle les "lambertistes", P. Lambert en particulier et l'organisation à laquelle j'ai appartenu entre 1978 et 1981. Je n'en ai rien à foutre qu'il supporte le régime syrien pourri, car je suis capable de faire la part des choses, mais je ne tolère pas d'être indirectement assimilé à un agent de la CIA au même titre que mes ex-camarades de parti.

J'avais bien lu lorsqu'hier je soulignais que l'Union européenne s'apprêtait à emprunter sur les marchés financiers qui sont responsables du pillage des richesses que nous avons produites par notre travail. Voici ce qu'a écrit Lepost.fr hier dans la journée à propos du fonds de 110 milliards d'euros que la Commission européenne s'apprête à mettre à disposition des Etats en difficulté :

"L'accord prévoit d'étendre ce fonds à tous les pays européens et surtout de l'augmenter de 60 milliards d'euros. Milliards empruntés par la Commission sur les marchés avec la garantie des Etats membres." Et de préciser : "Elle disposait déjà d'un fonds existant de 50 milliards mais au départ réservé aux pays n'ayant pas l'Euro pour monnaie.", ce qui porte en fait la somme mise à la disposition des banksters par l'UE et le FMI à 800 milliards d'euro.

On peut donc parler de complot organisé entre l'aristocratie financière et les Bourses, la BCE et la Fed, l'UE et le FMI, contre le prolétariat européen.

C'est l'internationale du capital au grand complet, quoi. Et nous, de quelle internationale ouvrière disposons-nous pour regrouper nos forces à l'échelle européenne ou mondiale ? Aux lecteurs attentifs d'*Informations ouvrières* et aux camarades du POI, cherchez donc numéro après numéro une page consacrée à cette question, à la IVe Internationale pour ceux qui s'en réclament, à l'Entente Internationale des travailleurs et des peuples (EIT) par exemple, vous n'en trouverez pas, tout au plus vous aurez le droit à un article annonçant la tenue d'une conférence mondiale à Alger, mais s'agissant du combat quotidien des partis ou organisations qui seraient affiliés à l'EIT - ils seraient au nombre de 70 paraît-il, vous comprendrez immédiatement pourquoi j'emploie le conditionnel, vous n'en trouverez pas trace non plus, sauf dans de rares occasions qui confirment la règle.

Hier j'ai minimisé la portée de la crise politique en Grande-Bretagne, je ne sais pas s'il faut faire de même avec l'Allemagne. Elles vont alimenter temporairement la lutte de classe du prolétariat et donc nourrir la crise actuelle du capitalisme, mais sans perspective politique et sans parti pour l'incarner, il ne faudra pas en attendre des miracles, sauf une fois de plus à se leurrer soi-même, ainsi que les travailleurs, ce

qui n'est évidemment pas dans mes attributions.

Que l'on ne compte pas non plus sur moi pour condamner la violence à laquelle les anarchistes ou certains militants d'extrême gauche ont recours dans leur combat contre le capital, notamment en Grèce. De manière désordonnée ils indiquent au prolétariat l'objectif à abattre et dans ce sens leurs actions sont utiles à notre combat, sans toutefois être capables de définir une alternative cohérente et viable au capitalisme et ses institutions, d'où la portée limitée de telles actions. Avant l'heure ce n'est pas l'heure et après l'heure ce n'est plus l'heure, pourrait-on adresser aux anarchistes qui autrefois s'en sont pris aveuglément au gouvernement de la jeune République socialiste de Russie.

Sondage, suite. Manipulation de l'opinion.

Deux titres d'articles de presse d'hier pour l'illustrer, par ordre chronologique :

- 1- La popularité de Sarkozy en hausse, selon un sondage - AP
- 2- Nicolas Sarkozy compte sur un nouvel élan - Le Figaro

Si l'on part du sondage qui lui a été le plus défavorable en avril, il a regagné par miracle 10% pas moins pour passer de 28 à 38%.

Heuliez, suite.

Le conseil d'administration de l'équipementier automobile Heuliez, qui est à la recherche d'un investisseur, se donne quelques jours avant de décider d'un éventuel dépôt de bilan, annonce son mandataire.

"Les actionnaires ont décidé de se donner un dernier répit de quelques jours", a dit le mandataire Régis Valliot à des journalistes, après la réunion du conseil d'administration à Paris. "Quelques jours, c'est un délai raisonnable, pour autant que ce soit le dernier."

Un éventuel redressement judiciaire permettrait de payer les fournisseurs et les salaires du personnel grâce aux assurances garanties des salaires (AGS) et de trouver un nouveau répit. (Reuters 10.05)

OCDE. Israël, l'Estonie et la Slovaquie ont été invités à rejoindre l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), portant le nombre de pays membres à 34. (Reuters 10.05)

Tunisie.

Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au pouvoir, a obtenu 90,67% des suffrages aux élections municipales organisées dimanche en Tunisie, selon les résultats officiels annoncés lundi devant la presse par le ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem.

Selon le ministre, le taux de participations était de 83,47%. Quelque 3,1 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes. Trois formations de l'opposition radicale se sont abstenues de participer à cette consultation.

Le parti au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali a fait cavalier seul dans nombre de circonscriptions pour dépasser les 75% de sièges que lui autorise le code électoral, voire s'y approprier les 100%. (AP 10.05)

Grande-Bretagne.

1- Vingt jours de grève seront observés par le personnel de cabine de la compagnie aérienne British Airways en mai et juin, annonce le syndicat Unite qui représente environ 90% des 12.000 employés de cabine de la compagnie. Ces arrêts de travail ont été fixés du 18 au 22 mai, du 24 au 28 mai, du 30 mai au 3 juin et du 5 au 9 juin. (Reuters 10.05)

2- Royal Bank of Scotland annonce son intention de supprimer 2.600 emplois au sein de ses activités d'assurance d'une part, dans la banque de détail au Royaume-Uni d'autre part, après avoir déjà engagé 20.000 licenciements depuis le début de la crise économique. (Reuters 10.05)

Etats-Unis. La pompe à dollars fonctionnera "indéfiniment".

Fannie Mae, le numéro un américain du refinancement de crédits immobiliers résidentiels, a demandé aux autorités fédérales 8,4 milliards de dollars (6,5 milliards d'euros) de capitaux supplémentaires après avoir subi 13,1 milliards de pertes au premier trimestre.

"Etant données nos prévisions concernant les pertes futures et les recours au Trésor, nous ne prévoyons pas de dégager de bénéfices

dépassant nos obligations annuelles de dividendes envers le Trésor avant un délai indéfini", explique le groupe. (Reuters 10.05)

Le 12 mai

Plusieurs thèmes de causerie ce matin, j'étais réveillé à 5h, je me suis mis au boulot aussitôt. Le taux de fréquentation du site a explosé depuis le 3 mai, plus 20%. Les camarades ne pourront pas dire que je ne me donne pas du mal pour les informer. Il faut bien que quelqu'un le dise !

On tient le bon bout, camarades, on vaincra ! Je ne sais pas chez vous, mais moi l'adversité, les mauvais coups, une fois encaissés, cela me stimulent, et je ne suis pas sado-masochiste, paradoxalement j'ai horreur des problèmes minables qui nous bouffent la vie pour rien. Là on va être gâtés ! ("on" pluriel donc "gâtés" pluriel, je dis cela pour les nuls en orthographe dont j'ai fait partie autrefois et cela se voit encore parfois !)

1- Sarkozy a annoncé la suppression de 2,5 milliards d'euros d'exonérations ou d'allocations exceptionnelles accordées en 2009 à 10 millions de ménages modestes pour soutenir leur pouvoir d'achat (Reuters 11.05), alors que de manière tout à fait illégitime, l'Etat a exonéré les patrons de cotisations sociales à hauteur de 30 milliards d'euros en 2009, je ne connais pas le chiffre exact.

Deux poids deux mesures, tout pour les banquiers, rien pour le prolétariat, à l'exception de la sueur, des larmes et de la souffrance. Il nous prévoit des jours pires encore qu'hier ou aujourd'hui, quel travailleur peut adhérer à cette perspective qui est synonyme de son anéantissement, de la perte de sa dignité ?

C'est plus que la résistance d'un peuple qui est engagée, c'est un combat à mort entre deux classes, dont la légitimité revient sans discussion à la classe la plus nombreuse, le prolétariat, et à partir de là seulement on pourra parler de démocratie, car elle sera assumée par la majorité du peuple, conformément à sa définition originelle dans l'Antiquité.

2- Alors que le gouvernement et le président de la République se gargarisent de l'éventualité de "faire payer les riches", thème jusqu'alors assez peu usité par la droite, ils vont faire payer les pauvres, tout de suite, constatait hier un journaliste de Le Post.

On pourrait tout aussi bien s'interroger sur ce regain d'attention envers les pauvres de la part de gens qui les ignorent habituellement.

Mais voilà, ils sont devenus trop nombreux, on en voit partout, impossible de les éviter, la bonne conscience du petit-bourgeois commence à flancher, d'autant plus que la pauvreté induit des conséquences encore plus insupportables que la vue d'un miséreux fouillant le fond d'une poubelle et qu'on a vite fait d'oublier l'instant suivant.

On n'est plus en sécurité nulle part et on doit se barricader une fois rentré chez soi, sans compter qu'il ne faut pas garer sa bagnole n'importe où sans prendre le risque de la voir cramer ou dépecée, même se balader tranquillement sur un boulevard à 11h du soir devient angoissant, ne parlons pas des transports en commun qui se transforment en cibles vivantes ou peuvent cramer aussi, quant à la sécurité de nos gosses, c'est littéralement la parano de ne pas les retrouver en entier le soir ou dans un triste état, on est en état de guerre...

Si vous voulez en finir avec ce cauchemar que vous impose le capitalisme, c'est simple adhérer au socialisme, franchement que risquez-vous de pire que ce que vous vivez au quotidien ?

3- Lisez bien ce passage :

"Le plan de sauvetage permettra, en cas de besoin, de réunir jusqu'à 750 milliards d'euros :

* La Commission européenne pourra emprunter jusqu'à 60 milliards d'euros sur les marchés financiers, pour les prêter aux Etats-membres en crise.

* Les Etats européens, eux, s'engagent à emprunter puis prêter jusqu'à 440 milliards d'euros (la part de la France s'élevant à 88 milliards d'euros)

* Le Fonds monétaire international (FMI) pourra apporter 250 milliards d'euros supplémentaires." (source Eco89 11.05)

Ces institutions recourent aux marchés financiers pour emprunter, qui eux-mêmes empruntent pour présenter quelque chose en surface, des actifs si l'on veut. Mais en dessous ou dedans, c'est vide quand ce n'est pas pourri ou toxique ! C'est une arnaque à 750 milliards d'euros, le casse du siècle, et ça ne fait que commencer !

4- L'ignoble proche conseiller de l'épileptique du Palais, Alain Minc, qui a préconisé de dépouiller les vieux ou leurs ayant-droits pour payer leurs frais d'hospitalisation et de santé selon lui trop coûteux pour la Sécu ou de les laisser crever s'ils n'en avaient pas les moyens, avait cité l'exemple de son père, âgé de 102 ans, qui a été "*hospitalisé quinze jours en service de pointe*" et dont la facture se serait élevée à 100.000 euros.

Il se trouve que *Libération* a démontré que le conseiller du nabot avait exagéré sur les chiffres en multipliant par cinq les dépenses liées à l'hospitalisation de son père. Ce que Alain Minc a reconnu dans les colonnes du quotidien, avouant qu'il a "*délibérément pris un chiffre qui frappe*" pour donner du poids à son argumentaire. (source : Lepost.fr 11.05)

Il est bien entouré l'excité du Palais !

On est en droit d'affirmer que le Conseil d'orientation des retraites (COR) a utilisé le même procédé pour justifier le "*trou*" de centaines de milliards d'euros dans les caisses de retraites en 2050.

5- Pour qui roule le PS ? Le FMI, l'impérialisme américain.

Martine Aubry a assuré mardi se réjouir du travail de Dominique Strauss-Kahn, le directeur du Fonds monétaire international (FMI) qui est aussi son rival potentiel pour la prochaine élection présidentielle de 2012. (Reuters 11.05)

6- Selon un rapport du Bureau international du travail (BIT), 215 millions d'enfant de 5 à 17 ans travaillent dans le monde. On se demande comment ils ont pu arriver à ce chiffre qui est sans doute très éloigné de la réalité.

J'imagine que dans d'autres pays que l'Inde l'immense majorité des travailleurs ne disposent même pas d'un contrat de travail ou de feuilles de paie, ils ne sont enregistrés nulle part, on connaît tout juste leur nom et leur adresse ou leur numéro de téléphone quand ils en ont un, alors leur âge ne présente aucun intérêt pour un patron, il s'agit d'une masse taillable et corvéable à merci sans droit.

On peut repérer facilement les gosses qui travaillent dans les villes, c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles on en voit de moins en moins travailler en ville, mais qu'en est-il vraiment à la campagne loin des regards où vit encore plus de la moitié de la population en Asie et en Afrique, personne n'en sait rien en réalité.

Dans le village de pêcheurs où j'habite, les gosses de mes voisins n'ont pas 17 ans et ils bossent tous avec leurs pères, aucun ne va à l'école. Les filles sont davantage scolarisées, mais elles arrêtent l'école avant d'avoir atteint l'âge de 17 ans, les fiancailles étant conclues avant même qu'elles soient majeures, de façon à les marier le plus tôt possible. Les filles qui quittent l'école vers les 15 ans vont souvent travailler chez des commerçants en attendant leur mariage, rares sont celles qui continuent de travailler ensuite pour la bonne (ou plutôt mauvaise) raison qu'elles tombent immédiatement enceintes, une femme qui n'a pas mis au monde son premier enfant au cours de la première année de mariage peut être répudiée.

Ici, une femme qui a dépassé les 20 ans commence à sentir le rance, c'est suspect, elle doit avoir un défaut de fabrication, à moins que ses parents aient accepté qu'elle poursuive des études pour mieux la marier ensuite, ce qui est davantage le cas en ville, cependant dans 99 % des cas le mariage demeure une opération commerciale, ce sont deux familles qui se marient en fait, pour le meilleur et surtout le pire.

Si vous vous demandez si la dote existe toujours, la réponse est affirmative, mais en réalité le mariage revient aussi cher à la famille de la fille qu'à celle du garçon, les deux familles rivalisant d'orgueil dépensent une fortune pour épater la galerie, partant du principe qu'ici on ne respecte que les gens qui ont un titre et surtout de l'argent, il n'existe pas de relations qui ne tournent pas autour de l'argent, dans tous les milieux sociaux sans exception tout passe après, y compris de plus en plus la différence de caste.

Les infos en bref.

Chômage.

Le taux de chômage en France au premier trimestre 2010 a atteint 10,1%, soit une évolution de 1,2 point par rapport au premier trimestre 2009, selon un communiqué publié mardi par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). (AP 11.05)

Le ver était déjà dans le fruit ou les cocus du Grenelle de l'environnement, suite.

Les députés français ont adopté mardi la loi dite Grenelle II.

Le texte Grenelle II a pour objet de mettre en oeuvre concrètement les dispositions du Grenelle I, qui décline les grandes orientations et objectifs arrêtés en octobre 2007 par le "*Grenelle de l'environnement*".

1- "*C'est une mutation d'un pays entier dans toutes ses acceptions*", a dit Jean-Louis Borloo à l'Assemblée nationale.

2- Un aveu : *"Ce n'est plus la grande loi qu'on attendait sur l'environnement"*, a dit Noël Mamère à Reuters.

"Nous on fait de la politique et on estime qu'il y a eu trahison des pouvoirs publics", a-t-il ajouté en référence aux associations qui ont appelé à voter en faveur du texte.

3- *"Tout ce qui coûte est infinançable"*, a dit la semaine dernière Gilles Carrez, rapporteur général de la commission des Finances. *"Ca ne passera pas, on le flinguera lors des décrets d'application. Tout ça, c'est nul et non avendu"*, a dit le député UMP. (Reuters 11.05)

Le premier enthousiaste dit : c'est grandiose, le second pleurnichard dit : c'est misérable, le troisième un flingue à la main dit : on va le pulvériser. Conclusion : vide !

Nouveau consensus UMP-PS à l'Assemblée nationale.

Les députés français ont adopté une proposition de résolution UMP sur les pratiques attentatoires aux valeurs de la République, première étape législative en vue de l'interdiction du voile intégral.

Tous les groupes politiques ont participé au vote, à l'exception de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts). Seul André Gérin (PC), qui avait présidé la mission d'information sur le port du voile intégral, a participé au scrutin et a voté pour la résolution.

La résolution parlementaire, nouveauté sans valeur contraignante permise par la révision constitutionnelle de juillet 2008, stipule que *"les pratiques radicales attentatoires à la dignité et à l'égalité entre les hommes et les femmes, parmi lesquelles le port d'un voile intégral, sont contraires aux valeurs de la République"*.

Il en connaît un rayon en la matière : Le Parti de gauche, de Jean-Luc Mélenchon, a déploré dans un communiqué que le PS s'associe à la *"mauvaise comédie"* d'une résolution *"sans autre objet que de faire du racolage"*. (Reuters 11.05)

Oui à la résolution, non au projet de loi d'interdiction générale, a répété la numéro un du PS, Martine Aubry, pour qui *«interdire sur l'ensemble de l'espace public ne sera pas opérant, risque d'être stigmatisant et surtout inefficace car totalement inappliqué»*. (20minutes.fr 11.05)

Non à la remise en cause des 60 ans pour prendre sa retraite... par pur opportunisme, oui à ce qui dans les faits contribuera à repousser l'âge du départ en retraite... par réalisme, la même méthode, le même double langage pour en réalité se conformer à la politique réactionnaire dictée par le gouvernement. C'est sans doute la faute à cette satanée fatalité si le PS est amené à mêler ses voix à celles de l'UMP.

MoDémoniaque

Le président du Mouvement Démocrate (MoDem) François Bayrou a estimé lundi qu'*"il serait raisonnable"* de demander aux Français de partir plus tard à la retraite.

"Il faudra faire bouger l'âge de la retraite", a-t-il dit sur France-Info. *"On gagne un trimestre d'espérance de vie par an. Il serait raisonnable que l'on fasse un partage dans cette espérance de vie nouvelle entre la part qu'on consacrerait au travail et la part qu'on consacrerait à la retraite"*.

Selon le président du MoDem la réforme des retraites est *"nécessaire et vitale et indispensable"* et ceux qui expliquent qu'il n'y a pas besoin de réforme *"sont des illusionnistes"* qui *"sont en train de (nous) conduire, hélas, au mur."* (AP 11.05)

Dans le cadre du régime capitalisme, assurément, d'où la nécessité de l'abolir.

Merci au docteur va-t-en-guerre Kouchner.

Une mission d'information du Sénat a conclu que les prisons françaises accueilleraient de plus en plus de personnes atteintes de maladies psychiatriques, par l'effet presque mécanique de la baisse des capacités d'hospitalisation de ce secteur, passées entre 1985 et 2005 de 129.500 à 89.800 lits.

Outre ce phénomène, *"plusieurs facteurs concourent à la reconnaissance plus fréquente de la responsabilité pénale des personnes atteintes de troubles mentaux"*, lit-on dans le rapport.

Une réforme de 1993 qui a distingué *"abolition"* du discernement, où la sanction pénale est impossible, et *"altération"*, où l'emprisonnement

redevient une option, a abouti à l'incarcération presque habituelle de personnes démentes.

L'absence d'expertise psychiatrique, fréquente en matière correctionnelle, conduit les tribunaux à juger des personnes qui relèvent de la médecine.

Les conséquences de ce phénomène sont graves car les soins dispensés en prison sont presque toujours insuffisants, voire absents et que l'incarcération peut aggraver les troubles mentaux, ce qui amène un risque accru pour la société lors de la libération des détenus malades, dit le rapport. (Reuters 11.05)

Vous étiez au courant ?

Des pannes de courant de plus en plus fréquentes et longues. C'est le constat fait dans un rapport sur la gestion du réseau de distribution d'électricité en France. Ecrit par les deux vice-présidents de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et dévoilé ce mardi par Le Parisien, ce document pointe la vétusté des matériels et le manque d'entretien, qui rend le réseau particulièrement vulnérable aux phénomènes météorologiques, notamment en zone rurale.

L'année dernière, le temps moyen de coupure de courant à l'échelon communal a été d'une heure et trente minutes, soit 50% plus élevé que ces dix dernières années, indiquent les auteurs de l'étude, cités par Le Parisien.

En cause, selon ce document, les choix stratégiques d'EDF, dont *«l'expansion internationale a été financée aussi (...) par une réduction de la maintenance et de l'investissement sur le territoire national»*. (20minutes.fr 11.05)

Ici ils ont changé les heures de coupure quotidienne avec l'été. Il n'y a pas de courant de 7j/7 de 11h du matin à 15h.

Crise grecque. Les pompiers pyromanes.

Selon Eric Heyer, directeur adjoint au Département analyse et Prévision de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures économiques), les coupables désignés (hedge funds, fonds de pension, de placement, banques d'investissement,...) ne sont pas forcément ceux que l'on croit : *«Ce sont bien les spéculateurs qui ont mis à mort la Grèce en jetant de l'huile sur le feu, mais ce ne sont pas eux qui ont initié le phénomène»*.

Et *«les grands fonds ont une dimension telle que leurs paris sont auto-réalisateurs»*, ajoute l'économiste, joint par 20minutes.fr. *«Dans le cas de la crise actuelle, ils ont voulu jouer la baisse de l'euro. Pour que cela se réalise, il fallait mettre la panique dans sa zone, ce qu'ils ont réussi à faire grâce au point faible qu'est la Grèce.»*

Les secours européens sont arrivés trop tard, l'euro a chuté, le pari des spéculateurs a été gagné. Pire, parmi ces derniers, on trouverait des banques européennes dont des établissements français aidés par l'Etat durant la dernière crise économique. *«Il les a sauvés, ils se retournent contre lui, c'est le côté amoral de la finance dans toute sa splendeur»*, indique Eric Heyer.

Et nul ne peut vraiment faire quelque chose à l'encontre du marché. *«Tant que les spéculateurs trouveront des failles, les attaques ne cesseront pas»*, explique l'économiste. Après la Grèce, ce sont le Portugal et l'Espagne qui ont été visés. Toutefois, le plan de sauvetage européen devrait *«calmer le jeu»*, car il est *«bien dimensionné et garantit aux maillons faibles de la zone euro de ne pas faire faillite»*.

Malgré la *«mobilisation absolument générale»* décrétée vendredi soir par Nicolas Sarkozy, Eric Heyer se veut pessimiste : *«C'est l'avantage des crises, on fait de grandes avancées, mais, effectuées dans l'urgence, celles-ci sont précaires et réversibles.»* Selon l'économiste, les Etats ont raté l'occasion, lors de la dernière crise économique, de réguler les banques : *«Aujourd'hui, c'est trop tard. Il faudra désormais attendre la prochaine crise.»* (20minutes.fr 11.05)

Contrairement à ce qu'affirme cet économiste, il est possible de *«faire quelque chose à l'encontre du marché»*, fermer la Bourse et les déclarer illégaux après avoir saisi tous les biens des gros actionnaires, cette mesure allant de paire avec l'expropriation sans indemnité des capitalistes des grandes entreprises et l'instauration du monopole du commerce extérieur par l'Etat ouvrier.

Il a oublié dans son analyse, et il n'est pas seul, le facteur politique qui a joué un rôle important dans la déstabilisation de la Grèce, l'impérialisme américain doutant de la fiabilité à long terme de ses relations avec la Turquie aurait eu intérêt à placer la Grèce sous la tutelle du FMI et de l'UE, deux institutions qui lui sont acquis.

Roumanie.

Vendredi dernier, en Roumanie, le Président Basescu mettait en place son plan d'austérité face à la crise économique: réduction des salaires de 25% dans la fonction publique et de 15% pour les retraites.

Les 5 principaux syndicats de Roumanie se sont entendus et se sont réunis pour définir les différentes actions pour les jours à venir. Néanmoins, on peut avancer à la lecture des articles des sites roumains, qu'une grève générale risque de poindre très rapidement.

La population a dû faire face à une taxe carbone plongeant certaines familles dans le froid. A partir d'une certaine consommation, elles devaient s'acquitter d'une taxe supplémentaire, que beaucoup n'ont pas été en mesure de payer. Résultat: plus de chauffage et plus d'eau chaude. Dans un pays où les hivers sont rudes (entre 0°C et -30°C selon les régions), cette mesure a été très mal vécue.

Les Roumains sont excédés par l'augmentation de salaire du Président Basescu et le fait qu'il a casé sa fille au Parlement européen.

Les Roumains sont excédés par la possible modification du Code du travail pour y inclure une période d'essai d'un mois... non rémunérée.

Les Roumains sont dégoûtés par les "faveurs" fiscales accordées par le gouvernement à certaines grosses entreprises, alors que ces dernières n'ont pas fait d'efforts sociaux (salaires-cotisations-protection).

Environ 40% de la population dépend de la fonction publique. La plupart des secteurs qui sont aujourd'hui privatisés en France ne le sont pas encore en Roumanie. D'où un réel impact en cas de grève générale: pas de transports, pas d'écoles, pas d'hôpitaux, pas de police, pas de ramassage des ordures, des risques de perturbations dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau.

La Roumanie a été un pays communiste pendant 70 ans environ. On ne change pas tout radicalement en quelques années. Et se servir de "excuse européenne" pour justifier des actions qui risquent de replonger le pays dans un véritable chaos est une insulte. C'est irresponsable. (Lepost.fr 11.05)

Le 13 mai

Il est pour ainsi dire acquis que lors des prochaines élections, les partis au pouvoir les perdront comme cela vient de se passer en Grande-Bretagne et en Allemagne, comme il est quasiment certains que nos dirigeants rédigeront de grands articles (par la taille seulement) pour nous expliquer ce qui s'est passé.

De notre côté nous nous en abtiendrons, car cela ne change absolument rien à la situation politique dans ces pays-là du fait que les partis qui s'opposent lors de ces élections font partie du même camp et défendent le même programme politique réactionnaire.

En France, si le PS avait l'idée de présenter DSK contre Sarkozy en 2012, ce dernier serait réélu, car en dehors du PS et des Verts, aucun autre parti n'oserait soutenir la candidature du dirigeant du FMI qui a saigné le peuple grec et d'autres sans doute entre temps, pas un militant ouvrier ne pourrait cautionner cette candidature. Vous voyez le tableau d'ici, délirant, et pourtant, ce serait un remake de 2002, mais à l'envers, pas tout à fait, le candidat qui aurait les faveurs du FN serait élu. Comme en 2007 alors ? Vous avez raison, c'était déjà le cas en 2007 quand Sarkozy a été élu, son programme policier était calqué sur celui du FN.

Si on ne devait s'en tenir qu'à cela, autant dire qu'on plierait bagage immédiatement, mais la crise est là et s'installe, se creuse, s'amplifie, les conditions objectives qui poussent les masses à se mobiliser se mettent en place ou mûrissent, pendant que tous les partis sont en crise.

On attend en vain pour le moment que le mouvement ouvrier se recompose sur une orientation révolutionnaire. On n'a pas encore trouvé la bonne formule pour s'adresser aux masses, à moins qu'elles n'aient pas pris encore assez de coups ou pris la mesure exacte de l'ampleur des nouveaux sacrifices que le gouvernement va leur imposer, les deux situations doivent exister probablement, la conjonction des deux est explosive pour le régime, sa propagande sert à freiner le moment où cette prise de conscience aura lieu.

Les masses n'arrivent pas au même constat en empruntant forcément le même chemin et en ayant connu les mêmes expériences, cela complique les choses avant la mobilisation des masses, mais après cela en fait sa richesse et une force invincible.

Quand vous arrivez à une conclusion, vous n'avez aucune raison de retourner en arrière, pour vous la solution vous projette dans le futur et non vers le passé.

J'ai écrit ces lignes hier soir et la suite ce matin. Avec quelques heures de recul j'ajoute le passage suivant.

Autrefois quand les travailleurs étaient violemment agressés par le gouvernement et qu'ils cherchaient une issue politique, qu'ils avaient l'espoir de pouvoir tirer quelque chose du régime en place (plus que de le renverser, ne nous racontons pas d'histoires), ils se tournaient spontanément vers les partis traditionnels du mouvement ouvrier et les syndicats, or, ce n'est pas ce qui se passe en Grèce par exemple ou ailleurs.

Aujourd'hui au contraire les travailleurs affichent leur méfiance vis-à-vis de tous les partis et syndicats, ils ne croient plus aux discours qu'on

leur tient ou ils ne sont pas convaincus qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme. Ils sont échaudés comme l'on dit après que le PS et le PCF aient gouverné pendant de longues années sans que leur condition ne change fondamentalement, ils sont devenus nihilistes, ils ne croient plus en rien en quelque sorte.

Ne serait-ce pas le résultat d'une politique qui pendant plus de 50 ans a consisté à les présenter comme des partis ouvriers pouvant transformer la société tout en les critiquant, ce qu'ils pouvaient assimiler à un double langage, et dont ils jugèrent le contenu non pas au regard des perspectives qui s'en dégagèrent, mais sur pièce, sur les faits uniquement, des faits accablants parsemés d'innombrables trahisons au cours de ces nombreuses années, au point qu'il est courant d'entendre et dorénavant admis au sein de la classe ouvrière, que tous les partis se ressemblent et qu'il n'y a pas lieu de leur accorder la moindre confiance, à tort, car ils se livrent à un amalgame. S'ils estimaient que les partis qui appelaient à voter pour le PS et le PCF étaient leurs complices ou une sorte d'appendices de ces partis, ou quand ces partis s'adressaient à leurs dirigeants pour les faire changer de politique, ce à quoi l'immense majorité des travailleurs ne croyaient plus depuis belle lurette, en quoi devraient-ils les blâmer ? Finalement, tous ces partis n'ont-ils pas ainsi manifesté leur impuissance, leur incapacité à agir indépendamment du PS et du PCF, est-ce vraiment un hasard ou la faute à pas de chance s'ils partagent aujourd'hui leur sort, ne serait-ce pas le produit d'une incompréhension politique de la situation ?

Je comprends pourquoi les militants et encore plus les dirigeants sont hermétiques aux arguments que je développe ici, c'est parce qu'ils analysent la situation de leur point de vue, de là où ils se trouvent avec leur expérience de la lutte de classe, et ils s'imaginent que les travailleurs vivent la réalité de la même manière qu'eux, ce qui est une grave erreur, alors que l'ouvrier lambda la perçoit totalement différemment, de même qu'il n'entrevoit pas les rapports entre les classes et avec les partis de la même manière. L'ouvrier ou l'employé qui n'a pas d'expérience de la lutte de classe ou qui ne s'est pas encore forgé une conscience politique, n'en ressent pas moins quotidiennement les conséquences de la politique mise en oeuvre par le gouvernement, mais il ne les analyse pas de la même manière qu'un militant, il ne pensera pas la réalité à laquelle il est confronté sur un plan théorique ou politique, il demeurera sur un plan purement pratique, plus que les mots, c'est ce qu'il subit chaque jour qui l'instruit sur les intentions réelles de ceux qui sont au pouvoir, leurs discours il ne les écoute que d'une oreille distraite sans leur porter vraiment d'importance, il est avant tout pragmatique jusqu'au bout des ongles, il ne croit que ce qu'il voit, les grands raisonnements le laisseront sur sa faim.

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur explique la différence qui existe entre les paroles et les actes des uns et des autres, ils ont parfaitement compris depuis longtemps qu'ils ne correspondaient pas ou qu'ils étaient en contradiction, ils savent parfaitement que leur double langage ne sert qu'à les tromper. Quand vous allez à la rencontre d'un élu pour voir ce qu'il a dans le ventre, tout le monde le sait sauf vous apparemment, c'est triste à dire mais c'est la réalité, au lieu de tirer les travailleurs en avant vous les tirez en arrière ou au mieux cela ne sert à rien sauf à leur démontrer que finalement vous n'êtes pas plus avancés qu'eux, je parle des travailleurs qui savent à quoi s'en tenir avec les élus de tel ou tel parti. Au lieu de partir d'une situation acquise, de leur niveau de conscience élémentaire qui consiste à dire : ils sont tous pareils ou tous pourris, ce qui est exact, vous vous acharnez à vouloir leur démontrer le contraire, en fait vous les ramenez un siècle en arrière quand la classe ouvrière avait confiance dans la SFIO et le PC avant qu'ils ne la trahissent.

Dès lors comment voulez-vous leur inspirer confiance, vous tournez le dos à leurs convictions profondes, dans ces conditions, vous ne vous imaginez quand même pas qu'ils pourraient partager les vôtres, dit autrement et plus simplement, c'est comme si vous me parliez et que je ne vous écoutais pas, et qu'ensuite je vous demande de bien vouloir écouter ce que j'ai à vous dire, vous n'en auriez pas envie et vous auriez raison.

Ce que voulait dire ici, c'est qu'on n'en a rien à foutre de ce qu'il y a dans la tête d'un militant quand il doit aborder une discussion avec un travailleur, il doit le mettre de côté, il doit partir de ce qu'il y a dans la tête de son interlocuteur, il faut le faire parler, le questionner, là déjà il aura l'impression qu'on s'intéresse vraiment à lui et qu'on ne le rencontre pas uniquement pour lui débiter notre science ou lui soutirer une voix, mieux encore, en le faisant parler, il va découvrir lui-même ce qu'il pense et qu'il ignorait, cela peut sembler paradoxale mais c'est ainsi que les choses se passent aussi, c'est la même démarche qu'on utilise en psychothérapie, particulièrement en psychanalyse, c'est important car cela permet à notre travailleur de mieux comprendre où il en est réellement dans sa tête, cela le ramène à sa propre expérience du capitalisme et de la société à laquelle il ne pense pas tous les jours, or c'est à partir de là qu'il s'est forgé une conviction, mal assurée d'accord, mais une conviction quand même, ce n'est pas parce qu'on n'est pas conscient qu'on ne pense pas.

On va arrêter là car il est déjà tard. On était parti du constat que les travailleurs ne croient plus en rien, en admettant que ce constat soit correct, si vous estimez le contraire faites-le moi savoir. Ils ne sont pas pour autant sourds ou aveugles, de plus quand ils prennent un coup, ils ne disent pas qu'ils ne ressentent rien. Si maintenant nous nous acharnons à reproduire indéfiniment la même erreur qui consiste à interpréter à sa place le coup qu'il vient de prendre, on ne saura jamais de quelle manière il l'interprète vraiment et nous lui serons d'aucune utilité, il manifesterait son accord avec nous, mais comme nous aurons mâché le boulot et qu'il n'aura pas avancé d'un pouce par lui-même, vos relations en resteront là. Laissez-le parler le plus possible, ensuite pourquoi ne pas lui demander de vous questionner, car si les questions viennent de lui, il prêtera davantage attention à votre discours, sans partir dans des grandes phrases évidemment, sinon tout le bénéfice de votre discussion serait perdu. (A suivre)

Dernière minute, un dernier mot en rapport avec ce qui vient d'être dit.

Lu dans l'éditorial de D. Gluckstein du n°97 d'*Informations ouvrières*

"Alors, comment comprendre que les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste se joignent au chœur de tous ceux qui se congratulent de la décision prise à Bruxelles (en réalité : à Washington) ?".

Comment comprendre, les militants sont tellement cons, les travailleurs sont tellement cons qu'ils ne comprennent rien, il est complètement sclérosé le pauvre !

Lu aussi dans le communiqué du POI à propos au plan concocté à Bruxelles et du soutien du PS : " *Incredible !*", non, désolé, normal, tout est dans l'ordre des choses et le PS est fidèle à sa nature de classe !

Si le POI devait être le seul parti sur lequel la classe ouvrière devrait compter dans l'avenir pour en finir avec le capitalisme, dans un siècle ou plus le capitalisme n'aurait pas été aboli avec de tels dirigeants. Restons calme !

Je mets quand même en ligne 6 page du n°97 d'*Informations ouvrières* au titre de le tribune libre, vous retrouverez les extraits en question à l'exception du communiqué du POI qui reprend le contenu des autres articles.

Rectifications.

1- L'article du *Monde*, *Terra Nova* : "Il faut aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs" n'était pas du 8 avril mais du 8 mai, avec mes excuses.

2- L'article intitulé *La crise après la crise (5/5): Au tour de la France? (08.05)* est disponible, j'avais mis la même adresse à deux fichiers différents par inattention.

3- Dans *Actualité*, l'article intitulé *Sommet social : la presse raille Sarkozy, «l'austère qui se cache»*. (12.05) avait été réalisé à partir d'un article de 20minutes.fr de la veille, j'avais oublié de le préciser.

Retraites. PS, UMP, CFTD, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires : même combat.

1- Mercredi sur France Info, Martine Aubry a annoncé que le PS présenterait, la semaine prochaine, «des propositions claires» pour «un changement complet de système qui permettra à la fois de faire rentrer des recettes et de regarder ce que l'on peut faire sur les paramètres de durée» de cotisation. (libération.fr 12.05)

2- "Les simulations publiées mardi par le Conseil d'orientation des retraites (COR) montrent qu'il faut se poser la question de l'âge légal et de la durée de cotisation", sinon "on va devoir ponctionner de manière importante les actifs", a déclaré M. Wauquiez mercredi sur BFM-TV et RMC. (Ap 12.05)

3- Dans un communiqué émis mercredi, les syndicats CFTD, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires, elles estiment que "la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société". (Reuters 12.05)

Parce que si le "*dialogue social*" avec le gouvernement était "*acceptable*", on pourrait se mettre d'accord, non, nous le sommes déjà, les choses seraient plus simples.

Juste une petite coupe ?

Le styliste d'Avignon qui a fait fortune aux États-Unis, Christian Audigier, a confié à Nice-Matin son souvenir le plus fou de son passage à Saint-Tropez en 2009 : "Certainement le concours de champagne avec un milliardaire pakistanais. Concours que j'ai remporté évidemment. Il faut dire que j'ai dégainé le salmanazar Perrier-Jouët à 100 000 euros aux Caves du Roy! A nous deux, le budget champagne de la soirée a dû tourner autour de 450 000 euros."

C'est un duel, non au couteau mais au champagne, auquel se sont livrés un riche Malaisien et le non moins riche Pakistanais Javed Fiyaz. [...] Encore sous le choc, le quotidien Var-Matin, qui en a vu d'autres à Saint-Tropez, raconte même que "le club a basculé dans la quatrième dimension avec le débouchage successif de 300 bouteilles de Cristal Roederer, 24 jéroboams (3,2 litres) et 10 mathusalems (6,4 litres) tombés du ciel". [...] Au terme de cette bataille sans précédent, l'armateur a réglé en effet une note de 900 000 euros, deux fois le montant de celle payée par Audigier. Son rival a modestement réglé la sienne, soit 300 000 euros. Au total, les clients du VIP Room ont donc écoulé la bagatelle de 1,2 million d'euros en une nuit. (L'express.fr 12.05)

Vous êtes pris de nausée, camarades, moi aussi !

Justice. En "théorie".

Le ministère de la Justice a rendu public un nouveau calendrier pour l'examen du projet de réforme de la justice, qui ne fixe plus aucune date

pour sa présentation au Parlement.

"Le nouveau projet sera transmis au Conseil d'Etat avant l'été avant d'être présenté en conseil des ministres", lit-on dans le communiqué du ministère, diffusé mercredi soir.

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a déjà annoncé qu'il n'était pas question en théorie de revenir sur la suppression du juge d'instruction indépendant et son remplacement par le procureur, lié au pouvoir, et qui conduirait donc toutes les enquêtes pénales. (Reuters 12.05)

Economie.

1- France. L'économie française a enregistré une croissance modeste de 0,1% au premier trimestre, moins qu'attendu, sous le coup d'une stagnation de la consommation des ménages, du chômage, et d'une poursuite de la baisse de l'investissement.

L'Insee a en outre révisé à la baisse la croissance du quatrième trimestre, à +0,5%.

Sur l'ensemble de 2009, le PIB s'est donc contracté de 2,5% (au lieu de -2,2%), témoignant de la plus forte récession de l'après-guerre. Le chiffre de 2008 a aussi été revu en baisse à +0,1% au lieu de +0,3%. (Reuters 12.05)

2- Allemagne. L'économie allemande a affiché une croissance inattendue au premier trimestre, enregistrant ainsi son quatrième trimestre consécutif d'expansion, selon les chiffres provisoires publiés mercredi par le Bureau fédéral des statistiques.

Le produit intérieur brut (PIB) de la première puissance économique européenne a ainsi augmenté de 0,2% entre le quatrième trimestre 2009 et les trois premiers mois de cette année.

En rythme annuel, l'économie a progressé de 1,7% au premier trimestre, contre une baisse de 1,5% lors de la période octobre-décembre.

Les exportations allemandes ont enregistré leur plus forte croissance en près de 18 ans en mars, alors que la production industrielle a rebondi de 4% le même mois. (Reuters 12.05)

3- Du côté des banksters on respire. Les banques européennes, et notamment françaises, ont publié des résultats meilleurs que prévu au titre du premier trimestre 2010, les marchés montrant des signes de reprise.

- Le bancassureur néerlandais ING a fait état mercredi d'un résultat supérieur aux prévisions les plus optimistes.

- Deutsche Postbank, la plus grande banque de détail allemande, a pour sa part annoncé avoir renoué avec les bénéfices au premier trimestre

- En Italie, UniCredit a quant à lui facilement battu le consensus.

- Sa concurrente belge KBC a également dégagé un bénéfice meilleur qu'espéré.

- Mardi, la franco-belge Dexia a annoncé des résultats certes en baisse mais supérieurs aux attentes.

- Natixis a aussi fait état mardi de résultats supérieurs aux attentes.

- Les analystes de CMC-CIC ont salué un "*retour durable à la profitabilité après deux précédents trimestres qui ont affiché des résultats positifs*".

- BPCE, la maison mère de Natixis, a affiché un résultat net de 1.010 millions d'euros au premier trimestre, un chiffre "*très satisfaisant*" selon CMC-CIC.

- La semaine dernière, BNP Paribas et Société générale ont toutes deux fait état d'un bénéfice plus élevé que prévu au premier trimestre. (Reuters 12.05)

Ouf, nous voilà rassurés, ne vous en faites pas, la suite arrive, 750 milliards d'euros, cela ne se refuse pas !

Toujours plus cher.

Les prix à la consommation ont poursuivi leur hausse en avril: ils ont augmenté de 0,3% par rapport au mois précédent, a annoncé mercredi l'Insee. En mars, les prix avaient déjà connu une hausse de 0,5% sur un mois.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 2,7% sur le mois et de 12,9% sur un an. Les prix du carburant ont ainsi connu une hausse de 2,3 % en avril et ceux du gaz de ville de 9,7%.

Le prix des produits frais a augmenté de 7,3% sur un an. (20minutes.fr 12.05)

Espagne.

Le chef du gouvernement socialiste espagnol José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé mercredi une cure d'austérité radicale pour accélérer la réduction des importants déficits publics.

Le gouvernement va notamment réduire de 5% en moyenne les salaires des fonctionnaires à partir de juin 2010 et les geler en 2011. Les hauts salaires de la fonction publique seront plus lourdement affectés. Les membres du gouvernement vont baisser leur salaire de 15%.

Il va aussi geler la revalorisation des retraites en 2011, sauf les plus basses, supprimer en 2011 l'aide à la naissance de 2.500 euros qu'il avait instaurée en 2007 pour soutenir la natalité. L'exécutif socialiste va aussi réduire de 600 millions d'euros l'aide au développement en 2010-2011, un domaine dans lequel il se voulait à la pointe des pays riches.

L'investissement public sera diminué de 6,045 milliards d'euros d'ici 2011 et le gouvernement va demander aux régions et aux municipalités de faire 1,2 milliard d'euros d'économies supplémentaires.

"Nous allons demander à tout le monde de faire un plus grand effort. Premièrement, à la société espagnole, mais également au gouvernement", a déclaré M. Zapatero. L'objectif, a-t-il ajouté, "est de contribuer, par notre stabilité financière, à la stabilité financière de la zone euro".

La pression s'est accrue sur le gouvernement espagnol durant la semaine après le coup de téléphone de Barack Obama mardi soir exhortant José Luis Rodriguez Zapatero à une attitude *"résolue"* dans ses efforts pour mettre en oeuvre ses réformes économiques.

Ben May de Capital Economics prévient néanmoins que des mesures supplémentaires devraient être nécessaires, d'autant plus que *"la croissance espagnole va être assez faible au cours des deux prochaines années"*.

"Ces mesures confirment que le gouvernement veut mettre en place un plan d'austérité sévère. C'est la fin de la ligne de conduite tenue jusqu'à maintenant par le Premier ministre et qui va entraîner un changement dans ses relations avec les syndicats", a prévenu Candido Mendez, chef de file de l'UGT, deuxième plus importante confédération syndicale espagnole. (AP, Reuters, Libération.fr et AFP 12.05)

Tous les partis social-démocrates combattent dans le camp de la réaction, sans exception.

Le 14 mai

Quatre sujets de causerie ce matin. Je me suis relu rapidement, il reste donc forcément des erreurs.

1- Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a affirmé jeudi qu'il n'était *"absolument pas d'actualité"* de baisser les salaires des fonctionnaires en France, malgré le "plan d'économie des dépenses" décidé par le gouvernement. (AP 13.05)

Ouf on respire ! Vous m'excuserez ce brin d'humour qui n'est pas sans rapport avec tout le bien que je pense des fonctionnaires en général qui malgré parfois des salaires inférieurs au privé et des conditions de travail de plus en plus pénibles font encore office de privilégiés par rapport au 75% des travailleurs du secteur privé livrés à une concurrence féroce et dévastatrice avec en prime l'épée de Damoclès du chômage en permanence suspendue au-dessus de leurs têtes. Quand on vit l'angoisse au ventre, on ne pense pas tout à fait de la même manière, je peux vous le garantir pour en avoir fait l'expérience pendant de nombreuses années. Il faut rester lucide.

Aider les fonctionnaires à comprendre quelle place ils occupent dans le système capitaliste devrait être un devoir pour chaque militant, au lieu d'en faire le fond de commerce des bureaucrates syndicaux et des partis pour assurer leur existence.

2- Je n'ai pas encore digéré le dernier *"comment comprendre"* de Gluckstein à propos du plan de 750 milliards d'euros et du soutien qu'il a reçu du PS. (lire la causerie d'hier)

Incroyable, incroyable, vous avez dit incroyable, incroyable, le POI a trouvé le moyen d'écrire *incroyable* pas moins de 5 fois dans un communiqué qui tient en une page pour caractériser les 750 milliards d'euros que l'UE, la BCE et le FMI vont mettre à la disposition des spéculateurs, ainsi que les plans d'austérité annoncés dans la foulée par les gouvernements français, portugais et espagnol.

Le plus incroyable est ailleurs. Pourquoi serait-il incroyable que l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial dicte sa loi aux différents Etats ? Ne s'en sont-ils pas tous faits les complices, ne gèrent-ils pas déjà la société depuis plus de deux décennies pour leur compte ? Qu'y aurait-il d'incroyable là-dedans ? Rien, tout est dans l'ordre des choses.

Par contre ce qui est incroyable c'est que l'on se contente de dénoncer une situation ou de la commenter pour ainsi dire, sans à aucun moment mettre en avant le programme du socialisme, sans avancer la moindre proposition en rupture avec le capitalisme, comme si finalement que l'on se mobilise ou non il faudrait faire avec, car c'est là le fond du problème auquel est confronté directement le mouvement ouvrier. Je ne parle même pas d'une issue politique ou de la remise en cause des institutions qui sont une fois de plus les garants de la politique (commune) menée par les différents gouvernements dits de droite ou de gauche. Bref on cherchera en vain une réponse politique qui ne se situe pas sur le terrain du capitalisme.

Ce matin j'ai visité les sites Internet du NPA, de LO et du PG, à des degrés près, ils tiennent tous le même discours : pas question d'axer le combat contre le gouvernement ou les institutions. Les uns veulent faire payer les riches, les autres réclament une meilleure répartition des richesses, d'autres évoquent la nationalisation des banques, sans doute à la manière de Mitterrand, pour le compte des capitalistes, puisque temps qu'on n'aura pas liquidé les institutions ils détiendront toujours le pouvoir, y compris par le biais de l'Etat qui n'aura pas changé de nature sociale.

Pour revenir encore une fois sur le PS.

Le PS a pour fonction d'attirer les couches de la petite-bourgeoisie, des classes moyennes et des intellectuels qui se sont détournées du ou des partis officiels du capital (UMP, Nouveau Centre ou Modem) ou qui par le milieu dans lequel elles se sont développées n'étaient pas traditionnellement portées à soutenir le capitalisme, c'est par exemple le cas dans le milieu enseignant, en leur proposant un programme qui leur accorderait un traitement avantageux ou des avantages particuliers, de façon à ce qu'elles ne soient pas tentées de rejoindre un parti ouvrier. Ainsi le PS est véritablement un parti contre-révolutionnaire. Détourner les couches de la petite-bourgeoisie du prolétariat au profit du capitalisme, c'est la raison d'être du PS.

De ce point de vue là, le PS ou son ancêtre dégénéré qu'était devenue la SFIO après le 4 août 1914 (ou déjà avant), ainsi que les autres parties de la IIe Internationale, sont coresponsables de la montée du nazisme et de l'extrémisme de droite, Allemagne, Espagne, France, Chili, Argentine, Afrique du Sud, Etats-Unis, Amérique latine, etc. Ils sont responsables avec les staliniens des pires défaites (sanglantes) de l'histoire du prolétariat.

Dès lors, en quoi serait-il incroyable que le PS soutienne le plan qui vient d'être cocoté à Bruxelles ou plutôt à Washington, pour soulager principalement ou en toile de fond la dette colossale de l'impérialisme américain qui risque à tout moment d'entraîner la dislocation du marché mondial ? Quelle en est la signification politique au regard de ce qui a été dit plus haut à propos des lacunes du communiqué du POI ?

Si j'en trouve le temps, demain je caractériserai plus précisément le PCF, en attendant, si ses satellites syndicaux se réclament des dirigeants qui ont marqué le stalinisme, ce n'est certainement pas pour des prunes ou en tirer la conclusion (un peu rapide) que le PCF aurait rompu avec son "*glorieux*" passé...

En procédant ainsi, le POI (et les partis cités précédemment) entretient les travailleurs et les militants dans l'illusion que le capitalisme pourrait avoir un autre visage, que le PS pourrait être autre chose que ce qu'il est, quant au combat ou la perspective du socialisme, ils passent à la trappe, vous savez pourquoi, parce que les travailleurs ne seraient pas prêts à entendre ce genre de discours ou à engager ce combat, entre nous, c'est le meilleur moyen pour qu'ils n'y soient jamais prêts, j'en veux pour preuve qu'on leur a tenu le même discours pendant plus d'un demi-siècle pour finalement aboutir à une situation où effectivement ils sont incapables dans leur grande majorité à se saisir du socialisme. Non seulement on récolte le fruit amer de nos erreurs mais on persiste à les reproduire indéfiniment à quelques variantes près j'ajouterais pour qu'on ne m'accuse pas de manquer de partialité.

Malgré ces critiques, j'invite toujours les militants à participer aux comités d'unité mis en place par le POI et des militants d'autres partis, avoir un désaccord ne signifie pas forcément avoir la haine contre un parti contrairement à ce que certains militants malintentionnés ou stupides pensent, il faut faire la part des choses, camarades. Vous devez bien admettre, si vous en avez les capacités théoriques ou si vous avez un minimum d'honnêteté intellectuelle, que parmi tous les partis qui se sont exprimés dernièrement sur les développements de la crise du capitalisme, c'est encore le POI qui a défendu des positions intransigeantes envers l'UE et le FMI, cela ne me coûte rien de le dire, mes intérêts ne sont pas distincts de ceux de la classe ouvrière et je m'y tiens.

Autre chose.

Pour ne pas alourdir cette causerie, je mettrai ma critique du IO n°95 sous forme d'article demain.

Un dernier mot puisque cela a un rapport avec le POI (CCI)

Je ne dispose pas de l'adresse électronique du Réseau Voltaire pour lui faire parvenir la lettre que j'ai mis en ligne hier dans le site, sur leur site on tombe sur un formulaire. Si je n'ai pas de réponse de T. Meyssan d'ici lundi, j'adresserai cette lettre à un autre site qui avait reproduit l'article de Meyssan, à charge ensuite à eux de lui en transmettre une copie.

3- A noter au cours des dernières élections en Allemagne.

L'abstention a été de 66% et le parti social-démocrate (SPD) a perdu 2, 6% des voix par rapport à 2005, son plus mauvais résultat depuis 1950. Les Verts ont fait 12% et gagnés 5, 9% depuis 2005. Die Linke a réalisé 5, 6%, gagnant 2, 5%.

On s'aperçoit ici que la situation politique en Allemagne ressemble à celle de la France au lendemain des élections régionales avec une forte abstention de la classe ouvrière.

4- Tout fout le camp.

Les retraités feront-ils payer Nicolas Sarkozy pour le faible niveau des pensions de retraites en 2012? Dans sa dernière enquête, "*La majorité face à l'enjeu des seniors*", l'institut Ifop examine la cote de popularité de Nicolas Sarkozy. Déjà en baisse auprès des Français est au plus bas ces derniers mois, elle est aussi mise à mal chez les seniors, composante déterminante de son électorat.

Selon deux sondages de l'Ifop, en mars et en avril, le niveau des pensions de retraites arrive au premier rang des motifs de mécontentement des personnes âgées.

Jérôme Fourquet Directeur Adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'institut, décrypte: "*(...) on voit également émerger des griefs spécifiques à cette tranche d'âge: de manière très significative le faible niveau des pensions et les déremboursements de médicaments et de soins.*"

Aux régionales, "*l'UMP a obtenu en moyenne 28,1 % dans les cantons les plus âgés de France contre seulement 22,2 % dans les cantons les plus jeunes. Et plus la population d'un canton est âgée et mieux l'UMP a maintenu ses positions par rapport à la présidentielle*", note Jérôme Fourquet. Il souligne encore que les personnes âgées, promptes à aller voter, seront un "*enjeu électoral crucial pour 2011 et 2012*". Pour illustrer son propos, il cite un extrait de la dernière Lettre de l'Opinion: "*à l'occasion des élections régionales de 2010, 70 % des 18-24 ans ont boudé les urnes contre seulement 28 % des plus de 60 ans*". (Lexpress.fr 13.05)

Domage que les morts ne puissent pas voter, ils voteraient sans doute UMP !

Il y a 14 millions de retraités en France. 78% sont propriétaires de leur habitation. Plusieurs millions de retraités sont en état de survie avec moins de 800 euros de retraite par mois. Ils sont directement frappés par les mesures prises par le gouvernement contre la Sécurité sociale et la hausse des prix notamment. Leurs enfants et petits-enfants connaissent des difficultés grandissantes pour maintenir leur niveau de vie ou pour simplement s'insérer dans la société, personne n'est épargné par le chômage et la précarité de l'emploi.

De plus les anciens ont vécu les trois quart de leur existence dans une société moins inégalitaire et injuste qu'aujourd'hui, où leur travail et leur expérience était reconnu et synonyme de progression sociale, pas pour tous dans les mêmes proportions évidemment car il y a toujours eu des couches importantes du prolétariat laisser pour contre. S'ils ne sont plus directement concernés par ce qui se passe dans le milieu du travail, ils ne sont pas sourds aux multiples difficultés que rencontrent leurs familles pour simplement survivre également, ils leur viennent en aide même modestement quand ils le peuvent, si le gouvernement peut briser la solidarité entre les générations en remettant en cause le droit (collectif) à la retraite, il ne peut pas casser la solidarité qui s'exprime à l'intérieur des familles, le terrain sur lequel la réaction peut avoir une emprise à ses limites.

Les vieux sont plus disciplinés que les jeunes en général, ils ont appris à faire avec une société à la marche chaotique, ils sont résignés et n'espèrent plus de jours meilleurs de leur vivant après une vie passée allant de désillusions en désillusions. Ils souhaitent un avenir meilleur à leurs enfants, mais ils doivent constater avec amertume que c'est l'inverse qui est en train de se produire. Au cours de leur vie ils ne se sont pas forcément mobilisés pour défendre les droits et acquis sociaux dont ils profitaient pourtant, ils se sont peut-être imaginés par facilité et surtout par ignorance qu'il en serait toujours ainsi et qu'il était impossible que la société régresse dans les proportions que l'on voit depuis ces dernières années.

Ils ont eu le droit à des gouvernements dits de droite ou de gauche qui leur ont fait beaucoup de promesses et qui à l'arrivée ont mis en oeuvre la même politique en faveur des classes dominantes. La plupart d'entre eux considèrent que voter est un acquis politique qu'ils doivent honorer, même s'ils votent dorénavant sans illusion et davantage par dépit, pour remplir leur devoir civique comme ils disent souvent. Ayant vécu toute leur vie dans la subordination au capitalisme et ses institutions politiques, ils sont les premiers à estimer le pouvoir sorti des urnes comme légitime, de la même manière qu'ils sont attachés à l'ordre qu'incarne les partis institutionnels pour lesquels ils votent en masse.

Ils sont particulièrement réceptifs à la violence qu'engendre l'Etat et qui s'étale à la Une des médias quotidiennement. Ils la condamnent la plupart du temps sans trop réfléchir, on pourrait même dire aveuglément, car en vieillissant on s'affaiblit physiquement, on est plus vulnérable, du coup toute violence leur paraît insupportable et ils s'identifient facilement à ses victimes, ils sont donc tentés de soutenir toutes les mesures liberticides ou répressives prises par le gouvernement au nom du maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Quand on a passé toute sa vie dans un état d'ignorance ou d'inconscience politique sans jamais réussir à comprendre ce qui se passait vraiment dans la société, il est plus difficile encore de rompre avec les dernières illusions qui nous habitent et auxquelles nous nous accrochons pour ne pas couler avant d'avoir rejoint l'autre rive au terme de ce dernier voyage. Il est très difficile de se défaire de convictions reposant sur des bases erronées qui ont nourri et accompagné toute notre existence, ce n'est pas au terme de ce long périple qu'on va tout remettre en cause, il est trop tard ou on n'en a pas la force, on n'en a plus forcément les moyens intellectuels non plus. Ce qu'on appelle l'amour propre ou la dignité n'est pas toujours placée au bon endroit, s'il n'est pas trop tard pour reconnaître ses erreurs, on préfère considérer qu'il est dorénavant trop tard pour essayer de les corriger, et puis comment reconnaître au terme d'une vie qui touche à sa fin que l'on a toujours vécu dans l'ignorance ou l'erreur, cette idée est insoutenable, du coup il n'est pas rare d'entendre des vieux affirmer que si c'était à refaire ils referaient la même chose, ce qui peut paraître grotesque au premier abord ou le comble de la bêtise humaine, c'est en réalité sa principale faiblesse.

Peu nombreux sont ceux qui croient encore en quelque chose à l'issue de leur vie, encore moins dans la religion qui a accouché d'un monstre entraînant l'humanité dans la barbarie. La société qui a enchaîné les travailleurs au capitalisme et voué leur sort à sa décomposition, leur a fait miroiter que le bonheur consistait principalement à consommer et accumuler des biens matériels sans jamais leur permettre de comprendre qu'ils entretenaient ainsi jour après jour les chaînes qui les maintenaient solidement en esclavage, car leur existence n'a jamais été telle qu'ils auraient souhaité qu'elle soit. Ils ont acquis le sentiment qu'en échange de leur travail ils possédaient quelque chose, des biens matériels auxquels ils allaient être de plus en plus attachés au point de ne plus pouvoir s'en passer comme s'ils faisaient partie d'eux-mêmes, jusqu'à craindre la mort qui les en séparerait oubliant au passage qu'ils n'étaient pas nés avec.

Le refus d'envisager de mourir s'apparente au refus de se séparer de quelque chose qui n'a plus aucune utilité parce qu'il est usé, c'est un dernier affront à la conscience humaine, c'est aussi la manifestation d'une frustration dont l'origine demeurera éternellement hors de notre portée et que par conséquent nous n'arrivons pas à assumer. Un vieux se tourne volontiers davantage vers le passé par nostalgie que vers le futur qui se déroulera sans lui. Quant au présent, on l'a suffisamment évoqué plus haut.

Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref

EAK, suite.

Les salariés de l'entreprise EAK, un équipementier automobile de Valentigney (Doubs), ont libéré jeudi vers 01H30 les trois cadres dirigeants séquestrés depuis une trentaine d'heures, annonce la préfecture du Doubs. Lire la suite l'article

Les négociations sur le montant des primes supralégales de licenciement reprendront vendredi sur le site en présence de l'inspecteur du travail, a-t-on appris de même source. (Reuters 13.05)

Allemagne.

1- Au cours d'un entretien diffusé jeudi soir sur la chaîne de télévision allemande, ZDF, le président du directoire de Deutsche Bank, Josef Ackermann, qui a coordonné les initiatives du secteur privé allemand en vue d'aider la Grèce, a remis en cause la capacité de la Grèce à rembourser sa dette.

«Pour ce qui est de savoir si la Grèce est à l'heure actuelle réellement en mesure de fournir l'effort nécessaire, j'ai des doutes», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il s'agissait là «d'efforts incroyables». Il a ajouté que si la Grèce venait à s'effondrer, il y aurait une contagion à d'autres pays. «Cela pourrait se traduire par une sorte d'effondrement». (lefigaro.fr 13.05)

2- "La crise de l'avenir de l'euro n'est pas une crise comme une autre, il s'agit du test le plus difficile passé par l'Europe depuis 1990 si ce n'est depuis 35 ans", a dit Angela Merkel dans un discours retransmis par la chaîne WDR.

Le chef du gouvernement allemand a en outre jugé qu'à terme, l'ensemble des pays européens adopteraient la monnaie unique. (Reuters 13.05)

Portugal

Les nouvelles mesures de rigueur annoncées par le Premier ministre portugais José Socrates se traduisent par une hausse généralisée des impôts et une baisse de certaines dépenses.

Le gouvernement va ainsi augmenter toutes les catégories de TVA d'un point - à 21% pour le taux normal - et réduire de 5% les salaires des responsables politiques et des gestionnaires d'entreprises publiques.

Une surtaxe extraordinaire, de 1 ou 1,5% selon le niveau de revenu, frappera les salaires, tandis que l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises supérieurs à 2 millions d'euros passera de 25 à 27,5%.

Elles doivent encore être soumises au parlement, où le gouvernement socialiste de José Socrates est minoritaire.

José Socrates s'est entretenu jeudi matin avec le chef de l'opposition (PSD, centre-droit), Pedro Passos Coelho, qui s'était dit prêt à collaborer avec le gouvernement, pour s'accorder sur ces nouvelles mesures. (libération.fr et AFP 13.05)

Etats-Unis. Pas question de renoncer à notre place de première puissance économique mondiale.

Pour l'instant, les investisseurs plébiscitent la dette américaine aux dépens d'autres émetteurs souverains jugés moins sûrs. Mais, si le marché arrive à la conclusion que l'endettement des Etats-Unis n'est plus soutenable, la première puissance mondiale pourrait alors se retrouver prise au piège comme l'Espagne ou la Grèce.

"Nous savons que nous avons d'importants problèmes budgétaires", concède Douglas Holtz-Eakin, qui a été économiste dans le gouvernement de George W. Bush. "Je pense que l'idée est en train de s'imposer que quelque chose doit se produire. Je ne vois pas de volonté réelle pour que cela se fasse cette année".

La Maison blanche a conscience du danger. Le directeur du budget, Peter Orszag, a déclaré mercredi que les difficultés de l'Europe montraient la nécessité pour les Etats-Unis de remettre de l'ordre dans leurs finances publiques au plus tôt.

"Nous voulons nous assurer que nous ne serons jamais confrontés aux choix que la Grèce doit faire en ce moment", a-t-il dit dans une interview à Reuters Insider.

Les Etats-Unis, qui bénéficient de leur statut de première puissance économique mondiale et du rôle de valeur refuge du dollar, ont plus de marges de manoeuvre que la Grèce.

Mais il ne faut pas écarter un scénario cauchemar dans lequel les taux d'emprunts augmenteraient pour les Etats-Unis et où le gouvernement serait contraint de réduire ses dépenses alors que la croissance est encore molle.

Pour l'instant, la fuite des investisseurs vers la dette américaine profite aux Etats-Unis en maintenant leurs taux bas. Mais l'humeur des marchés pourrait changer brutalement, met en garde Douglas Holtz-Eakin, qui conseille les parlementaires sur des dossiers économiques et budgétaires.

Pour Allen Sinai, économiste en chef à Decision Economics, le pays va devoir assumer le lourd héritage des mesures monétaires et budgétaires massives mises en oeuvre par les autorités pour lutter contre la récession.

Même si elles étaient nécessaires, elles n'ont pas réussi à stopper le recul de l'activité et le chômage, qui approche aujourd'hui les 10%, constitue une poudrière, estime l'analyste qui reconnaît toutefois que les options du gouvernement sont limitées.

"La politique budgétaire sera contrainte par le problème de dette souveraine américain : des déficits budgétaires records et un rapport dette publique-produit intérieur brut qui créent les conditions d'une crise de la dette souveraine", dit-il.

Plusieurs analystes estiment cependant que les pouvoirs publics devront se concentrer sur le redressement de l'activité avant de penser aux déficits.

"Mettre en oeuvre d'importantes réductions des dépenses dans les années à venir est déconseillé car cela entravera les efforts pour redresser une économie fragile", explique James Horney, spécialiste de la politique fiscale au Center on Budget and Policy Priorities. (Reuters 13.05)

Vous n'avez pas l'impression après avoir lu ces lignes, que les 750 milliards d'euros sont plutôt destinés à éviter la faillite de l'empire américain ou à le soulager temporairement, car une bonne partie va atterrir dans les caisses des banquiers américains ? (A suivre)

Etats-Unis. Pas de crise quand il s'agit de soutenir militairement l'Etat sioniste.

L'administration Obama demande au Congrès américain d'approuver une enveloppe de 205 millions de dollars (165 millions d'euros) pour aider Israël à déployer son bouclier anti-roquettes baptisé "Dôme de fer", a annoncé jeudi la Maison Blanche. (AP 13.05)

ONU. Laboratoire et suppôt de la barbarie.

La Libye a été élue, jeudi 13 mai, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU par 155 voix sur 192. (Lemonde.fr 13.05)

Le 15 mai

Comment raisonne un patron ?

Si je suis lourdement endetté, théoriquement je ne peux plus emprunter, sauf à un taux d'intérêt proche de l'usure que je ne pourrai jamais rembourser, donc je ne peux plus investir, et si j'y parvenais une fois régler mes dettes il ne me resterait plus de profits donc impossible d'investir à nouveau, je devrais une nouvelle fois recourir à un emprunt et ainsi de suite, à condition que mon banquier soit d'accord, et si au contraire je décidais de ne pas régler ma dette mon banquier fermerait les robinets et ce serait la faillite immédiate.

Pour m'en sortir il faudrait que j'augmente mes profits, mais le marché est morose ou déjà saturé, je pourrais bien tenter quand même de produire plus pour m'y retrouver sur la quantité mais les prix ont tendance à baisser, il ne me reste plus qu'une solution, il faudrait que je gagne en compétitivité sur mes concurrents, donc en productivité, je peux compter sur des exonérations de cotisations sociales de la part de l'Etat, mais ce ne sera pas suffisant, il ne me reste plus alors qu'à rogner sur mes dépenses, mais comme je ne suis maître ni du marché des matières premières ni des tarifs des services que je paie pour faire fonctionner mon entreprise, il ne me reste plus comme solution que de faire bosser davantage mes ouvriers sans les augmenter ou de leur supprimer les avantages sociaux que je leur avais accordés précédemment, tout en licenciant une partie d'entre eux.

Quand opportunisme et populisme font bon ménage.

Au fait, ne croyez pas aveuglément ce que vous lisez. Lorsque Wall Street a plongé jeudi dernier de 1.000 points (9%), tout d'abord cela n'a pas pris "quelques heures" mais seulement 30 minutes, ensuite, contrairement à ce qui est écrit page 16 du IO n°97 "*Si les circonstances entourant cette chute vertigineuse restent floues, son origine est parfaitement claire*", en réalité, c'est un trader qui s'est trompé de bouton et qui au lieu d'appuyer sur celui de million a appuyé sur celui de milliard indiquait quelques jours plus tard une dépêche de l'agence Reuters. Tout le monde peut se tromper !

Comme j'étais certain que les supporters du Labour Party s'empresseraient de faire tout un plat de la défaite de ce parti aux dernières élections, j'en avais averti ironiquement les militants il y a quelques jours déjà. Ca n'a pas loupé, le POI s'est empressé de titrer (IO n°97 page 12) : "*La Grande-Bretagne plongée dans une crise politique sans précédent*". Tout militant de base un peu informé de la situation en Grande-Bretagne à la veille de ces élections, je ne parle même pas des dirigeants, savaient d'avance qu'elles annonçaient une cuisante défaite pour le parti de G. Brown et que les partis partis conservateur et libéraux seraient amenés à former le prochain gouvernement.

Dès le lendemain des résultats les tractations entre les deux partis ont commencé. Les médias ont fait leur choux gras de leurs désaccords qui portaient pour l'essentiel sur la répartition des postes ministériels et la réforme du mode de scrutin, les libéraux ayant obtenu 23% des voix pour seulement 9% d'élus s'estimaient lésés. C'est tout ? Oui c'est tout, pas de quoi en faire un plat, si cela vous intéresse je dispose d'une dizaine d'articles qui le prouve. Voilà à quoi s'est réduite cette "*crise politique sans précédent*".

J'allais oublier de vous dire la meilleure. Dans la présentation de l'article que consacre *Informations ouvrières* à cet événement extraordinaire, ils ont écrit : "*Toute la presse parle d'une « crise politique sans précédent »*". Voilà à quel niveau ce journal et ce parti sont tombés, on en a envie de dire avec regrets. Et je n'ai pas épluché chaque article.

Vous voulez une explication à cet opportunisme débridé, je laisse la parole à J.-P. Barrois (CCI-POI) qui a signé cet article, il s'appuie sur le sort de ce parti pourri, le Labour Party :

"*On comprend que, dans ces conditions, le Labour Party n'ait pu, électoralement, rassembler autour de lui les voix des masses populaires contre les conservateurs. Mais ceux-ci, pour autant, ne sont pas sortis vainqueurs.*" ou l'art de parler pour ne rien dire ! Tout va bien alors, nous voilà rassurés, camarades, l'honneur du Labour Party est sauf, pas forcément celui de ceux qui le soutiennent. Il est vrai que la vie est tellement belle, tellement meilleure pour les petits-bourgeois quand les partis social-démocrates sont au pouvoir. Vous avez là en substance les intentions et la politique des dirigeants du POI, de son courant ("*trotskiste*") communiste internationaliste, si, si, ne vous marrez pas c'est très grave camarades et je ne plaisante pas malheureusement, quel gâchis !

Retraites.

Le ministre du Travail Eric Woerth doit adresser aux partenaires sociaux un premier "*document d'orientation*" sur la réforme des retraites, dimanche dans la soirée, a-t-on appris vendredi auprès de son cabinet. Le texte devrait dévoiler quelques grands "*principes*" arrêtés, sans

toutefois révéler précisément les intentions du gouvernement.

"Il y aura une vingtaine de points avec les principes sur lesquels le gouvernement veut s'engager dans la réforme des retraites. Ce document fermera des portes et en ouvrira d'autres, avant la poursuite de la concertation", expliquait-on vendredi au cabinet de M. Woerth. Le ministre recevra à nouveau les syndicats pour des rencontres bilatérales mardi.

Le document ne comportera toutefois aucune décision du gouvernement concernant l'âge légal de départ à la retraite ou la durée de cotisation, précisait-on de même source. (AP 14.05)

Traduction avant même d'avoir connaissance de ce document : la porte sera fermée au maintien de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée de cotisation, par contre, elle restera ouverte à son report et son augmentation. Secret de polichinelle !

Vigimark Surveillance, suite.

La patronne de Vigimark Surveillance, société située à Meulan dans les Yvelines qui devrait être prochainement liquidée, a été libérée jeudi en début de soirée par les salariés qui la retenaient depuis la veille.

Une nouvelle réunion est prévue lundi avec l'administrateur judiciaire, le liquidateur, le sous-préfet et un représentant de l'inspection du travail, selon la CFDT.

«La CFDT a donné comme mot d'ordre de libérer la directrice et de poursuivre la mobilisation lundi», a dit à l'AFP un délégué. En cas d'échec, *«on repartira dans le conflit»*, a-t-il précisé. *«D'autres actions seront prévues si rien ne ressort de la réunion lundi»*, a aussi dit à l'AFP un représentant de FO.

«Cent quatre-vingts personnes risquent d'être licenciées avec le minimum d'indemnités. Les salariés repris par d'autres prestataires vont avoir des baisses de salaires. Tout ça, la direction n'en a rien à faire», avait alors déclaré à l'AFP un délégué.

Les syndicats CGT, CFDT, UNSA et FO réclament notamment une indemnité de départ de 1.000 euros par année d'ancienneté.

«L'entreprise n'a aucun moyen financier étant donné que nous sommes en liquidation», a fait valoir Valérie Figiel.

Vigimark Surveillance, qui avait perdu en 2009 des marchés de la SNCF, doit être liquidée le 20 mai. (20minutes.fr 14.05)

La Bourse ou la vie.

A Paris, le CAC 40 a perdu 4,59%.

L'indice MSCI monde a perdu 2,6% tandis que le FTSEurofirst 300 perdait 3,4%. La Bourse de Madrid a fini en repli de 6,64%, celle de Milan de 5,26% et celle d'Athènes de 3,4%.

A Wall Street, le Dow Jones perd 1,51%, le Nasdaq cède 1,98%.

L'euro est tombé à 1,2358 dollar en cours de séance.

Crédit agricole, Deutsche Bank et UBS, qui font l'objet d'une ou plusieurs enquêtes aux Etats-Unis, ont perdu respectivement 6,43%, 4,15% et 4,67%.

Aux Etats-Unis, les valeurs financières perdaient en moyenne 2,8% à la mi-journée.

Alors que les marchés broyaient du noir en fin d'après-midi et doutaient de la promesse de la Banque centrale européenne de procéder à des rachats de dette souveraine de pays fragiles pour éviter des attaques spéculatives, une source monétaire italienne a déclaré que les banques centrales européennes continuaient bien d'acheter la dette souveraine de pays de la zone euro.

Dans ce climat de défiance, l'écart de rendement entre les Bunds allemands de référence et les emprunts d'Etat émis par les pays dits "périphériques" de la zone euro s'est creusé, ce qui a fait monter le coût de protection de leur dette souveraine contre un défaut.

"Clairement, l'action sur l'euro reflète le fait qu'au moins les investisseurs en devises ne pensent pas que le plan de renflouage et les mesures d'austérité soient suffisantes", a estimé Uri Landesman, président de Platinum Partners à New York. *"L'euro entraîne le marché à la baisse"*. (Reuters et AP 14.05)

Car faut-il encore que les différents gouvernements de l'UE soient en mesure d'imposer au prolétariat ces mesures d'austérité sans qu'elles se traduisent par des mobilisations sociales et débouchent sur des crises politiques qui sont toujours négatives sur le climat des affaires et les affaires elles-mêmes, CQFC.

Les agences de notation et les spéculateurs ou banquiers sont les mêmes, voilà comment ils procèdent :

1- ils émettent un doute sur la dette souveraine d'un Etat,

2- automatiquement les taux d'intérêts liés à cette dette augmente,

3- la différence entre les taux précédents et les nouveaux taux à la hausse tombent dans leur poche sans même à avoir à bouger le petit doigt, et les sommes se chiffrent en milliards d'euros ou dollars.

C'est comme si je vous prêtais aujourd'hui 10 euros à 3% à condition que vous me les rendiez dans un mois, et que le lendemain vous veniez m'emprunter à nouveau 10 euros, en prenant n'importe quel prétexte, j'estime que votre situation présente un risque accru que vous ne pourrez pas me rembourser à l'échéance convenue et je décide de vous faire payer 5% d'intérêt au lieu de 3 la veille. Vous êtes pris à la gorge, vous acceptez, vous n'avez pas le choix, personne d'autre que moi acceptera de vous prêter de l'argent dans votre situation et je le sais, donc j'en profite.

La BCE, en rachetant les dettes souveraines des Etats, fournit ainsi une garantie aux spéculateurs qu'ils seront bien payés. Dès lors, pourquoi les banquiers devraient-ils s'inquiéter et ne pas continuer à pressuriser les Etats pour qu'ils s'attaquent directement au prolétariat et continuent de liquider les services publics ?

Ce n'est pas seulement l'euro qui baisse, mais aussi le dollar et la livre, parce qu'au-delà de la zone euro, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont également endettés jusqu'aux dents et aucun de ces pays n'est en mesure de dégager des profits comparables à ceux des pays dits émergents, dont les marchés sont dans l'incapacité d'absorber les marchandises produites en Europe ou dans ces pays-là... Il y a une crise de surproduction également, surproduction de marchandises mais aussi de capitaux incapables de trouver des placements leur assurant de nouveaux profits en dehors justement de la spéculation.

Les milliers de milliards de dollars de profits que l'industrie financière a détourné de la production au cours des dernières décennies, du fait qu'ils n'ont pas été réinvestis pour développer le marché mondial ou sur une trop faible échelle, l'écart n'a cessé de se creuser entre les besoins de la population qui n'a cessé de croître dans le monde et les capitaux accumulés par une minorité, au point de réduire à la misère ou à la mendicité des milliards d'hommes, femmes et enfants, ces milliards de travailleurs et leurs familles étant exclus du marché au point que les capitalistes sont placés dans l'obligation de les nourrir sans rien produire en échange, alors que c'est l'inverse qui devrait se produire, ce sont les capitalistes qui devraient vivre de l'exploitation de ces travailleurs. (A suivre)

Le diktat du FMI ou des prédateurs de l'industrie financière

Une tâche herculéenne attend les pays économiquement les plus avancés s'ils veulent ramener leur endettement à leur niveau d'avant la crise, mais leur incapacité à y parvenir se traduirait par une hausse de leurs coûts de financement et pèserait sur leur croissance, avertit le Fonds monétaire international (FMI).

Dominique Strauss-Kahn souligne qu'au sein du G7, le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut (PIB) est en passe de dépasser les niveaux observés après la Seconde Guerre mondiale.

Tout en soulignant l'impact prévisible du vieillissement de la population sur les finances publiques des économies avancées au cours des années à venir, le rapport estime que relever l'âge de départ en retraite contribuerait à assainir les finances publiques sans peser sur la croissance économique.

Il suggère aussi d'améliorer la collecte de la TVA dans les pays qui en sont dotés et d'instaurer une taxe sur la valeur ajoutée là où elle est encore absente, comme aux Etats-Unis.

Parmi les autres possibilités évoquées par le rapport figurent une augmentation de la fiscalité de l'alcool, du tabac et des carburants, l'adoption d'une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et le relèvement des taxes sur l'immobilier. (Reuters 14.05)

Le PS aurait-il un autre programme ?

Russie.

La Russie doit rapidement réorienter ses exportations pour trouver une autre destination que l'Europe dont la croissance est trop faible, a estimé vendredi la ministre de l'Economie, Elvira Nabioullina.

La crise a renforcé le rôle des marchés émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Chine comme nouveaux centres mondiaux de la croissance, a déclaré Elvira Nabioullina lors d'une manifestation qui réunissait les ministères des Finances et de l'Economie.

Les pays de l'Union européenne ont représenté 57% des exportations russes en 2008, selon le Service fédéral des statistiques.

Mais, compte tenu de l'importance des ressources naturelles en Russie, les analystes soulignent qu'une réorientation sera difficile.

Les ressources minières, hydrocarbures compris, ont représenté près de 70% des exportations russes en 2008 et les métaux et les biens liés 13%, selon les statistiques officielles.

L'économie russe a connu une croissance de 2,9% au premier trimestre, soit sa première croissance annuelle depuis l'automne 2008. Le ministre des Finances Alexeï Koudrine a estimé que le déficit russe représenterait 5,2% à 5,4% du produit intérieur brut cette année. (Reuters 14.05)

Russie.

La police russe a dispersé violemment samedi une manifestation de mineurs qui exigeaient une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail suite à la catastrophe de la mine de charbon de Rapsadskaïa (Sibérie) qui a fait 66 morts, selon une information d'une radio russe. (AP 14.05)

Kirghizistan.

Les tensions se sont accrues vendredi dans le sud du Kirghizistan, où des affrontements ont opposé des centaines de partisans du gouvernement par intérim à ceux du président déchu Kourmanbek Bakiev pour le contrôle de bâtiments officiels. Au moins une personne a été tuée et plus de 60 autres ont été blessées dans ces violences, les plus graves depuis le renversement du régime en avril, selon les autorités.

A Jalal-Abad, centre administratif d'une province du sud-ouest, des manifestants des deux camps ont échangé des coups de feu, jeté des pierres et se sont affrontés à coups de bâtons sur une place devant le bâtiment des autorités régionales.

Plusieurs centaines de manifestants pro-Bakiev, certains armés de fusils automatiques, s'étaient retranchés dans le bâtiment public au cours de la nuit après s'en être emparés jeudi soir. Des partisans du gouvernement intérimaire les en ont délogés vendredi après plusieurs heures de confrontation tendue. (AP 14.05)

Etats-Unis. Psychose.

En alerte depuis la tentative d'attentat de Times Square, la police new-yorkaise a inspecté jeudi soir un véhicule suspect près de Union Square. Elle a retiré deux bonbonnes de gaz, mais n'a trouvé aucun élément suspect.

Les enquêteurs ont retrouvé le propriétaire de la voiture qui leur a expliqué avoir des bonbonnes dans son véhicule car il tond des pelouses pour sa famille. Il s'était garé dans le secteur car il assistait à un concert à proximité, selon la police.

Le porte-parole de la police Paul Browne a confirmé qu'aucun élément suspect n'avait été trouvé et que la zone serait probablement rouverte. (AP 14.05)

Délinant, non ? Ce n'était pas des bonbonnes de gaz mais des jerricans contenant de l'essence (infos hier soir sur TV5Monde Asie). Quand la CIA n'est pas dans le coup, ils s'affolent !

Brésil.

Les ouvriers de Renault au Brésil ont débrayé vendredi, exigeant une participation aux bénéfices plus élevée.

D'après le syndicat des ouvriers automobiles, la grève des quelque 3.500 ouvriers paralyse la production.

La direction a proposé un intéressement aux bénéfices de 7.500 reals (3.400 euros) par employé, rapporte le syndicat, qui réclame 9.000 reals (4.100 euros). (AP 14.05)

Afghanistan.

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi dans la province de Nangahar, dans l'est de l'Afghanistan, pour dénoncer la mort de civils dans une opération menée selon elles par l'OTAN dans la nuit. L'Alliance atlantique a pour sa part affirmé que huit insurgés avaient été tués dans l'attaque.

Plus de 500 personnes sont descendues dans les rues de Surkh Rod pour protester contre l'offensive, affirmant qu'au moins neuf civils avaient été tués. Un père et ses quatre fils, ainsi que quatre membres d'une autre famille ont péri, a précisé Mohammed Arish, un administrateur gouvernemental de la ville. *"Ce sont des fermiers. Ils sont innocents. Ce ne sont pas des insurgés ou des militants"*, a-t-il affirmé par téléphone à l'Associated Press.

Les manifestants ont bloqué des routes et jeté des pierres vers un édifice gouvernemental. Ils voulaient se rendre vers la capitale de la province, Jalalabad, mais en ont été empêchés par la police. Au moins trois personnes ont été blessées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, selon les services du gouverneur de Nangahar. Les corps de plusieurs victimes ont été exposés pendant la manifestation, tandis qu'un drapeau américain était brûlé. (AP 14.05)

Thaïlande. Répression sanglante.

Les affrontements dans le centre de Bangkok entre l'armée thaïlandaise et les "chemises rouges" ont fait sept morts et 101 blessés vendredi, a-t-on appris auprès du centre médical Erawan.

Les affrontements qui ont éclaté en début de journée lorsque des manifestants ont tenté d'empêcher la progression des soldats venus les déloger de leur campement fortifié qu'ils occupent depuis plus de cinq semaines, se poursuivaient dans la nuit.

Au total, huit personnes sont mortes depuis le début des troubles jeudi soir, qui ont fait en outre 112 blessés. (Reuters 14.05)

Avant-hier soir j'étais convaincu que la situation allait se transformer en bain de sang. Est-ce que l'on peut dire pour autant qu'il règne un climat de guerre civile en Thaïlande dans la mesure où apparemment l'immense masse des paysans et des ouvriers n'est pas engagé dans ce combat contre le gouvernement ?

Le 16 mai

J'ai passé un moment sur le serveur du site à explorer les renseignements fournis par le logiciel qui gère les statistiques, principalement la page erreur ou 404.

De nombreux documents ont été définitivement perdus lorsque mon disque dur a brûlé au début de l'année, notamment dans la rubrique économie. Je viens d'avoir une idée pour ceux qui voulaient télécharger un article de cette rubrique et qui ne l'ont pas trouvé : dans le moteur de recherche Google vous tapez le titre de l'article en question et vous devriez le trouver.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais commis l'imprudence de ne rien sauvegarder sur un CD-ROM. J'ai modifié des liens dans la rubrique marxisme, tous les fichiers sont désormais disponibles au format pdf, donc si vous tombez sur des liens qui se terminent par .htm, remplacez-les par .pdf, je donne cette précision car certains fichiers étaient accessibles à partir de différentes pages et je ne suis pas sûr d'avoir corrigé tous les liens. Je n'ai pas le temps de reformater tous les autres fichiers au format pdf et de modifier chaque adresse dans le site, notamment dans la rubrique tribune libre ou dans le dossier intitulé service.

Je rappelle aux camarades que je ne me connecte jamais sur le site pour vérifier si telle ou telle lien fonctionne correctement ou non, je n'ai franchement pas le temps. Je suis comme vous pris par d'autres tâches quotidiennement et les journées ne comportent que 24h, même en se levant à l'aube.

Je viens d'apprendre en regardant le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie que la situation avait dégénéré en bain de sang en Thaïlande avec au moins une vingtaine de morts parmi les manifestants qui réclament la démission du Premier ministre. De toutes manières en Thaïlande comme pratiquement dans tous les pays, la situation actuelle conduit à une impasse politique en l'absence de partis révolutionnaires. C'est ce qui finalement caractérise la situation, l'absence cruelle d'une direction révolutionnaire des masses laborieuses et d'une Internationale. Elle est en grande partie déterminée par l'incapacité des intellectuels de rompre avec le capitalisme et par l'impuissance de nos dirigeants d'inverser cette tendance. Comme quoi il ne faut pas cracher sur les intellectuels ce qui ne nous interdit pas de critiquer leur attitude complaisante envers le régime.

Il y en a parmi nous qui confondent polémiques, critiques, dénonciations ou combats contre des positions que l'on estime opportunistes, avec la haine ou l'expression d'un rejet, une excommunication ou je ne sais quoi encore. Quand on met face à face deux positions avec les arguments qui vont avec, qu'on les compare et les analyse en fonction des faits et parfois des déclarations, en quoi commettrions-nous un crime ? Faudrait-il se taire et laisser chacun faire sa petite affaire dans son coin ? Elle est où l'unité là-dedans ? Les donneurs de leçons en

la matière sont souvent les plus dogmatiques et les plus éclectiques pour couvrir leur sectarisme. On préfère parler de démocratie que de dictature du prolétariat pendant que la dictature du capital nous écrase. Vous voulez adhérer à ce discours anesthésiant ou rétrograde pour ne pas dire réactionnaire ?

Une importante manifestation a eu lieu hier à Madrid en Espagne en soutien au juge Garzon qui a été démis de ses fonctions par une institution héritée du franquisme et que les social-démocrates n'ont pas abolie. Cela montre encore une fois que lorsqu'on ne commence pas par abolir les institutions, tout continue comme avant. On a aussi l'expérience du Chili d'Allende, encore un social-démocrate qui n'a pas voulu armer le peuple contre le coup d'Etat en préparation du général Pinochet et de la CIA, on connaît la suite. Voyez où en est Evo Morales en Bolivie avec ses histoires de poulets aux hormones qui vous rendrait homosexuel ou d'OGM qui vous condamnerait à devenir chauve prématurément.

Au fait, très important, avant-hier aux infos sur TVMonde Asie, ils ont montré des manifestations monstres à travers la Bolivie contre le gouvernement de Morales qui aurait beaucoup promis et peu tenu, tiens donc, la grève générale durait depuis 4 jours déjà. Je n'ai vu aucune dépêche de presse sur ce sujet, c'est le black out, on coupe, les ouvriers et le corps enseignant sont à la pointe du combat pour des augmentations de salaire notamment a dit le journaliste. Chavez de son côté doit faire face à une inflation de 30% depuis le début de l'année, de quoi mécontenter le peuple qui est toujours plus proche de la misère que de la prospérité tant promise encore une fois par un président qui s'en réclame.

A ce compte là, on finit par ne plus croire personne, en qui pourrait-on avoir encore confiance quand on s'est fait avoir de tous les côtés pour ne pas être vulgaire sont en droit de se demander les travailleurs. Comment reconnaître parmi tous les discours politiques que l'on entend celui qui va nous guider sur le bon chemin ou qui propose quelque chose de concret auquel on peu adhérer ou non ? Il y a un problème de maturité qui n'a pas été réglé. Les intellectuels ne se remettent pas en question, je veux parler des théories qu'ils défendent. Regardez dans le mouvement ouvrier, il est extrêmement difficile d'avoir des relations suivies avec un autre militant ou plusieurs. Pense-t-on vraiment qu'en évitant la confrontation des idées on avancera plus vite, en admettant que l'on puisse avancer en employant un tel procédé ?

Contrairement à eux, comme je porte un regard critique sur tout ce que je fais, il m'arrive rarement d'être vraiment satisfait de moi-même ou de ma production, je suis encore plus sévère envers moi qu'envers les autres, je ne me livre pas encore à des mortifications rassurez-vous. Cela pour dire que s'il fallait être intolérant, ce devrait être envers nous-même, où on ne laisse rien passer, la proximité du fait que je suis le sujet et l'objet se traduit par une sentence immédiate, sauf dans les cas de démence, on sait parfaitement ce que l'on fait, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on le traduit correctement ou plutôt qu'on est capable de discerner les facteurs principaux des principes secondaires qui déterminent la situation, car un fait, un geste ou un acte doit être analysé en prenant compte d'un certain nombre de facteurs, à nous de trouver lesquels, ensuite on a une vue d'ensemble de la situation, on y voit plus clair, on peut enfin accéder à la compréhension de chacun de nos faits, gestes ou actes... Ce qui est valable à titre individuel l'est également pour comprendre l'évolution de la situation, on ne prend pas en compte des faits isolés mais on les considère dans leurs rapports réciproques en essayant de déterminer dans quelle direction ils vont se développer...

Je vais vous avouer un truc, vous savez pourquoi j'ai le temps d'écrire ce soir ? Parce que je ne voulais pas voir Onfray à la télé pour la troisième fois en huit jours, il me donne la nausée ce mec-là. Pour condamner la psychanalyse il épiluche la vie de Freud, fouille dans les poubelles, et le voilà propulser sur le devant de la scène par les tenants de la pensée unique et invité par tous les médias. Il fait de la pub pour ses bouquins, c'est un vulgaire boutiquier, il appartient à la même famille qu'Attali, membre du PS et banquier, quand il n'est pas au service personnel de La Talonnette. On est samedi soir alors on se détend. Sans le faire exprès je lui ai collé une particule, de la Talonnette, cela va le réhausser, il prend soudain de la grandeur, le voilà qui s'envole et à court de carburant finit par s'écraser lamentablement... pour le plus grand soulagement de la plèbe qui applaudit à l'exploit. Voilà ce qui arrive à vouloir travailler plus pour gagner plus ! Gagner plus suffit, demandez aux banquiers ce qu'ils en pensent, ils ont une vie vraiment harassante !

Leur cauchemar, je l'ai vu ce soir aux infos, le peuple grec était encore dans la rue hier pour manifester contre le plan d'austérité imposé par son gouvernement, l'UE et le FMI. A ce propos, qui a mis au point (et signé ?) cet accord scélérat contre le prolétariat européen, la Commission européenne ou le FMI ? Raté, les chefs d'Etat directement, chacun a encore en mémoire les réunions entre Sarkozy et Merkel, Sarkozy et Berlusconi ou encore Zapatero. Trichet a essayé de démentir le fait que la BCE se serait pliée aux injonctions des chefs d'Etat, mais il s'y est pris maladroitement en disant "C'est absurde. Nous prenons nos décisions dans une indépendance totale et nous nous sommes élevés à maintes reprises contre les chefs de gouvernement.", s'il reconnaît qu'il est obligé de rappeler à l'ordre les chefs de gouvernement, c'est bien qu'ils n'en font qu'à leur tête et prennent des décisions en dehors de son contrôle. Mensonge avoué à moitié pardonné, pas vraiment, car l'autre versant de son mensonge ou ce qu'il ne peut évidemment pas avouer ouvertement, c'est qu'il est aux ordres de l'impérialisme américain qui impose son diktat à l'économie mondiale.

Leur cauchemar, c'est la lutte de classe du prolétariat. Si les banquiers ne croient pas les différents gouvernements capables d'attaquer frontalement leur prolétariat respectif pour imposer ce plan de rigueur drastique, ils peuvent opter pour la fuite en avant qui conduirait à une explosion générale dont il est encore trop tôt pour définir les contours.

Des couches entières de la petite-bourgeoisie vont se prolétarianiser, on va assister à une radicalisation politique pour le meilleur ou pour le pire, et l'on voit mal comment il serait possible d'éviter le pire dans un premier temps, pour l'éviter il faudrait que le prolétariat grec et les couches de la petites-bourgeoisie en rupture avec le capitalisme et l'Etat s'unissent et s'organisent à tous les niveaux à travers le pays, de façon à constituer à court terme un embryon de double pouvoir, d'Etat ouvrier, je vois plutôt ce développement dans un second temps, à moins que spontanément ils constituent l'équivalent de soviets ou comités, mais comme le mouvement ouvrier est divisé et sans direction

cela compromet à mon avis cette perspective, il n'y a plus qu'à attendre que la situation soit mûre pour que les intellectuels prennent enfin conscience qu'il faut rompre avec le système capitalisme dont les fondements et les lois de fonctionnement ont été découvertes par Marx et Engels.

Tout en écrivant ces lignes une autre idée m'est venue à l'esprit. Je me demandais à partir du constat qu'on n'arrive à rien construire par en bas, si on n'y arriverait pas par en haut, en combinant les deux seraient plus juste pour arriver à quelque chose.

Puisqu'il faut bien vivre avec son temps et tenir compte des transformations de la société, de l'existence des médias, pourquoi ne pas essayer de partir d'un parlement et d'un gouvernement parallèle constituer à partir des partis, organisations, groupes ou formations politiques qui se réclament de la classe ouvrière, qui impulserait la constitution de comités et d'assemblées populaires à travers tout le pays, pendant que l'ensemble de ces formations politiques ainsi que les comités ou collectifs existant se donneraient comme perspective un parlement et un gouvernement ouvrier, qui, parce qu'il serait anticapitaliste et aurait pour tâche l'abolition des institutions de la Ve République, serait révolutionnaire.

Le capitalisme a-t-il trop corrompu les esprits pour que cette idée se réalise, je le pense quelque part, mais je ne peux pas écarter totalement l'hypothèse qu'un jour les conditions soient réunies pour qu'elle se concrétise. Il y a une bonne part de hasard dans le capitalisme disait Marx, il doit donc bien y en avoir aussi du côté du socialisme, sans pour autant en faire une théorie. Nous savons que la révolution doit être armée théoriquement sinon elle court à la catastrophe, parce que le socialisme n'est pas une boule de cristal ou une recette magique.

Autre chose.

Je dois rectifier ce que j'ai écrit hier à propos du plongeon de Wall Street jeudi 6 mai. J'ai été induit en erreur par l'agence Reuters qui avait fourni une fausse information. C'est Reuters qui rectifie.

Je reproduis ci-dessous l'essentiel de leur nouvel article sur ce sujet qui date d'hier.

"Le mystérieux gros vendeur de contrats à terme pendant le plongeon des Bourses américaines le 6 mai n'était pas un "hedge fund" ou un spécialiste du trading à haute fréquence, comme le soupçonnaient de nombreux observateurs, mais la société de gestion Waddell & Reed Financial, selon un document que s'est procuré Reuters.

Waddell a passé le 6 mai un ordre important de contrats "e-mini" pendant les 20 minutes durant lesquelles Wall Street a plongé et effacé jusqu'à près de 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, explique ce document interne de l'opérateur de marchés à terme CME Group.

Les régulateurs et les responsables des marchés qui cherchent à établir les causes de ce "mini-krach" ont rapidement concentré leurs investigations sur la vente par Waddell de 75.000 contrats "e-mini", l'un des contrats à terme les plus liquides du monde, qui permet aux investisseurs de gérer leur exposition à l'indice Standard & Poor's 500.

Le document du CME ajoute que la vente par Waddell des 75.000 contrats "a semblé à première vue constituer une activité anormale".

Waddell, dont l'action perdait près de 7% à la Bourse de New York vendredi après les informations de Reuters, a réagi en affirmant n'avoir été que "l'une des plus de 250 sociétés qui ont traité le titre 'e-mini' durant la période de temps pendant laquelle le marché a chuté".

Mardi, Gary Gensler, le président de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), l'autorité de surveillance des marchés de produits dérivés aux Etats-Unis, avait déclaré lors d'une audition au Sénat avoir établi qu'une seule transaction avait représenté à elle seule environ 9% du volume total des "e-minis" pendant le plongeon des indices.

Il avait précisé que rien ne permettait de conclure que l'opérateur concerné avait enfreint les règles en passant des ordres de vente.

Il avait ajouté que, selon les données disponibles, les transactions concernées s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie de couverture menée de bonne foi.

Le document de CME montre que, durant le plongeon et la remontée des indices qui l'a suivi, des transactions sur les "e-minis" ont aussi été réalisées, entre autres, par Jump Trading, Goldman Sachs, Interactive Brokers, JPMorgan Chase et Citadel Group.

Pendant les 20 minutes concernées, 842.541 contrats ont été traités sur les "e-minis", selon le document de CME qui ne précise pas la part de Waddell dans ce volume.

Un porte-parole de CME, qui a refusé de commenter le document, a déclaré que l'opérateur n'avait pas pour habitude de discuter de l'activité de ses clients.

"Nous n'avons trouvé aucune preuve d'une activité contraire aux règles ou de transactions erronées émanant de la part de clients de CME Globex", a-t-il dit.

Les contrats de Waddell ont été exécutés chez Barclays Capital et ensuite transmis à Morgan Stanley."

Vous excuserez la longueur de cette citation, mais je devais corriger cette erreur dont je n'étais pas responsable, d'ailleurs en lisant la suite on se demandera si la conjugaison des deux versions ne serait pas plus proche de la vérité. Depuis l'information fournie par Reuters a été reprise par des sites Internet spécialisés dans l'économie et la bourse, comme Boursier.com ou encore l'Agefi le quotidien de l'agence économique et financière à Genève, mais une dépêche de l'AFP datée également d'hier fournit une version plus proche que la première avancée par Reuters et que j'avais repris hier.

Un e-mini est un Instrument de spéculation visant à jouer la variation du support, au même titre que les futures (contrat à terme), warrants ou options. (<http://www.edubourse.com>)

La meilleur vient du président de la Fed, Ben Bernanke. (Washington, 15 mai 2010 - AFP) On pourrait l'intituler du lard ou du cochon ou l'art de camoufler maladroitement les activités frauduleuses des banquiers.

"Ce qui s'est produit à la Bourse est seulement un petit exemple de la façon dont les choses peuvent s'enchaîner ou dont la technologie peut interagir avec la panique du marché", a déclaré M. Bernanke, cité à l'occasion d'un portrait réalisé par le quotidien new-yorkais, à paraître dimanche.

Les autorités de régulation boursière n'ont pas pu établir avec certitude la cause à l'origine de cette baisse, la plus brutale jamais enregistrée par l'indice Dow Jones, et amplifiée par les systèmes informatiques d'échanges préprogrammés.

"M. Bernanke dit qu'il s'est inquiété mais n'a pas été scandalisé par cette chute", a rapporté le New York Times. Selon lui, elle "n'a été qu'une petite indication du point auquel ces systèmes sont devenus complexes et chaotiques".

"Notre système financier est tellement compliqué et fait d'interactions - avec tellement de marchés différents dans des pays différents et tellement d'ensembles de règles...", a-t-il relevé.

"Il n'y a pas de possibilité d'éliminer les crises financières, même les plus graves, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune occasion significative de réduire les risques et les effets", a considéré le président de la Fed, en évoquant le rôle de son institution.

Comme je l'ai dit plus haut, la vérité doit être la conjugaison d'un problème informatique lié à un soudain et brutal regain de spéculation suite à une rumeur, trop d'ordres simultanés à la vente ont pu être amplifiés par le biais d'une faille informatique, d'ailleurs les 1.000 milliards de dollars qu'on aurait pu croire envolés en 20 minutes n'ont pas disparu si l'on en croit la dépêche de l'AFP qui précisait :

"Ce jour-là, les indices de la Bourse de New York se sont mis à chuter très brusquement une heure et quart avant la clôture, le cours de certaines actions tombant près de zéro, avant que les cours ne reviennent rapidement vers des niveaux plus normaux."

Donc tout est bien qui finit bien, on ne saura jamais la vérité, en attendant Bernanke couvre Waddell, Jump Trading, Goldman Sachs, Interactive Brokers, Barclays Capital, Morgan Stanley, JPMorgan Chase et Citadel Grou, qui ont dû se faire pas mal de fric au passage.

Si vous n'êtes pas encore pris de nausée après cela, vous allez peut-être être pris de vertiges si vous n'aviez pas encore lu l'info suivante, le site <http://www.edubourse.com> affiche les salaires 2009 de quelques dirigeants d'entreprises du CAC 40 :

- Bernard Arnault (LVMH) 9.150 K€
- Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis) 6.929 K€
- Lars Olofsson (Carrefour) 6.917 K€
- Franck Riboud (Danone) 5.857 K€
- Christophe de Margerie (Total) 4.546 K€

Cela vaut bien une politique d'austérité ! Quand est-ce qu'on va leur régler leur compte, car cela va se terminer ainsi ?

Bon dimanche à tous.

Deux infos en bref seulement.

Trichet : Haro sur le prolétariat !

"Il n'y a aucun doute que l'économie se trouve dans la situation la plus difficile depuis la Seconde Guerre mondiale, voire depuis la Première", a affirmé M. Trichet dans une interview à paraître lundi dans l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel".

M. Trichet a réaffirmé la nécessité d'un contrôle renforcé de la politique financière et économique dans les 16 pays de la zone euro. *"Nous avons besoin de structures améliorées, pour éviter et sanctionner les écarts. Nous avons besoin d'une application réelle du contrôle mutuel, nous avons besoin de sanctions réelles pour les accrocs au pacte de stabilité et de croissance", a-t-il dit, ajoutant que les pays européens devaient accélérer la réduction de leurs déficits. "Ils savent ce qui est en jeu."*

Il laisse entendre que c'est aux gouvernements européens, plus qu'aux marchés monétaires, qu'incombe la responsabilité du recul de l'euro, qui est tombé vendredi à un nouveau plus bas de 18 mois face au billet vert.

"Ce n'est pas une question d'attaque contre l'euro. Cela concerne le secteur public et donc la stabilité financière dans la zone euro, dit-il. Il est clair que les Européens ont pour principale responsabilité de prendre des mesures appropriées pour contrebalancer les tensions actuelles en Europe."

Jean-Claude Trichet qualifie par ailleurs d'absurdes les allégations voulant que des gouvernements de la zone euro aient contraint la BCE à prendre des dispositions cette semaine face à la crise de l'euro.

"C'est absurde, affirme-t-il. Nous prenons nos décisions dans une indépendance totale et nous nous sommes élevés à maintes reprises contre les chefs de gouvernement."(AP et Reuters 05.05)

La BCE est au service exclusif de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme et le monde, c'est ce que dit Trichet lorsqu'il explique que l'origine de la crise n'est pas le développement du capitalisme qui a conduit à la prise de contrôle de l'économie par les marchés financiers qui se livrent en permanence à une spéculation effrénée à court terme, mais les gouvernements qui n'ont pas su gérer leurs budgets et qui n'ont pas eu la volonté de liquider les services publiques et les droits sociaux des travailleurs.

Les tenants du capitalisme estiment que pour sortir de cette crise il n'existe qu'une seule solution : geler ou baisser le salaire des fonctionnaires, réduire leur nombre, en finir avec la rigidité des marchés du travail pour relancer la productivité et regagner en compétitivité, il faut réduire le coût de la main d'œuvre, je cite un économiste. Il précise : plutôt que de repousser une nouvelle fois les réformes, les chefs d'Etat doivent profiter de ce sursis pour constituer des coalitions politiques à même d'implémenter les changements nécessaires. (lire la suite dans cette page, Slate.fr 15.05)

Ils veulent la guerre, pas de problème, une seule solution : la révolution prolétarienne !

Niger.

Le gouvernement du Niger a annoncé samedi qu'il allait lancer un programme de distribution de nourriture dans le pays confronté à une grave crise alimentaire.

Mahamane Laouali Dan Dah, porte-parole du gouvernement, a précisé que plus de 21.000 tonnes de nourriture seraient distribuées à 1,5 million de personnes qui en ont besoin. (AP 16.05)

Le 17 mai

Comme tous les lundis, pas grand chose de nouveau à se mettre sous la dent, c'est presque un jour de repos pour moi. Un seul sujet de causerie.

Suivant l'heure à laquelle vous vous connectez vous pouvez prendre connaissance et colporter ensuite une information qui est vraie ou fausse. Un exemple datant d'hier.

Couvre-feu à Bangkok après trois jours d'affrontements, il y a 6 heures 28 min, il était 20h15 en Inde quand je me suis connecté, il était donc 14h15. (Reuters 16.05)

Thaïlande: Les autorités renoncent à imposer un couvre-feu à Bangkok - Créé le 16.05.10 à 10h48 - Mis à jour le 16.05.10 à 15h11.

(20minutes.fr 16.05)

Il s'est passé à peine une heure entre la parution de ces deux dépêches, qui croire ? En réalité le gouvernement avait bien annoncé un couvre-feu avant de faire marche arrière presque aussitôt sans que l'on sache pourquoi.

Au départ je me refusais à parler de la situation en Thaïlande, car je savais que les "chemises rouges" roulaient pour l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, milliardaire de son état. Que Thaksin Shinawatra et son parti aient manipulé les paysans ou les habitants pauvres des zones rurales pour se faire élire et se maintenir au pouvoir ne méritait aucune forme de soutien de notre part j'avais estimé. Qu'aujourd'hui ils en appellent au roi et à l'ONU ne peut que renforcer ma position.

Le problème dans ce genre de pays, c'est qu'il n'existe pas vraiment de partis ouvriers ou ils sont tous aussi corrompus que les partis au pouvoir.

Ici en Inde par exemple, dans l'Etat du Tamil Nadu où je vis depuis 14 ans, ce sont deux des plus grandes fortunes de cet Etat qui sont à la tête des deux principaux partis qui se relaient au pouvoir depuis pratiquement l'indépendance, le DMK et l'AIADMK, le Parti du Congrès est pratiquement inexistant ici.

Pour gagner les élections ou se maintenir au pouvoir au-delà d'une législature, le DMK et l'AIADMK rivalisent de générosité envers les plus pauvres qui constituent la majorité des électeurs. Cela va de la distribution de biens courants (aliments, vêtements) à la distribution de biens d'équipement (ventilateur, téléviseur couleur, vélo,) jusqu'à la distribution d'argent. Le tout représente une somme colossale. Il faut y ajouter et ce n'est pas rien, la distribution de terres ou de titres de propriété à ceux qui se sont installés depuis des années sur des terres appartenant à l'Etat, de quoi fidéliser un électorat à vie.

Ces partis au pouvoir maintiennent ainsi le peuple dans un état de pauvreté ou d'indigence permanente, qu'ils rendent supportables par ces distributions qui sont interprétés par une population en grande partie illettrée comme des actes de générosités à mettre au compte de leurs dirigeants qui sont littéralement vénérés comme des dieux. On aura compris que ceux qui se livrent à l'exploitation effrénée des masses laborieuses sont les mêmes qui se font passer pour des philanthropes auprès de la population. Les masses comprennent leur jeu mais elles en sont prisonnières à défaut de toute issue politique, elles parent au plus pressé en acceptant ces dons qui améliorent modestement leur quotidien et votent pour le parti qui se montre le plus généreux envers elles, et je suis presque certain qu'il en va ainsi également en Thaïlande.

Choisir de supporter les "chemises rouges" ou les "chemises jaunes" en Thaïlande, revient à devoir choisir au Tamil Nadu entre deux partis bourgeois, le DMK ou l'AIADMK, la peste ou le choléra.

Pour terminer par un seul exemple qui a lui tout seul permet de comprendre jusqu'où ils sont capables d'aller pour conserver le pouvoir ou se faire élire, mais aussi pour mesurer le degré de pauvreté de certaines couches de la population. Actuellement on ne trouve pratiquement plus de riz en dessous de 16 ou 18 roupies le kilo, un an auparavant les prix tournaient autour de 10 roupies, alors qu'aujourd'hui ils sont proche ou dépassent les 20 roupies le kilo. Et bien le gouvernement DMK continue de distribuer tous les mois à des dizaines de millions de personnes du riz à une roupie le kilo, il n'y a pas d'erreur, une roupie par kilo, un riz de bonne qualité que je rachète 5 roupies le kilo à un de mes beaux-frères parce qu'il ne lui convient pas - voyez-vous cela, les grains seraient trop longs, je ne déconne pas, et que je mange avec mes chiens.

Le cas du riz et de quelques produits alimentaires est particulier, ils font partie de la distribution mensuelle à laquelle a droit chaque famille en fonction du nombre de personnes à nourrir et de son revenu supposé, qu'il est quasiment impossible à contrôler pour la plupart d'entre elles en l'absence de feuilles de paie ou de déclarations d'impôts. C'est l'équivalent des tickets de rationnement qui a existé en France après guerre jusqu'en 1949.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Le 18 mai

Je vous ai mis deux articles en ligne du *Figaro* qu'il n'est pas nécessaire de commenter tant leur décryptage est aisé. Heureusement que j'ai commencé à bosser hier soir et ce matin dès 5h30 car mon beau-frère m'a amené ses deux petites filles, c'est les vacances scolaires jusqu'au 2 juin, je fais donc garde d'enfants aujourd'hui. Il m'a aussi apporté un sac de riz de 25 kilos, le riz dont je vous ai parlé hier, je lui ai payé 4 roupies le kilo, il doit m'en apporter encore 75 kilos.

Donc pas le temps de causer, juste un mot.

La remise en cause de nos retraites montrent une fois de plus que rien n'est jamais acquis en régime capitaliste, et contrairement aux opportunistes qui expliquent que c'est pour cette raison qu'il faut continuer le combat pour défendre (uniquement) nos acquis, les militants

passent ainsi leur temps toujours sur le même ouvrage sans jamais que l'on avance vers notre objectif, ils ont peut-être l'impression de se rendre utile, mais ce n'est pas ce genre de considérations qui fait avancer notre cause.

Voilà la raison pour laquelle il faut orienter le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective d'en finir une fois pour toute avec le capitalisme, et que c'est dans cette unique perspective qu'il faut construire le parti et non dans celui d'améliorer seulement nos conditions de travail ou d'existence qui sont sans cesse remises en cause, ce point de vue étant celui des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie qui font l'objet de tant d'attention de la part de l'UMP et du PS aujourd'hui, car ils craignent plus que tout l'union du prolétariat avec les couches de la petite-bourgeoisie les plus touchées par la crise, et non celui de militants révolutionnaires combattant pour le socialisme. (A suivre)

J'arrête là, Kilomia et Lunbiga squattent mon bureau et me parlent d'un homme qui se serait transformé en poisson, si j'ai pas écrit des conneries aujourd'hui, cela tiendra sans doute du miracle ! Demain une page sur le PG et le PCF, elle est déjà écrite.

Quelques infos en bref.

Les cires-pompes du régime récompensés.

Sur son blog, le journaliste du Point Emmanuel Beretta indique que le président de la République nomme chevalier dans l'Ordre national du mérite la directrice de la rédaction de TF1, Catherine Nayl.

Suit une liste de personnalités des médias, qui bénéficient de la même faveur présidentielle: "Christine Kelly, membre du CSA, ou encore Jacques Jublin, directeur de la rédaction de i-Télé. Parmi les autres personnalités des médias, on notera la nomination de Sofia Bengana, éditeur du pôle news du groupe Le Figaro.

Parmi les personnalités promues au grade d'officier de l'Ordre national du mérite, on trouve la productrice télé Fabienne Servan-Schreiber et l'ancien ministre de la Culture Jacques Toubon".

Trois remarques:

1/ il fut un temps où les journalistes refusaient toutes les breloques décernées par tous les pouvoirs, au motif que cela risquait de faire peser sur eux un risque légitime de suspicion quant à leur indépendance par rapport à ces mêmes pouvoirs.

Cette tradition s'est perdue, et depuis une quinzaine d'années, c'est la course au ruban rouge ou au ruban bleu. Que de grands noms récompensés! Charles Villeneuve, Rachid Arhab, Jean-Claude Narcy, Jean-Pierre Pernaud... On a même vu Daniela Lumbroso devenir chevalier de la Légion d'honneur, c'est vous dire...

2/ on notera l'absence de tout directeur issu des rangs du service public.

3/ franchement, vu la crise de confiance que traverse le journalisme contemporain, crise qui frappe notamment la télévision et notamment TF1, il le fait exprès Nicolas Sarkozy ? (Lepost.fr 17.05)

Il flatte ces larbins qui font quotidiennement le sale boulot de couvrir sa politique réactionnaire et de formater le cerveau de nos contemporains, normal. Que pour satisfaire la vanité de quelques médiocrités La Talonnette n'hésite pas se déconsidérer ainsi un peu plus auprès de certaines couches de la population, ce n'est pas nous qui le regretterons. Cela montre au moins qu'il est entouré de fins psychologues à l'UMP, qu'il continue de s'enfoncer, on ne demande pas mieux.

Marchandage, mensonge et affaire d'Etat.

Dans une interview donnée dimanche dernier à Radio J, rapporte Le Monde.fr., Kouchner affirmait : "*Il n'y a eu aucune contrepartie. Cette succession de décisions judiciaires - et en France, on n'influence pas des décisions des juges - n'a rien à avoir avec un marchandage éventuel, un marchandage allégué, rien à voir.*" (Lepost.fr 17.05)

- Et le lendemain, la France accepte d'expulser vers son pays l'Iranien Ali Vakili Rad, condamné à perpétuité pour l'assassinat en 1991 de Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du Chah d'Iran jusqu'à sa chute en 1979.

Le décret pris par Brice Hortefeux est la deuxième décision française favorable à l'Iran en deux semaines, après l'arrêt le 5 mai de la cour d'appel de Paris refusant l'extradition vers les Etats-Unis de Majid Kakavand. (Reuters 17.05)

- Sur LCI, Pierre Siramy (un pseudonyme), ex sous-directeur à la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure) et auteur controversé du livre "*25 ans dans les services secrets*", a lancé une polémique suite à la libération de Clotilde Reiss.

Il prétendu que Clotilde Reiss "a travaillé au profit de la France pour collecter des informations qui étaient de nature de politique intérieure et d'autres qui étaient sur la prolifération nucléaire". Il a rajouté : "elle est immatriculée à la DGSE".

Sur LePoint.fr, la DGSE dément ces informations.

Sur Le Post, Pierre Siramy précise l'origine de ses propos.

De qui tenez-vous vos informations ?

"Je l'ai su par des gens qui ont travaillé sur le dossier. Des gens issus de la DGSE."

Travaillent-ils en Iran, sont-ils encore en activité?

"Ils sont basés à Paris et ils sont encore en activité."

Ce sont des hauts-responsables, des "petites mains"?

"Il n'y a pas de petites mains dans ce métier."

Selon vous, quel rôle précis avait-elle à la DGSE?

"Elle n'était pas une espionne mais un contact occasionnel de la DGSE."

Avez-vous vu vous-même ces rapports, des pièces qui prouvent cette collaboration entre Clotilde Reiss et la DGSE?

"Non, je n'en ai pas vu moi-même. Mais la personne qui m'en a parlé est une personne très fiable."

(source : Lepost.fr 17.05)

Ils craignent que la petite-bourgeoisie bascule du côté du prolétariat.

Selon une étude réalisée par TNS Sofres-Logica au lendemain du premier tour (des élections régionales de 2010 -LdC), 41% des professions libérales et des cadres et 46% des professions intermédiaires ont exprimé leur «*désapprobation à l'égard du gouvernement et de Nicolas Sarkozy*». Dans ces mêmes catégories socioprofessionnelles, ils étaient plus de sept sur dix à souhaiter «*une modification de la politique menée*». Et 67% parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Au second tour en 2007, selon une étude Ipsos, 49% des professions intermédiaires, 52% des professions libérales et cadres et même 82% des artisans et commerçants s'étaient exprimés en faveur de Nicolas Sarkozy.

«*N'oublions pas que Nicolas Sarkozy a gagné en 2007 grâce au massif soutien des classes populaires* », rappelle X. Bertrand. Et celles-ci, plus que toutes les autres, font aujourd'hui défaut à l'UMP. (lefigaro.fr 17.05)

Heuliez, suite.

Les dirigeants de l'équipementier automobile Heuliez ont annoncé ce lundi à leurs salariés qu'ils allaient déposer le bilan dans l'après-midi au tribunal de commerce de Niort (Deux-Sèvres), apprend-on de sources syndicales.

Les dirigeants ont également indiqué, selon le délégué CFDT Gilles Bineau, que l'offre de reprise de 25 millions d'euros présentée par le groupe financier anglo-malaisien Delamore and Owl (D&O) n'avait pas été écartée comme l'indiquait son directeur Sanjeev Kunar dans le journal Les Echos du 15 mai.

Un fonds d'investissement américain aurait également présenté une offre. (Reuters 17.05)

Guérilla urbaine.

Deux véhicules de police et un autobus ont été caillassés dimanche soir à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) après l'interpellation d'un mineur en scooter qui a percuté un véhicule de patrouille, a-t-on appris lundi de sources policière et judiciaire. Légèrement blessé, le conducteur du deux-roues a été admis à l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay-sous-Bois sous le régime de la garde à vue. (AP 17.05)

Avant-hier j'ai regardé sur TV5Monde Asie le film *La haine* que je n'avais jamais vu, un film excellent plus proche de la réalité que de la fiction hélas, triste réalité qui est le produit de la décomposition du capitalisme qui conduit à la décomposition de la société tout entière et à des situations inextricables.

Hard rock en deuil.

Ronnie James Dio, chanteur de heavy metal et de hard rock américain, qui avait fait notamment partie des groupes Black Sabbath et Rainbow, est mort dimanche à l'âge de 67 ans. 'Aujourd'hui mon coeur est brisé. Ronnie est mort à 7 h 45 le 16 mai', a déclaré Wendy Dio, sa femme. Dio avait annoncé qu'il souffrait d'un cancer de l'estomac.

Né Ronald James Padavona à Portsmouth, dans le New Hampshire, l'artiste avait joué dans les années 50 avec les premiers groupes de rock. Au milieu des années 70, Ritchie Blackmore, guitariste du groupe britannique Deep Purple, l'avait engagé dans son nouveau groupe, Rainbow. En 1979, Dio avait rejoint Black Sabbath en remplacement d'Ozzy Osborne. Dio était connu pour sa voix puissante et était devenu célèbre pour avoir popularisé le signe des cornes utilisé par les fans de heavy metal. (Lemonde.fr 17.05)

Je suis toujours fan de tous ces groupes qui alliaient imagination et virtuosité, ils incarnaient la révolte de la jeunesse contre un monde injuste et cruel, stupide au possible à l'instar de la variété, de leur société. Une musique qui agit comme un défouloir salutaire ou une soupape de sécurité pour la jeunesse en proie à des tensions extrêmes et aux désillusions que lui impose la société, une musique qui explose littéralement, qui hurle de souffrance tandis que les paroles qui l'accompagne sont souvent tendres et pleines d'espoir, il en faut pour se faire une place et survivre dans ce vieux monde impitoyable.

Economie.

La monnaie unique a chuté à 1,2237 dollar, son niveau le plus bas depuis avril 2006, puis elle est remontée à 1,2334 dollar. Un euro valait 1,51 dollar fin 2009.

Ces sept derniers jours, la monnaie unique a dévissé de 12%, 19% depuis début décembre 2009.

La devise européenne s'est dépréciée de 7% face au billet vert depuis le début du mois et sa baisse atteint 14% depuis le début de l'année, la plus mauvaise performance de toutes les grandes devises de la planète.

Des statistiques de marché publiées vendredi ont montré que les positions spéculatives à la baisse sur l'euro avaient atteint un niveau record au cours de la semaine au 11 mai. (Reuters 17.05)

«*Dans l'ensemble de la zone euro, les échéances de dettes d'ici à 2013 représentent 2 300 milliards d'euros, soit trois fois plus que le plan de stabilisation européen*», rappelle Jean-Christophe Caffet, de Natixis. «*Auparavant, les investisseurs vendaient des titres espagnols ou portugais pour acheter de la dette française ou allemande. Aujourd'hui, ils achètent tout sauf de l'euro*», ajoute l'expert de Natixis. Les marchés se réfugient sur le dollar et l'or. (lefigaro.fr 17.05)

«*Une baisse de 10% de l'euro contre les autres monnaies, c'est 2,5 points de plus pour les exportations, soit 0,5% de plus pour la croissance la première année et 0,5% l'année suivante*», estime Jean-Christophe Caffet, de Natixis, mais la baisse de l'euro renchérit le prix des produits importés ce qui va alimenter les déficits. (lefigaro.fr 17.05)

La Bourse ou la vie.

A Paris le CAC-40 -0,47%, à Francfort le DAX +0,17%, à Londres -0,01%, à Madrid -0,31%, à Lisbonne +0,1%, à Athènes -1,43%, à New York Dow Jones -0,7%, la Bourse de Tokyo a fini en baisse de 2,17%.

La hausse du yen face au dollar et à l'euro pénalise fortement les valeurs exportatrices japonaises.

"*Nous sommes persuadés que l'euro est une monnaie crédible*" a assuré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, à la sortie d'une réunion des ministres des Finances des pays de la zone euro à Bruxelles. (AP 17.05)

On y reviendra : le problème ne viendrait-il pas tout simplement de la menace qui plane sur la suprématie de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale qui à la fois concentre toutes les contradictions du capitalisme ?

Marché mondial, anarchie et concurrence.

L'Union européenne et le Mercosur ont officialisé lundi la reprise des négociations paralysées depuis 2004 en vue de la signature d'un accord de libre-échange entre les deux régions.

Cette décision fait cependant débat au sein des Vingt-Sept et un groupe d'une quinzaine de pays, emmenés par la France, ont fait valoir ces derniers jours que les intérêts stratégiques de l'agriculture européenne pourraient être mis en danger.

Bruno Le Maire a fait valoir qu'un accord de libre-échange entre les deux régions se traduirait par un bond de 70% des importations de boeuf et de 25% des importations de volailles.

Le commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Ciolos, a refusé de se prononcer directement sur ces divergences de vues européennes et s'est limité à indiquer que *"le collège de la Commission (avait) considéré qu'il (était) dans l'intérêt économique de l'UE de relancer la négociation"*.

"C'est un sujet sensible pour l'agriculture, mais il est trop tôt pour dire quel sera l'impact (d'un accord) sur les agriculteurs", a-t-il ajouté. (Reuters 17.05)

Grande-Bretagne.

Le nouveau gouvernement britannique présentera lundi prochain un plan de réduction de six milliards de livres (8,75 milliards d'euros) des dépenses publiques dès cette année, a annoncé le ministre des Finances, George Osborne.

Les six milliards de réduction ne sont qu'une goutte dans l'océan des 163 milliards de livres de déficit prévus pour l'année fiscale 2010-2011 (12% du PIB, l'équivalent de la Grèce), mais le gouvernement de coalition formé des conservateurs et des libéraux-démocrates envisage des coupes claires beaucoup plus drastiques dans les années à venir. (Reuters 17.05)

Grande-Bretagne. Loi anti-grève.

La justice britannique a bloqué lundi 17 mai le mouvement de grève du personnel de cabine de la compagnie aérienne British Airways, quelques heures avant le début de l'arrêt de travail prévu mardi.

British Airways a argué que le syndicat n'avait pas rempli ses obligations en matière d'organisation du vote : *'La loi sur les relations entre les syndicats et les employeurs de 1992 prévoit que tous ceux qui peuvent voter reçoivent les résultats complets du scrutin'* sur la grève, expliquait-elle la semaine dernière. Le juge de la Haute Cour de Londres a justifié sa décision lundi en déclarant : *'Je ne suis pas en mesure de dire s'il est suffisamment clair que le syndicat a effectué tous les actes requis par la loi au moment où ils étaient nécessaires'*.

Il n'a pas donné la possibilité au syndicat de faire appel, mais ce dernier a la possibilité de s'adresser à la cour d'appel pour obtenir une levée de cette interdiction de recours. (Lemonde.fr 17.05)

Allemagne.

Plusieurs milliers de médecins ont débrayé lundi en Allemagne pour exiger un salaire plus élevé et de meilleures conditions de travail.

Selon le syndicat Marburger Bund, les médecins faisaient grève dans quelque 200 établissements publics situés dans plusieurs Länder allemands.

Le mouvement doit durer toute la semaine mais l'organisation syndicale prévient qu'il pourrait se poursuivre sine die si les villes en charge des établissements ne font pas de meilleures propositions. Les employeurs proposent une hausse de salaire de 2,9% ainsi que des primes pour les nuits et les gardes.

Les médecins réclament une augmentation de salaire de 5% et une meilleure rémunération pour les permanences. (AP 17.05)

Danemark.

La grève de plus de la moitié des employés danois du brasseur Carlsberg entraîne une pénurie de bière dans l'ensemble de la Scandinavie. Lundi 17 mai, ceux-ci ont décidé de la poursuite du mouvement, qui dure maintenant depuis deux semaines.

Les quelque 1 100 grévistes (ouvriers, manutentionnaires, chauffeurs), sur un total de 2 000 personnes employées par le quatrième brasseur mondial sur ses terres natales danoises protestent contre le gel des salaires et surtout contre les nouvelles méthodes de travail et les menaces de licenciements faites par la direction lors de ce conflit, selon leur représentant syndical. Le conflit a éclaté le 4 mai dans l'unique brasserie danoise du groupe à Fredericia (ouest) lorsque environ 500 ouvriers s'étaient mis en grève, avant de s'étendre vendredi aux autres sites de stockage du royaume scandinave. (Lemonde.fr 17.05)

Les employés réclament des hausses de salaire de 1,6 % en 2010 et autant en 2011, mais la direction défend un gel des salaires.

Le 19 mai

Actualisation minimum, car nous n'avons pratiquement pas de courant depuis hier soir, parce que nous avons essuyé un orage et il pleut, il a fait plus de 40°C les derniers jours. Stop, le courant est revenu donc je continue ! Le père de mes deux petites nièces n'est pas venu les chercher hier soir à cause de la pluie, j'ai dû leur préparer un repas indien et elles passent la journée ici, je dois donc m'en occuper jusqu'à ce soir.

Lu dans les propositions du PS sur les retraites : il faudra *"un jour demander aux retraités de contribuer pour notre modèle social, par la CSG par exemple, il vaut mieux le faire pour financer la dépendance (...) sur laquelle nous ferons des propositions"*, Aubry a proposé une *"augmentation modérée et étalée dans le temps"* des cotisations patronales et salariales mais uniquement à partir de 2012.

Il ne faut pas se laisser prendre au piège des déclarations sans lendemain.

Le PS n'est pas au pouvoir même s'il participe au gouvernement, il peut donc prétendre s'opposer au report de l'âge légal pour prendre sa retraite au-delà de 60 ans, il peut même aller jusqu'à refuser d'augmenter les annuités nécessaires pour avoir le droit à une retraite à taux plein, finalement cela lui coûte rien, c'est uniquement une opération pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas et s'assurer le soutien de la petite-bourgeoisie, car sans la mobilisation générale du prolétariat le gouvernement appliquera son projet de contre-réforme des retraites et le PS n'a pas du tout l'intention de se lancer dans cette aventure pour tenter de barrer la route au gouvernement.

Ensuite le PS pourra toujours affirmer : vous voyez l'UMP et le PS ce n'est pas la même chose, il fallait bien qu'il tente de se distinguer de l'UMP ne serait-ce qu'en paroles, si nous avions été au pouvoir vous auriez conservé les 60 ans...

Tu parles, et lorsqu'il sera de nouveau au pouvoir, comme chaque fois il n'abrogera pas les lois anti-ouvrières votées précédemment par l'UMP.

Gageons encore une fois qu'il y en aura pour expliquer que la position du PS constitue un "point d'appui", à quoi, on se le demande, car en dehors de tout engagement pratique, chacun sait que c'est la politique réactionnaire du gouvernement qui s'appliquera.

On ne juge pas un parti aux déclarations de ses dirigeants (déclarations contradictoires s'agissant du PS) ni même à son programme, mais à ses actes. (A suivre)

Une invitation reçue.

Conférence du CERMTRI le samedi 5 juin 2010 de 14 heures 15 à 17 heures 45, au Centre d'Histoire Sociale 9, rue Malher, amphithéâtre Dupuis 1er sous-sol - 75004 Paris (métro Saint-Paul)

L'ANTISEMITISME EN RUSSIE DE CATHERINE II à POUTINE

Réalités et légendes

Les pogromes accomplis aux cris de "mort aux Juifs, sauve la Russie!", les accusations de crimes rituels, les centaines de mesures dirigées contre les Juifs prises entre Catherine II et Nicolas II, le tsar tueur du Dimanche rouge, canonisé par l'Eglise orthodoxe en 2000, la rédaction et la diffusion du Protocole des Sages de Sion, qui inspireront les nazis, l'exécution ordonnée par Staline des dirigeants du Comité antifasciste juif, dissous par lui l'année même où il apporte un soutien sans faille à la création et à l'armement de l'Etat d'Israël, le complot des Blouses blanches... la liste est interminable des fruits de l'antisémitisme d'Etat, de l'antisémitisme religieux et de l'antisémitisme bureaucratique, mis entre parenthèses pendant près de trente ans par la révolution d'Octobre.

Au lendemain de cette révolution, selon le journaliste russe Arkadi Vaksberg qui lui est hostile, les juifs de Russie passent politiquement de l'"enfer au paradis" ...avant de se voir à nouveau confrontés, avec la dégénérescence de la révolution, à la résurgence de l'héritage provisoirement aboli du passé.

De multiples rumeurs et légendes intéressées, qui prennent trop souvent le statut de vérités incontestées voire incontestables, s'ajoutent à la réalité qu'elles déforment ou caricaturent en débouchant sur des amalgames hâtifs.

Le CERMTRI invite tous ceux que ces questions intéressent à participer pour en discuter à la conférence de Jean-Jacques MARIE, auteur du livre « L'ANTISEMITISME EN RUSSIE de Catherine II à Poutine » (Editions Tallandier)

Retraites.

1- Et la collaboration de classes continue.

Le ministre du Travail, Eric Woerth, doit recevoir mardi le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly. La présidente du Medef, Laurence Parisot, et le leader de la CGT, Bernard Thibault, seront reçus mercredi.

2- Les médias au service du gouvernement, normal.

François Chérèque sur RTL : *"Nous sommes toujours ouverts à la discussion, sauf que le gouvernement est en train de faire tomber deux éléments qui sont importants pour nous: les 60 ans et une réforme qui amène plus de choix, qui réduit les inégalités"*, a-t-il ajouté.

Manuel Valls a estimé sur France 2 : *"Si nous voulons être crédibles (...) il faut aussi dire la vérité aux Français: nous allons vivre plus longtemps, donc nous allons travailler plus longtemps"*, a-t-il dit sur France 2. *"Il faudra allonger la durée de cotisation"*.

3- Les instituts de sondages au service du gouvernement, normal.

Selon un sondage Cecop/CSA réalisé les 14 et 15 avril paru mardi dans la *Tribune*, 64% des 1.007 sondés jugent nécessaires le relèvement de l'âge légal de la retraite et la moitié est prête à travailler jusqu'à 62 ans.

4- Les classes moyennes seront mises au même régime que le prolétariat, mais ils n'osent pas le dire.

Eric Woerth a confirmé l'intention de la majorité de mettre les hauts revenus à contribution, créant ainsi une brèche dans le "bouclier fiscal" mis en place en 2007, mais il n'a pas donné de précision sur le mécanisme.

"Nous précisons le moment venu ce que nous entendons par hauts revenus, mais sachez que les classes moyennes seront épargnées", a-t-il dit dans un entretien au Parisien.

5- Le patronat le martèle.

Le Medef estime que le *"relèvement des bornes d'âge et de la durée de cotisation sont absolument nécessaires"*, a déclaré Laurence Parisot.

6- Thibault joue la diversion sur l'emploi.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a taxé de *«très mauvais»* le document d'orientation sur la réforme des retraites transmis dimanche à l'ensemble des partenaires sociaux par le gouvernement, critiquant notamment la volonté d'augmenter la durée de cotisations des salariés.

«Le débat sur les retraites n'a pas de sens si on n'ouvre pas aussi un débat sur l'emploi. Il n'y aura pas de solution au problème des retraites si on laisse fermer des usines comme ici», a-t-il défendu.

«Le gouvernement nous explique qu'il faut travailler de plus en plus longtemps et affirme vouloir faire de l'emploi des seniors une priorité et dans le même temps il continue à (laisser) fermer des usines comme celle de Linselles», a-t-il déclaré, prévenant qu'*«il n'y aura pas d'avenir au système par répartition, si on continue à avoir 15% de chômage dans ce pays»*. (Libération.fr 18.05)

(source : Reuters et AP 18.05)

Journée d'action du 27

La CGT a annoncé mardi avoir déposé un préavis de grève à la RATP pour le 27 mai à l'occasion de la journée interprofessionnelle de mobilisation pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites. (AP 18.05)

Heuliez, suite.

"Les dirigeants de l'entreprise ont prévenu ce matin (mardi, ndlr) les délégués du personnel qu'ils avaient déclaré la cessation de paiement au tribunal de commerce de Niort", a déclaré à Reuters un délégué CFDT d'Heuliez, Gilles Bineau.

L'audience aura lieu mercredi et aucune précision n'a été apportée sur l'avancement des négociations, a-t-il ajouté.

Selon Gilles Bineau, les dirigeants de l'entreprise avaient indiqué lundi que l'offre de reprise de 25 millions d'euros présentée par D&O n'avait pas été écartée comme l'indiquait son directeur Sanjeev Kumar dans le journal *Les Echos* du 15 mai.

Cette offre sera étudiée en même temps que d'autres, toujours possibles après le dépôt de bilan. (Reuters 18.05)

Economie.

Crise du capitalisme. La quadrature du cercle.

1- Les pays de l'Union européenne ont décidé mardi de renforcer l'encadrement des fonds spéculatifs, ou hedge funds.

Certains craignent que de telles mesures ne fassent barrage aux fonds américains en Europe et ne conduise cette lucrative industrie à quitter la City à Londres. Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaide pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "*entièrement compatibles avec le marché unique*". Les hedge funds doivent "*avoir accès au marché européen tout entier*", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "*protectionniste*" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. (AP 18.05)

On a peut-être là l'explication de la spéculation contre l'euro de la part de l'impérialisme américain soutenu par la City.

2- L'Allemagne va interdire à partir de mercredi jusqu'au 31 mars 2011 les ventes à découvert à nu sur les dix plus importantes institutions financières du pays, déclare un porte-parole du ministère des Finances.

Cette interdiction concerne également les emprunts d'Etat de la zone euro et les CDS adossés à ces obligations, a précisé ce porte-parole.

La vente à découvert consiste à emprunter des titres et à les revendre tout de suite dans l'espoir de les racheter plus tard à un cours plus bas afin d'empocher une plus-value avant de les restituer. La vente à découvert "*à nu*" consiste à vendre des titres qu'on n'a même pas empruntés.

Tim Ghriskey, directeur des investissements chez Solaris Asset Management, s'est montré sceptique au sujet de l'efficacité de cette décision de Berlin.

"*Les investisseurs pourront aller ailleurs pour vendre à découvert. Donc, à moins que l'interdiction soit étendue au monde entier, cette dernière, à nos yeux, n'aura guère d'effet. Ce sera peut-être un peu plus difficile (pour les investisseurs) mais qui veut peut*", a-t-il souligné. (Reuters 18.05)

Inflation.

Selon les chiffres publiés mardi par l'Office national de la statistique (ONS), les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% en rythme annuel le mois dernier. (Reuters 18.05)

L'inflation dans la zone euro a bien été de 1,5% en avril sur un an annonce Eurostat, le bureau européen des statistiques. (Reuters 18.05)

Fusion-acquisition-restructuration-licenciements : la logique du capitalisme.

Le groupe pharmaceutique Pfizer, numéro un mondial du secteur, va supprimer 6.000 postes, 18% de ses effectifs, dans ses 78 usines au cours des cinq ans à venir, alors qu'il consolide ses activités après le rachat l'année dernière de son concurrent Wyeth.

Pfizer a précisé qu'il était en bonne voie pour atteindre quatre à cinq milliards de dollars d'économies de coûts d'ici 2012 grâce au rachat de Wyeth. (Reuters 18.05)

Quatres sujets de causerie ce matin.

1- Thaïlande.

Le mouvement dit des "*chemises rouges*" étant composé essentiellement d'ouvriers pauvres des zones rurales et de paysans, il était de notre devoir d'exiger l'arrêt immédiat de la répression mise en oeuvre par le gouvernement thaïlandais.

Hier soir le présentateur des infos sur TV5Monde Asie a rappelé que la "communauté internationale" avait condamnés les précédents coups d'Etat ou les répressions sanglantes qui avaient marqué les années 70 et 90 en Thaïlande, alors que depuis les événements des dernières semaines qui secouent Bangkok, elle s'est murée dans le silence. Ajoutons : Qui ne dit rien consent !

2- A qui profite la baisse de l'euro ?

Partons de l'hypothèse que le baril de pétrole est à 70 dollars, et voyons combien il en coûtera aux pays importateurs de la zone euro quand la parité entre le dollar et l'euro passe de 1,50 à 1,25. La même démonstration vaut avec une autre monnaie que l'euro.

Quand l'euro s'échange à 1,50 pour un dollar, le baril va coûter en euro : $70 : 1,50 = 46,66$

Quand l'euro s'échange à 1,25 pour un dollar, le baril va coûter en euro : $70 : 1,25 = 56$

Donc quand l'euro baisse, la facture augmente pour les pays importateurs de pétrole, sachant que ce sont les compagnies américaines qui dominent le marché mondial du pétrole, ce sont elles qui engrangent davantage de profits. Le même raisonnement vaut pour le marché des matières premières.

Quand l'euro baisse cela favorise les exportations, mais la facture des importations augmentent, sachant que la plupart des pays de l'UE ont une balance commerciale déficitaire, qu'ils exportent moins qu'ils importent, leurs dettes devraient continuer de croître.

3- Sur la dette de l'Etat.

Un extrait d'un courriel reçu (do@kalachnikov.org) sur la dette de l'Etat et que j'ai reformaté.

Georges Pompidou s'installa à l'Élysée le 15 juin 1969. Son mandat fut écourté par son décès le 2 avril 1974 à Paris.

3 janvier 1973, réforme de la Banque de France, sous le gouvernement de Georges Pompidou, avant il avait été nommé chef de cabinet du général de Gaulle d'avril 1948 à 1953, date à laquelle il entra à la banque Rothschild, où il occupa rapidement les fonctions de directeur général et d'administrateur de nombreuses sociétés.

Dans la loi portant sur la réforme des statuts de la banque de France, nous trouvons en particulier cet article 25 très court, qui bloque toute possibilité d'avance au trésor :

« *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France.* »

Ce qui signifie que l'article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973 interdit à la Banque de France de faire crédit à l'État, condamnant la France à se tourner vers des banques privées et à payer des intérêts ; alors qu'avant cette loi, quand l'État empruntait de l'argent, il le faisait auprès de la banque de France qui, lui appartenant, lui prêtait sans intérêt.

Autrement dit : auparavant, l'État français avait le droit de battre monnaie, et avec cette nouvelle loi, il perd ce droit qui est du même coup légué aux banques privées, qui en profitent pour s'enrichir aux dépens de l'État en lui prêtant avec intérêt l'argent dont il a besoin. Cette décision correspond à une privatisation de l'argent et ramène la nation au même rang que n'importe lequel de ses citoyens.

La dette à fin 1979 était de 239 milliards d'euros, déjà injustifiables ; la dette à fin 2008 s'établit à 1327 milliards d'euros ! Ainsi, entre 1980 et 2008, la dette a augmenté de 1088 milliards d'euros et nous avons payé 1306 milliards d'euros d'intérêts.

$1327 - 1306 = 21$ Milliards d'Euros ! : Si nous avons pu créer notre monnaie — faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées —, la dette publique serait quasiment inexistante aujourd'hui.

3- Décryptage de l'édito de D. Gluckstein dans le N°98 d'*Informations ouvrières* paru hier.

Il commence ainsi : "*Sommes-nous encore en démocratie ?*"

Quelle démocratie ? La démocratie existerait-elle au-dessus des classes, ne serait-elle pas au service d'une classe, la classe dominante ? S'agirait-il ici de la démocratie en général que Lénine écrivait dans L'Etat et la révolution ?

Tout le monde se réclame de la démocratie, c'est la tarte à la crème des populistes de droite comme de gauche... Passons.

Il pose ensuite une question : "*Qui décide ?*". Un mystère qui vaut bien un tour de passe-passe.

"*L'Union européenne décrète*" écrit-il, puis plus loin, "*le Fonds monétaire international dicte*" la politique que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner devrait appliquer, mais en réalité, c'est bien le gouvernement qui décide en dernière instance d'appliquer ou non la politique que les institutions internationales du capital lui soumettent, sans oublier l'OCDE et la Banque Mondiale ou encore l'OMC.

Il faudrait peut-être rappeler au professeur d'histoire D. Gluckstein que les deux guerres mondiales qui ont eu lieu au XXe siècle ont commencé en brisant des accords de paix ou des traités signés entre les différents belligérants, et que finalement nul n'était tenu de les respecter aveuglément et qu'aucun pays n'avait renoncé pour autant à sa souveraineté.

Le gouvernement capitule-t-il ou est-il le complice de ces institutions du capital ?

Il écrit "*Sommes-nous encore en démocratie quand les « marchés », le FMI, l'Union européenne sont invoqués par tout gouvernement — à commencer par le gouvernement Sarkozy-Fillon — pour justifier leurs capitulations successives ?*"

Dans quelle démocratie sommes-nous quand les intérêts de la majorité sont foulés aux pieds par une minorité ? Question embarrassante qu'on aurait pu poser dès... 1789 ou 1792 si vous voulez, non ?

Capituler ou se faire le complice d'une politique, ce n'est pas tout à fait la même chose. On peut capituler sans partager au départ la politique que l'on nous propose d'appliquer, on peut très bien défendre une autre politique et céder ensuite à la pression pour en appliquer une autre. Alors que le complice n'a jamais eu l'intention de faire une autre politique que celle qu'il applique, il en a décidé ainsi en toute connaissance de cause, ajoutons, en espérant y trouver son compte. Gluckstein aurait peut-être souhaité que Sarkozy mène une politique conforme aux intérêts du prolétariat, il aurait pu en être capable s'il ne s'était pas livré à des "*capitulations successives*" devant l'UE ou le FMI, c'est ce qu'il prétend ou laisse entendre. Car, si Sarkozy a capitulé en suivant le raisonnement de Gluckstein, cela sous-entend qu'il était sur une autre ligne politique précédemment, non ? Etrange, à ma connaissance il n'en a toujours eu qu'une, celle qu'il mène aujourd'hui.

Ce qui arrangerait bien Gluckstein, ce serait que sous la pression des masses Sarkozy soit obligé de satisfaire certaines de nos revendications. En passant, celui-ci pourrait s'en prévaloir lors du bilan de son mandat en 2012. Mais voilà, même avec 3 millions de manifestants dans la rue le 29 mars 2009 il n'a cédé sur rien, pas de bol, sinon la vie aurait pu continuer comme avant, on aurait été si heureux sous les cieux de la Ve République. Il objectera que cela aurait été un premier pas qui en aurait appelé d'autres. Tu parles, le XXe siècle n'a été marqué que de petits pas qui ont conduit à la subordination totale du prolétariat au capitalisme. C'est la voie du petit-bourgeois réformiste pour qui tout va bien du moment qu'il peut continuer de vivre comme avant sans se soucier du reste, des millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour tenter de survivre.

En prétendant que le gouvernement capitulerait, Gluckstein laisse ainsi entendre que Sarkozy aurait pu mener une autre politique que celle dictée par les marchés financiers ou qu'il aurait pu en avoir l'intention, alors qu'en réalité il est le représentant de l'aristocratie financière aux commandes de l'Etat. Ainsi Gluckstein s'emploie à minimiser ou camoufler le rôle du gouvernement et laisse planer le doute sur ses réelles intentions, qui en réalité n'ont jamais changé depuis l'élection de Sarkozy, quand bien même la situation serait lourde de graves et dangereuses contradictions pour le régime, il est l'homme de la Bourse, on peut ajouter qu'il a été choisi au sein de l'UMP pour justement conduire au pas de charge cette politique de destruction systématique de tous nos droits ou avantages acquis. Le POI entretient donc une ambiguïté sur les rapports existant entre le gouvernement et les institutions internationales du capital d'une part, et d'autre part avec le prolétariat.

Le POI joue sur le registre suivant : il sait que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre la situation sociale et politique qu'il doit gérer au plus près d'un côté, et les besoins exprimés par les capitalistes qu'il doit satisfaire, besoins qui sont contradictoires entre ceux du capitalisme français et ceux du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Il estime qu'il serait possible de profiter de cette contradiction pour obtenir des miettes de la part du gouvernement, d'où son refus de proposer une issue politique à la crise du capitalisme qui serait forcément minoritaire au sein du mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, car elle serait un facteur de division qui ne permettrait pas de mobiliser les masses contre le gouvernement, mobilisation qui de fait n'interviendra jamais à l'initiative du POI ou en réponse à ses appels en direction des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière, sauf à continuer de se leurrer indéfiniment, car la question centrale demeure le niveau de conscience politique médiocre du prolétariat qui n'a pas encore renoué avec l'espoir qu'il existait une alternative au capitalisme et à l'Etat du même nom, qui se caractérise par l'absence cruelle du parti révolutionnaire.

Il continue en confirmant le constat précédent : "*Ce sont les mêmes qui, au nom des « marchés », de la concurrence libre et non faussée, refusent de prendre la moindre mesure d'interdiction des licenciements. Et ce sont les mêmes qui s'en prennent aujourd'hui aux retraites.*". On est bien d'accord qu'il parle toujours du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Parce qu'il aurait fallu s'attendre à autre chose de la part

du gouvernement ? C'est en tout cas le doute qu'il laisse planer ouvertement encore une fois. C'est lui qui le martèle, personne ne pourra dès lors m'accuser de déformer ses propos ou de le calomnier, vous en êtes témoins ici, j'aurais pu ajouter plus haut qu'on pourrait aussi s'interroger sur les rapports entre le POI et le pouvoir, mais je m'en suis abstenu volontairement. S'attaquer à notre retraite ne faisait-il pas partie du programme du candidat Sarkozy à l'élection présidentielle ? Sarkozy assume parfaitement ses responsabilités et l'on devrait s'en réjouir au lieu de feindre de s'en étonner ou pire de le regretter, pourrait-il ou devrait-il être autre chose que le représentant du CAC 40 ?

Sarkozy et son gouvernement réactionnaire ne sont pas les seuls dans ce cas-là, le PS et le PCF, qui ont toujours soutenu le régime, seraient eux aussi animés par de louables intentions envers le prolétariat : "*Les dirigeants du PS et du PCF, supposés représenter les intérêts des travailleurs*", le temps des suppositions ne serait-il pas révolue une fois pour toute depuis belle lurette, ne saurait-on pas en mesure de savoir quoi penser de ces partis pourris ? Le POI se cale toujours sur les éléments qui entretiennent des illusions dans ces partis, et comme il en existera aussi longtemps qu'on n'aura pas renverser le régime, ces dirigeants ne font que répéter sans cesse les mêmes balivernes depuis des lustres, sans même tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre le prolétariat et les appareils.

Mais voilà que ces partis prennent la défense de l'euro, quelle horreur ! Fallait-il s'attendre à autre chose de leur part ? C'est ce que laisse supposer encore une fois D. Gluckstein, qui après avoir tenté d'alimenter les illusions dans le gouvernement en rajoute une couche avec le PS et le PCF.

Où voulait-il en venir au juste ? Devinez ? La suite et fin de son éditorial consiste à nous expliquer qu'aucune autre politique ne pourra voir le jour sans rompre avec l'UE et le FMI, point, il n'est pas le seul à le penser, mais il s'arrête là, où ? Aux portes des institutions de la Ve République qu'il n'est pas question de faire sauter, or c'est la clé de la situation politique.

Donc si nous reprenons depuis le début sa démonstration, on s'aperçoit que dans un premier temps il épargne le gouvernement en faisant croire qu'il aurait pu mettre en oeuvre une autre politique, mais qu'il ne serait plus maître de ses décisions, pour ensuite épargner à leur tour les partis PS et PCF qui le soutiennent, normal ou logique, pour finalement en arriver à un scénario qui verrait le gouvernement actuel ou un autre sans doute dirigé par le PS et le PCF rompre avec l'UE sous la pression des masses, mais sans forcément rompre avec les institutions de la Ve République dont il est nulle part question dans son édito, on se demandera par quel miracle les masses pourraient y parvenir : "*l'action de masse, unie et efficace, pour l'emporter, devra imposer la rupture de tout consensus, de toute « Union sacrée » forgée sur l'autel de l'Union européenne et du FMI*", le consensus brisé, d'après vous qu'est-ce qui demeurerait en selle ? Je vous le donne en mille : les partis qui auraient rompus ce consensus, le PS et le PCF dont Gluckstein ne peut décidément pas se passer. Et bien sûr les institutions de la Ve République.

En panne d'inspiration, le POI retourne ainsi près de 30 ans en arrière (à moins que ces dirigeants aient 30 ans de retard ou plus !) quand avant même la liquidation du PCI ces dirigeants n'avaient pas d'autre perspective politique que la défense de la démocratie (bourgeoise) agrémentée ensuite par la ligne de la rupture avec l'UE qui a abouti à une impasse politique. Pourquoi ? Parce que le POI cherche à composer avec le PS et le PCF sans remettre en cause les institutions de la Ve République, parce qu'il ne situe pas son combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, et qu'il ne construit pas un parti dans cette perspective, l'un n'allant pas sans l'autre.

A partir du moment où un parti était arrivé au pouvoir et pouvait abolir les lois anti-ouvrières qui avaient été votées au cours des années ou des décennies précédentes et qu'il ne l'a pas fait, ce parti doit être caractérisé comme un parti bourgeois ou capitaliste, sur ce point il n'y a aucun doute, mais le POI continue de refuser cette caractérisation, il n'est pas le seul dans ce cas.

Les Etats demeurent les maîtres de leur politique. Deux exemples récents parmi d'autres.

1- La Grèce. Le POI dans un article a été obligé de reconnaître que c'était le gouvernement Papandréou qui avait promulgué la politique d'austérité qui frappe le prolétariat grec, pour ensuite ne conserver que les slogans contre l'UE et le FMI entendus dans les manifestations, point d'analyse ou d'orientation politique, un simple constat relayant les illusions des masses, comme si le POI n'était bon qu'à cela.

"Les manifestants protestaient contre le plan gouvernemental, contre les mesures de ce plan. Il y avait des mots d'ordre syndicaux concernant les salaires, les conventions collectives, les retraites. Mais l'exigence générale qui surgissait de toute la manifestation, c'est à bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !" (page 10). Sans oublier le titre de cet article "A bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !".

A bas le gouvernement Papandréou à la solde des banquiers ! A bas les institutions (grecques) à la solde des capitalismes qui nous rançonnent ! Organisons-nous pour constituer nos propres organismes politiques de pouvoir, finissons-en avec ce régime... Non, voyez-vous, ces mots d'ordres sont incorrects pour le POI.

Dans la même page juste en dessous on trouve un article intitulé : "*Il est grand temps que les syndicats reconquièrent le Labour Party pour la classe ouvrière*". Ceci explique peut-être cela. Il faudrait sans doute que le prolétariat grec "*reconquière*" le PASOK, un parti bourgeois aussi pourri que le PS ou le SPD.

2- L'Allemagne. Angela Merkel a décidé unilatéralement l'interdiction des ventes à découvert à nu sur certains titres financiers sans demander l'autorisation de la Commission européenne ou d'autres Etats. Il est facile de le prouver :

- La Commission européenne a dit comprendre la décision du gouvernement allemand tout en estimant qu'une coordination européenne sur l'interdiction des ventes à découvert aurait été plus efficace.

- *"Il me semble qu'il faudrait quand même solliciter l'avis des Etats considérés et concernés par la mesure"*, a déclaré la ministre de l'Economie Christine Lagarde. Elle a regretté une décision *"unilatérale"* des autorités allemandes.

- L'AMF indique également que les autorités allemandes ne l'ont pas consultée avant de prendre leur décision.

- Le gouvernement espagnol soutient quant à lui la décision d'Angela Merkel. (Reuters 19.05)

Cela suffira-t-il comme preuves au POI pour démontrer que l'Allemagne, la Grèce ou la France sont bien toujours des Etats souverains ?

Comme ils disent : la discussion continue...

Cette semaine je ne mettrai pas en ligne des pages d'*Informations ouvrières* pour les raisons suivantes :

1 - les infos contenues dans les deux pages sur les retraites figurent déjà pratiquement en totalité dans le site ;

2- la soit-disant "tribune libre" consacrée à des syndicalistes (page 4 et 5) n'apporte aucun élément nouveau, ceux qui se présentent comme des syndiqués sont sans doute des adhérents du POI, ils expriment uniquement les positions du POI que nous connaissons déjà. Quand ils interviewent un syndicaliste, il faudrait au moins qu'ils aient l'honnêteté de préciser s'il est ou non adhérent du POI. Idem pour le courrier des lecteurs. On déteste les manipulations, même les plus insignifiantes.

Passons aux infos en bref.

La politique du FMI ou le socialisme, c'est du pareil au même.

Martine Aubry était l'invitée de France Inter mercredi matin.

Le chroniqueur politique d'Inter, Thomas Legrand, lui a posé la question suivante : *"Est-ce qu'avec Dominique Strauss-Kahn vous représentez exactement la même tendance du socialisme français?"*.

La réponse de Martine Aubry fut sans aucun détour :

"Je pense que nous sommes sur la même ligne politique. Et cela est extrêmement important. Nous défendons la même ligne politique. Nous sommes différents, nous avons des parcours différents mais nous sommes d'accord sur l'essentiel."

Martine Aubry qui venait de rassurer une auditrice sur la tenue de primaires ouvertes à tous les citoyens de gauche a ajouté :

"J'ai dit qu'aujourd'hui, je n'étais pas candidate simplement je sais qu'avec Dominique, les choses se passeront bien, parce que nous partageons aujourd'hui la même vision du socialisme".

Et Nicolas Demorand, qui anime la matinale de France Inter, aura eu raison de souligner, qu'en quelques minutes, Martine Aubry aura réussi le tour de force de dire du bien de DSK et d'Angela Merkel, la chancelière allemande, 2 responsables des plans de rigueur qui s'abattent sur le continent européen... (Lepost.fr 19.05)

Comment ne pas comprendre que le mouvement ouvrier aurait tout intérêt à ce que ce parti bourgeois ne se réclame plus du socialisme, qu'il le banisse de son discours et qu'il cesse d'y faire référence ?

Questions : quand Aubry identifie le politique du FMI au socialisme, à qui rend-elle service : à notre cause ou à celle de nos ennemis pour détourner le prolétariat et la petite-bourgeoisie du socialisme ? Pour qui roulent véritablement ceux qui continuent de faire croire que le PS pourrait se situer dans notre camp ?

Retraite. PS : une "posture d'opposant" pour laisser le gouvernement faire le "sale boulot" et faire passer sa contre-réforme.

Dans son projet sur les retraites le PS veut taxer l'intéressement qui concerne *"un tiers des salariés français"* et la participation "44%" selon Fillon. C'est donc s'en prendre pas forcément aux dirigeants des grandes entreprises mais à l'aristocratie ouvrière et aux couches supérieures du prolétariat, voire l'ensemble des travailleurs concernés par l'intéressement, qui n'auront plus qu'à se tourner... vers Sarkozy !

Un journaliste de Reuters fait remarquer que "*le PS tient son rang de parti de gouvernement, notamment en actant l'allongement de la durée de cotisation à l'horizon 2020 prévu par les réformes Balladur et Fillon.*" (Reuters 19.05)

Le journal *Le Monde* note qu'avec ce dispositif, "le PS tourne une page. Il entérine les précédentes réformes de la retraite, et notamment la loi Fillon de 2003, qui avait harmonisé à 40 ans les durées de cotisations pour le public et le privé, que jusqu'à l'élection présidentielle de 2007 il envisageait purement et simplement d'abroger. "

Le texte prévoit que "si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci ne devrait pas excéder la moitié des gains d'espérance de vie."

Vis-à-vis de ses alliés potentiels – les Verts (et non Europe Ecologie), le Parti communiste et le Parti de gauche – elle donne le signal que la culture de gouvernement ne l'empêche pas d'adopter, comme eux, une posture d'opposante. Enfin, elle se rapproche des syndicats, tous opposés à la réforme du gouvernement.

Elle va sur leur terrain en mettant l'accent sur des ressources nouvelles, même si elle affiche une plus grande proximité avec la CGT et surtout FO, dont la direction est proche de l'aile gauche du PS, qu'avec la CFDT qui, avant son congrès, du 7 au 11 juin à Tours, aurait sans doute préféré une position plus ouverte. Dans le non-dit de la position du PS, il y a aussi le souhait subliminal de laisser la droite faire le "sale boulot" et de ne pas avoir à rouvrir le dossier de la réforme des retraites si d'aventure il revenait au pouvoir en 2012. 3(Le Monde 19.05)

Pour les dirigeants du PS, le courage politique ne se trouve pas dans le camp du gouvernement. "*Ils proposent du sang, de la sueur et des larmes mais pour quel résultat*", s'interroge Marisol Touraine, qui a piloté les travaux internes sur la réforme des retraites. (Reuters 19.05)

Faudrait-il accepter de se saigner, de suer ou de pleurer pour obtenir le respect de nos droits sociaux légitimes, n'y aurait-il pas là une contradiction, qu'est-ce qui pourrait justifier de subir un tel traitement pendant que les patrons du CAC 40 engrangent des milliards d'euros de profits ?

Retraites. CGT, Eric Aubin : "*nous sommes sur la même ligne que le PS*"

Interview de l'Express.fr du 19.05.

Eric Aubin, membre de la direction confédérale de la CGT réagit aux propositions dévoilées mardi par Martine Aubry.

Le contre-projet socialiste colle-t-il aux revendications de la CGT ?

Sur les 60 ans, c'est clair, nous sommes sur la même ligne que le PS : pas question de toucher à l'âge légal du départ à la retraite. Dans le projet socialiste, l'hypothèse d'un allongement de la durée des cotisations est reportée à 2025, on se donne tout le temps de regarder cela plus tard. Pour nous, c'est plutôt positif. Augmenter la durée de cotisation revient à baisser le niveau des pensions : ça signifie appliquer une décote qui pénalisera le salarié.

Vos préconisez, comme le PS, de mettre à contribution les revenus du capital...

Le gouvernement nous dit : "on a un problème démographique et on va le résoudre par la démographie", c'est à dire en allongeant la durée du travail. A la différence d'Eric Woerth, le ministre du Travail, nous estimons à la CGT - comme au PS - que c'est un problème de financement. En lisant le document d'orientation remis par le gouvernement, qui entretient savamment le flou, nous sommes persuadés qu'il n'y aura que quelques financements à la marge, cela ne comblera pas les besoins de notre système par répartition. Il faut trouver ailleurs de nouvelles ressources pour nos régimes.

Par exemple ?

Nous proposons que les revenus financiers des entreprises soient mis à contribution : cela représente 20 milliards d'euros. Il faut aussi élargir l'assiette de cotisation, dont le manque à gagner, selon la Cour des Comptes, est estimé à 3 milliards d'euros pour nos régimes de retraite. Troisième proposition : moduler les cotisations sociales en fonction du rapport masse salariale/valeur ajoutée : il n'est pas normal qu'un artisan paie des cotisations sur la même base qu'un grand groupe comme Total ! Quatrième proposition : stopper les exonérations sociales qui n'ont eu aucun effet sur le niveau de l'emploi. Enfin, nous préconisons d'augmenter les cotisations des employeurs. Pour qu'elle soit cohérente, il faut surtout remettre l'emploi au centre de la réforme, on ne peut pas rester avec un taux de chômage de 10%, sinon on court à la catastrophe.

Question. Je n'ai plus de feuilles de paie devant les yeux parce qu'elles sont toutes parties dans la mer lors du tsunami, mais je me souviens quand même comment c'est foutu. En haut il y a le salaire brut, en dessous il y a deux colonnes, l'une pour les cotisations sociales patronales, l'autre pour les cotisations sociales du salarié, et en bas on trouve le salaire net. L'ensemble du salaire du travailleur est constitué par le salaire net qui sera versé sur son compte en banque, auquel il faut ajouter la somme des deux colonnes.

On est bien d'accord que les cotisations sociales du salarié constituent une partie du salaire qui sert à financer les organismes de protection sociale (chômage, santé, retraite). Mais les cotisations sociales que paient l'employeur, que sont-elles sinon une partie de notre salaire versée à l'Ursaf qui les redistribuent ensuite aux différents organismes sociaux.

Aujourd'hui tout le monde s'accorde à dire du PS au POI (y compris les syndicats) qu'il faudrait augmenter ces cotisations sociales dites patronales, autrement dit pendant que le patronat et l'Etat continuent tranquillement de piller les organismes sociaux, indirectement il faudrait que les travailleurs les renflouent, qu'une partie supplémentaire de la plus-value des entreprises alimentent les comptes des organismes sociaux pendant que les salaires seraient bloqués ou augmenteraient moins rapidement que la hausse des prix ou l'ensemble des prélèvements sous forme de taxes, impôts locaux, etc, tandis que ces organismes sociaux se montrent de moins en moins généreuses envers les travailleurs, non remboursement de médicaments, baisse des allocations chômage, etc.

Qu'on le veuille ou non, cela revient à réclamer que les travailleurs paient l'addition à la place des patrons, donc cette revendication est inacceptable.

La Bourse ou la vie.

A Paris le CAC 40 a clôturé en baisse de 2,92%, Londres a abandonné 2,81% et Francfort 2,72%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a perdu 2,92% et l'Eurofirst 300 2,91%.

La Bourse de Tokyo a fini en repli de 0,54%.

Japon.

Le gouvernement japonais s'est réjoui de la croissance économique enregistrée au premier trimestre, plus 4,9% d'après les premières estimations. C'est la quatrième trimestre de suite que le produit intérieur brut progresse. (AP 19.05)

Allemagne. Chacun pour soi !

Commençons par une question pour essayer de comprendre les intentions réelles de Merkel.

Comprenant qu'il sera impossible dans un avenir proche d'imposer que l'ensemble des Etats de la zone euro puis de l'ensemble de l'UE confient leurs budgets à l'UE avant qu'il ne soit ratifié par leur parlement respectif, ne serait-ce pas un moyen de pression supplémentaire pour forcer la main aux gouvernements qui rechignent à s'en prendre à leur dette publique et qui trouvent trop contraignantes les clauses du pacte de stabilité de l'UE ?

Ayons à l'esprit que l'Allemagne est le premier pays exportateur et que ses entreprises profitent pleinement de la baisse de l'euro.

Les causes avancées de la réaction de Berlin.

L'Allemagne a motivé sa décision par la nécessité de réduire la volatilité sur les marchés de la dette européens et de faire cesser ce qu'elle considère comme des attaques spéculatives contre l'euro.

Comment les médias la présentent.

L'Allemagne a déclaré la guerre aux spéculateurs et pris à contre-pied ses partenaires européens qui ont certifié mercredi ne pas avoir été consultés sur la décision de Berlin d'interdire les ventes à découvert à nu sur certains titres financiers.

Les explications de Merkel. Où veut-elle en venir ?

"L'euro est en danger. Si nous n'écartons pas ce danger, alors les conséquences pour l'Europe seront incalculables puis les conséquences au-delà de l'Europe seront incalculables" aussi, a prévenu la chancelière allemande.

La cheffe du gouvernement allemand a prévenu que la cause de la crise était les pays insuffisamment compétitifs vivant au-dessus de leurs moyens. *"L'Europe a besoin d'une nouvelle culture de stabilité"*, a-t-elle souligné, notamment par des sanctions plus rapides et plus sévères contre les pays membres qui creusent leurs déficits publics.

Une analyse contradictoire sur la situation de l'euro, qui dit la vérité et qui ment, pourquoi ?

"L'euro est une devise incontournable, elle n'est pas en danger. Elle n'est en danger qu'à partir du moment où il n'y a pas de gouvernance"

ordonnée", insiste Jean-Pierre Jouyet, le président de l'AMF. *"Donc tout ce qui est désordre contribue plus à affaiblir qu'à renforcer l'euro"*, ajoute-t-il, alors que la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré mercredi que la devise des Seize était *"en danger"*.

L'AMF rappelle que la France a maintenu l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs financières cotées sur le marché français, une mesure mise en place depuis l'automne 2008 à la suite de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers.

Cette mesure n'a pas fait fuir les investisseurs de la Bourse de Paris, simple constat, alors pourquoi la décision de Merkel devrait-elle insister les capitaux à fuir la zone euro ?

Les Allemands défendent leurs propres intérêts, comme le font les Américains ou les Chinois, au détriment du reste du monde, y compris la zone euro ou l'UE. L'impérialisme américain a-t-il intérêt à affaiblir l'UE ou l'Allemagne se défend-elle contre ses partenaires européens ?

Quelques analyses ou hypothèses.

Les marchés pas concernés.

"Cela montre une fois de plus que les Allemands n'ont toujours pas compris que les marchés n'étaient pas le problème. Les marchés ont raison de s'interroger sur la viabilité de la zone euro dans sa forme actuelle", commente Simon Tilford, économiste en chef au Centre for European Reform, un groupe de réflexion situé à Londres.

Une mesure aux conséquences limitées.

Des professionnels du secteur financier estiment par ailleurs que la mesure sera relativement facile à contourner. Aux yeux des experts, une telle interdiction ne pourrait être réellement efficace que si elle était appliquée en même temps par tous les pays de l'UE, ce qui paraît aujourd'hui peu probable.

"Ce qui est particulier à l'Allemagne, c'est cette propension à faire des annonces unilatérales sur des mesures qui seraient applicables seulement si elles étaient mises en oeuvre collectivement", estime Simon Tilford.

"C'est une mesure qui non seulement ne s'applique pas aux principaux teneurs de marché mais qui en outre ne vise que les transactions réalisées en Allemagne", remarque le président de l'AMF, ajoutant qu'elle s'adresse plutôt à l'opinion publique allemande.

Une mesure contre les spéculateurs européens.

Pour certains analystes, la mesure allemande pourrait être néfaste en entraînant une fuite des capitaux de la zone euro et un accroissement de l'aversion au risque. Certains comparent la décision de Berlin à un acte désespéré.

La mesure allemande, selon Stephen Jen du hedge fund BlueGold, est d'autant plus difficile à comprendre que *"les plus gros vendeurs d'emprunts européens sont les fonds de pension européens, pas les hedge funds américains"*.

Des considérations d'ordre politique au lendemain de la défaite électorale de son parti, notamment.

"C'est plutôt populiste", selon Simon Tilford.

"C'est une décision prise en Allemagne en fonction de considérations domestiques et politiques qui sont propres à l'Allemagne. Ce que je comprends, c'est qu'ils en ont besoin vis-à-vis de l'opinion publique allemande", dit le président de l'AMF.

(source : AP et Reuters 19.05)

Iran.

Malgré l'accord survenu lundi entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur l'enrichissement de l'uranium iranien, les grandes puissances se sont accordées pour adopter de nouvelles sanctions contre Téhéran.

Mercredi, le Brésil et la Turquie ont écrit au Conseil de sécurité de l'ONU pour demander aux 15 pays membres de ne pas adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran en raison de son programme nucléaire, selon le ministère brésilien des Affaires étrangères. «Le Brésil et la Turquie sont convaincus qu'il est temps de donner une chance aux négociations et d'éviter des mesures nuisibles à la résolution pacifique de ce problème», ont déclaré dans ce courrier les chefs de la diplomatie brésilienne et turque.

La résolution en question, d'inspiration américaine, a été soumise au Conseil de sécurité mardi. Elle prévoit que l'Iran ne pourra investir à l'étranger dans certaines activités sensibles comme les mines d'uranium et que ses navires pourront être inspectés en haute mer. Le projet interdit aussi la vente à Téhéran de huit nouveaux types d'armements lourds, notamment des chars. (20minutes.fr 19.05)

Le 21 mai

Pas vraiment le temps de causer, je dois jongler avec les coupures de courant, le soleil est déjà revenu après une absence interminable qui a duré...deux jours, alors elle n'est pas belle la vie ? On se décontracte un peu, j'en ai besoin autant que vous. J'ai eu à peine le temps de taper ces deux phrases qu'ils ont recoupé le courant ! Si on vous raconte que l'Inde menacerait les pays dominants, surtout ne les croyez pas !

Précision rédigée hier soir.

Les camarades doivent bien comprendre que je ne peux pas intervenir en temps réel sur tous les sujets d'actualité, alors quand je me livre malgré tout à cet exercice périlleux, il peut arriver qu'il faille rectifier certaines informations par la suite. Il est plus facile d'intervenir après coup une fois qu'on a pu recouper ou vérifier les informations délivrées par les agences de presse et les différents médias ou encore par les partis politiques. On manque souvent d'éléments probants pour se faire une idée exacte de la situation dans un pays.

Ce n'est évidemment pas un inconvénient que rencontreraient les partis politiques qui disposent de sympatisants ou de correspondants à travers le monde ou qui disposent de moyens financiers, matériels ou humains dont je ne dispose évidemment pas, comparons uniquement ce qui peut être comparable.

Je suis tributaire du temps tout simplement, du temps dont je dispose pour faire mon boulot, en étant seul et obligé de me coltiner la totalité des tâches ménagères quotidiennes auxquelles je ne peux pas échapper pour essayer de vivre à peu près normalement. Même si je ne travaille pas, je ne suis pas un permanent. Pour vous donner une idée du boulot que représente l'actualisation quotidienne du site, ce matin j'y ai passé 6h30 et je dois encore mettre de l'ordre dans le disque dur.

Escrocs de hauts vols.

Cinq tableaux de Pablo Picasso, Fernand Léger, Henri Matisse, Georges Braque et Amedeo Modigliani ont été dérobés dans la nuit de mercredi à jeudi au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

De précédentes enquêtes de police sur des faits similaires ont montré que des collectionneurs sollicitaient le vol d'oeuvres spécifiques à leur profit exclusif. (Reuters 20.05)

Quand Lang le larbin de Sarkozy se fait remettre en place.

Ce mardi 18 mai, Jack Lang et la France se sont fait remettre à leur place par un avocat et conseiller national suisse Christian Lüscher (parti libéral-radical) alors qu'ils étaient tous deux invités par la Télévision Suisse Romande à un débat intitulé : *"La Suisse doit-elle donner Polanski aux Américains ?"*

Verbatim :

"Je suis extrêmement choqué par l'attitude de certaines personnes françaises (qui défendent Roman Polanski), d'autant plus venant d'un ancien ministre d'un pays qui n'a aucune leçon à donner à la Suisse. Un pays dans lequel une partie de l'appareil judiciaire est totalement inféodée au pouvoir gouvernemental", a ainsi lancé l'avocat et élu de Genève.

"Un pays dans lequel on a refusé des extraditions vers la Suisse", a-t-il, par ailleurs, souligné. Avant de poursuivre : "Un ministre français devrait faire preuve de retenue. (...) Dans notre pays, on applique la loi, et lorsqu'elle ne n'est pas à appliquer, on ne déplace pas les procureurs d'une région à une autre pour satisfaire le pouvoir".

La réaction outrée de Jack Lang montre que visiblement il n'a plus l'habitude d'avoir de vrais contradicteurs face à lui.

Comme le fait remarquer le *NouvelObs*, c'est bien la France et Jack Lang qui se sont retrouvés sur le banc des accusés en lieu et place de Roman Polanski. Ce qui illustre la difficulté croissante de la France à s'ériger en exemple de démocratie et de défense des Droits de l'Homme après 8 ans de gouvernement de la droite. (Lepost.fr 20.05)

La Bourse ou la vie.

New York. L'indice Dow Jones a perdu 3,6%, le Nasdaq Composite a chuté de 4,11%, le Standard & Poor's 500 a cédé 3,9%.

L'indice CAC 40 a perdu 2,25%, Londres a lâché 1,65% et Francfort 2,02%. Les indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 et l'EuroFirst 300, ont plongé respectivement de 1,99% et de 2,24%.

Illustrant la fébrilité qui saisit les investisseurs, l'indice Vix du Chicago Board Exchange qui mesure la volatilité sur les marchés d'actions américains, également surnommé "*indice de la peur*", a bondi en séance de 28% à 45,21 points, un plus haut de séance sans précédent depuis avril 2009.

Le manque d'unité politique dans la zone euro, conjugué aux rumeurs les plus folles circulant sur les marchés, a incité les investisseurs à se réfugier vers les emprunts d'Etat allemands, signe de leur défiance à l'égard du risque.

Les statistiques américaines du jour n'ont rien fait pour améliorer la confiance des marchés. Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont ressorties en hausse, l'indice des indicateurs avancé a reculé en avril pour la première fois depuis mars 2009.

L'euro s'échangeait en fin d'après-midi autour de 1,2377 dollar et, contrairement aux jours précédents, il a été relativement stable, évoluant entre 1,23 et 1,2437 dollar.

Le rendement de l'emprunt de référence à 10 ans de la zone euro, le Bund allemand, s'est détendu d'un demi-point de base à 2,69%, le 10 ans français aussi qui passe sous 3% à 2,95%.

Le grand gagnant de la journée a été le yen qui s'est apprécié contre dollar et euro. L'euro a ainsi touché un plus bas depuis novembre 2001 contre la devise japonaise, à 109,49.

Le baril de pétrole brut léger américain abandonne 1,96 dollar à 67,91 dollars. (Reuters 20.05)

La crise de la dette européenne vue de la Fed.

La crise de la dette européenne constitue un risque "*potentiellement important*" pour la reprise économique américaine car elle menace les marchés de crédit et le commerce mondial, a estimé jeudi Daniel Tarullo, un des gouverneurs de la Réserve fédérale.

"*Les investisseurs sont conscients que ce plan ne peut pas supprimer en fin de compte la nécessité de véritables, et probablement douloureuses, réformes budgétaires dans la zone euro*", estime Daniel Tarullo en référence au plan de stabilisation de 750 milliards d'euros mis en place par l'Union européenne avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI).

"*Si les problèmes des Etats périphériques européens s'étendent jusqu'à créer de nouvelles difficultés au sein de l'Europe, les banques américaines seront confrontées à des pertes accrues sur leur exposition d'ensemble au crédit qui est très importante*", a-t-il prévenu.

"*En plus d'occasionner des pertes directes aux institutions américaines, un accroissement des tensions financières en Europe pourrait se transmettre aux marchés financiers à travers le monde.*" (Reuters 20.05)

La crainte de la dislocation du marché mondial les tenaille sur fond de lutte de classes, faisons en sorte qu'ils en fassent des cauchemars !

Economie. Qu'est-ce que c'est la vente à découvert ?

Dans les ventes à découvert à nu, l'opérateur de marché vend un titre qu'il ne détient pas, pariant sur la chute de son prix, sans avoir préalablement emprunté ce titre ou sans s'être assuré de sa capacité à l'emprunter, comme cela est nécessaire dans une vente à découvert conventionnelle.

Un contrat à nu sur un CDS consiste à acheter un instrument de couverture contre le défaut d'un émetteur sans avoir en portefeuille d'obligations de cet émetteur.

Le but de l'interdiction des ventes à nu sur les dettes d'Etats et les CDS afférents est d'empêcher que des fonds spéculatifs réalisent certains types d'opérations qui pourraient contribuer à faire grimper les taux obligataires, empêchant certains Etats fragiles d'emprunter sur les marchés. (Reuters 20.05)

Leur morale et la nôtre. Tout leur est bon pour s'enrichir.

Les prix des médicaments non remboursables présentent en France «*une très grande disparité*», pouvant être jusqu'à trois fois plus élevés d'une pharmacie à l'autre. C'est ce que souligne une étude publiée ce jeudi par l'association de consommateurs Familles rurales.

Les tarifs de 13 médicaments dans 76 magasins de 36 départements ont été passés au crible en janvier par les «*veilleurs*» de l'association.

Un traitement contre l'herpès (Activir) dont le prix varie de 2,99 à 9,60 euros. Un lait infantile Gallia qui coûte entre 11,78 et 25,65 euros... Parmi les plus forts écarts constatés figurent également le Biafineact (émulsion contre les brûlures), le Dacryum (antiseptique pour lavage optique), ou encore la solution pour bain de bouche Hextril, avec des différences de plus de 3,50 euros entre les prix minimum et maximum observés.

Les médicaments concernés «ne sont pas majoritairement en accès libre et restent derrière le comptoir» sous contrôle du pharmacien, empêchant souvent les clients d'examiner les prix, dénonce l'association. En revanche, pour ceux des médicaments qui sont proposés en accès libre, le consommateur «*a une parfaite lisibilité sur le prix*», et les tarifs sont en général «moins chers». (20minutes.fr 20.05)

Socialisme. De la recherche jusqu'à la commercialisation en passant par la production, le secteur pharmaceutique devrait être un monopole ou un bien collectif entre les mains de l'Etat, afin de pouvoir satisfaire les besoins légitimes en matière de santé de l'ensemble de la population. Les soins préventifs, les traitements, les opérations et les médicaments devraient être accessibles à tous, donc être gratuits. Telle serait la conception du droit à la santé en régime socialiste.

Le gouvernement soutient la répression en Thaïlande.

Paris a demandé jeudi à l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra de "*s'abstenir de toute manifestation ou déclaration publiques pendant son séjour*" actuel sur le territoire français, étant donné les affrontements meurtriers de ces derniers jours à Bangkok.

"*Compte tenu du contexte de violences en Thaïlande (...), nous avons fait savoir à M. Thaksin, en séjour strictement privé en France, qu'il devait s'abstenir de toute manifestation ou déclaration publiques pendant son séjour sur notre territoire*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, interrogé lors du point de presse électronique. (AP 20.05)

Corée du Nord.

Une commission d'enquête internationale rendue publique jeudi confirme que la Corée du Nord est bien responsable du torpillage d'une corvette sud-coréenne en mars dernier.

Dans leur rapport, les enquêteurs affirment que «*les preuves amènent de manière accablante à la conclusion que la torpille a été tirée par un sous-marin nord-coréen*».

Pyongyang a démenti et menacé d'une «*guerre généralisée*» en cas de sanctions internationales alors que le président sud-coréen Lee Myung-Bak, a promis «*des mesures énergiques*» contre la Corée du Nord. (20minutes.fr 20.05)

Info ou intox ?

Quoi de plus facile que d'exhiber les restes d'une torpille fabriquée en Corée du Nord et d'attribuer le tir au gouvernement nord-coréen, non ? Quel intérêt la Corée du Nord aurait-elle à une guerre ? Qui aurait intérêt à une guerre entre les deux Corées qui mettraient en scène la Chine et les Etats-Unis ? Qui est en proie à une crise du capitalisme sans précédent et qui aurait intérêt à faire pression sur Pékin pour qu'il infléchisse sa politique économique ou monétaire ? Devinez ?

Le 22 mai

Quelques sujets de causeries et de réflexions rédigés hier soir.

1- Aux abonnés absents.

Au fait, y a -t-il des partis politiques qui appellent à une journée de grève et de manifestation le 27 mai ou le 15 juin ? Je vais vérifier ce qu'il en est sur leurs sites Internet et nous en reparlerons demain ou dans quelques jours, il ne reste plus que 6 ou 25 jours.

2- Comment les syndiqués interprètent-ils les appels des dirigeants ?

La plupart y trouveront ce qu'ils avaient envie d'y trouver, cela permet aussi de mesurer la maturité politique des masses, de faire un point, une sorte de vérification pratique de la situation et des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Cela me permet de faire l'enchaînement avec le sujet suivant.

3- Sur la situation politique en Grèce.

Les masses ne parviennent pas à se doter d'organismes politiques qui seraient indépendants du régime et des institutions, même sans les violer.

En 1905 en Russie la classe ouvrière s'est dotée spontanément de soviets, les comités d'usine se sont transformés en comités de pouvoir politique défiant le régime en place...

Si à cette époque elle ne savait pas encore comment s'y prendre pour renverser le régime (manque de maturité politique), elle en viendra à bout 12 ans plus tard grâce au parti bolchevik et au léninisme, son combat était orienté vers cet objectif et vers le socialisme dès la fin du XIXe siècle par les dirigeants révolutionnaires du mouvement ouvrier russe, à la différence du prolétariat grec qui est incapable de situer son combat dans cette perspective. L'absence d'un parti comparable au parti bolchevik lui fait cruellement défaut.

4- Pour DSK supprimer les 13e et 14 e mois aux fonctionnaires grecs, ce n'est pas s'en prendre aux bas salaires.

Imaginez un instant ce qui nous attendrait s'il était un jour au pouvoir en France !

5- Le PS à la manoeuvre.

Le PS a constaté que des couches entières de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes étaient sur le point de rompre ou pourraient se poser la question assez rapidement de la rupture avec le capitalisme et les institutions, ce qui s'est traduit par un timide recadrage de sa position sur les retraites, en sachant que cela ne lui coûtait rien puisque le PS n'est pas au pouvoir, sans oublier qu'on a eu le droit à un déferlement de déclarations contredisant ce qui était écrit dans le document du PS du 18 mai, le rendant caduc. (ce document est en ligne intégralement dans la page d'accueil du site).

Le PS veille sur ses ouailles pour le compte du régime, quand il sent le vent tourner, il tourne aussi, pas sur le fond évidemment : un coup il soutient ouvertement les institutions, un coup il penche du côté des couches de la petite-bourgeoisie qui partent en vrille et risqueraient de devenir incontrôlables, de s'orienter dans une direction qui signerait la mort du capitalisme en s'alliant avec le prolétariat pour abattre le régime. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Le candidat du PS-FMI

420 930 dollars par an, sans compter les frais, c'était le salaire déclaré en 2007 par le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. (Lepost.fr 21.05)

Y aurait-il une contradiction entre la position du PS en faveur du maintien de la retraite à 60 ans dans son document du 18 mai et la position exprimée par Dominique Strauss-Kahn jeudi soir sur France 2 ?

Les médias reproduisent généreusement les déclarations divergentes des dirigeants du PS qui se sont exprimés sur cette question depuis l'intervention de Strauss-Kahn, alors au lieu de compter les points pour arriver à la conclusion qu'ils existent des désaccords sur cette question au sein de la direction du PS ce que tout le monde sait, les uns exprimant tout haut ce que tout le monde pense tout bas en s'alignant sur la position de l'UMP, les autres déjà gagnés par la fièvre de l'emporter en 2012 préfèrent ménager hypocritement l'électorat ouvrier sans lequel le candidat sera une nouvelle fois battu, laissons la parole à Marisol Touraine en charge du dossier des retraites au PS et à Manuel Valls qui vont nous éclairer sur les réelles intentions du PS.

Hier dans le Figaro.fr : "**La strauss-kahnienne Marisol Touraine** cherche aussi à relativiser la prise de distance de l'ancien ministre socialiste en expliquant que *«pour le PS non plus, la référence aux 60 ans n'est pas un dogme»*. Mais la députée d'Indre-et-Loire ajoute que les 60 ans permettent de *«garantir un droit protecteur pour les plus modestes, ceux qui ont des métiers pénibles ou qui ont commencé à travailler à 14 ou 15 ans»*. Marisol Touraine affirme, au nom de la «modernité», que les Français doivent *«avoir la liberté de choix»* de leur âge de départ à la retraite."

Manuel Valls se félicite de la "*vision claire et adaptée*" de DSK, il est "convaincu que les socialistes, s'ils reprennent le pouvoir dans deux ans, *«ne reviendront pas»* sur la réforme des retraites, *«car la réalité s'imposera à tous»*. Manuel Valls pense que la retraite à la carte, ou la retraite choisie, permettra de *«dépasser le clivage public-privé, ainsi que la problématique de l'âge légal»*."

Ajoutons quelques réactions supplémentaires pour avoir le point de vue des différents courants du PS.

Le fabusien Philippe Martin est satisfait : "*Sur la forme, DSK est plus souple que nos propositions, mais sur le fond, il n'y a pas de hiatus*

entre nous".

Proche de François Hollande, Bruno Le Roux trouve qu'il y a "*beaucoup de bon sens dans les propos de Dominique*".

Jean Glavany : «*DSK cultive son image traditionnelle d'homme de centre gauche, bon gestionnaire.*» «*Mais en se distanciant des positions du PS, il ne prend pas le bon chemin pour être désigné par le parti en 2012. Ce n'est pas la bonne façon d'attirer les militants*»

Pierre Moscovici, invité vendredi matin de RTL : "*je dis la retraite à 60 ans comme droit, mais l'âge effectif de la retraite, oui il doit pouvoir être reculé.*". (Lepost.fr 21.05)

Si on comprend bien, Marisol Touraine dit que les 60 ans seraient réservés uniquement à ceux qui ont commencé "*à travailler à 14 ou 15 ans*", au passage, le PS n'envisage pas de remettre la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, cela va concerner une infime minorité de travailleurs, pendant que l'immense majorité sera placée dans l'obligation de travailler au-delà de 60 ans pour obtenir une retraite à taux plein.

On a là la trame de la retraite à la carte proposée par le PS qui convient très bien au courant le plus droitier du PS représenté par M. Valls, qui se traduira par un report général de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans à partir du moment où on aura commencé à travailler après l'âge de 18 ans compte tenu que le PS ne compte pas non plus revenir sur l'allongement de la durée de cotisation qui devrait passer à 42 annuités en 2020 (18 + 42 = 60) comme Valls l'a annoncé ou plutôt confirmé, c'est d'ailleurs écrit noir sur blanc dans le document du PS : "*Jusqu'à 2020, des dispositions sont prévues concernant la durée de cotisation*", car le PS au pouvoir n'abolit pas les lois anti-ouvrières précédemment votées, et pour cause dans ses propositions le PS envisage même la possibilité d'un nouvel allongement de la durée de cotisation à partir de 2025, je cite "*Si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci...*". (source : lefigaro.fr 21.05)

Un spécialiste des grandes manoeuvres est appelé à la rescousse, **Pierre Laurent bras (PCF)** droit de Marie-George Buffet, dans une interview donnée au *Figaro*.

"*Je constate surtout que les socialistes, officiellement, disent autre chose que Dominique Strauss-Kahn*", pas vraiment comme on vient de le démontrer preuves à l'appui.

Un exemple qui illustre bien l'hypocrisie ambiante qui habitent le PS plus que ses contradictions : "*Le PS est traversé par ce débat comme il l'était en 2005 sur le traité constitutionnel européen. Or, la vie a montré que ceux qui s'étaient prononcés contre ont vu juste.*", ah oui tu parles, ils sont tous rentrés dans le rang, même Mélenchon avec son PG réclame plus d'UE pour ceux qui savent écouter et lire ! (source : lefigaro.fr 21.05)

La palme de l'enfumage pourrait revenir à **Jean-Christophe Cambadélis** présenté comme l'un des principaux lieutenants de Dominique Strauss-Kahn au PS :

"*Dominique Strauss-Kahn est dans son rôle: il est au FMI, il parle du FMI et de l'allongement de la vie et de la vieillesse. Le Parti socialiste est dans le moment présent*", a-t-il dit sur LCI. (Reuters 21.05)

Donc jeudi en affirmant sur France2 qu'il fallait repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, Strauss-Kahn parlait uniquement du personnel du FMI, nous voilà rassurés !

On a trouvé mieux encore : l'art de concilier les contraires, un aveu. DSK un "*homme de gauche*"... comme un certain François Mitterrand sans doute.

"Interrogé par L'EXPRESS.fr, **un autre socialiste** a été plus mordant envers l'ex-ministre des Finances du gouvernement Jospin. "*DSK aurait pu mieux concilier sa fonction de directeur général du FMI et son statut d'homme de gauche, estime cet ancien ministre*" (L'express.fr 21.05)

Contactée par Libération.fr, Marisol Touraine n'y voit «*pas une contradiction*»: «*ce que dit Dominique Strauss-Kahn est compatible avec nos propositions.*» (Libération.fr 21.05)

PS. Etrange conception de la démocratie.

"*Après plusieurs semaines de débats dans 3 916 sections, les adhérents ont conclu de la plus belle manière ce travail de réflexion qui est la première pierre de notre projet, en se prononçant très massivement à 90% pour le texte, 3,4 % contre et le reste en abstentions*", a expliqué ce 21 mai Christophe Borgel, secrétaire national du PS aux élections et à la vie des fédérations.

La participation est à "*l'aune de ce qu'on a habituellement dans nos conventions*", et se situe entre "50 et 60 000 sur 180 000" inscrits, soit "entre 30 et 33%".

Le texte pour un "*nouveau modèle de développement économique, social, écologique*" porté par Pierre Moscovici, avait été approuvé à l'unanimité en Conseil national (Parlement) du PS le 27 avril. Il sera définitivement ratifié en convention nationale le 29 mai. (Lexpress.fr 21.05)

90% de 30% cela donne 27%, donc personne ne sait ce que pense de ce texte 73% des adhérents de ce parti qui n'ont pas participé à ce scrutin interne. A quoi bon, l'essentiel est ailleurs.

50 ou 60 000 ce n'est pas pareil, la variation est de 20%. Comment peuvent-ils affirmer que 90% auraient approuvé ce texte avec une variation possible de 20% des votants ?

Union nationale.

Quarante-quatre maires français de tous bords appellent le gouvernement à se mobiliser réellement en faveur des banlieues les plus difficiles confrontées au chômage, au mal-logement et à un sentiment d'abandon.

Parmi les maires signataires, figurent notamment Catherine Arenou, maire UMP de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), François Asensi, maire PCF de Tremblay-en-France, Stéphane Gatignon, maire Europe Ecologie de Sevrans (Seine-saint-Denis), Alain Cabazonne, maire MoDem de Talence (Gironde) et Henri Bertholet, maire PS de Romans (Drôme). (Reuters 21.05)

La Bourse ou la vie.

A Paris le CAC 40 - 0,05%, le Footsie-100 à Londres - 0,20%, la Bourse de Francfort a reculé de 0,66%. Madrid finissait la journée en hausse de 1,48%.

La Bourse de Tokyo a clôturé sur une chute de 2,45%, Sydney a perdu 0,26%, Shanghai 0,64% et Taipei 2,51% vers 8h30 (heure français).

La BCE fer de lance du combat du capital contre le travail en Europe.

"*Soyons clairs, ce n'est pas l'euro qui est en danger mais ce sont les politiques budgétaires de certains pays qui doivent être examinées, comme c'est le cas en ce moment*", a dit Jean-Claude Trichet dans un entretien au journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung réalisé mercredi. (Reuters 21.05)

Grande-Bretagne.

Le nouveau premier ministre britannique, David Cameron, a réaffirmé vendredi lors de sa première visite officielle à Berlin, qu'il s'opposerait à toute modification des traités européens qui donnerait davantage de compétences à Bruxelles. "*Nous ne voulons pas voir de transfert de pouvoir de Westminster à Bruxelles*" a-t-il ainsi martelé.

Or Berlin propose, pour réformer le pacte de stabilité qui régit la monnaie unique, certaines dispositions qui exigent des modifications. "*La Grande-Bretagne n'est pas dans la zone euro et ne va pas la rejoindre, et en conséquence la Grande-Bretagne n'approuverait pas un quelconque arrangement qui nous amènerait à soutenir la zone euro*", a précisé M. Cameron. (Lemond.fr 21.05)

Etats-Unis. Réforme de Wall Street, qu'en est-il vraiment ?

Le Sénat américain a approuvé jeudi soir l'ambitieuse réforme de Wall Street, présentée comme l'une des principales priorités législatives du président Barack Obama après la crise financière de 2007, qui a précipité l'économie des Etats-Unis dans l'une de ses pires récessions depuis la Grande Dépression.

Le projet adopté par le Sénat doit maintenant faire l'objet d'une synthèse avec celui adopté au mois de décembre par la Chambre des représentants. Le texte définitif sera adressé au président américain qui pourrait être en mesure de le ratifier le mois prochain, selon des spécialistes.

Les réformes proposées dans ces deux projets sont susceptibles de restreindre les activités du secteur bancaire, avec notamment de très controversées restrictions sur les swaps, et de ce fait réduire ses bénéfices sur les années à venir.

"*Il nous reste du travail à accomplir. La Chambre et le Sénat doivent harmoniser les divergences entre les deux textes.*" a précisé Obama.

Sous la direction de la Fed, banque semi privée alimentée par les banques qu'elle est censée contrôler.

Parmi les points clef, le projet de loi prévoit la création d'un organisme de protection du consommateur au sein de la Réserve fédérale

américaine et stipule que les institutions financières en difficulté ne pourront plus être sauvées aux frais des contribuables.

Les négociations de dernière minutes ont fait disparaître deux amendements controversés : l'un resserrant encore davantage les restrictions sur les activités risquées des banques et qui rencontrait une forte opposition auprès des grands groupes financiers et le second exemptant les concessionnaires automobiles d'une surveillance accrue de l'organisme de protection des consommateurs.

Ils lâchent le morceau.

Le sénateur démocrate Carl Levin, à l'origine du premier amendement retiré, s'attendait à une telle décision, et s'est inquiété devant la presse, avant son retrait, du "*pouvoir de Wall Street*" au sein du Congrès.

Le projet de loi, tel qu'approuvé jeudi soir, contient une disposition qui pourrait contraindre les banques à déléguer leurs très lucratives activités de swaps à des partenaires. Les analystes, qui anticipent le retrait d'une telle mesure, estiment qu'elle pourrait durement affecter certains établissements financiers comme JPMorgan Chase, Bank of America et Goldman Sachs. (Reuters 21.05)

Le 23 mai

Bon dimanche à tous.

Retraites. PS. Fin de l'illusion.

Le PS est sur la même position que le gouvernement qui consiste à obliger les travailleurs à partir plus tard à la retraite.

La référence à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans était purement formelle dans les propositions du PS du 18 mai. Dans la pratique où déjà en moyenne les travailleurs qui perçoivent une retraite complète partent à la retraite à 61,5 ans, il s'agit pour les tenants du capitalisme UMP-PS de faire en sorte que les travailleurs travaillent toujours plus longtemps pour prétendre à une retraite complète, donc au-delà de 61,5 ans.

En disant "*personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal*", Jean-Marie Le Guen met fin à l'illusion qui aurait consisté à penser que le PS défendait le droit pour l'ensemble des travailleurs (hors régimes spéciaux plus avantageux) de partir à la retraite à 60 ans avec une pension complète.

Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Khan :

« *Dominique Strauss-Kahn est tout à fait dans le sens de ce que dit le Parti socialiste.* »

« *Il y a l'âge réel et l'âge légal. Ceux qui font croire que la position du Parti socialiste est de mettre l'âge réel de départ à la retraite à 60 ans mentent. Le Parti socialiste est pour un âge légal de départ à la retraite à 60 ans. C'est un droit individuel, pas une obligation collective.*

« *On ne doit pas toucher à l'âge légal, mais l'âge réel a vocation à reculer en raison de l'évolution démographique. Le Parti socialiste prend aussi en compte dans son texte l'évolution démographique et compte d'ailleurs dessus pour financer son plan. Personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal.* »

Aubry le 26 janvier, cette fois sur le plateau de TF1 :

« *Il faut distinguer l'âge légal du départ à la retraite : nous pensons que chaque Français doit continuer à avoir le droit de partir à 60 ans, c'est le cas aujourd'hui, ça doit rester un droit. [...] La réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit.* » (Rue89 22.05)

Le PS, le parti du capital.

Le PS est ce qu'il est, ce qu'il a toujours été. Si vous avez lu les derniers articles de presse parus hier qui reviennent sur les déclarations de Strauss-Kahn sur France 2 jeudi, vous aurez remarqué que l'ensemble des médias continuent d'affirmer que le PS serait pour conserver la retraite à 60 ans, tout en sachant que c'est absolument faux, ainsi ils couvrent l'opération d'enfumage du PS, ce que le gouvernement a parfaitement compris également, tout en étant dans son rôle en critiquant les propositions du PS.

Il s'agit dans les faits, aussi bien pour les médias que pour le gouvernement, de préserver l'image du PS comme parti d'opposition à l'UMP, comme recours à l'UMP en cas de crise ouverte du régime, pour le sauver, un parti qui se veut et que les uns et les autres s'emploient à

présenter comme étant proche des malheureux travailleurs qui souffrent, et dont finalement le PS n'a rien à foutre comme on le sait.

Il apparaît clairement que le PS mène un combat politique au côté de l'UMP contre le prolétariat pour le compte du capitalisme. Il n'y a donc rien à attendre de ce parti bourgeois. Ce qui est vrai aujourd'hui l'était déjà autrefois, mais pendant près d'un siècle on a fait mine de l'ignorer.

On a, nos dirigeants qui se réclament ou se réclamaient du trotskisme ont fait passer volontairement au second plan sa véritable nature de classe sous prétexte que des couches progressistes de la petite-bourgeoisie se reconnaissaient dans ce parti, alors qu'il se servait uniquement du prolétariat comme moyens pour faire pression sur les différents gouvernements qui se sont succédés au cours du XXe siècle pour préserver leurs privilèges ou en conquérir de nouveaux, sans se soucier de la situation dramatique que vivaient pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles.

Il ne serait pas faux d'affirmer que nos dirigeants qui définissaient le PS comme un parti ouvrier-bourgeois, appartenant eux-mêmes pour la plupart à ces couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes privilégiés, ont ainsi fait passer leurs propres intérêts individuels avant ceux collectifs de la classe ouvrière. Pour camoufler leurs véritables intentions ils ont eu recours aux mêmes expédients que ceux utilisés par le PS en limitant leur combat à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat qui profiterait en premier lieu à la petite-bourgeoisie qui assurerait la stabilité et la pérennité politique du régime.

Les organisations trotskistes (OCI - LCR) n'étaient en réalité que des formations politiques petites-bourgeoises opportunistes finalement plus promptes à servir les intérêts du régime en subordonnant le prolétariat au capitalisme et sans jamais rompre réellement avec le PS et le PCF ou les appareils pourris des syndicats.

C'est aujourd'hui la plus gigantesque crise que le capitalisme ait connu depuis 80 ans qui conduit le PS à monter au créneau pour tenter d'assurer la survie du capitalisme, ce qui implique de s'en prendre également aux privilèges de la petite-bourgeoisie, mais il ne peut pas aller trop loin ou ouvertement dans cette voie sans prendre le risque de se coucher des couches de cette classe qui entendent continuer de vivre comme avant, voilà à quelle contradiction le PS est confronté.

Méfions-nous des apparences. En soutenant le plan du gouvernement envers les banquiers, le PS n'a pas violé ce pacte passé avec les couches progressistes de la petite-bourgeoisie, dans la mesure où ces couches étaient totalement inféodées au capitalisme, pour elles, sauver les banquiers c'était à la fois sauver leurs propres intérêts.

On est évidemment loin ici de toutes préoccupations de sa part touchant au sort de la classe ouvrière, classe sociale qui lui apparaît totalement étrangère.

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé minutieusement à fait croire à la classe ouvrière que son sort était forcément lié à celui du PS (et avant lui la SFIO) et du PCF (par le biais du front unique mis à toutes les sauces), lui interdisant ainsi tout autre perspective politique que la situation que l'on a sous les yeux aujourd'hui. Ironie de l'histoire, ceux qui ont sans cesse roulé pour les appareils du PS ou du PCF sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui montent au créneau pour tenter de les sauver de la décomposition finale en tentant de les associer à leur combat politique, tandis que ces partis mènent une politique de plus en plus ouvertement réactionnaire au côté du gouvernement.

Les avancées sociales qui ont eu lieu entre 1945 et 1980 et dont a bénéficié la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste et des institutions politiques du capital, ont surtout permis de masquer que le front unique ouvrier avait profité aux appareils du PS et du PCF. Le discours de l'époque consistait à porter nos regards et nos jugements uniquement sur les résultats obtenus sur le plan alimentaire, sans se soucier le moins du monde des conditions dans lesquels ils avaient été obtenus, conformément au comportement du petit-bourgeois pour lequel seule la satisfaction de ses besoins immédiats comptent, ce qui a interdit au mouvement ouvrier de se positionner dans une autre perspective que le capitalisme ou d'entamer sa rupture avec le capitalisme, le socialisme passant à la trappe. On en veut pour preuve qu'aujourd'hui aucun parti n'est capable de dire à la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie : voilà de quelles manières nous réglerions telle ou telle question si nous étions au pouvoir, voilà comment vous vivriez quotidiennement dans une société socialiste... Normal, puisque leurs politiques ne se situent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tout se tient.

Tenter d'associer ces partis à leur combat politique ne peut apparaître aux yeux des travailleurs les plus avancés politiquement, que comme une tentative d'associer le prolétariat et ses militants aux projets anti-ouvriers du gouvernement. Ainsi le POI et le NPA ne peuvent que passer pour des complices du PS et du PCF qui soutiennent la politique du gouvernement. C'est en tout cas l'interprétation que ne manqueront pas de faire également les travailleurs les plus arriérés politiquement qui constituent l'immense majorité du prolétariat, la chaire à canon que le régime utilise pour détruire nos droits sociaux.

Maintenant, le POI a infléchi sa politique en privilégiant le combat en direction des militants des autres partis (notamment) et non plus leurs dirigeants, bien qu'ici ou là il continue localement à s'adresser à eux (lettre à M. Aubry par exemple). Il est lui-même traversé par de cruelles contradictions après avoir recruté des républicains, des démocrates, des syndicalistes réformistes, des militants issus du PS et du PCF qui n'ont pas complètement rompu avec l'idéologie bourgeoise de leur ancien parti, sans parler du boulet que constituent son passé et dont ses dirigeants n'ont pu se débarrasser en changeant uniquement le nom et la structure de leur parti.

Quant au NPA, c'est pire qu'un panier de crabes, il faudrait consacrer un livre entier à ses contradictions pour en faire le tour. Indépendant

du PS, Besancenot lui "tend la main" à la première occasion, le reste du temps il lorgne du côté du PG et du PCF qui demandent à l'Union européenne de mieux faire son boulot ! Passons.

Sarkozy a remis à l'ordre du jour la Constitution.

Il souhaite la modifier afin que le budget de l'Etat soit dorénavant conforme au développement économique de la construction de l'Union européenne qui représente les intérêts du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Ce serait les aléas du marché mondial entre les mains des banquiers et des spéculateurs qui dicteraient la politique économique et sociale de l'Etat et non plus la situation telle qu'elle existe dans le pays, on n'ose pas dire les besoins de la population bien que cela soit cela aussi, de façon très déséquilibrée en fonction des classes.

Ainsi l'Etat, c'est à dire, le Président, le gouvernement et les différentes institutions de la Ve République, ne serait plus que l'équivalent d'un conseil d'administration aux ordres de l'industrie financière internationale qui lui dicterait son budget annuel, à charge ensuite pour lui de faire en sorte que l'ordre règne, afin que les affaires puissent continuer tranquillement.

On pourrait estimer que cela ne changerait pas grands choses à la situation actuelle. Certes, sauf que ce n'est pas anodin sur le plan politique, car en inscrivant dans la Constitution que le fonctionnement de l'Etat serait soumis aux conditions dictées par le marché, tout en sachant que le PS n'abrogera pas cette clause, d'une part il ancre ouvertement le sort du pays à celui du capitalisme comme s'il devait être éternel, d'autre part, il modifie les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, de telle sorte que tous les partis qui participeront aux institutions devront au préalable avoir accepté ce cadre fixé par la classe des capitalistes pour exercer leur mandat, ils devront se soumettre à la loi du marché qui dictera le fonctionnement des institutions, ce qui rendra impossible théoriquement et pratiquement toute participation à ces institutions de la part de véritables partis ouvriers.

C'est intéressant, car cela met en lumière le fait que la participation aux institutions aujourd'hui s'assimile déjà à de la collaboration de classes.

Par exemple, ce qu'un élu obtient d'un côté, prenons le blocage de la hausse du prix de la cantine dans les établissements scolaires, se traduira d'un autre côté par la hausse des impôts locaux ou la suppression d'un service communal, c'est l'histoire des vases communicants, il n'y a pas de mystère, il faut bien trouver l'argent quelque part et que quelqu'un paie. Participer aujourd'hui aux institutions revient à assumer le même rôle que les ONG, ce que l'Etat ne veut pas faire nous le faisons à sa place, mais finalement ce sont toujours les mêmes qui paient qu'on le veuille ou non.

Alors faut-il engager le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective de l'abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République, oui ou non ? Si ce n'est pas à l'ordre du jour demain (à défaut d'hier déjà), ce ne le sera jamais !

Afghanistan. La situation est sous contrôle !

Des insurgés ont attaqué samedi la principale base de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan, à Kandahar, a annoncé l'Alliance atlantique.

Mercredi, des kamikazes avaient attaqué une très grande base aérienne de l'OTAN sous commandement américain, à Bagram, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul.

La veille, un attentat-suicide contre un convoi américain avait fait 18 morts dans la capitale. (AP 22.05)

Le 24 mai

Comme chaque lundi pas grand chose à se mettre sous la dent, je devrais en faire mon jour de repos.

Je n'ai pas reçu de réponse de Thierry Meyssan du Réseau Voltaire, j'ai donc envoyé ma lettre à un autre site qui avait publié son article où il qualifiait Lambert et les "*lambertistes*", donc les militants de l'OCI dont j'ai fait partie, d'agents de la CIA. Voici la réponse qu'ils m'ont adressé : "*On va renvoyer votre lettre d'utiles précisions à Thierry Meyssan, en espérant qu'il y réponde, cette fois....*"

Si Lambert et sa cours n'ont pas été foutus de défendre l'intégrité de leur parti et surtout de ses militants ou estimé utile de le faire face à la calomnie dont ils étaient l'objet, Meyssan aurait pu être attaqué en justice pour diffamation, ne serait-ce que pour l'obliger à nous fournir les arguments sur lesquels reposaient ses accusations et l'obliger à corriger les articles en question. On dit bien : cause toujours il en restera quelque chose, non ? Qu'on se comprenne bien camarades, je n'ai pas voulu prendre la défense de Lambert ou de ce que Meyssan appelle les "*lambertistes*", mais ce qu'ils représentaient à tort ou à raison, le trotskisme qui incarnait la continuité du combat pour la révolution socialiste internationale, courant politique auquel j'appartiens évidemment.

On pourrait très bien se dire qu'on n'en a rien à foutre du Réseau Voltaire et des divagations (parfois) de Meyssan, à ceci près - chose que vous ignorez sans doute, que leur site reçoit plus de deux millions de connections par mois, donc vous pouvez imaginer le nombre de personnes qui ont dû lire les conneries qu'il a racontées sur nous, donc il ne s'agit pas d'un site à caractère strictement confidentiel que quelques paumés à travers le monde en mal d'histoires d'espionnage ou je ne sais quoi visiteraient. (A suivre)

J'ai eu un entretien téléphonique hier avec un camarade à propos de l'appel au 27. J'ai ainsi pu mesurer un peu mieux l'effet produit par le manque de détermination des dirigeants syndicaux à s'opposer au projet du gouvernement et l'organisation de ces journées d'action isolées qui ne servent finalement qu'à décourager et démobiliser travailleurs et militants.

Si on devait chaque fois s'en tenir uniquement au contenu des appels des dirigeants des syndicats ou des partis, on ne participerait pratiquement à aucune grève et aucune manifestation. C'est l'ensemble des facteurs et leurs rapports qui constituent la situation sociale et politique qui déterminent notre décision de participer ou non à une action, en fonction de l'objectif que l'on s'est fixé.

Pas besoin d'attendre le matin du 27 mai pour savoir comment les choses vont se dérouler puisque seulement deux hypothèses sont possibles, elles se résument à savoir si la mobilisation aura été massive ou non. Partons de l'objectif recherché par les parasites qui contrôlent les syndicats, une mobilisation médiocre ou en demi-teinte.

1- Pour ouvrir le bal, les médias martèleront que les syndicats n'ont pas réussi à mobiliser la classe parce que celle-ci s'est déjà rangée aux conclusions du COR et du gouvernement, on ne peut rien contre la fatalité...

2- Une fois le terrain déblayé, le gouvernement se contentera de faire le même constat en ajoutant que c'est la situation qui impose ces mesures et qu'il en est vraiment désolé, que si cela ne tenait qu'à lui, pour un peu il maintiendrait en l'état le système de retraite et l'améliorerait encore, il en profitera pour marteler encore une fois qu'il en va de la survie du système de retraite que personne ne souhaite voir disparaître, fatalité là aussi, selon un discours bien huilé...

3- Pour fermer la marche, les appareils syndicaux feront mine d'être déçus, pour ensuite expliquer que de leurs côtés ils ont fait leur boulot et qu'ils n'y peuvent rien si les masses ne suivent pas le mouvement, pour finir ils déclareront que le temps leur a manqué pour construire un réel rapport de forces contre le projet du gouvernement ou qu'il va falloir s'atteler à le construire, que rien n'est foutu au-delà du 27 mai après avoir laissé entendre le contraire les semaines précédentes, c'est la formule et la méthode qu'ils reprennent à chaque fois pour siffler la fin de la partie, tandis que certains affirmeront ouvertement que les carottes sont cuites et que les travailleurs n'ont peut-être pas totalement tort de penser qu'il faudra travailler plus longtemps pour avoir le droit à une retraite, c'est en tout cas ce qui ressortira de leurs déclarations et que le gouvernement pourra utiliser par la suite.

Fatalitas, camarades ! Fatalité si les travailleurs ne se sont pas mobilisés, ce sont des veaux qui ont une mentalité d'esclave, ils sont irrécupérables. Fatalité si la situation nous impose de travailler toujours plus et plus longtemps, que pouvons-nous contre les aléas du marché mondial qui contrôle tout, n'est-ce pas ? Avec des veaux et une situation qui vous dépasse, franchement vous espérez quoi de mieux au juste ? Restons bons amis lanceront-ils à leur base, après tout, elle n'était pas belle cette journée du 27, on a eu raison de l'appeler, hein ? Les uns repartiront satisfaits du discours de leurs dirigeants, tandis que les autres les traîtrons de traîtres, comme d'habitude quoi, nous ne serons guère plus avancés.

Un parti révolutionnaire appellerait à y participer sur ses propres mots d'ordre, et si la question de la défense des retraites constituerait l'axe central de son tract conformément à l'ordre du jour de cette journée de mobilisation qui lui a été imposée, il ne manquerait pas de préciser qu'aucun droit n'est jamais acquis pour le prolétariat en régime capitaliste, et que ce combat s'inscrit dans la perspective et la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et qu'il ne constitue qu'une étape vers cet objectif, l'objet de cette journée n'étant évidemment pas de renverser le gouvernement...

Voilà ce qui me semble être une position correcte pour que les travailleurs puissent tirer un enseignement de cette expérience, s'en saisissent pour au-delà s'organiser et continuer le combat sur le terrain politique, vous m'excuserez, c'est une obsession chez moi que je souhaiterais partager avec le plus grand nombre, c'est d'ailleurs la raison d'être du site *Lutte de classe*. Par la même occasion on se donne les moyens de construire le parti sur une ligne révolutionnaire et non sur une position réformiste qui consiste à oublier (sic !) de situer notre combat dans une perspective politique.

Rien aujourd'hui n'interdit à FO et aux différents partis ouvriers d'appeler et de participer à cette journée de mobilisation sur leurs propres mots d'ordre. Maintenant on nous dit que la plupart des syndiqués des autres syndicats partagent les mots d'ordre de FO, alors qu'est-ce qui vous empêche de manifester ensemble ? Au-delà des désaccords sur le contenu de l'appel au 27, on nous explique encore que cette journée de mobilisation ne servira à rien, parce que la journée de grève interprofessionnelle appelée uniquement par FO servira à quelque chose ?

Il faudrait arrêter de raconter n'importe quoi et de nous prendre pour des cons, et s'agissant des intentions réelles de la direction confédérale de FO, elles ne valent guère mieux que celles de Thibault ou Chérèque. Je rappellerai seulement le refus de FO de voter contre une déclaration du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse qui rejetait une «*baisse non maîtrisée des pensions, le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (?) d'augmenter l'âge effectif de liquidation*», et *Le Figaro* du 17 mai de préciser "entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal." (Dans le site, rubrique info syndicale de mai,

Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites (18.05) .

Bon, stop, on ne va pas faire un procès à FO pour autant, sinon on ne s'en sortira jamais, on a dit ce qu'on avait à dire ça suffit ! Et on ne pourra pas nous accuser de couvrir la direction de FO et de ne pas avoir diffusé cette information contrairement au POI.

J'ai relevé deux positions exprimées par des syndicalistes dans *Informations ouvrières* n°98.

1- Patrick Rue, secrétaire régional FO des services publics de la région PACA et Corse, et secrétaire adjoint du syndicat des territoriaux FO de Marseille et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

"Sur cette base, le 15 juin, appelé par Jean-Claude Mailly, résonne comme une position d'indépendance, forte et lisible pour tous les salariés"

En voilà encore un qui se prend pour "tous les salariés", il vous faudra trouver un autre argument pour justifier le refus de FO de participer à la mobilisation du 27.

Si les travailleurs étaient capables de faire la distinction entre une position indépendante du gouvernement d'une position qui ne l'est pas, il y a belle lurette qu'on aurait pris le pouvoir !

Au lieu de penser à la place des travailleurs, vous feriez mieux d'essayer de comprendre comment ils pensent et pourquoi ils pensent ainsi. Avant de pouvoir lire, il faut commencer par apprendre à lire, et là je ne suis pas du tout certain que l'immense majorité des travailleurs aurait terminé cet apprentissage, sinon cela se saurait, cela se traduirait pratiquement, or ce n'est pas le cas comme chacun peut le constater quotidiennement.

2- Hugues Miller, secrétaire du syndicat CGT des communaux d'Hayange (Moselle)

"On va se réunir et discuter de la situation, des propositions de la CFDT, de FO. Si l'on manifeste le 27 mai, ce n'est pas sur la déclaration commune CGT-CFDT et des autres organisations syndicales, mais sur des revendications précises"

Voilà une position plus sérieuse. Il a raison de ne pas ignorer la CFDT, car il ne faut pas confondre les jaunes qui contrôlent ce syndicat et la plupart de ses adhérents qui ont toute leur place dans le mouvement ouvrier.

Pour conclure.

Rien n'interdit à FO de participer à la journée du 27 et de maintenir son appel du 15 juin. Si le 27 se traduisait par une mobilisation massive, FO pourrait s'en saisir pour s'adresser aux autres syndicats en les appelant à se joindre à son appel du 15 juin, qui de fait s'inscrirait dans la continuité de celui du 27, mais sur une base disons, plus claire (sic!) et plus déterminée, FO aurait accepté finalement de se joindre à l'appel du 27 et les autres syndicats accepteraient de se joindre à son appel du 15 juin, en cas de refus de ces syndicats, l'entière responsabilité de l'échec du 15 juin reposerait sur eux, donc on voit mal où cela coïncerait en dehors d'intérêts d'appareil.

Sur Internet j'ai constaté que le NPA et le PCF appelaient à participer au 27, rien sur le site de LO qui passe apparemment son temps à préparer des "fêtes" dans toute la France !

Un dernier mot.

Il y en a qui en sont encore à la ligne de la "rupture des dirigeants syndicaux avec les « négociations » de l'Élysée, le front unique des organisations du mouvement ouvrier et la grève générale", je n'ose même pas les désigner tellement j'ai honte pour eux. Je parle de militants politiques et non de syndicalistes, gardez cela en mémoire en lisant la suite sinon vous ne comprendrez rien. Vous pouvez vous livrer à une rapide comparaison avec la position que j'ai exprimée plus haut pour comprendre où se situe notre désaccord.

Ma position tient compte de la situation réelle, mais elle est déterminée uniquement par l'objectif que je me suis fixé, si vous la comparez avec celle exprimée ci-dessus, vous vous apercevrez immédiatement que la mienne subordonne mon action à mon objectif et qu'elle n'est pas dictée par le rôle des appareils dont je suis totalement indépendant, ce qui n'est évidemment pas le cas de cette tendance politique, puisqu'aussi bien leur tactique que leur stratégie reposent finalement sur le bon vouloir des appareils, ce n'est pas moi qui l'affirme ce sont eux qui le déclarent.

Leur horizon politique est cadennassé par les appareils et ils s'en tiennent là, un constat d'impuissance... Bien, si les appareils ne veulent pas rompre avec l'Élysée, si les appareils refusent de réaliser le front unique sur une base correcte, s'ils refusent d'appeler à la grève générale comme c'est le cas (dans les trois cas), vous faites quoi, vous proposez quoi ? On cesse le combat ? On se flingue ? On passe son temps à refaire le monde entre quatre mois, exercice qu'adorent les intellectuels ? On lance une bouteille à la mer en espérant qu'elle parvienne un jour sur le bureau de Thibault par exemple ?

Si on me propose cette seule perspective de combat, autant dire que je préférerais faire une bonne sieste sous un cocotier, je me reposerais et cela me serait profitable au moins !

La question est-elle de faire sauter le carcan des appareils qui pèse sur le mouvement ouvrier et le prolétariat sachant très bien quelque part que ce sera impossible aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas repris confiance en elle-même et qu'elle n'aura pas repris espoir qu'il pourrait exister un monde meilleur, processus qui se matérialiserait à une échelle de masse par son auto-organisation en dehors des appareils..., ou d'axer notre combat sur les droits légitimes des travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, du socialisme, afin de construire le parti sur la base d'une politique révolutionnaire en rupture avec le capitalisme et le réformisme qui n'est qu'une mouture de l'idéologie bourgeoise adaptée au mouvement ouvrier.

On ne peut pas combattre efficacement les appareils en les appelant sans cesse à prendre les choses en main, en leur donnant sans cesse le premier rôle, en les faisant passer pour des interlocuteurs valables et indispensables, ce discours est incompréhensible pour les travailleurs, inconsciemment vous vous faites les complices de leurs trahisons.

Deux attitudes totalement antinomiques. En agissant de la sorte, vous donnez un mandat aux dirigeants syndicaux, à l'opposé, je leur refuse tout mandat, y compris de la part des syndiqués dont le niveau de conscience politique pour l'immense majorité d'entre eux frôle la médiocrité absolue. Je ne nie pas leur existence, mais sachant à quoi m'en tenir à leur sujet, je leur refuse de prendre la direction du mouvement ouvrier, même si je sais pertinemment qu'ils sont aux commandes. Ce n'est pas moi qui crée ici un paradoxe, c'est la situation qui est ainsi. En tant que militant politique, je le rappelle, si je dois prendre en compte l'ensemble des facteurs qui composent la situation, en dernier ressort je conserve à l'esprit en permanence que c'est l'objectif politique que je me suis fixé qui déterminera mes positions et qui guidera mon action...

Les bureaucrates syndicaux, il y a bien quelqu'un qui les a mis là où ils sont, qui les ont élus lors de congrès. Partant du constat que ces dirigeants sont pourris jusqu'à l'os, pour les élire il ne fallait pas avoir grand chose dans la tête, non ? Il ne fallait pas avoir un niveau théorique et politique de la lutte de classes bien développé, non ? Donc vous prétendez qu'on pourrait aller de l'avant tout en sachant comment sont les uns et les autres aujourd'hui. Et vous voudriez qu'on vous suive dans cette voie ? Certes on doit faire avec ce qu'on a, mais ce n'est peut-être pas une raison pour faire n'importe quoi aussi. Le manque de maturité politique des syndiqués ne seraient-ils pas plutôt l'obstacle auquel il faudrait s'attaquer pour réduire ensuite les bureaucrates syndicaux à l'impuissance ou au silence, pour inverser les rapports qui existent aujourd'hui (à l'intérieur de la classe) et les contraindre malgré eux à avancer dans une voie qui leur répugne ? Mais pour que la conscience de classe des syndiqués et des travailleurs en général progresse, ne pensez-vous pas qu'il faudrait commencer par leur proposer une issue politique à laquelle ils pourraient se raccrocher pour reprendre espoir et ainsi se donner les moyens d'imposer leur conception de la lutte de classe aux bureaucrates syndicaux ? N'est-ce pas justement le rôle et le devoir des militants révolutionnaires ? La mobilisation pour la mobilisation, la grève générale pour la grève générale n'a aucun sens, cela conduit inéluctablement à une impasse politique.

Les travailleurs et les syndiqués ne disposent pas actuellement d'un axe politique qui fournirait une orientation politique à leur combat et sur lesquels ils pourraient s'unir, le problème politique que nous avons à résoudre ne serait-il pas celui-ci plutôt que l'attitude des dirigeants syndicaux vis-à-vis du pouvoir en place dont la crédibilité auprès des travailleurs ne dépasse pas le niveau de leur légitimité ?

Ce qui est curieux dans la démarche de ces militants, c'est qu'ils ne partent pas des enseignements acquis par les travailleurs sur le rôle infâme joué par les partis traditionnels dits ouvriers ou les dirigeants syndicaux, ils veulent absolument partir des illusions qui les habitent encore, qu'elles concernent les appareils, le capitalisme ou les institutions. Au lieu de prendre appui sur ce qui est positif pour essayer d'aller de l'avant, ils s'appliquent à partir systématiquement de l'aspect négatif de la situation... ou de chimères comme l'autogestion, par exemple.

Il n'existerait qu'une faible lueur de conscience politique dans la tête des travailleurs, qu'on devrait l'alimenter en permanence pour veiller à ce qu'elle ne s'éteigne jamais, d'ailleurs c'est impossible.

Entre ce qui serait souhaitable et ne pourra se réaliser que sous certaines conditions qui ne sont pas remplies aujourd'hui et ce qui paraît inévitable malgré nous, devinez de quel côté leur cœur balance ? Du mauvais côté là encore. Puisque c'est inévitable, allons-y, appelons les dirigeants à rompre avec Sarkozoy, appelons-les à prendre la direction d'un front unique, prions-les de bien vouloir appeler à la grève générale, et puis tant pis si finalement l'histoire se répète indéfiniment et qu'on en sera toujours au même point dans quelques décennies ou siècles, c'est que les choses devaient se passer ainsi, nous n'y sommes pour rien, ce sera la faute à pas de chance ou à cette foutue fatalité qui nous colle à la peau et qui aura ruiné tous nos espoirs, on pourra lire plus tard dans les livres d'histoire que le socialisme n'était qu'une mystification ou une utopie, et puis d'ici là nous serons tous morts, alors qu'est-ce que tout cela peut bien nous faire, en attendant continuons à égrainer (ou égrener) notre chapelets...

Retraites.

Le ministre chargé de l'Industrie, Christian Estrosi, a déclaré dimanche que le gouvernement s'orientait "vers une augmentation de l'âge de la retraite qui devrait dépasser les 60 ans", tout en assurant que cette option n'était pas encore définitivement "arrêtée". (Lepoint.fr 23.05)

Martine Aubry affirme, dans une interview au *Parisien Dimanche*, que si le gouvernement repoussait l'âge légal de départ à la retraite la

gauche le rétablirait à 60 ans en cas de victoire à la présidentielle de 2012. (20minutes.fr 23.05)

Mais comme par le biais de différents mécanismes déjà existant la majorité des travailleurs partent déjà à la retraite à 61,5 ans, autant dire qu'à lui seul ce critère ne suffit pas pour garantir la possibilité de partir à la retraite à 60 ans.

Le 25 mai

Le site est actualisé, plus le temps de causer, juste un petit mot personnel.

Ma compagne Magueswary n'a toujours pas le gaz et le téléphone après avoir déménagé depuis plus d'un mois à Aubagne. De plus elle a eu la mauvaise surprise après son retour en France le 17 mars dernier d'apprendre qu'une partie de ses médicaments ne lui seraient plus remboursés, du coup son médecin lui a donné gratuitement, un chic type d'origine égyptienne. Comme quoi nous sommes tous durement frappés par les mesures réactionnaires du gouvernement.

Elle doit se faire à nouveau hospitaliser cette semaine car sa santé décline rapidement. Elle devrait aller ensuite en maison de repos pendant au moins un mois. Je me suis demandé si la pose de ces deux valves cardiaques qui l'handicape à vie et la fait souffrir en permanence, n'a pas rapporté davantage à la clinique qui l'a opérée qu'à elle-même. Elle parle sans cesse de se suicider pour mettre fin à ses souffrances, il aurait peut-être été préférable pour elle qu'elle ne se réveille pas après son opération, c'est la réflexion douloureuse que je me suis faite. Elle s'accroche à la vie ce qui est compréhensible, excusez-moi mais quelle vie de merde, je ne peux même pas être à ses côtés.

Bonne semaine et bon courage, camarades, portez-vous bien et gardez le moral surtout.

PG - PCF : Querelle de boutiquiers entre "autocrates".

...les responsables PG réitèrent leur ambition d'un «parti commun de la gauche d'alternative au capitalisme», dont les communistes ne veulent pas.

Le PG reste sur ses fondamentaux dont ne veut pas le PCF (adhésions directes, parti commun, refus de discuter avec le PS et EE...) et les communistes, qui doivent remplacer Marie-George Buffet par Pierre Laurent au poste de numéro 1 lors du congrès du parti mi-juin, sont toujours crispés à l'idée d'une candidature Mélenchon qui se profile. Sur ce point, le PG menace même d'aller au clash si le rejet de l'ex-PS est répété publiquement par des responsables PCF: «*Aucune discussion sérieuse n'est possible sans le respect de chacun. Nous déplorons donc vos attaques récentes contre le Parti de Gauche en la personne de Jean-Luc Mélenchon et la campagne qui s'en est suivie.*»

En cause, une réponse de Patrice Bessac, porte-parole du PCF, précisant dans *Libération* que «*le Front de gauche n'est pas une autocratie*». Les lieutenants de l'ex-socialiste annoncent que «*si de tels débordements devaient se reproduire sans être désavoués, en dépit de cette solennelle mise en garde cette fois-ci formulée par écrit, nous en concluons qu'il s'agit d'une ligne d'action délibérée, d'un double langage, et non d'initiatives personnelles comme cela nous a été expliqué.* » (Libération.fr 24.05)

Après avoir tenté de vampiriser partiellement le PS, imité en partie le POI, puis engagé un virage en direction du pré-carré des Vert, le PG rêve d'absorber ce qui reste du PCF !

Mélenchon n'a semble-t-il pas compris que le mouvement ouvrier était si divisé, si éclaté, si subordonné au capitalisme et dans certains cas si sclérosé par réaction, que les dirigeants du PCF estimaient ne voir (pour le moment) aucun danger poindre à l'horizon pour le régime au point de devoir constituer même hypocritement une "*alternative au capitalisme*" (qui n'en serait pas une), encore moins de se fondre dans un "*parti commun*" sur cette base avec les autres composantes du Front de gauche.

Mélenchon est un grand démocrate comme chacun sait, un furieux opportuniste ou un mégalomane qui passe son temps à échafauder des théories foireuses ou des scénarios qui le sont tout autant, il en fait ici encore la démonstration, car il sait que la majorité des militants du PCF se sont déjà prononcés contre le scénario qu'il propose aux dirigeants PCF, il s'en tape complètement de l'avis des militants de ce parti que chacun d'entre nous devrait respecter évidemment, seuls ses dirigeants comptent à ses yeux, sauf que ceux-ci sont obligés de tenir compte à un moment donné de l'avis de leurs militants, situation qu'apparemment Mélenchon ignore, en passant, cela donne une petite idée de la conception de la démocratie qui doit régner au sein de son parti... que l'on ne recommandera à personne. Bien entendu, la direction du PCF peut passer outre l'avis de ses militants, mais dans la situation où se trouve aujourd'hui le PCF, il y a fort à parier qu'elle y aurait plus à perdre qu'à y gagner en agissant de la sorte, élément qui a semble-t-il aussi échappé à Mélenchon qui prend décidément ses rêves pour la réalité.

LO fait la fête !

La formation trotskiste tient jusqu'à ce lundi soir sa fête annuelle à Presles, dans le Val-d'Oise.

Une candidate de plus pour 2012. En marge de la quarantième fête de Lutte ouvrière qui se tient jusqu'à ce lundi soir à Presles, dans le Val-d'Oise, Nathalie Arthaud l'a reconnu : «Un consensus se dégage» autour d'elle pour prendre la suite d'Arlette Laguiller.

Pour autant, Arthaud tient tout de suite à préciser que «le sort des travailleurs n'est pas suspendu à 2012» . Et rarement comme ce week-end, depuis 1971, les militants n'auront eu le sentiment qu'il leur était légitime de pointer du doigt «la perversion du capitalisme», «Le système capitaliste est vraiment, vraiment au bout du rouleau» , insiste Nathalie Arthaud.

Son objectif : marteler publiquement que «*la dette, ce n'est pas notre dette, c'est la dette de ceux qui ont vidé les caisses et nous n'en sommes pas redevables...*» . Pour les retraites, la porte-parole de LO veut revenir aux 37,5 annuités. La seule limite d'âge à 60 ans «*n'est qu'un symbole*». «*Elle ne veut rien dire si vous n'avez pas votre compte d'années.*» Sur ce point, elle se sent proche des positions du NPA d'Olivier Besancenot même si ce parti, selon elle, «n'est plus communiste» . «*Et leur côté révolutionnaire, ils ne le mettent pas vraiment en avant...*» «*Ce qu'ils cherchent au NPA, dit-elle, c'est à regrouper ceux qui critiquent la société sans pour autant se sentir communistes.*»

Si Nathalie Arthaud ne croit pas aux vases communicants entre le NPA et LO, «ça n'existe pas», elle indique que son parti «*attire des jeunes qui rejettent la société et se tourment vers notre idéal. La situation fait d'ailleurs plus évoluer les idées qu'aucun de nos discours.*».

Question affluence, LO - qui selon les organisateurs compte près de 8000 adhérents - fera son compte ce soir. Ils espéraient bien accueillir, comme les années précédentes, environ 30.000 personnes. (lefigaro.fr 24.05)

Je ne suis pas très bien placé pour parler de LO, ce serait bien si des militants de cette organisation pouvaient intervenir dans le site.

Ce que je reprocherais à LO, c'est son isolement, pour ne pas dire son sectarisme, et son discours en direction des travailleurs à forts relents dogmatiques ou à l'opposé, frôlant l'infantilisme quand il se veut populaire, c'est ce dernier qui ferait son succès paraît-il. A l'opposé, le POI et dans une moindre mesure le NPA, essaie d'organiser des travailleurs et des militants provenant de différentes formations politiques.

Je rappelle principalement aux camarades qui ont découvert le site Lutte de classe depuis peu, que je peux me permettre de critiquer le discours dogmatique de LO en direction des travailleurs, dans la mesure où le site que j'anime ne s'adresse pas aux travailleurs en général contrairement à LO, mais uniquement à des militants déjà engagés dans la lutte de classe qui sont susceptibles en principe de saisir le discours que je tiens, sachant qu'il contient des références théoriques piochées dans le marxisme. Je l'ai précisé à plusieurs reprises, mais il est bon de le rappeler.

Il ne me viendrait jamais à l'idée de m'exprimer publiquement de la sorte en direction des travailleurs ou dans un tract, en utilisant des formules théoriques ou lapidaires qui apparaissent déconnectées de la réalité, à la limite on pourrait concevoir dans le journal une rubrique politique à caractère plus théorique qui serait réservée en priorité aux militants...

S'agissant des 8000 adhérents annoncés par LO.

Un camarade, qui a participé l'année dernière à plusieurs réunions appelées par LO sur sa commune, m'a expliqué hier au téléphone qu'il y avait croisé des "prolos", des "mères de famille", et que le niveau politique de ces réunions étaient particulièrement médiocres au point que les questions essentielles n'y étaient pas abordées. Comptabiliser des adhérents ne signifie pas forcément organiser des travailleurs, surtout quand ils ne participent à aucune activité politique.

LO qui prétend ne faire aucune concession sur le plan théorique et justifie ainsi son isolement (sauf quand il s'agit de s'encanailler avec le PS lors d'élections !), compterait donc parmi ses 8000 membres un grand nombre d'adhérents qui ne militent pas vraiment si j'ai bien compris, et pour lesquels forcément les questions théoriques si chères à la direction de LO passeraient à la trappe, ce qui expliquerait d'une part qu'on les voit rarement diffuser, et d'autre part que LO puisse revendiquer ce nombre d'adhérents. (A suivre)

S'agissant de tous ces partis, je ne retiendrais qu'une seule chose : ils causent bien, mais dès lors qu'il s'agit de passer à l'épreuve pratique il n'y a plus personne, aucun n'a répondu favorablement aux différentes propositions du POI ou n'a voulu s'associer à son combat qui consistait en premier lieu à organiser la classe. La craignent-ils à ce point pourrait-on leur demander ?

Pour ma part, je continue de soutenir le combat engagé par le POI, car malgré les réserves que l'on peut formuler, il est orienté dans la bonne direction. J'estime que ceux qui refusent de s'y associer craignent avant tout de confronter leurs idées avec celles des militants du POI, à moins qu'ils n'en aient pas les moyens théoriques ou politiques. Cela dit, aucun prétexte ou désaccord entre nous ne devrait constituer un obstacle au rassemblement des militants entendant combattre le gouvernement dans les comités formés à l'initiative du POI, ce qui ne signifie pas forcément adhérer au POI, mais ce qui ne l'interdit pas non plus, chaque militant ou travailleur décidant librement quelle formation politique est la plus proche de ses convictions pour y militer.

Franchement, il y en a marre des camarades qui critiquent tout le monde et qui ne militent pas ou plus, ils ont perdu le sens de la mesure ou ils ne l'ont jamais eu, à moins qu'ils aient tout simplement perdu confiance dans le prolétariat et donc en eux-mêmes, qu'ils sachent qu'on a besoin de chaque militant, pas un n'est inutile, et puis merde, qu'ils se disent une fois pour toute que leurs convictions si elles sont

demeurées intactes, valent mieux que les divisions du mouvement ouvrier, et qu'en continuant le combat sur des bases loyales et honnêtes ils oeuvreront à son unité, pour la victoire du socialisme. Je ne vise personne en particulier évidemment, je mets seulement en adéquation mes actes avec mes paroles, ce que devrait faire ou apprendre à faire chaque militant.

Je ne suis pas un donneur de leçons, organisez-vous, c'est le seul conseil que je peux leur donner pour donner (ou redonner) un sens pratique à leurs convictions et à leur vie par la même occasion. Vous ne pouvez pas savoir à quel point le terrain me manque.

Grèce. PASOK = FMI = UE.

La Commission a envoyé une lettre jeudi dernier demandant que la réforme soit appliquée dans son ensemble '*à partir de 2015, et non 2018*' comme le prévoit le projet, a déclaré M. Lovedos sur une chaîne de télévision privée. La Commission réclame aussi que la retraite complète soit accordée après quarante ans de cotisations, contre trente-cinq ans actuellement, ainsi que des mesures excluant toute retraite pour les femmes avant 50 ans.

Les autorités européennes demandent par ailleurs la réforme immédiate des pensions versées à vie aux jeunes filles dont la mère est décédée avant leurs 26 ans, le regroupement des caisses de retraite avec la mise en place rapide de trois caisses pour l'ensemble des professions. (Lemonde.fr 24.05)

Italie.

Le Parlement italien devrait approuver mardi de nouvelles mesures d'austérité à la demande du gouvernement qui souhaite équilibrer ses comptes, grevés par le niveau élevé de la dette publique, afin de protéger cette dernière des assauts des spéculateurs.

Ces restrictions budgétaires fortement contestées pourraient inclure un gel des salaires dans la Fonction publique pendant trois ans, une baisse des plus hauts salaires de fonctionnaires et une réduction des budgets sociaux, selon de hauts responsables italiens. (AP 24.05)

Grande-Bretagne.

Le personnel navigant de British Airways a entamé lundi une grève de cinq jours après l'échec de discussions avec la direction durant le week-end au sujet des salaires, des suppressions de postes et des conditions de travail.

La compagnie aérienne a dit prévoir tout de même le maintien de plus de 60% de ses vols long-courriers et de plus de la moitié de ses vols court-courriers au départ de l'aéroport londonien d'Heathrow, ce qui devrait permettre à près de 70% de ses passagers d'atteindre leur destination.

Les vols au départ de deux autres aéroports londoniens, Gatwick et City, ne sont pas affectés par cette grève. (Reuters 24.05)

Pologne. Ils sont comme chez eux.

Des dizaines de soldats américains et une batterie de missiles Patriot se trouvent désormais en Pologne, où ils resteront stationnés pendant deux ans pour former l'armée polonaise à ce système sophistiqué de missiles téléguidés sur une base située à quelques kilomètres de la frontière russe.

Ce déploiement implique pour Washington un engagement de plus longue durée que tous les projets précédents entre les armées américaine et polonaise et marque '*la première présence continue*' de soldats et d'équipements américains en Pologne, a précisé Andrew Paul, porte-parole de l'ambassade américaine à Varsovie. (AP 24.05)

Chine.

Au premier jour du deuxième Dialogue stratégique et économique entre la Chine et les Etats-Unis qui se tient à Pékin, Hu Jintao a affirmé que le gouvernement chinois souhaitait développer la demande intérieure afin d'équilibrer davantage la croissance, évolution appelée de ses vœux par Washington, qui espère réduire son vaste déficit commercial avec Pékin.

En 2009, celui-ci s'est établi à 226,8 milliards de dollars, contre un record de 268 milliards de dollars en 2008. Washington espère développer ses exportations vers la Chine.

Tentant de démontrer aux Chinois qu'une appréciation de leur devise serait également de leur intérêt, le secrétaire au Trésor a indiqué qu'un taux de change plus souple permettrait de supprimer l'inflation et d'inciter le secteur privé chinois à investir dans des activités plus productives et à plus forte valeur ajoutée. (Reuters 24.05)

Le 26 mai

J'ai corrigé au passage quelques fautes : *soi-disant* au lieu de *soit-disant* ou *connaie* au lieu de *connait*, dans le premier cas j'utilise plus souvent le subjonctif présent de l'auxiliaire être, et dans le second c'était une faute d'inattention. Je n'ai pas eu le temps de tout relire, c'était juste en survolant la page d'accueil que je me suis aperçu de ces fautes, avec mes excuses, mais c'est inévitable.

Quelques réflexions très brèves.

1- Le modèle de "*flexisécurité*" danois qui était soi-disant la panacée en terme de condition de travail et de protection sociale a du plomb dans l'aile, les bobards et les clichés tombent... Tant mieux : vive la crise et le socialisme !

2- Grèce, Portugal, Espagne, Allemagne, Italie, Danemark, France, etc. maintenant plus personne ne pourra dire qu'il ne sait pas à qui les dirigeants du vieux monde entendent faire payer la crise de leur système économique, crise qui a démontré que les limites dans lesquelles étaient contenues ses contradictions poussées à l'extrême étaient atteintes ou dépassées (si besoin était) et qu'il était indispensable de passer à une société basée sur la propriété et la gestion collective des moyens de production et financier, à la fois pour s'opposer à la terrible régression sociale qui accompagnerait la survie du capitalisme, et pour enfin pouvoir satisfaire les besoins et les aspirations de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

3- Scènes de guerre civile au Mexique, en Jamaïque, fusillades à répétition à Marseille ou en Ile-de France, la décomposition de la société qui est le produit de celle du capitalisme a atteint des sommets, elle a déjà franchi le degré de pourriture au-delà duquel la barbarie est la seule perspective que le capitalisme réserve à tous les peuples. Dans de nombreux pays dans le monde, la vie quotidienne est devenue depuis longtemps synonyme de cauchemar, du fait que tous les rapports sociaux ont été détruits ou subordonnés à la survie du capitalisme lui-même en état de décomposition profonde. La faillite du capitalisme menace donc désormais la survie de la civilisation humaine à l'échelle de la planète.

4- Ce serait s'engager dans la "*bonne voie*" que d'avancer dans la voie de la "*personnalisation des cours*" au collège selon l'OCDE et le ministre de l'Education, ce qui se traduirait par des cours le matin et des activités sportives l'après-midi, selon le projet en cours d'expérimentation lancé dans une centaine d'établissements scolaires. (source : Lemonde.fr 25.05)

Cela se traduirait si cette expérience se généralisait, d'une part, par moins de cours et donc la suppression de centaines de milliers de postes de professeur conformément à la politique du gouvernement de ne plus remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, d'autre part, par un appauvrissement des moyens mis à la disposition des élèves pour acquérir les connaissances qui leur sont nécessaires pour continuer leurs études et obtenir des diplômes, ce qui aurait pour conséquence à la fois de renforcer les inégalités déjà existantes entre les élèves provenant de milieux sociaux différents, et de rejeter plus rapidement encore de l'école tous les enfants des milieux ouvriers les plus défavorisés, à défaut de pouvoir les faire disparaître de la société ou de les supprimer physiquement, ce sera un "bon" moyen de s'en débarrasser à moindre frais.

Que ferions-nous si nous étions au pouvoir ? C'est quoi le socialisme appliqué à l'école ? On attend que nos dirigeants qui sont pour la plupart des enseignants veuillent bien nous éclairer sur cette question. L'école serait-elle toujours vécue comme une obligation, voire une punition ?

Nous expliquerions à nos enfants et à nos élèves, que l'on va à l'école pour découvrir le monde dans lequel nous vivons, en partant du constat qu'à notre naissance on ne sait rien, on ne comprend rien, qu'on naît esclave de notre environnement, mais qu'on n'est pas destiné à le demeurer toute notre vie, et que par conséquent le but du jeu est d'acquérir les outils nécessaires pour maîtriser notre destin ou s'en forger un, tout en participant à la transformation du monde de façon à ce que chacun (et la communauté humaine) puisse satisfaire ses besoins ou ses aspirations...

5- Au cours du XXe siècle, les pays dominants ont assuré la survie du capitalisme et imposé leur suprématie au reste du monde en continuant de piller les ressources des pays dominés et la surexploitation leur main d'oeuvre, jusque dans les années 70-80 où ces derniers ont accéléré leur développement industriel pour finir par concurrencer les pays dominants.

La crise, on pourrait peut-être la résumer ainsi : le gâteau a grossi, mais comme le nombre de convives a considérablement augmenté avec la forte augmentation de la démographie mondiale (la population mondiale a pratiquement doublé entre 1945 et 2010, elle a été multipliée par 6 depuis le début du XXe siècle), et que dans le même temps, la minorité qui tient le couteau pour répartir les parts qui doivent revenir à chacun, après s'être servie généreusement en premier, s'est montrée de plus en plus gourmande tout en étant toujours plus nombreuse (voyez l'augmentation du nombre de millionnaires ou milliardaires à travers le monde), il arrive forcément un moment où le gâteau s'avère trop petit pour servir tout le monde, où des limites sont atteintes, surtout que notre gâteau ressemblait davantage à un soufflé toujours prêt à retomber, gonflé artificiellement à coup de dettes et de déficits (notamment depuis le début des années 90) ou de bulles qui éclatent, où tout le monde ne peut plus être servi à sa faim (tout le monde ne l'a jamais été d'ailleurs), où il faut réduire la part de chacun aussi modeste fut-elle au départ, où au sein de cette minorité la part qui revenait à chacun doit être remise en question pour faire de la place aux nouveaux arrivants (ce qui va alimenter les tensions politiques)...

On en est arrivé au moment où le gâteau va leur exploser à la figure, où l'ensemble de ces contradictions conduisent à la paralysie du système économique (on en est à cette étape), à la dislocation du marché mondial, à une gigantesque explosion sociale qui se terminera par une révolution prolétarienne et l'abolition du capitalisme, si le prolétariat parvient à se donner une direction politique et à prendre le pouvoir, alors seulement chacun pourra enfin manger à sa faim dans tous les pays et sur tous les continents, dans le cas contraire, c'est la misère, la famine, la guerre, le chaos et la pire des barbarie qui nous attend.

Organisons-nous et engageons le combat sous le drapeau du socialisme sans attendre d'en arriver-là.

6- Au fait, aux camarades qui hurlent grève générale dans un mégaphone, je leur signale que les Grecs en sont déjà à leur quatrième grève générale depuis le début de l'année... avec le résultat que l'on sait.

Nos révolutionnaires sont sympathiques évidemment, on les aime bien, mais ils sont toujours incapables d'inclure le niveau de conscience politique des travailleurs dans leur analyse de la situation, on leur souhaite d'y parvenir rapidement.

A l'adresse de ceux qui estiment que 36, 47 ou 68 devrait nous servir de référence ou de modèle, qu'ils n'oublient pas d'ajouter à leur panoplie la seconde-guerre mondiale et la Ve République pour que le compte y soit. Eh oui ! l'histoire de la lutte des classes est incompréhensible ou donnera lieu à une interprétation erronée lorsque l'on procède par abstraction, il faut considérer l'ensemble des événements ou des facteurs dans leurs rapports en les situant dans leur évolution ou développement pour avoir une vision globale de la situation et pouvoir ensuite l'analyser et en tirer des enseignements théoriques et pratiques.

Retraites.

1- Travailler plus longtemps serait "logique".

"Si on veut résoudre les difficultés de nos régimes d'ici à (2020) et augmenter la durée d'activité dans les prochaines années, il faut donc agir également sur l'âge légal de départ à la retraite. C'est une option logique pour le gouvernement", affirme le ministre du Travail dans un entretien au site internet de "Paris Match", tout en précisant qu'"*aucune décision n'a encore été prise sur le niveau auquel il faudrait porter l'âge légal*". (AP 25.05)

Chargé du dossier des retraites à l'UMP, le député de la Marne Arnaud Robinet a évoqué dans des interviews un "minimum" de 62 ans pour l'âge légal, voire même 65 ans "*si on se place à l'horizon 2030*". (Reuters 25.05)

Quel dommage que l'homme ne soit pas immortel !

2- Entre la peste et le choléra...

Une majorité des Français (57%) estime que les propositions du Parti socialiste sur les retraites sont meilleures que le projet de réforme gouvernemental, qui ne récolte que 33% d'opinions favorables, selon le baromètre BVA-Absoluce sur la politique économique paraissant mercredi dans "Les Echos" et diffusé sur France-Info. (AP 25.05)

Le PS a été meilleur en communication que l'UMP sur ce coup-là, à moins que les "Français" ne se soient pas donnés la peine de lire attentivement le document du PS, ce qui est plus que probable, ils en sont restés aux déclarations d'Aubry, du coup ils l'ont interprété à leur avantage en y trouvant ce qu'ils y cherchaient... qui n'y figurait pas forcément.

Quand les instituts de sondage servent d'agences de communication au gouvernement.

Plus de neuf Français sur dix (91%) pensent que la crise financière aura un impact sur tout le monde et pas uniquement sur ceux qui ont investi en Bourse, selon un sondage Infrarces pour France Info et 20 Minutes diffusé mardi.

L'opinion publique est convaincue dans sa grande majorité (77,9%) que le gouvernement va mener une politique de rigueur - les plus de 55 ans étant les plus pessimistes (83%).

Les sondés sont plutôt favorables à des mesures fiscales qui toucheraient les plus riches ou les banques mais sont majoritairement (88,2%) contre une augmentation de la TVA. (Reuters 25.05)

Manipulation. Balancer ce genre d'infos présente au moins trois avantages :

1- Tout d'abord, elle n'est pas à l'initiative du gouvernement.

2- Ensuite, ils préparent ce qu'ils appellent l'opinion publique au pire, de telle sorte que lorsque le gouvernement dévoilera son plan d'austérité, certains s'estimeront heureux d'avoir échappé à un traitement encore plus brutal.

3- Pour finir, elle légitime par avance les mesures scélérates que le gouvernement prendra, il pourra dire qu'il n'a pas pris les "Français" en traite puisqu'ils s'y attendaient, et il pourra ajouter que dans une certaine mesure elles leur semblaient inévitables, pour un peu ils les auraient souhaitées et la boucle est bouclée !

Le mal aimé.

Ce mardi matin, vers 10h 30, alors que Nicolas Sarkozy, se trouvait à Beauvais, dans le collège Fauqueux, un jeune élève a jeté une bouteille d'eau en plastique sur le chef de l'Etat.

La veille, les jeunes agriculteurs de l'Oise ont déversé des ballots de paille devant la préfecture du département à Beauvais, et à proximité de la salle où le chef de l'Etat doit s'exprimer. (Lepost.fr, sources : TF1 et France2 25.05)

Le bien aimé de la famille UMP-PS

1- Dominique Strauss-Kahn est en forte hausse de popularité auprès de l'électorat de l'UMP après son passage sur France 2.

Dans le baromètre Ipsos de l'action politique, paru mardi, le directeur général du Fonds monétaire international, les sympathisants de l'UMP en font leur troisième leader politique préféré à 76% juste derrière la ministre de l'Economie qui reste en tête auprès de l'électorat UMP avec 77%.

2- Les sympathisants du PS le placent également en troisième place à 66%. (Reuters 25.05)

Le gouvernement et les députés UMP ont renoncé à supprimer les triangulaires pour l'élection des futurs conseillers territoriaux, préférant finalement porter le seuil de maintien au second tour de 10 à 12,5 % des inscrits. (Lemonde.fr 25.05)

Chantage et mensonge.

1- La crise de la dette européenne est le principal risque qui pèse sur la reprise mondiale, déclare le directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn. (Reuters 25.05)

2- La Commission européenne proposera mercredi la mise en place d'une taxe sur les banques européennes qui servirait à financer d'éventuels futurs sauvetages d'établissements financiers, déclare José Manuel Barroso, président de l'exécutif européen.

"La Commission adoptera demain une communication sur un fonds de sauvetage des banques (...) qui sera financé par les banques elles-mêmes afin de minimiser pour les contribuables le coût de sauvetage d'un établissement en faillite", a déclaré Jose Manuel Barroso, lors d'une conférence.

D'après *Le Figaro* à paraître mercredi, le prélèvement devra s'appliquer aux banques, et non pas aux institutions financières en général. (Reuters 25.05)

La Bourse ou la vie.

L'indice boursier paneuropéen FTSEurofirst 300 a clôturé en baisse de 2,26%. À Paris, le CAC 40 a perdu 2,9% et les Bourses de Madrid et de Lisbonne ont lâché respectivement 3,05% et 2,75%.

New York, l'indice Dow Jones a cédé 0,23% et le Nasdaq Composite a reculé de 0,12%.

Tokyo, l'indice Nikkeia fini en baisse de 3,06%.

Le 27 mai

Pas très en forme, depuis trois jours la température frôle les 45°C à l'ombre, sans un brin de vent on crève littéralement. Il fait si chaud qu'ils ont renoncé provisoirement aux coupures de courant par crainte des réactions violentes de la population, ici ça démarre au quart de tour !

Apparemment l'état de santé de mon épouse ne serait pas aussi grave et elle devrait rester chez elle. Elle m'a confirmé qu'elle n'avait toujours pas le gaz après avoir déménagé depuis près de deux mois, ni le téléphone (free box), et il y a toujours des problèmes avec l'électricité, l'office HLM lui a dit qu'elle devrait encore déménager car le logement qu'ils lui ont attribué présenterait de graves problèmes de sécurité. Si un camarade pouvait me donner les coordonnées d'une association sérieuse pour handicapés qui pourrait l'aider, je suis preneur.

Faisons un peu de politique, pas trop quand même par crainte de se retrouver confronter rapidement avec ses propres contradictions j'ai envie d'ajouter. En voici un exemple tiré de l'actualité.

J'ai lu qu'il y en avait qui réclamaient l'annulation de la dette des Etats des pays dits développés, dont la Grèce. Ils veulent soulager qui ? Le prolétariat ou l'Etat des capitalistes ? Le gouvernement qui n'a pas d'autre choix possible que de s'attaquer frontalement au prolétariat avec les risques politiques que cela comporte ? Vous préféreriez sans doute que Sarkozy (ou Papandréou en Grèce) conduise une politique conforme à vos attentes, est-ce ce qu'il faut déduire de cette proposition ? Leur bonne conscience ne serait-elle pas celle de serviteurs zélés de l'Etat dont aucun fonctionnaire ne souhaite la disparition parce qu'il est leur employeur ?

C'est la panique tout fout le camp, au moins cela permettrait de sauver ce qui peut l'être encore... afin de permettre à certains de pouvoir continuer de vivre comme avant, car l'ensemble du prolétariat n'est pas logé à la même enseigne à ma connaissance.

Ignoreriez-vous par hasard que des millions de travailleurs et leurs familles en France et dans tous les pays de l'UE en avaient déjà plus que marre de la vie que leur réservait quotidiennement l'Etat et les patrons car pour moi et pour eux ils sont indissociables ? De toutes évidences ce n'était pas vraiment votre préoccupation prioritaire, une simple analyse de votre orientation politique suffirait à le prouver sans conteste. On comptera sur votre impartialité proverbiale pour ne pas vous y soumettre.

Ignoreriez-vous, vous qui êtes des révolutionnaires, que ce sont principalement pour ne pas dire uniquement les conditions objectives qui poussent les masses à se soulever contre l'ordre établi et que si leurs conditions d'existence ne deviennent pas un jour ou l'autre insupportables, point de révolution, point de socialisme, point de liberté ? Ah vous avez lu cela quelque part, mais vous avez oublié d'en tenir compte dans la pratique, comme c'est dommage... pour le prolétariat !

Et cela au moment même où le gouvernement ménage une partie des fonctionnaires sur la question des retraites et que ceux-ci travailleront le 27 mai, comme ils bosseront le 15 juin s'ils n'ont que la question des retraites en tête. C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y en a qui refusent toujours de prendre en compte la réalité, qui pensent avoir toujours raison, qui détiennent leur vérité, des dogmatiques incurables, des intellectuels sclérosés qui ont oublié jusqu'aux principes fondamentaux sur lesquels reposent le socialisme et le marxisme, un simple constat, je ne veux pas les acculer plus qu'ils ne le sont, après tout une erreur cela se corrige, disons que cela devient urgent, s'il n'est pas déjà trop tard.

On doit combattre contre la remise en cause de nos droits sociaux, mais nous ne sommes pas comptables de pouvoir les sauver ou non, adopter une autre attitude reviendrait à se placer sur le même terrain que les appareils, pour lesquels le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière ne devait pas se situer dans la perspective de l'abolition du capitalisme qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui. Ce combat a été menée comme si les acquis sociaux arrachés ou les droits conquis au détour d'un rapport de force favorable au prolétariat l'étaient pour l'éternité.

Grave erreur dont on paie aujourd'hui le prix fort, sans disposer des moyens pour inverser la tendance une fois le prolétariat totalement subordonné au capitalisme, après avoir abandonné dans les faits le combat pour le socialisme au profit des seules revendications à caractère alimentaire. Paraît-il que c'était le meilleur moyen pour avancer vers notre objectif, la prise du pouvoir, en réalité, pour peu qu'on veuille bien faire preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, on s'aperçoit aujourd'hui que les stratégies politiques élaborées et mise en oeuvres pendant plus d'un demi-siècle étaient erronées, qu'elles ont conduit le mouvement ouvrier dans une terrible impasse.

Autrement dit, on a privilégié l'amélioration des conditions d'existence des exploités au détriment du combat pour le socialisme, et voilà qu'un beau matin on se réveille en se demandant qu'est-ce qui se passe, les travailleurs auraient un niveau de conscience politique au ras du caniveau. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, tout ce qu'ils ont obtenu, ils l'ont obtenu sous un régime capitalisme, ils ne sont pas ingrats eux au moins, ils ne demandent qu'une chose aujourd'hui : que cela continue !

Si au contraire nous avions mené notre combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste au lieu de se cantonner au trade-unionisme ou au réformisme, sans doute que certains droits n'auraient pas pu être acquis, peut-être que certains acquis n'auraient pas pu être conservés, peu importe j'aurais envie de dire, car en échange et c'est là la question déterminante, nous aurions pu commencer à construire un solide parti révolutionnaire sur des bases politiques saines, nous aurions eu la possibilité de consacrer du temps à le consolider sachant que la révolution n'était pas pour le lendemain matin (encore aurait-il fallu ne pas faire croire le contraire aux militants) compte tenu de l'immaturité des conditions objectives, facteur que l'on a négligé ou sous-estimé, à former un par un chaque militant, à constituer et organiser un réseau de comités composés de travailleurs et de militants d'horizons divers du mouvement ouvrier qui ne réunissaient pas forcément les conditions requises pour rejoindre le parti, mais qui auraient pu constituer avec le temps un vivier pour sa construction dans toutes les couches du prolétariat, certes nous n'aurions pas recruté des centaines de milliers de travailleurs ou davantage, mais au moins nous aurions pu recruter les travailleurs les plus déterminés à rompre avec le régime ou qui auraient eu la capacité de comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme, et de les conserver par la suite, à défaut de conditions objectives plus favorables, c'est en nous

adressant aux meilleurs de chaque travailleur que nous aurions forgé les cadres du parti appelés à se transformer en parti de masse au moment de l'ouverture de la crise révolutionnaire...

J'écris nous ou on car je me sens concerné évidemment, bien que je n'aie jamais été un dirigeant, on partage le combat pour la même cause, c'est ce que je voulais dire par là. On a eu faux sur toute la ligne, ayons la modestie de le reconnaître, voilà la conclusion à laquelle je suis parvenue, et qu'à ma connaissance nous devons être bien peu à partager.

En voulant épargner au prolétariat de vivre plus mal demain qu'aujourd'hui, en se bornant à cet unique objectif, on a fait en sorte que le jour où effectivement la crise du capitalisme sonnerait le glas de la remise en cause de ses droits, il se retrouverait complètement désarmé théoriquement et politiquement, et que là pour le coup il en prendrait plein la figure pour pas un rond, car il ne comprend rien à la situation, il n'a même pas été foutu de tirer les leçons du constat que les candidats de l'UMP et du PS avaient en réalité le même programme en 2007, par exemple. Les dirigeants du PT et de la LCR, qui croyaient sans doute aux miracles à défaut d'analyse sérieuse de la situation, ont voulu donner un nouvel élan à leur parti en pensant qu'ils pourraient profiter de la situation, résultat : le POI et le NPA comptent guère plus de véritables militants que le PT ou la LCR. On a eu largement le temps de construire le parti (60 ans !), on a laissé passer une multitude d'occasions qui auraient permis d'accélérer sa construction, et chaque fois qu'on a cru qu'une occasion était la bonne, cela s'est révélé être une catastrophe, cela aussi devrait faire réfléchir un peu plus les militants

C'est comme si on préconisait à une personne de changer d'alimentation alors qu'elle a fini par s'habituer à celle qu'on lui imposait, même si elle reconnaîtra volontiers des mérites à celle que vous lui proposez, elle n'aura pas envie d'en changer pour autant sous peine justement de changer une habitude avec laquelle elle a fini par s'identifier, comme si elle venait d'elle-même, on pourrait dire aussi qu'elle préférera s'en remettre à la fatalité plutôt que d'expérimenter quelque chose qu'elle ne connaît pas. Il faut qu'elle n'ait plus rien à se mettre sous la dent ou pas suffisamment pour prêter une oreille attentive au régime alimentaire que vous lui proposez. (A suivre)

L'actualité en titres.

1- Retraites : ils nous attendent au tournant.

- Retraites: le test - AP
- Retraites : une journée-test pour les syndicats et le gouvernement - LeMonde.fr

2- Afrique. Un continent sacrifié.

- Les tensions risquent de dégénérer au Cameroun - Reuters
- Afflux de réfugiés ghanéens au Togo - AP

3- Tensions internationales.

- Le Liban ouvre le feu sur deux avions israéliens - LeMonde.fr
- Raids aériens israéliens dans la bande de Gaza - LeMonde.fr
- La Russie fustige la «démagogie politique» d'Ahmadinejad - Libération.fr
- La guerre de communiqués se poursuit entre les deux Corées - AP

4- Ca pue la coke :

- Le Mexique, roi du deal - Libération.fr
- L'Afrique, la plaque tournante - Libération.fr
- De la chimie plein le nez - Libération.fr

L'esclavagisme des temps modernes qui sert de modèle à Strauss-Kahn (quand il fait l'éloge de la croissance chinoise).

Extrait d'un article de Libération.fr et AFP d'hier.

Au total, douze employés chinois de Hon Hai Precision Industry, connu sous le nom commercial de Foxconn, se sont jetés dans le vide depuis le début de l'année.

Mercredi, le président et fondateur du groupe, Terry Gou, venu de Taïwan en jet privé, a présenté des excuses pour les suicides. «*Je présente mes excuses pour l'impact que cela a eu sur la société*», a-t-il déclaré.

Selon la chaîne de télévision taiwanaise CTI et le journal cantonais *Southern Metropolis Daily*, la direction du groupe a demandé aux employés de s'engager par écrit à ne pas attenter à leurs jours et à accepter un traitement psychiatrique «*si leur état physique ou mental est anormal*».

Haïssable leur monde, non ? Je connais des patrons en Inde, ils ont exactement la même mentalité, on a du mal à les considérer comme faisant partie de la communauté humaine.

Ne vous fiez pas aux titres des articles de presse, on pourrait penser que la grève générale va embraser l'Europe, alors qu'en réalité...

1- Espagne. Lundi le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, a déclaré sur la chaîne de télévision TVE : "*Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne.*" (Lemonde.fr 24.05)

2- Italie. La CGIL, qui revendique plus de cinq millions d'adhérents, va proposer une grève générale de quatre heures fin juin.

"*Les fonctionnaires sont prêts à faire des sacrifices, mais ils refusent d'être les seuls*", a déclaré Guglielmo Epifani, secrétaire générale de la CGIL, lors d'une conférence de presse. (Reuters 26.05)

3- France. Trois petits tours et puis s'en vont, telle sera la journée de grève du 15 juin appelée par FO. Attendez, dans le IO (n°99) de cette semaine, une furieux de FO prédit qu'à partir du 16 juin la situation sociale aura changé, je ne plaisante pas hélas ! A moins que la journée d'action du 27 mai ne se transforme en grève générale, mais là aussi je crois qu'il ne faut rêver non plus.

Retraites.

1- Les dirigeants syndicaux ont laissé filer volontairement 42 jours pour laisser le temps à la propagande du gouvernement de faire son oeuvre.

Dès le 14 avril, soit deux jours après le début de la concertation avec les partenaires sociaux, Eric Woerth avait notamment déclaré sur RTL que le critère, "*c'est l'allongement du temps, à un moment donné, de travail.*" "*On verra quelle forme ça peut prendre, mais quand vous vivez plus longtemps, à un moment donné vous devez passer plus de temps au travail, et puis vous passez plus de temps à la retraite*", avait-il expliqué.(AP 25.05)

2- Que recouvre le discours vindicatif du jaune Chérèque ? La contre-réforme est déjà acquise, c'est déjà demain !

A propos des décisions du gouvernement annoncées par Woerth et Bertrand : "*C'est un choix que je ne peux pas accepter et je me battraï contre ce choix et j'irai jusqu'au bout pour trouver des mesures qui atténuent, pour ces salariés là, cette mauvaise décision du gouvernement*", a-t-il assuré. Pour lui, "*la réforme, non seulement sera injuste*", mais en plus, il "*restera le problème du financement à long terme*". (AP 25.05)

Il parle au futur de "*mesures*" qui "*atténueraient*" cette "*mauvaise décision du gouvernement*" comme si elle était déjà entrée en vigueur. Et puis le congrès de la CFDT approche...

Retraites. Rappel, ils ont dit.

1- La Talonnette. Dans un entretien à RTL en mai 2008, interrogé sur la proposition de Laurence Parisot (Medef) de relever l'âge légal à 63 ans et demi, le président de la République avait en effet répondu: «*Elle a le droit de dire ça, j'ai dit que je ne le ferai pas. Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français. Je n'ai donc pas de mandat pour cela.*» (libération.fr 26.05)

2- M. Rocard, qui le 19 janvier témoignait sur la radio BFM de ses sentiments à l'égard de la décision de François Mitterrand en 1982 : "*Tous les ministres compétents en économie, Jacques Delors, moi et quelques-uns, nous étions catastrophés, nous savions très bien que cette mesure n'était pas compatible avec l'évolution de la démographie française.*"

3- L. Fabius. A l'Assemblée nationale hier, Fillon conseillant au PS de "*participer activement, concrètement, à la consolidation des régimes*

de retraite" : *"En le faisant, vous ne vous trahiriez pas, vous ne trahiriez pas Laurent Fabius, ministre de l'Economie, qui déclarait le 20 mars 2002: 'Puisque l'espérance de vie augmente de trois mois, cela veut dire que les actifs doivent financer chaque année des retraités qui vivront trois de plus. Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas un ajustement? Bien sûr qu'il y aura un ajustement'".*

4- D. Strauss-Kahn. Encore Fillon hier à l'Assemblée nationale en direction du PS : *"En faisant cela, vous seriez fidèles à Dominique Strauss-Kahn qui déclarait il y a quelques jours fort opportunément que lorsqu'on vivra jusqu'à cent ans, il n'y a pas de raison de maintenir la retraite à 60 ans".*

5- M. Aubry. Suite de l'intervention de Fillon : *"Mais surtout en faisant cela, vous seriez fidèles à Mme Aubry, qui déclarait le 17 janvier dernier: 'On va aller, on doit aller à 61 ou à 62 ans'".* (Reuters 26.05)

La reconnaissance du ventre en guise de conscience de classe ?

1- La réforme des retraites en France qui va reporter l'âge légal de la retraite, fixé actuellement à 60 ans, ne concernera pas dans l'immédiat les salariés des régimes spéciaux, notamment de la SNCF, a déclaré mercredi le ministre du Travail Eric Woerth.

Ces régimes concernent environ 500.000 actifs et 1,1 million de retraités à EDF, GDF, la RATP, la SNCF notamment. Une première réforme, adoptée laborieusement en 2007 après une vague de grèves, a porté la durée de cotisation pour une retraite à taux plein de 37,5 années à 40 ans d'ici 2012.

Leurs salariés conserveront pour l'instant la possibilité de partir à 60 ans, comme le prévoyait la réforme de 2007, a dit Eric Woerth sur LCI.

Son cabinet a précisé ensuite à Reuters que la réforme s'appliquerait bien aux personnels de la SNCF et des autres régimes spéciaux, mais de manière différée par rapport aux autres salariés.

L'échéance de 2018, qui figure dans la réforme de 2007, ne sera pas forcément retenue pour l'alignement des régimes spéciaux sur le sort général, qui pourra être plus précoce ou plus tardive. *"Il n'y a pas de date pour l'instant"*, a-t-on dit à Reuters.

Le ministre s'est montré plus évasif sur un éventuel alignement des règles régissant le secteur public, où le montant de la pension est calculé sur les six derniers mois, et le privé, où il dépend des 25 meilleures années. (Reuters 26.05)

2- Selon *Les Echos* à paraître mercredi, la grève sera faiblement observée à la SNCF car le report de l'âge légal à la retraite que semble prévoir le gouvernement ne concernera pas les régimes spéciaux. (Reuters 26.05)

La SNCF prévoit des perturbations limitées. La RATP prévoit un trafic normal ou quasi normal sur les réseaux métro, bus, tramway et sur sa partie du RER A, mais seul un RER B sur deux circulera. Seule la CGT a déposé un préavis de grève. (Libération.fr 26.05)

Simple coïncidence ? Pas vraiment puisqu'en dehors de la CGT, les autres syndicats de l'intersyndicale (excepté FO) n'ont même pas appelé à la grève le 27. Attendons de voir la réaction des cheminots le 27 pour en dire davantage.

Attendons-nous à de nouveaux déremboursements de médicaments.

Le vieillissement de la population devrait entraîner d'ici à 2029 une hausse des dépenses de médicaments remboursables vendus en pharmacie comprise entre 7,5 et 12,5 milliards d'euros par rapport à 2004, selon une étude publiée mercredi 26 mai pour le compte des industriels du secteur.

Dans un premier scénario, qui prend en compte uniquement les évolutions démographiques, le vieillissement de la population se traduit par un surcroît de dépenses de médicaments de près de 9,8 milliards d'euros en 2029 par rapport à 2004, soit une croissance moyenne annuelle de 1,44 %. Dans un scénario de *'vieillesse en bonne santé'* (même âge de décès, mais maladie plus tardive), ce surcroît de dépenses atteint 7,5 milliards d'euros, soit une croissance de 1,14 %. Enfin, dans un scénario de *'vieillesse en bonne santé et de progrès médical'* (la maladie et le décès surviennent plus tard), le surcroît de dépenses atteint 12,5 milliards d'euros, soit une croissance moyenne annuelle de 1,77 %. (Lemond.fr et AFP 26.05)

Calcul d'épicier et quel cynisme !

Pendant 18 ans les prix des logements n'ont cessé d'augmenter.

"De la fin des années 1990 jusqu'au début 2008, les prix des logements anciens", à savoir construits depuis plus de cinq ans, ont progressé *"de façon ininterrompue, avec une 'croissance très supérieure depuis 2000 à celle des prix à la consommation, des loyers et du revenu disponible par ménage"*, selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) rendue publique jeudi.

Cette nette hausse a eu pour conséquences, "*pour les accédants à la propriété, des taux d'effort plus élevés et des durées d'emprunt plus longues, malgré un contexte de diminution des taux d'intérêt*". (AP 26.05)

Endettés jusqu'aux dents, ils seront peut-être moins portés à faire grève pour ne pas perdre une journée précieuse de salaire et ils seront portés à travailler plus pour s'en sortir ou tenter de maintenir leur niveau de vie... Le revers de la médaille : endettés sur 25 ou 30 ans, ils ne pourront plus compter sur eux avant longtemps avant qu'ils ne s'endettent à nouveau.

France. 2009 : Un déficit record.

Le déficit budgétaire de la France s'est élevé en 2009 à 138 milliards d'euros, en hausse de 81,7 milliards par rapport à 2008, selon le projet de loi de règlement présenté mercredi en conseil des ministres.

L'année 2009 a été marquée par une baisse sans précédent des recettes fiscales, de l'ordre de 19,1% par rapport à 2008, concentrée sur l'impôt sur les sociétés (-57,5%) et la TVA.

Le déficit budgétaire a fait un bond de 81,7 milliards imputable à la crise économique internationale et à la mise en oeuvre des mesures du plan de relance.

Côté effectifs de l'Etat, la réduction est évaluée à 24.592 "*équivalent temps plein*". Le décalage avec les prévisions initiales s'explique aussi par une baisse des départs en retraite. "*La crise économique a pu conduire certains agents de l'Etat à décaler leur départ*", note-t-on au ministère. (Reuters 26.05)

Extrait d'une interview de Jean Ziegler. (lu hier dans un blog de Libération.fr)

Dans ses livres qui ont marqué l'opinion, Jean Ziegler n'a cessé de dénoncer le caractère absurde et criminel des politiques du capitalisme envers les peuples du tiers monde. Il a été le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme aux Nations unies de 2000 à 2008. Michel Collon l'a interrogé à Genève sur la crise, la Bourse, la faim, Obama, Israël.

La crise t'a surpris ?

Dans sa violence, oui. Je ne pensais pas que les truands de la finance allaient ruiner l'économie mondiale à une telle vitesse : 1.800 milliards de valeurs patrimoniales ont été détruites. Pour les pays du tiers-monde, c'est une catastrophe totale. Mais aussi pour les pays industrialisés.

Ce sont encore les pauvres qui paient ?

Oui. Le 22 octobre 2008, les quinze pays de l'euro se sont réunis à Paris. Sur le perron de l'Elysée, Merkel et Sarkozy ont dit : « Nous avons libéré 1.500 milliards d'euro pour le crédit et pour augmenter le plafond d'autofinancement de 3 à 5% ». La même année, les mêmes pays européens ont réduit leurs subventions pour le programme alimentaire mondial (qui ne vit que de ces subventions) de 40 %. De six milliards de dollars à moins de quatre milliards. Ce qui fait qu'au Bangladesh, on a supprimé les repas scolaires. Un million d'enfants sont gravement et en permanence sous-alimentés. Ces enfants meurent donc à cause des gangsters de la Bourse. Il y a là des morts véridiques. Les spéculateurs, aujourd'hui, devraient être jugés au tribunal de Nuremberg.

Quelle leçon les puissants ont-ils tiré de la crise ?

Aucune. Prenons l'exemple de la Suisse. Le contribuable suisse y a payé 61 milliards de dollars pour le sauvetage de la plus grande banque : UBS. L'an dernier, en 2009, les dirigeants d'UBS, toujours proche de la faillite, se sont distribués entre eux des bonus pour quatre milliards de francs suisses ! Le pillage est total et l'impuissance des gouvernements qui se comportent comme des mercenaires est totale aussi. En tous les cas, en Suisse, en France, en Allemagne où j'ai quelques renseignements. C'est un scandale permanent. Le masque néolibéral est tombé évidemment, avec sa prétendue légitimité. Mais le cynisme et l'arrogance des banquiers triomphent totalement.

Tu as été, de 2000 à 2008, le rapporteur des Nations-Unies sur le problème de la faim dans le monde. Quel bilan tires-tu ? As-tu servi à quelque chose ?

Non, si tu regardes les chiffres, ils sont catastrophiques. Toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim. 47.000 personnes meurent de faim tous les jours. Un milliards de personnes (c'est-à-dire un homme sur six) sont gravement et en permanence sous-alimentés. Alors que l'agriculture mondiale dans l'état actuel de son développement pourrait nourrir sans problème douze milliards d'êtres humains avec 2.700 calories par individu par jour ! Rien à ajouter.

Pékin allié de circonstance de Washington... contre l'euro.

Selon le *Financial Times*, la Chine serait en train de revoir le montant de ses réserves en obligations souveraines de la zone euro.

La Safe (Administration d'Etat des changes), qui détiendrait environ 630 milliards de dollars d'obligations européennes aurait ainsi exprimé des inquiétudes quant à son exposition aux-dits pays périphériques de la zone euro, que sont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne.

Si la Safe réduisait le montant de ses réserves de changes en euro, il s'agirait d'un énorme changement d'attitude de la part de la Chine, qui réduisait depuis un an son exposition au dollar.

Pour autant, impossible de savoir exactement dans quelle proportion, puisque la composition des 2.400 milliards de dollars de réserves est gardée secrète. Mais les analystes estiment qu'elles sont constituées pour les deux-tiers d'actifs libellés en dollars et pour le reste d'actifs en euro, en yens et livres sterling. (JDF 26.05)

Le 28 mai

J'ai passé trop de temps à préparer l'article sur la mobilisation d'hier et les infos en bref pour causer. J'avais commencé hier soir la suite de la causerie d'hier sur le parti, mais je n'ai pas trouvé le temps de m'y remettre, on verra cela demain.

Mon idée, c'est qu'on aurait très bien pu conserver nos principes, et les mettre en pratique tout en tenant compte des transformations qui ont eu lieu en France et dans le monde à partir de la moitié du XXe siècle, sans bouger d'un millimètre de l'objectif qui demeure le nôtre : la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme. Nous nous sommes tellement fourvoyés et nous avons accepté tellement de compromis, perdu tellement de temps et laisser passer tellement d'occasion de construire le parti, que nous nous retrouvons dans une situation quasiment inextricable qui inspire le désespoir à bon nombre de militants, bien que leurs convictions soient demeurées intactes... Voilà la trame de ma réflexion.

Très vite et à chaud sur la journée d'hier.

J'ai noté que Chérèque et Thibault qui s'est empressé de lui emboîter le pas, avaient affirmé qu'il y avait un million de manifestants en France à la mi-journée, alors qu'il leur était totalement impossible de savoir combien il y avaient de manifestants dans les 176 défilés programmés.

Comme toujours il y en aura pour ne retenir que les chiffres avancés par ces lieutenants du capital, pour ma part je préfère relativiser les chiffres avancés et procéder à une moyenne haute entre les chiffres fournis par les syndicats et ceux de la police. Entre un million et 395.000 cela laisse de la marge, on se satisfera à défaut de mieux d'un chiffre situé entre 500 et 700.000.

Bref, comme très souvent tout le monde est content, mais le gouvernement reste sur ses gardes, la preuve, il manie le bâton et la carotte envers les fonctionnaires...

D'ici je ne peux pas mesurer précisément l'état d'esprit des masses et la journée d'hier ne peut en donner qu'un vague aperçu compte tenu que la plupart des travailleurs ne pouvaient pas y participer. Si maintenant on la compare avec les mobilisations du printemps 2009, on pourrait en déduire que les travailleurs ne savent pas trop quoi penser des arguments contradictoires qu'ils ont entendus ou qu'ils sont pour ainsi dire tétanisés dans l'éventualité de connaître une situation pire encore, surtout sans aucune perspective politique à l'horizon. Si on oublie ce dernier élément dans notre analyse, on ne peut pas comprendre la situation.

Un message personnel.

Un message personnel adressé au camarade qui m'a informé hier qu'il s'était engagé syndicalement et politiquement depuis déjà plusieurs mois dans des formations auxquelles personnellement je n'aurais pas adhéré.

Je ne t'en veux absolument pas, tu es parfaitement libre de tes choix, je préfère encore cela que de te voir ruminer et malheureux de rester sur la touche. Si sur le plan syndical tu n'as pas forcément fait un mauvais choix selon moi, par contre je me garderais bien de te dire la même chose sur le plan politique, mais cela ne regarde que toi, et puis il existe franchement pire ! Je suis même satisfait que tu m'en aies informé et que tu ne m'aies pas pris pour un militant borné ou dogmatique, je t'en remercie sincèrement. Bon, tu as hésité à me dire la vérité, tu y as mis le temps, un vieux réflexe que je comprends parfaitement, toi qui as toujours été confronté à des bureaucrates dans différents partis ou dans ton syndicat. Tu as su faire la part des choses, ta franchise et ton honnêteté t'honorent, je n'en avais jamais douté.

Ta décision ne change absolument rien à nos rapports, et puis je sais que tu te connectes tous les jours sur le site et que tu partages la plupart de mes analyses ou positions. Je vais te taquiner un peu, sans le dire cachottier tu fais de l'entrisme, je déconne... à moitié seulement. Dommage qu'il n'y ait pas davantage de militants dans ton cas.

Porte-toi bien camarade et garde le moral, le combat continue c'est l'essentiel.

Quelques infos en bref.

Existe-t-il une différence entre la gestion de la société par la "gauche" ou la "droite" ? Il n'y en a pas !

A partir du 1er juillet 2010, les prix des transports en commun en Île-de-France vont augmenter.

Concrètement, la hausse devrait atteindre 3 à 3,5% en moyenne sur les billets et les tickets.

Le ticket t+ passera de 1,60 euro à 1,70 euro à l'unité. Le carnet de dix billets, lui, coûtera désormais 12 euros au lieu des 11,60 euros actuels.

L'abonnement mensuel du pass Navigo zones 1 et 2 va passer de 56,60 euros à 60,40 euros (+ 6,7%). L'abonnement mensuel zones 1 à 3 va passer de 74,40 euros à 78,20 euros (+ 5,1%). L'abonnement mensuel zones 1 à 4 va passer de 91,70 euros à 95,50 euros (+ 4,1%). Les tarifs pour les zones 1 à 5 et 1 à 6 resteront inchangés. Les prix pour la carte ImaginR, en revanche, n'augmenteront seulement de 1%.

C'est ce qu'a annoncé mercredi 26 mai le président (PS) de la région Jean-Paul Huchon, également président du syndicat des transport d'IdF (STIF).

Selon le Vert Jean-Vincent Placé, vice-président chargé des transports et membre du conseil d'administration du STIF, cette augmentation des tarifs était inévitable. (Reuters 27.05)

Réactions d'internautes :

- Il faut faire confiance à la gauche pour augmenter taxes et impôts. M.Huchon peut parler du maintien du pouvoir d'achat ! Il a été réélu et il assomme l'électeur. Parlez toujours Mme Aubry de vos belles promesses !

- ils (les Verts) veulent contraindre les gens à voyager avec les transports en commun et hop, ils sont d'accord pour augmenter le ticket

- Les électeurs, les usagers des transports en commun d'île de France, ainsi que moi même et tous les gens concernés par ce foutage de gueule, souhaitent remercier le conseil régional d'île de France de nous avoir roulé dans la farine deux mois seulement après son élection ! (Lexpress.fr 27.05)

République des copains et des coquins et lobbying.

Pierre Bachelot, le fils de la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, a été nommé à un poste de chargé de mission directement rattaché à la direction générale de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes).

Cet organisme public, créé en 2002, est chargé de mettre en œuvre les politiques de prévention et d'éducation pour la santé fixées par le gouvernement.

C'est le site d'informations pour les professionnels de la pharmacie WK-Pharma qui a publié l'information hier. «*Pierre Bachelot sera chargé de développer une stratégie d'influence ou de lobbying, notamment auprès du Parlement, et de veiller à ce que la santé soit intégrée dans toutes les politiques*», rapportait le site. (libération.fr 27.05)

Quand monseigneur récompense ses laquets.

Le prestigieux prix espagnol Prince des Asturies "*communication et humanités*" a été attribué jeudi au sociologue français Alain Touraine et à son homologue d'origine polonaise Zygmunt Bauman pour leur contribution à la pensée contemporaine.

La Fondation a été constituée en septembre 1980 à Oviedo dans le cadre d'une cérémonie solennelle présidée par le Prince des Asturies, héritier de la Couronne d'Espagne. (AP 27.05)

Que ne ferait-on pas pour survivre !

Corsairfly (ex-Corsair) se redimensionne pour faire face à la crise. La compagnie charter du groupe Nouvelles Frontières a annoncé jeudi à ses salariés la suppression de 380 postes sur 1 500 dans le cadre d'un plan de départ volontaire étalé sur vingt-quatre mois.

Ce plan ne concerne pas les pilotes de la compagnie. Seuls stewards, hôtesses et personnels au sol sont touchés, dans des proportions comparables. (lefigaro.fr 27.05)

Toujours plus vite.

Un avion expérimental construit par Boeing et Pratt & Whitney Rocketdyne, dans le cadre d'un programme de recherches de l'armée de l'air américaine et de la NASA, sans pilote équipé d'un statoréacteur à combustion supersonique, le X-51A, a volé pendant plus de trois minutes à Mach 6, six fois la vitesse du son, soit quelque 6.400km/h.

C'est une avancée majeure en matière de technologie des moteurs, "*comparable au passage des moteurs à hélice aux réacteurs après la deuxième guerre mondiale*", a commenté Charlie Brink, un des responsables du programme au Laboratoire de recherches de l'US Air Force.

D'après Joe Vogel, de Boeing, les 200 secondes atteintes mercredi constituent "*un nouveau record du monde*", qui "*ouvre la voie à plusieurs applications*", comme des missiles ultra-rapides, des avions ou drones de reconnaissance, des lanceurs d'engins spatiaux voire des avions de transport commercial. (AP 27.05)

Hausse du tarif du gaz.

GDF Suez augmentera à nouveau ses tarifs le 1er juillet prochain, dans une fourchette de 4% à 5%, écrit jeudi Le Figaro dans son édition internet. (Reuters 27.05)

Ils avancent pendant qu'on piétine.

L'Union européenne va supprimer les visas pour la Bosnie et l'Albanie, deux pays des Balkans où les citoyens devaient attendre des semaines avant d'être autorisés à entrer dans les Vingt-Sept. (AP 27.05)

Le 29 mai

Pas le temps de causer ce matin. Bon week-end à tous.

Retraites.

1- Hier, le ministre du Travail, Eric Woerth, a confirmé son souhait de relever l'âge légal de 60 à 61, 62 ou 63 ans.

Sur RTL, il a ajouté que l'âge auquel il est actuellement possible de bénéficier automatiquement d'une pension à taux plein (65 ans) serait lui aussi relevé. (Reuters 28.05)

On a là, si besoin était, la preuve que l'objectif du gouvernement est bien de réduire le niveau des retraites ou de nous faire crever au boulot, et de réduire à une peau de chagrin le système par répartition.

A - Soit vous arrêtez de travailler avant l'âge auquel vous aurez le droit de bénéficier automatiquement d'une retraite à taux plein et votre retraite sera réduite, ainsi vous serez condamnés à la misère.

B- Soit vous trouverez encore la force de bosser jusqu'à 67, 68 ans ou plus si vous ne crevez pas au boulot entre temps, vous serez tellement usés qu'il vous restera peu d'années à vivre, donc vous aurez cotisé toute votre vie pour finalement ne pas profiter de votre retraite, ce procédé s'apparente à une cynique et vaste escroquerie.

C- D'autant plus que cette machination mise au point par les croque-morts de la finance vous aura fortement incité à cotiser à un fonds de pension, qui n'aura rien à déboursier ou presque en échange, puisque vous crèverez plus rapidement que prévu, pendant que les gouvernements qui se seront succédés auront continué de dépouiller le système par répartition.

2- La fondation Terra Nova, un cercle de réflexion proche des socialistes, dans ses propositions rendues publiques vendredi 28 mai, propose d'"*amplifier le mouvement*" et de porter la durée de cotisation à 42,5 annuités en 2050, portant l'âge moyen effectif de départ à la retraite "autour de 65 ans" contre 61,5 aujourd'hui.

En cela, Terra Nova se rapproche de la position de Dominique Strauss-Kahn, reprenant même l'expression utilisée par le patron du FMI en déclarant : "*Si l'on vit en bonne santé jusqu'à 100 ans, on voit bien qu'il ne serait pas raisonnable de continuer à partir à la retraite à 60 ans.*" (Lemonde.fr avec Reuters 28.05)

3- Luc Chatel a tenu à confirmer que *"les régimes spéciaux seront concernés par la réforme qui sera présentée au moins de juin"*. *"Simplement, ils le seront à un calendrier et à un rythme qui seront différents"*, a-t-il expliqué, en rappelant que suivant le calendrier de la réforme de 2007, la durée de cotisation de ces régimes devait passer à 40 ans en 2012, et à 41 ans en 2016. (AP 28.05)

4- Plaidant une nouvelle fois pour les orientations du gouvernement, Xavier Bertrand a assuré que *"Les Français sont plein de bon sens, ils savent bien que dans tous les pays européens, on a été amené à travailler plus longtemps et à remonter l'âge légal"*.

La prochaine fois ils braqueront les projecteurs sur un pays comme l'Inde ou en dehors de la fonction publique et certaines grandes entreprises la retraite n'existe pas, histoire de ramener le *"bons sens des Français"* au plus près du cercueil !

Il a déclaré ne croire *"absolument pas"* à la promesse de Martine Aubry de revenir sur la réforme en cas de victoire à la présidentielle. Rappelant que les socialistes *"au pouvoir entre 1997 et 2002"* n'étaient *"jamais revenus"* sur la réforme Balladur qu'ils avaient dénoncée en 1993, et qu'aujourd'hui *"ils ne parlent plus"* de revenir sur celles de 2003 et 2007, il les a jugés *"peu crédibles"*.

"Le Parti socialiste compte sur nous pour faire des réformes courageuses, pour demander des efforts, mais jamais ils n'ont l'intention de revenir dessus parce qu'ils n'en pensent pas moins", a-t-il jugé. (AP 28.05)

Il a raison de le dire puisque c'est la vérité, il n'y a que les crétiens genre Besancenot pour prendre pour argent comptant les déclarations des dirigeants du PS... afin de leur tendre la main !

Chômage en hausse.

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A, autrement dit sans activité et en recherche active d'emploi, a augmenté de 15.700 personnes (+0,6%) le mois dernier, à 2.677.000, après une diminution de 6.600 ou 0,2% en mars, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère de l'Economie et Pôle emploi.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre augmente de 0,9% en variation mensuelle en avril (+35.200 personnes), pour une hausse de 10,5% d'une année sur l'autre.

"Le nombre de demandeurs d'emploi envoyés en formation ou bénéficiant de contrats aidés continue de progresser. Cette évolution encourageante permet de maintenir les compétences acquises et favorise le retour vers l'emploi", souligne la ministre de l'Economie dans un communiqué.

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 1,4% en avril par rapport à mars mais il a reculé de 0,4% sur un an.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru de 0,8% par rapport à mars et sa hausse représente encore 19,4% sur un an.

"Fin avril 2010, en France métropolitaine, 3.926.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.165.300 y compris Dom), dont 2.677.000 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.249.200 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans leur communiqué commun.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a progressé de 0,4% pour les hommes (+8,6% sur un an) et de 0,8% pour les femmes (+6,9% sur un an).

Pour les catégories A, B, C, la hausse est de 1,1% pour les hommes (+12,1% sur un an) et de 0,7% pour les femmes (+8,9% sur un an).

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 1,9% en avril pour les catégories A, B, C (+31,3% sur un an).

Les sorties pour défaut d'actualisation des dossiers ont baissé de 4,9% par rapport à mars, tout en continuant de représenter 41,3% du total des sorties de Pôle emploi.

Les reprises d'emploi déclarées n'ont motivé que 22,5% des sorties du service public de l'emploi en mars. (Reuters 28.05)

PCF.

Le PCF choisira son nouveau secrétaire national lors de son Congrès du 18 au 20 juin a annoncé le parti dans un communiqué. (Lepost.fr 28.05)

Quand un opiomane guide le peuple.

1- Le capital et le goupillon. La religion au secours du capitalisme.

- Jeudi, à l'institut protestant, Sarkozy a dit lors de son discours selon le Figaro :

"Alors que l'économie et la société redécouvrent dans la crise sans précédent qui secoue le monde un profond besoin d'éthique, alors que le progrès des sciences et des techniques met nos valeurs chaque jour à l'épreuve et que le capitalisme est en quête de morale, le silence des grandes religions serait incompréhensible tant elles sont dépositaires ensemble d'une partie essentielle de la sagesse humaine" (Lepost.fr 28.05)

La crasse ignorance ou l'obscurantisme, la culpabilisation et la superstition, la justification de droit divin de l'existence du riche et du pauvre, des différentes classes sociales et de l'Etat, la justification des guerres impérialistes, notamment, voilà sur quoi repose la morale de toutes les religions sans exception.

- Le pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France, a rappelé en l'accueillant que la non-reconnaissance des diplômes de ces deux facultés privait notamment leurs étudiants de la possibilité de participer au programme d'échange européen Erasmus.

Que cela ne tienne : *"Je trouve légitime votre demande de voir reconnaître les diplômes délivrés par l'enseignement supérieur protestant et fixer la liste de leurs équivalences comme cela a été fait pour l'enseignement supérieur catholique"*, a répondu Nicolas Sarkozy. (Reuters 27.05)

2- L'infantilisme et le nationalisme comme remède pour mieux supporter la crise.

- *"Nous, nous pensons en France que le sport c'est une réponse à la crise. C'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout un pays vers l'organisation de grands événements". "Et qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le sport et, à l'intérieur du sport, qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le football ?"* a dit Nicolas Sarkozy dans une brève intervention, devant le comité de sélection de l'UEFA réuni à Genève, après l'annonce que la candidature française a été retenue pour l'organisation de l'Euro 2016 de football.

Et fidèle à sa détestable habitude, il a tenu à légitimer cette mascarade en nous y associant : *"Ce n'est pas un engagement de la Fédération, ce n'est pas un engagement de la Ligue, c'est un engagement de tout un peuple."* (Lepoint.fr 28.05) On a envie de lui répondre qu'il aille se faire foutre avec son nationalisme de pacotille !

Les dès étaient pipés. La décision d'attribuer à la France l'organisation de l'Euro 2016 de football avait été prise avant le vote du jury, c'est Michel Platini, président de l'UEFA, qui a lâché le morceau : *"Si Nicolas (Sarkozy) n'avait pas été là, la Turquie aurait certainement gagné"*, et s'il avait fait le délacement ce n'était pas pour des prunes ou pour se prendre une veste, ils nous prennent vraiment pour des abrutis. Gageons que la plupart des matchs seront truqués, cela, on l'apprendra dans quelques décennies, comme le reste.

Pour revenir au sport, il est vrai que pour taper dans une balle qui ne vous a rien fait, courir sans être poursuivi, sauter des obstacles que l'on a dressés soi-même, se prendre pour un poisson, s'inventer une cible, rouler sans aller nulle part, suer pour suer peut-être parce qu'on se fait suer, etc., il y a forcément quelque chose qui ne tourne pas rond dans votre tête ou il faut avoir besoin d'oublier ou de se délester de quelque chose, pas un trop plein d'intelligence en tout cas ! Cela témoigne que l'humanité est encore loin d'avoir atteint le stade de la maturité à partir duquel elle commencerait à façonner consciemment sa propre histoire. Le royaume de la liberté, ce sera pour plus tard.

Pratiquer un sport peut à la rigueur se concevoir pour se maintenir en forme pour les citadins ou pour ceux qui passent leur vie au bureau, mais pour en être le spectateur il faut avoir du temps à perdre, un luxe qui s'apparente à de l'inconscience dans une société qui nous laisse peu de temps libre et où tant de questions sont laissées sans réponse.

Au moment même où Sarkozy annonçait le déblocage d'un milliard d'euros pour construire de nouveaux stades et en rénover d'anciens, on apprenait que le gouvernement allait tailler à la hache dans les dépenses d'assurance-maladie à hauteur de 600 millions d'euros supplémentaires.

Nouvelle attaque du gouvernement contre le droit à la santé.

Le gouvernement a annoncé vendredi une série de mesures visant à économiser 600 millions d'euros supplémentaires sur les dépenses d'assurance-maladie pour combler le dépassement de d'objectif de dépenses pour 2010.

Parmi ces mesures figure une baisse supplémentaire de prix des médicaments, pour 100 millions d'euros (il doit s'agir de la réduction du taux de remboursement de certains médicaments - Lutte de classe), un gel des crédits du fonds pour la modernisation des hôpitaux (105 millions d'euros), ou un changement du mode de calcul des indemnités journalières de compensation des arrêts de travail (70 millions

d'euros). (AP 28.05)

Quelle crise ?

1- La crise ce n'est pas pour tout le monde. Selon le blog "Secret Défense" de *Libération*, le ministre de la Défense Hervé Morin a décidé d'aménager une piscine dans les futurs locaux du ministère de la Défense situés dans le 15ème arrondissement de Paris au métro Balard, pour un coût estimé à 30 millions d'euros. (Lepost.fr 28.05)

2- Budget du Palais. Le poste budgétaire concernant les déplacements présidentiels est passé de 14 millions d'euros en 2008 à 22 millions en 2009, soit une augmentation de 51%. (AP 28.05)

Espagne. Agence de notation. La ficelle est un peu grosse.

L'agence Fitch Ratings a abaissé vendredi la note souveraine de l'Espagne à AA+, contre AAA auparavant, en expliquant que la reprise de l'économie espagnole devrait être "*plus timide*" que prévu par le gouvernement en raison des mesures d'austérité adoptées ces derniers jours.

Elle a ajouté ensuite qu'elle ne procéderait à aucun autre abaissement dans l'année à venir. (Reuters 28.05)

Traduction :

1- Ce sont ces agences de notation, dont les principaux actionnaires sont des milliardaires de la finance, qui sont à l'origine de ces mesures d'austérités.

2- Une fois passé un noeud coulant au cou des Etats (du prolétariat en fait) ils se plaignent qu'ils étouffent, et en guise de remède, ils procèdent à un tour de vis qui place les Etats dans une situation si critique, qu'ils s'empressent d'accepter sans broncher cette fois toutes les exigences des marchés financiers. Et la boucle est bouclée.

3- En annonçant précipitamment qu'elle ne révisera pas la note souveraine de l'Espagne "*dans l'année à venir*" sans même attendre de voir si les finances de l'Etat espagnol ne vont pas continuer de se dégrader, on a là la preuve que les prises de position des agences de notation ne partent pas forcément de considérations économiques, mais sont également une tentative politique de déstabiliser les gouvernements en place. Et ce n'est certainement pas un hasard si hier Zapatero a rejeté l'idée d'organiser des élections anticipées en Espagne, question qui apparemment a du venir sur le tapis puisqu'il a dû y répondre.

Italie. Berlusconi tire son inspiration de Mussolini.

Jeudi, à Paris, en plein sommet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le chef du gouvernement italien a provoqué la stupeur en concluant son intervention devant la presse par une phrase de l'ancien dictateur Benito Mussolini.

"*J'ose vous citer une phrase de celui qui était considéré comme un dictateur, un grand, un puissant dictateur, Benito Mussolini*", a déclaré le président du Conseil italien, poursuivant : "*Dans son journal, j'ai lu récemment cette phrase : 'Ils disent que j'ai le pouvoir. Ce n'est pas vrai. Peut-être est-ce le cas des responsables de mon parti. Mais ce n'est pas vrai pour moi. Tout ce que je peux faire, c'est dire à mon cheval d'avancer vers la droite ou vers la gauche. Et de cela, je dois me contenter.'*"

Il s'est désolé d'avoir peu de champ de manoeuvre : "*En qualité de président du Conseil, je n'ai jamais eu l'impression d'être au pouvoir*", a-t-il estimé, ajoutant : "*Comme homme d'affaires, avec 56.000 employés, j'ai parfois eu l'impression d'être en mesure de décider et de contrôler les choses. Mais aujourd'hui, dans une démocratie, je suis au service de tout le monde et tout un chacun peut me critiquer, voire m'insulter.*"

En 2003, il avait déjà déclaré dans une interview au magazine britannique *The Spectator* que Mussolini n'avait "*jamais tué personne*". "*Il envoyait les gens prendre des vacances en exil*", avait-il lancé le plus sérieusement du monde, faisant bondir des adversaires qui l'avaient alors accusé "*d'apologie du fascisme*". Silvio Berlusconi avait alors tenté de corriger le tir, assurant qu'il n'avait "*jamais voulu réhabiliter Mussolini*", et qu'il avait seulement réagi "*en patriote, en vrai Italien*".

Réaction perspicace d'un internaute que je fais mienne : La question qu'il faut se poser, c'est pourquoi il y a un Berlusconi et qu'il se sent assez fort pour parler de Mussolini !

Afghanistan.

Le Sénat américain a approuvé jeudi une enveloppe supplémentaire de 33 milliards de dollars pour financer l'effort de guerre américain en Afghanistan.

La somme, qui couvrira essentiellement l'envoi de 30.000 soldats supplémentaires annoncé par le président Barack Obama, s'ajoute aux 130 milliards de dollars déjà débloqués cette année par le Congrès pour les interventions militaires en Afghanistan et en Irak.

Le conflit en Afghanistan, engagé à la fin 2001 après les attentats du 11-Septembre, a déjà coûté plus de 300 milliards de dollars à Washington. (Reuters 28.05)

Le 30 mai

Les infos et la causerie du mois seront disponibles demain au format pdf. Bon dimanche à tous.

1- Quand l'UE se porte garant pour le compte des spéculateurs.

Lu la réflexion d'un économiste à propos de la création dans chaque pays de l'UE d'un fonds d'assurance auquel toutes les banques cotiseraient pour y puiser en cas de faillite :

"loin d'imposer des changements de comportements, ce système d'assurance encourage les banques à des prises de risque excessives en les garantissant contre la faillite." (Reuters 27.05)

L'Etat nationalise les profits et privatise les dettes qu'il fait payer au prolétariat. Normal puisque le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est le gouvernement de la Bourse et des banquiers !

2- Je posais une question : Dans quelle perspective doit se situer notre combat ?

Ma réponse plus précise :

Notre combat pour défendre chaque revendication doit-il être une étape du combat pour en finir avec le régime dans la perspective du socialisme, ou au contraire doit-il seulement être une étape du combat pour mieux vivre en régime capitaliste sous la Ve République ? Telle est la question qui est posée à l'ensemble du mouvement ouvrier et dont la réponse déterminera le sort qui attend le prolétariat.

Jusqu'à présent tous les partis ou organisations ont situé leur combat uniquement sur le terrain des revendications économiques ou sociales des exploités. Ainsi ils se sont placés aux-mêmes sur le même terrain que les appareils, simple constat.

3- Ouvriérisme.

J'ai lu récemment que des camarades réclamaient la réouverture des mines de charbon comme cela s'est fait dans plusieurs pays parce qu'avec la crise énergétique elles seraient de nouveau rentables.

J'invite fortement ces militants à se présenter au bureau d'embauche de la première mine qui sera remise en exploitation afin de postuler au métier de mineur de fond, histoire de leur apprendre un peu ce qu'est véritablement la vie d'un mineur, pour ne pas dire dans notre jargon de leur apprendre à vivre tout court.

C'est dingue, je ne pense pas que le camarade Pierre dont la famille fut mineur de père en fils sur plusieurs générations me contredira, cela m'étonnerait que son père dise - s'il est encore en vie : si c'était à refaire je recommencerais, car il n'y a rien de pire que la vie du mineur au fond du trou avec les conséquences que l'on connaît sur sa santé.

4- Cela fait un long moment qu'on n'a pas reparlé de méthode pour comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Prenons un sujet d'actualité ou récurrent : les droits ou acquis sociaux.

Tous les militants en parlent quotidiennement et c'est bien normal, mais combien sommes-nous exactement à nous être posés les bonnes questions ? Très peu assurément, ne parlons pas de nos dirigeants qui font systématiquement l'impasse sur toutes les questions concomitantes à ce sujet, à croire qu'elles les embarrasseraient.

- D'où viennent-ils au juste ces acquis ou droits ?

- S'agit-il de droits acquis ou de concessions de la part de la classe dominante.

- S'il s'agissait de concessions, pourquoi, dans quel contexte, avec quelles arrière-pensées en perspective ?
- Quel avantage comptait en tirer la classe dominante ?
- Dans quelles conditions ont-ils vu le jour ces droits ?
- Dans quel contexte économique et politique ?
- Qui en a vraiment tiré profit ?
- Est-ce que toutes les couches du prolétariat en ont profité ?
- Quelles couches en ont profité précisément ?
- Les travailleurs ont-ils été les seuls à en profiter ?
- Y a-t-il eu contrepartie en échange ? Si oui, lesquelles ? Au cours de quelle période ?
- S'agissait-il de contreparties à l'insu des intéressés ou de contreparties ouvertement affichées ?
- Les appareils en ont-ils tiré profit ? Si oui, lesquels ?
- Quelle fut leur attitude à cette époque ? Dans quel contexte politique national et international ?
- Mêmes questions en direction des partis politiques.
- Quel fut le prix à payer pour ces droits ou acquis ? Qui régla l'addition ?
- Etc. etc. etc.

Dites-vous bien que l'on devrait se poser autant de question sur chaque question que l'on aborde. C'est peut-être couper les cheveux en quatre, mais c'est le seul moyen d'en venir à bout. Je comprends que cela répugne à la plupart des militants de se livrer à cet exercice périlleux, car au détour d'une réponse inattendue on pourrait s'apercevoir qu'on s'est totalement fourvoyé ou qu'on s'est fait rouler à croire ce qu'on nous racontait pendant des années. Mais qu'est-ce que vous croyez, c'est bien pour cette raison que je les pose, sans savoir à l'avance où elles vont me conduire ou ce que je vais découvrir, y compris mes propres erreurs.

Et puis cela permet de faire des militants capables de penser par eux-mêmes au lieu de répéter comme des perroquets le discours de leurs dirigeants, de se forger leurs propres idées, cela maintient en éveil l'esprit critique qui a tendance à s'émousser avec le temps et l'âge, à force de dire qu'on en a tellement vu dans la vie, on finit par tout relativiser ou tout mettre sur le même plan, au point de s'accorder de penser ou faire n'importe quoi sans être capable de pouvoir le justifier honnêtement, parvenu à ce stade, on se trouve toujours hypocritement une bonne raison.

Avant-hier, j'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie, un historien d'art contemporain suisse expliqué que l'important n'était pas d'inventer mais de découvrir ce qui compose la substance d'une situation pour mieux la faire ressortir, cela peut être un regard, un éclairage particulier, cela me fait penser spontanément à Rembrandt qui n'a rien de contemporain, c'est mon côté admiratif de la peinture des siècles précédents le XXe siècle, un jour au Louvre j'étais resté scotché pendant 20 minutes devant une petite toile de Rembrandt et je n'avais ni picolé ni fumé.

Il avait raison, c'est la méthode qu'ont utilisé Marx et Engels pour élaborer la théorie du socialisme, une chose qu'un pauvre type comme Onfray ne peut pas supporter sans devoir convenir qu'avant lui des êtres de génie ont découvert des choses qu'il n'aurait même pas le pouvoir d'imaginer en rêve tant il est borné et il a le cerveau desséché. Mettre ses capacités au service de ce qui est, au lieu de les mettre à celui qui devrait être selon notre bon vouloir, permet de garder les pieds sur terre en toute circonstance et en tout lieu, un exercice qui répugnera à ce masturbateur du vide d'où il tire semble-t-il sa jouissance.

Manque de précision

Une petite remarque à propos d'un passage du dernier numéro de *Débat révolutionnaire* (n°29) que je pourrais intituler : Coupables mais pas responsables ?

Ils écrivent : "*tous les gouvernements sont les otages consentants des banquiers*", désolé ces termes s'excluent réciproquement, soit on est maître de ses décisions, soit on ne l'est pas. Un otage consentant cela porte un nom, cela s'appelle un complice.

Après les malheureux dirigeants syndicaux qui seraient pris dans un "piège" tendu par le gouvernement et le Medef, il ne faudrait pas nous faire le même coup avec le gouvernement vis-à-vis des banquiers. Au contraire, on devrait s'employer à faire ressortir clairement que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre son rôle de garant de la paix sociale et celui de représentant des intérêts des capitalistes, pour faire ressortir qu'en dernier ressort il gouverne pour le compte de ces derniers. Il ne s'agit pas de nier cette contradiction mais de l'utiliser à bon escient pour combattre plus efficacement le gouvernement.

A ma connaissance les gouvernements ne peuvent être que les représentants des capitalistes ou banquiers ou les représentants du prolétariat, ils ne peuvent pas être les deux à la fois, à ne pas confondre avec le fait qu'ils doivent parfois ménager la chèvre et le chou... Cela nous ramène à la définition de l'Etat qui est au service de la classe dominante et incarne fondamentalement ses intérêts, tout en devant tenir compte de l'existence des autres classes auxquelles il doit imposer le respect de l'ordre établi.

Le double langage de la direction du POI envers les appareils. (IO n°99 page 2)

"Le gouvernement ne peut compter parvenir à ses fins qu'en imposant un consensus contre-nature aux organisations qui se réclament du mouvement ouvrier."

Faux, le gouvernement n'impose absolument rien aux dirigeants syndicaux aujourd'hui comme hier ou demain, ce sont eux qui ont accepté librement de participer aux discussions avec le gouvernement dans le cadre qu'il avait fixé. Rien ne les obligeait de l'accepter. J'en déduis que le POI entend ainsi justifier ou camoufler maladroitement sa propre capitulation devant les appareils.

Il faudrait réaliser "le rassemblement des forces sur le terrain de classe pour bloquer le cours destructeur du gouvernement Sarkozy, lui refuser tout consensus..."

Mais alors ce "consensus" ne serait plus imposé par Sarkozy aux dirigeants syndicaux, il serait le produit de leur volonté à parvenir à un accord avec lui que seul un "rassemblement des forces sur le terrain de classe" pourrait leur interdire ?

Et après, en admettant qu'un "rassemblement des forces sur le terrain de classe" parvienne à se réaliser, il serait suffisant pour agir sur la volonté des appareils qui du même coup apparaîtraient blancs comme neige. Et cela nous mènerait où au juste, car c'est cela qui nous intéresse, on ne traite pas chaque étape de la lutte de classe comme autant d'abstractions sans rapport les unes avec les autres. Cela changerait quoi à la situation politique, en quoi cela ferait-il progresser la conscience politique des travailleurs une fois qu'on les aurait remis entre les sales pattes des bureaucrates syndicaux, en quoi cela constituerait-il un pas en avant vers notre objectif (la prise du pouvoir) ?

Eclairez-nous, pendant près d'un demi-siècle n'avons-nous assisté une multitude de fois à un "rassemblement des forces sur le terrain de classe" à l'initiative des dirigeants syndicaux ou des partis PS et PCF, on est bien d'accord, et cela nous a mené où, en quoi cela nous a-t-il permis de faire ne serait-ce qu'un pas en avant vers notre objectif ? On attend avec impatience leur réponse en sachant qu'elle ne viendra jamais, car de pas en avant il n'y en a jamais eu, voilà la vérité qu'il faut absolument tenir cachée à tous les militants. Je ne nie pas le rôle (contradictoire) des appareils, je dis seulement que s'il ont facilité à une certaine époque le "rassemblement des forces sur le terrain de classe", ce ne fut jamais avec l'intention d'avancer vers notre objectif et cela ne s'est jamais traduit par une quelconque avancée sur cette voie, au contraire cela a abouti à subordonner davantage le prolétariat au capitalisme comme on peut le constater quotidiennement.

Pour que le prolétariat réalise un pas vers son objectif, faudrait-il encore que son combat politique soit orienté dans la bonne direction, que le mouvement ouvrier ait commencé à se détourner ou à rompre avec les appareils pourris et le réformisme qui l'a complètement gangrené au point que bon nombre de militants qui se prennent pour des révolutionnaires sont en réalité sur des positions conformes aux intérêts du capital. On ne voit pas comment son combat politique pourrait avoir été orienté dans la bonne direction ou pourrait l'être aujourd'hui ou dans un futur proche, puisque le mouvement ouvrier a toujours été contrôlé par les lieutenants de la bourgeoisie qui en assure la direction pour le compte du régime en place. Si consensus il y a, il ne date pas d'aujourd'hui, il a toujours existé en réalité entre les dirigeants (officiels) du mouvement ouvrier et le capital. Ne serait-ce pas pour l'avoir ignoré pendant 60 ans qu'on en est là ? Pourquoi ne pas le dire ?

Pour faire bref, la question à résoudre ne résiderait-elle pas dans le fait que le prolétariat et le mouvement ouvrier se seraient détournés très tôt du socialisme ou l'auraient abandonné en cours de route pour ne jamais plus y revenir ?

On comprendra parfaitement que la situation politique dans laquelle se trouvent le prolétariat et le mouvement ouvrier aujourd'hui (ou hier) ne peut pas être imputée uniquement aux dirigeants du POI (ou du NPA ou de LO), car ce n'est pas un parti (ou une organisation hier) de quelques milliers de militants qui pouvait à lui seul peser de manière décisive sur le mouvement ouvrier pour qu'il s'oriente dans la bonne direction.

Par contre, ils portent l'entière responsabilité de l'inexistence d'un parti révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat et au sein de la petite-bourgeoisie, et qui, s'il avait existé face à la décomposition de tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, aurait pu constituer un pôle de regroupement déterminant pour des centaines de milliers de travailleurs et militants au moment où la crise du capitalisme a éclaté, de telle sorte qu'il aurait été un élément incontournable de la situation sociale et politique en France en 2010 et à l'échelle internationale. (A suivre)

Quelques infos en bref.

PS. L'enfumage, vous allez voir ce que vous allez voir

Le PS réuni samedi en convention nationale a ratifié son projet pour 2012 intitulé "*nouveau modèle de développement économique, social et écologique*".

Pour la Première secrétaire, qui a conclu les travaux de cette convention, il ne "*suffira pas de quelques rustines, de quelques cataplasmes pour changer le système*", ce "*modèle libéral*" qui "*nous mène au mur*".

Les intentions affichées sont en contradiction avec les faits, elles ne doivent tromper aucun militant.

Le "*nouveau modèle*" du PS se situe dans le cadre du capitalisme, partant de là, on comprend qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à "*quelques rustines*" ou "*quelques cataplasmes pour changer le système*", parce qu'il n'y aura pas de changement du tout de "*système*", car c'est l'un ou l'autre : soit on change de système et l'on exproprie les capitalistes tout en abolissant les institutions de la Ve République, soit on continue de faire avec les uns et les autres, comme le PS l'a toujours fait qu'il soit au pouvoir ou non.

Au nombre des propositions contenu dans ce projet figure celles d'un "*grand pôle public d'investissement*" pour accompagner l'industrie, d'un projet de sécurité sociale professionnelle "*pour aider chacun à progresser*", et d'un "*nouveau modèle énergétique*" avec une TVA "*éco-modulable*".

Traduction : 1- l'argent de l'Etat, donc du contribuable, les travailleurs, pour faciliter et accompagner les restructurations dans l'industrie, autrement dit un coup de main aux patrons pour les aider à licencier en toute tranquillité ; 2- le projet de Sarkozy-Chérèque-Thibault qui se traduira par l'obligation d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire dans n'importe quelles conditions en cas de chômage, cela s'assimile aux travaux forcés ; 3- une taxe équivalente à la taxe carbone de Sarkozy.

Un socle dont le concept de "*bien-être*" est la finalité et le principe de justice le "*fil rouge*", notamment sur la question des retraites.

On aura compris que le "*bien-être*" sera réservé aux privilégiés et que les inégalités et les injustices criantes dont est victime le prolétariat se perpétueront temps que le "*fil rouge*" ne sera pas atteint, autrement dit, temps que la limite de l'insupportable fixée par le PS n'aura pas été atteinte ou franchie, limite qui appliquée à lui-même ne veut strictement rien dire puisque les dirigeants du PS appartiennent aux classes privilégiées auxquelles ils réservent leur "*bien-être*".

"*Nous, nous prenons en compte le fait que l'espérance de vie s'accroît et qu'il faudra travailler plus longtemps, mais nous voulons d'abord faire en sorte que des ressources complémentaires rentrent effectivement dans les caisses des retraites*", a-t-elle fait valoir.

Voilà pour notre droit légitime à la retraite dès 50 ans quelles que soient le nombre d'années cotisées foulé aux pieds, cela a le mérite d'être clair, le PS est sur la même ligne que l'UMP.

Répondant par ailleurs au "*nouveau mensonge du Premier ministre*, elle a assuré qu'"*aucune de nos propositions ne touche les classes populaires et moyennes, (...) aucune de nos propositions ne touche les petites et moyennes entreprises*".

Un énorme mensonge qu'il nous faut dénoncer et combattre, non pas pour que le PS adopte un véritable projet socialiste, mais pour montrer aux travailleurs dans quel camp se situe le PS et qu'ils n'ont rien à en attendre.

Mme Aubry a estimé qu'il n'y avait "*qu'une seule politique à mener en France: réduire les dépenses fiscales inutiles (...) et puis relancer le pouvoir d'achat*" pour augmenter la croissance.

Le tout sur fond de chômage massif et de précarité généralisée histoire s'assurer la stabilité politique du régime, la paix sociale à laquelle adhère tous les syndicats, pendant que des pans entiers du prolétariat livrés à la pauvreté continueront de se débattre pour simplement survivre.

Chargé de piloter les travaux qui ont débouché sur l'élaboration de ce "*nouveau modèle de développement*", le député Pierre Moscovici s'est réjoui que le texte final n'ait "*pas honte à d'être à gauche*". (AP 29.05)

Un verni de gauche qui a pour seul objectif de camoufler le fait que le PS s'apprête à prendre le relais de l'UMP pour faire la même politique, afin que les capitalistes puissent continuer à vaquer tranquillement à leurs affaires.

Pour terminer, le double langage du PS sur les retraites.

Les 60 ans : "*Nous ne considérons pas qu'il s'agit d'un dogme, nous considérons simplement que c'est une affaire de justice*", a affirmé Martine Aubry, et de préciser : "*Il faut ouvrir toutes les pistes de manière équilibrée*", y compris donc celle de l'âge du départ à la retraite, l'allongement des années de cotisation et le report de l'âge auquel on peut percevoir une retraite à taux plein sans avoir cotisé le nombre d'annuités requises. (Reuters 29.05)

Leur "*équilibre*", c'est l'équité, faire payer à la fois les riches et les travailleurs, sauf qu'un riche peut se délester de quelques millions d'euros sans que cela ne change quoi que ce soit à son existence, alors que travailler plus longtemps pour un ouvrier a un impact direct sur les années qui lui reste à vivre, il est donc indécent, insupportable de parler d'"*équilibre*" en la matière.

On a appris que Benoît Hamon aurait tenu les propos suivants lors de la manifestation parisienne du 27, c'était à propos de Strauss-Kahn qui s'est prononcé pour la liquidation des 60 ans : "*Strauss-Kahn fait chier de faire de telles déclarations, en plus d'être à Washington à la tête du FMI*". (Lepost.fr 29.05)

On a les "*camarades*" qu'on peut ! Strauss-Kahn a vendu la mèche et torpillé le projet du PS avant même qu'il ne voit le jour, on comprend la colère d'Hamon.

Il y a des camarades qui seront tentés malgré tout de s'appuyer sur les déclarations du PS sans tenir compte des contradictions qu'elles contiennent, au motif qu'elles pourraient favoriser la mobilisation pour la défense des retraites, car c'est leur seul objectif. Dans l'hypothèse ou ce scénario permettrait d'atteindre cet objectif, qui en tirerait profit sur le plan politique ? Pas vous ou votre parti qui demeure marginal ou inexistant pour la plupart des travailleurs, mais le PS, un parti dont le programme est similaire à celui de l'UMP. Ce serait une bonne occasion pour redorer le blason du PS, de gauche évidemment !

Dites-moi en quoi cela permettrait de faire progresser la conscience de classe du prolétariat compte tenu que ce qui aurait été obtenu ne l'aurait pas été dans une perspective politique précise, disons différente de la survie du régime ? Faut-il être comptable du maintien ou non du régime actuel des retraites sachant que nous n'avons pas les moyens d'influer sur le cours des choses ou tout simplement que notre discours ne parviendra même pas jusqu'à la majorité des travailleurs ? Ou à l'opposé, ne sommes-nous pas comptable uniquement de la construction du parti à partir du moment où nous avons été capable d'inscrire ce combat dans une perspective politique rompant avec le capitalisme et les institutions ? N'était-ce pas le seul moyen de faire progresser la conscience des masses que de lutter à la fois contre les illusions qu'elles peuvent avoir dans les appareils, le capitalisme et les institutions pour qu'elles rompent avec elles ? Recruter des travailleurs sur la base que nous aurions favorisé la mobilisation dont le PS aurait pris la tête, vous avouerez qu'on ne peut pas imaginer pire. Vous aurez joué le rôle d'aiguillon, de flanc gauche des appareils et rien de plus.

Les militants qui se disent déçus par le cours de la lutte de classe, qui sont parfois complètement las ou désespérés au regard des coups que l'on prend à longueur de temps depuis des décennies, ne prennent-ils pas sur eux les conséquences de la politique des appareils qui conduisent le mouvement ouvrier et le prolétariat à essayer échec après échec ? S'ils n'avaient en tête que la construction du parti qui demeure notre tâche prioritaire et situaient leur combat dans l'unique perspective du socialisme, ils verraient dans la situation actuelle les ferments des combats décisifs qui approchent, ils verraient que des couches entières du prolétariat sont prêtes à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques, et ils ne se détourneraient pas de notre objectif au profit d'objectifs impossibles à atteindre, dont ils ne détiennent pas la clé et qui ne peuvent que les décourager.

On devrait se battre pour la défense des retraites sur la base de notre programme révolutionnaire et recruter ainsi les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière prêts à en découdre avec le régime. Les retraites on les conserve ou on les perd, voilà c'est ainsi. On se demande quelle langue il faut parler pour se faire comprendre. Ce n'est évidemment pas la position défendue par l'immense majorité des militants pour lesquels le combat politique se réduit aux revendications immédiates.

Au passage je leur signale que c'est leur position qui a dominé pratiquement exclusivement le mouvement ouvrier depuis 60 ans avec le résultat que l'on sait. Pendant encore combien de temps cela va-t-il durer ? Il y a fort à parier que parmi eux il y en a un bon nombre qui n'ont pas si mal vécu ces décennies-là, ceci expliquera sans doute en partie cela. Commençons par vivre mieux aujourd'hui, pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, on verra plus tard un jour indéterminé, c'est ainsi que pense et agit la majorité des militants.

On y reviendra, j'ai presque terminé un article où je reviens sur la lutte de classe depuis 1810, j'espère le mettre en ligne dans un ou deux jours.

Retraites.

1- Six Français sur dix sont opposés au recul de l'âge légal du départ à la retraite au-delà de 60 ans et 55 % sont contre l'allongement de la durée de cotisation, selon un sondage Ifop à paraître dans Dimanche Ouest-France. (lepoint.fr 29.05)

2- Joël de Rosnay, scientifique et prospectiviste invité de Parlons Net ! sur France Info : "*On vivra bientôt jusqu'à 140 ans. La réforme des retraites doit en tenir compte*" (Lepoint.fr 29.05)

Commentaire avisé d'un internaute : Passer directement de l'Etat de salarié usé au cimetière, voilà la "politique de civilisation" du cynique

bonimenteur de foire à la tête de l'Etat.

Les puéricultrices dans la rue

Plus de 5.000 personnes, selon le collectif "Pas de bébés à la consigne", un millier selon la police, ont à nouveau défilé samedi après-midi à Paris, contre le décret assouplissant les conditions d'accueil en crèches.

Depuis trois mois, le collectif exige -sans succès- le retrait du projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches, dont la parution au "Journal officiel" est annoncée pour juin par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano.

Ce projet prévoit de limiter les 10% d'accueil en surnombre autorisé depuis 2007 "*certaines jours de la semaine*", aux seuls "*établissements ou services d'une capacité égale ou inférieure à vingt places*". Il l'augmente à 15% pour les crèches comportant jusqu'à 40 places et à 20% pour celles supérieures à 40 places, sans pour autant augmenter le nombre d'adultes présents.

Le projet prévoit également de baisser de 10 points (passant de 50% à 40% au moins de l'effectif total d'encadrement) le nombre de "*puéricultrices diplômées d'Etat, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat*", présents dans les établissements. (AP 29.05)

UE. Marché de dupes.

Il y a deux semaines, la Banque centrale européenne annonçait le rachat d'obligations souveraines et privées, et notamment des dettes grecques, et ce, pour accompagner le plan d'aide de 750 milliards d'euros, crée par les Etats membres de la zone euro. Une mesure que n'a pas du tout apprécié la Bundesbank, la banque centrale allemande d'émission qui n'hésite pas à parler de «complot français» qui porte atteinte aux intérêts de l'Allemagne.

Pourquoi la France aurait-elle intérêt à ce que la BCE rachète des obligations grecques ? Deux raisons pourraient être avancées : tout d'abord, parce que les banques françaises sont les plus exposées à la Grèce, avec des créances qui s'élèvent à 53 milliards d'euros; ensuite, la France sait que si la situation grecque venait à s'aggraver, elle serait donc le prochain pays en ligne de mire des agences de notation.

Le journal allemand Der Spiegel rapporte dans son édition de lundi que la BCE a déjà racheté 40.000 millions d'obligations dont 25.000 millions de dettes grecques, causant «*une irritation importante*» de la Bundesbank. L'Allemagne, par la voix de sa chancelière Angela Merkel ou du patron de la Deutsche Bank, n'a jamais caché ses doutes quant à la capacité de la Grèce de rembourser ses dettes. En février dernier, plusieurs grandes banques allemandes avaient décidé de ne plus souscrire de nouvelles obligations de l'Etat grec, inquiètes de la situation financière du pays.

Les banques françaises ont pour 51 milliards d'obligations grecques et les banques allemandes en ont pour 31 milliards d'euros. La France va payer 5,5 milliards et l'Allemagne va payer 8,4 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat. On se souvient qu'après cette mesure l'indépendance de la BCE avait sérieusement été remise en cause... par l'Allemagne, puisqu'elle avait toujours clamé qu'en dépit de la situation financière plus que compliquée de la Grèce, elle ne rachèterait pas d'obligations grecques. Autrement dit, des produits qu'aucun investisseur ne voulait. (lefigaro.fr 29.05)

Espagne.

La date butoir pour parvenir à une réforme du code du travail négociée entre les syndicats et les représentants du patronat a été repoussée d'une semaine en Espagne, annonce le ministère du Travail.

Les syndicats menacent quant à eux d'appeler à la grève générale en cas de mesure unilatérale du gouvernement.

Ces négociations sur une réforme du travail sont menées en parallèle au plan d'austérité que le gouvernement de José Luis Zapatero a fait adopter jeudi de justesse par le Parlement.

Cette réforme, qui vise à réduire les coûts de l'embauche et du licenciement, est un des axes de la réponse des autorités espagnoles au risque d'une contagion de la crise grecque. (Reuters 29.05)

[Haut de page ↗](#)